Guerre et paix en Europe

Dominique Triaire, Christian Amalvi

▶ **To cite this version:**

Dominique Triaire, Christian Amalvi. Guerre et paix en Europe. Presses universitaires de la Méditerranée, 364 p., 2000, 2-84269-416-3. ⟨hal-03266164⟩

HAL Id: hal-03266164

https://hal.science/hal-03266164v1

Submitted on 21 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

HAL Authorization

UNIVERSITÉ PAUL-VALÉRY
MONTPELLIER III

UNIWERSYTET WARSZAWSKI

SOUS LE PATRONAGE
DE S. E. L'AMBASSADEUR DE POLOGNE À PARIS

GUERRE ET PAIX EN EUROPE

ACTES DU COLLOQUE DE MONTPELLIER
(17-20 JUIN 1998)
RÉUNIS PAR
DOMINIQUE TRIAIRE ET CHRISTIAN AMALVI

Ouvrage publié avec le soutien
du Centre d'Étude du XVIII^ème^ siècle de Montpellier

Avertissement

Depuis 1987, l'Université Paul-Valéry de Montpellier et l'Université de Varsovie poursuivent un travail original et fécond en stimulant les rencontres entre littéraires et historiens. Cette collaboration a été ponctuée par quatre colloques, alternativement tenus dans les deux universités, dont les actes ont donné lieu à publication :

— *Continuités et ruptures dans l'histoire et la littérature* (Champion, 1988),

— *Parole et révolutions* (Champion, 1992),

— *Pologne-France : la vision de l'autre* (Champion, 1994),

— *Figures du héros national* (Uniwersytet Warszawski, 1996).

En juin 1998, s'est tenu à Montpellier le colloque *Guerre et paix en Europe* ; il fut honoré par la présence et la participation de M. l'Ambassadeur de Pologne à Paris.

Les communications prononcées à cette occasion sont réunies dans ce volume.

* * *

Le siècle que nous quittons sans regret restera probablement dans l'histoire de l'humanité comme celui de la guerre, à jamais marqué au fer rouge des tueries de 14-18, des tragédies de 1939-1945 et des conflits sanglants liés à la décolonisation. L'étude détaillée de cette période inflige un cruel démenti à tous les prophètes de bonheur qui — comme Yves Guyot (1843-1928), homme politique et économiste français — avaient un

peu rapidement prévu, en 1900, que le XX^{ème} siècle serait dominé par « la substitution de la civilisation scientifique et industrielle à la civilisation sacerdotale et guerrière. » (*Libération,* 30 décembre 1999). Pouvaient-ils prévoir que les découvertes techniques et industrielles les plus performantes du génie humain seraient mises en priorité au service de l'art de la guerre et de l'anéantissement d'autrui ? Pouvaient-ils imaginer que, dans la seconde moitié de ce siècle qui vit le triomphe de la science, l'humanité vivrait dans l'angoisse de l'apocalypse, une véritable épée de Damoclès nucléaire suspendue en permanence au-dessus de sa tête ?

Il est cependant un point sur lequel la réalité a heureusement dépassé les prévisions les plus optimistes de nos aïeux, c'est la réconciliation de l'Europe avec elle-même, qui favorise son unification pacifique : en un demi-siècle environ, on est passé d'une Europe ravagée et traumatisée par la barbarie nazie, puis en partie asservie par le totalitarisme stalinien à une Europe indépendante et réunifiée. En 1901, dans l'indifférence générale, l'historien Charles Seignobos (1854-1942) fonde un périodique intitulé *L'Européen,* puis, après les massacres de la Grande Guerre, publie, en 1934, une *Histoire de l'Europe* destinée à un vaste public pour le convaincre que l'avenir de ce continent passait non par des conflits fratricides, mais par la coopération des nations. Seignobos fut un visionnaire, qui avait peut-être rêvé de cet espace européen constituant, selon le vœu de Mikhaïl Gorbatchev, « notre maison commune » et s'étendant, selon la fameuse formule du général de Gaulle, « de l'Atlantique à l'Oural ».

Si la construction européenne — et notamment son indispensable élargissement à l'Est — est en marche, ce sera probablement la mission du prochain siècle, voire du prochain millénaire, de substituer, dans le monde sublunaire, la paix à la guerre, et de faire en quelque sorte passer l'humanité du *Voyage au bout de la nuit* à *Terre des hommes.*

LITTÉRATURE

Ewa Dorota ŻÓŁKIEWSKA
(Université de Varsovie)

LA GUERRE À L'ENVERS DANS UN MONDE À L'ENVERS LE CAS D'*AUCASSIN ET NICOLETTE*

Du point de vue formel, la chantefable d'*Aucassin et Nicolette*[1] est une œuvre hétérogène, une œuvre où, comme l'indique son titre, on *cante* et on *fable*. C'est un texte lyrico-narratif, unique dans son genre, qui entrelace les laisses lyriques et les narrations en prose. Sa matière cependant est bien homogène — on n'y parle que de la littérature.

Ce petit chef-d'œuvre du début du XIII^{ème} siècle nous plonge dans un univers construit de différents thèmes littéraires, motifs, formules, personnages-types, soit de ce qu'on pourrait appeler avec Jean Rychner[2], le traditionnel bagage intellectuel d'un jongleur. Nous sommes introduits dans ce monde par un « personnage » de littérature. Le narrateur est nommé explicitement — c'est le vieil Antif, célèbre cheval de Roland.[3] Ce fait éclaire, dès le début, deux aspects essentiels de l'œuvre. En premier lieu, c'est un texte sur la littérature et, par conséquent, c'est dans la production littéraire de l'époque qu'il faut chercher les références de son discours. En second lieu, ce discours n'est pas à prendre au sérieux. Le cheval qui parle appartient au corpus comique au même titre que Renard ou Ysengrain. Le petit prologue de la chantefable, contrairement aux habitudes de la topique de l'exorde, n'évoque ni la *translatio studii* ni la véracité du récit, mais le *déport* du vieil Antif. Dans sa belle édition d'*Aucassin et Nicolette,* Jean

Dufournet, traduit *déport* par « divertissement ».[4] Ainsi un personnage de littérature nous présente son texte pour se divertir — attitude pour le moins étonnante vu la tradition écrite du temps mais qui indique la manière dont le texte devrait être déchiffré.

Le sujet de l'histoire ? Le premier niveau de lecture donne une réponse toute simple : l'amour de *deus biax enfans petis* (p. 1). Le second niveau n'est point plus compliqué : l'aventure courtoise, la quête de la joie qui se poursuit à travers le monde de la littérature. Ainsi la direction du décodage ne pose pas trop de problèmes. Par contre, la matière qu'il nous faut aborder est infiniment plus complexe. Sous nos yeux se déroule le panneau de la littérature de l'époque avec ses différents genres littéraires, thèmes, motifs, techniques, procédés qui s'enchevêtrent, s'entrecoupent, se lient et se contredisent. Tous les éléments narratifs : événements, attitudes, personnages, animaux, objets, enfuis en volutes dans une toile de fond, s'entremêlent jusqu'à perdre leur identité propre.

Ce que vise le vieil Antif, ce avec quoi il s'amuse, c'est l'horizon d'attente de son lecteur. Il suggère un motif pour le contredire aussitôt, il dessine un personnage-type qui en un clin d'œil change en sa propre antithèse. Un chevalier peut devenir un anti-chevalier, un homme, une femme, des Sarrasins, des Chrétiens. Le jeune héros, bachelier chrétien, porte le nom d'Aucassin qui vient de l'arabe Al-Kâssim; son amie, la belle Sarrasine, porte le prénom bien chrétien de Nicolette.

Ainsi le texte, comique par définition, présente un monde doublement renversé : par rapport à la réalité qui, quoi qu'en ait dit Albert Pauphilet[5], ne peut que difficilement être considérée comme référence du discours, pas celle en tout cas du premier ou du second niveau de lecture; et par rapport à sa référence même : la littérature de l'époque. Les genres, où les classes de texte comme le voulait Paul Zumthor[6], sont régis par des lois d'écriture plus ou moins strictes. Or dans *Aucassin et*

Nicolette, ces lois sont transgressées à chaque moment. Et ce n'est pas seulement par le fait d'introduire des éléments du roman courtois dans la matière de la chanson de geste, mais aussi par le fait de briser la cohérence interne du genre, par exemple, par une attitude non-courtoise d'un chevalier courtois. Dans ce monde du contexte littéraire, rien ne paraît sûr, tout semble flou et en mouvement continuel.

Et cependant ce n'est pas vrai. La structure narrative du texte permet de retrouver certains points fixes. Ce sont, entre autres, la guerre et la paix. Ces deux notions ou plutôt deux situations narratives organisent toute l'action. Le récit commence avec la guerre et finit avec la paix. Les différentes apparitions de la guerre marquent les grandes étapes de l'aventure. À chaque fois, la guerre appartient à un autre univers littéraire : il y a une guerre de chanson de geste, une guerre de roman d'amour, une guerre de pays de Cocagne, une guerre de roman d'aventures. Chacune d'elles devrait se poursuivre selon les règles du genre. Et à chaque fois, nous sommes témoins d'une brisure profonde qui met en doute la cohérence même de ce monde de fiction.

En plus la guerre, dans *Aucassin et Nicolette,* a un double caractère. Elle reste un événement et par là, elle est un phénomène temporel — après la guerre vient la paix. Mais elle est aussi un état qui peut coïncider avec la paix. Est-ce un reflet de la réalité médiévale ? Peut-être. Mais c'est avant tout la condition première de cette toile de fond qui mélange les différents univers thématiques. Dans ce sens-là, la guerre devient un phénomène spatial : la guerre et la paix coexistent dans un même espace narratif. C'est un peu comme dans le cas de l'Au-delà de la matière de Bretagne. À Lanval, un des héros des *Lais* de Marie de France, il suffit de passer la rivière pour se voir dans un monde féerique et il suffit qu'il fasse la route arrière pour qu'il se retrouve dans le monde de la cour. Dans la chantefable, la guerre comprise comme un phénomène spatial

est plus un contexte de l'action qu'un de ses rouages. Notre héros peut y prendre part, il peut même en changer le cours, mais le fait reste sans conséquences pour sa propre destinée. Telles sont : la guerre champêtre du pays de Cocagne et la guerre épique de la chanson de geste. Inversement, la guerre comprise comme un phénomène temporel influence le sort des protagonistes. Leur vie d'avant la guerre et leur vie d'après la guerre n'est pas la même. Telles sont les guerres du roman d'amour et du roman d'aventures. Pourquoi cette différence, d'où vient ce choix ? Aucassin tout au long du récit reste un personnage de littérature courtoise. Son apparition dans l'univers de la chanson de geste aussi bien que dans l'univers *bestourné* brise le code générique et cette brisure se dessine à travers l'épreuve de la guerre. Par contre, comme il appartient en plein au monde du roman d'amour et de celui d'aventures, son sort ainsi que celui de Nicolette, dépendent des lois qui régissent ce type de textes.

Ainsi tout commence par la guerre, une longue guerre épique qui dure depuis vingt ans déjà. Elle oppose le comte Bougar/Bulgar de Valence, supposé Sarrasin, au comte Garin de Beaucaire, chrétien. On sait bien le nombre de rappels épiques (motifs, formules, syntagmes, le nom même de Garin) que propose cette première partie du récit. La guerre était

> si grande et si mervelleuse et si mortel qu'il ne fust uns seux jors ajornés qu'il ne fust as portes et as murs et as bares de la vile a cent cevaliers et a dis mile sergens a pié et a ceval, si li argoit sa terre et gastoit son païs et ocioit ses homes. (p. 1)

Mais cette première partie du texte ne nous renvoie pas uniquement à la chanson de geste. Avec l'apparition d'Aucassin, fils du comte Garin, nous retrouvons le roman d'amour. Le portrait du garçon suit fidèlement les règles qui ordonnaient la description d'un héros courtois mais qui plus est, c'est un jeune homme *récréant,* un vrai Erec :

> Mais si estoit soupris d'Amor, qui tout vaint, qu'il ne voloit estre cevalers, ne les armes prendre, n'aler au tornoi, ne fare point de quanque il deust. (p. 2)

Cette reprise du motif de Chrétien de Troyes n'est pas gratuite. Aucassin vit et veut vivre dans un monde de littérature. C'est dans ce sens-là qu'il faudrait lire le célèbre fragment qui traite de l'enfer et du paradis. Notre jeune amoureux ne veut pas aller en paradis. « En paradis qu'ai-je a faire » dira-t-il. Parmi les vieux prêtres, les infirmes, tous ceux qui meurent de faim, de soif, de froid, de misère, il n'a pas de doutes :

> Mais en infer voil jou aler, car en infer vont li bel clerc, et li bel cevalier qui sont mort as tornois et as rices gueres, et li buen sergant et li franc home [...] et s'i vont les beles dames cortoises que eles ont deus amis ou trois avoc leur barons [...] si i vont herpeor et jogleor et li roi del siecle. (p. 6)

Certains pourraient dire que c'est une irruption des sentiments irréligieux, que c'est une satire sociale. Peut-être. Cet aspect reste sous-jacent à toute cette œuvre si charmante et si inquiétante aussi. Ce qui est sûr cependant, c'est qu'on présente ici la liste des héros d'une littérature qu'on appelle aujourd'hui la littérature de la chambre de dames. Aucassin nomme aussi ceux qui la produisent : *clerc, harpeor, jogleor.* Reste la métaphore de l'enfer. La tradition ecclésiastique vouait à l'enfer les poètes et le jongleurs. Leurs œuvres ne pouvaient pas être mieux vues.

Aucassin, de temps à autre, essaie de faire figure d'un des grands héros romanesques. Il devient Pyramus, Floire, Erec, Yvain, Lancelot. L'identification n'est jamais complète; elle n'est que suggérée, mais à chaque fois, l'allusion reste facilement lisible. *Récréant,* il jouait à Erec; en prenant part au combat, il deviendra Lancelot. Car malgré sa répulsion, il prend part à la guerre. Son père l'y incitait de différentes manières, mais décisive était la promesse d'un baiser de

Nicolette. Celle-ci, jeune esclave sarrasine, était considérée par les parents d'Aucassin comme indigne de son amour. On l'a enfermée dans une chambre sans que personne puisse l'approcher. La vision d'une entrevue et d'un baiser devient une motivation suffisante pour que le jeune homme parte à la guerre. Mais « sa » guerre n'a rien d'une guerre épique. On se rappelle bien la distraction amoureuse de Lancelot de Chrétien. Et Aucassin ?

> Or ne quidiés vous qu'il pensast n'a bués n'a vaces n'a civres prendre, ne qu'il ferist cevalier ne autres lui. Nenil nient ! onques ne l'en sovint; ains pensa tant a Nicolete sa douce amie qu'il oublia ses resnes et quanques il dut faire; et li cevax qui ot senti les esperons l'en porta par mi le presse, se se lance tres entre mi ses anemis; et il getent les mains de toutes pars, si le prendent, si le dessaisisent de l'escu et de le lance, si l'en mannent tot estrousement pris, et aloient ja porparlant de quel mort il feroient morir. (pp. 9-10)

Lancelot reprend ses esprits juste pour éviter la catastrophe. De même Aucassin, réveillé par l'idée de ne plus revoir sa Nicolette, sort vainqueur du combat en faisant prisonnier le comte Bougar. Maintenant il réclame sa récompense. Le père refuse bien entendu, et essaie de lui expliquer que décidement ils ne se meuvent pas dans un même espace narratif : « Biax fix, fait li pere, tes enfances devés vos faire, nient baer a folie » (p. 11). C'est le motif des enfances épiques qu'on devrait voir ici, et pas celui de la folie amoureuse. Et c'est ainsi qu'apparaît la première fêlure. L'épisode fait coïncider deux genres bien distincts. Cette fêlure va être suivie d'une autre — la transgression des règles du genre. Aucassin, furieux, libère son prisonnier en lui disant :

> Ce m'afiés vos, fait Aucassins, que, a nul jor que vos aiés a vivre, ne porrés men pere faire honte ne destorbier de sen cors ne de sen avoir que vos ne li faciés. (p. 11)

Même Bougar s'étonne de cette condition, mais lui, il est un personnage de la chanson de geste.

Comme on le voit, la vraie guerre épique ne finit jamais. Que doit faire alors celui qui n'aime pas guerroyer ? La réponse est simple : changer de récit. Par bonheur, parallèlement à cette épreuve épique, se poursuit le roman de tragiques amours enfantines. On y retrouve surtout les motifs connus de *Piramus et Thisbé.*[7] La guerre qui apparaît cette fois-ci a un tout autre caractère. C'est le combat que les parents du garçon mènent contre son amour. Dès le début une menace mortelle pèse sur les deux enfants. Le protecteur de la jeune fille le dit clairement à Aucassin :

> se vos i parlés et vos peres le savoit, il arderoit et mi et li en un fu, et vos meismes porriés avoir toute paor. (p. 6)

De nouveau, une brisure du code se dessine. Ce qui a amené la mort des deux héros ovidiens libère Aucassin et Nicolette de la tutelle des parents :

> La u Aucassins et Nicolette parloient ensanble, et les escargaites de le vile venoient tote une rue; s'avoient les espees traites desos les capes, car li quens Garins lor avoit conmandé que, se il le pooient prendre, qu'i l'ocesissent. (p. 16)

Heureusement un veilleur les voit venir du haut de sa tour. Pour lui la chose est claire :

> car s'i l'ocient, dont iert Aucassins mes damoisiax mors, dont grans damages ert. (p. 16)

Par une chanson, il avertit Nicolette du danger, et celle-ci prend la fuite. On voit bien que, tout comme dans le cas de la guerre épique, la fêlure est double. Non seulement on contredit les règles du genre (la trahison du lignage dans le premier cas, et la fuite de Nicolette dans le second), mais en plus on fait intervenir un autre genre littéraire dont la réalisation demeure, elle aussi, impropre. Le motif de Lancelot distrait par l'amour est intimement lié avec la quête, et non pas avec la bataille

rangée; le veilleur de nuit est un personnage de l'aube, genre lyrique où l'on chante la séparation matinale des amants, c'est-à-dire leur retour à la société, et non pas leur libération de ses contraintes, leur fuite.

Mais, comme nous l'avons déjà dit, cette seconde guerre, guerre du roman d'amour, change la vie des amants. L'un après l'autre, ils quittent Beaucaire pour commencer une nouvelle aventure, celle de la quête amoureuse. Un chemin difficile les mènera par la pastourelle et la bergerie, par le grand chant courtois, par la littérature féerique, jusqu'à la forêt qui rappelle à merveille celle de Morois. Ce voyage à travers la littérature idyllique et féerique n'est jamais explicite. On suggère plus qu'on ne dit. Pas un seul personnage n'est univoque. Certains même, comme le célèbre vilain, jouent leur rôle à contrecœur et moyennant une récompense en argent. Nicolette est la seule qui s'y prête sans réticence. Même, de temps en temps, c'est elle qui organise la mise en scène, comme dans l'épisode de la hutte. La référence à la légende de Tristan est nette, on y retrouve les échos de la forêt de Morois et du lai de Chèvrefeuille. Seulement ici, c'est Aucassin qui joue le rôle d'Yseut et Nicolette celui de Tristan. Cette partie de la chantefable est dépourvue de guerre. Le fait est lié au caractère sentimental et lyrique de la littérature à laquelle on se réfère. La quête amoureuse finit, bien sûr, par les retrouvailles des amants. Enfin réunis, montés sur un seul cheval, tels Erec et Enide, ils quittent la forêt secourable et avec elle, la féerie bretonne. Les voilà au seuil du pays de Cocagne, du monde *bestourné*. Dans le pays de Torelore, les hommes accouchent et les femmes vont à la guerre. Comme Aucassin

> demande u li rois estoit, et on li dist qu'il gissoit d'enfent. Et u est dont se femme ? Et on li dist qu'ele est en l'ost et si i avoit mené tox ciax du païs. (p. 30)

Ayant reconquis Nicolette et son amour, Aucassin ne peut plus être *récréant.* Il force, à coups de bâton, le pauvre roi à le suivre sur le champ de bataille, où les guerriers

il avoient aportés
des fromages fres assés
et puns de bos waumonés
et grans campegneus canpés. (pp. 31-32)

Alors Aucassin se met à rire et ce rire fait apparaître la première fêlure du code. Le récit du pays de Cocagne est un genre comique, mais ce comique découle du caractère sérieux de son discours. Le combat champêtre est nécessaire au monde *bestourné,* tout comme la guerre épique est nécessaire à la chanson de geste. Il suit aussi ses propres règles, incompréhensibles et inadmissibles pour un chevalier sorti tout récemment d'un roman courtois.

Quant Aucasins vit cele mervelle, si vint au roi, si l'apele.

— Sire, fait Aucassins, sont ce ci vostre anemi ?

— Oïl, sire, fait li rois.

— Et vouriiés vos que je vos en venjasse ?

— Oie, fait il, volentiers.

Et Aucasins met le main a l'espee, si se lance en mi ax, si conmence a ferir a destre et a senestre, et s'en ocit molt. Et quant li rois vit qu'i les ocioit, il le prent par le frain et dist :

— Ha ! Biax sire, ne les ociés mie si faitement.

— Comment ? fait Aucassins, en volés vos que je vos venge ?

— Sire, dist li rois, trop en avés vos fait : il n'est mie costume que nos entrocions li uns l'autre. (p. 32)

Aucassin étranger au monde de la chanson de geste l'est aussi au monde *bestourné.* Ici la brisure du code est encore plus flagrante. Les habitants du pays l'ont immédiatement senti et veulent chasser le jeune homme de leur terre. Seule l'inter-

vention de Nicolette qui, elle, sait suivre les règles du jeu, permet à Aucassin de rester à Torelore. Mais l'amour hors de la société courtoise n'est qu'un amour à l'envers — dans ce pays de Cocagne, Aucassin n'est rien d'autre qu'un comique Maboagarin. De nouveau, il doit changer de récit, cette fois-ci pour un roman d'aventures. Cette nouvelle ouverture est marquée par une nouvelle guerre.

> En ço qu'il estoit en tel aisse et en tel deduit, et uns estores de Sarrasins vinrent par mer, s'asalirent au castel, si le prissent par force; il prissent l'avoir, s'en menerent caitis et kaitives; il prissent Nicolete et Aucassin et si loierent Aucassin les mains et les piés et si le jeternt en une nef et Nicolete en une autre; si leva une tormente par mer que les espartist. (p. 33)

Un fervent lecteur des romans d'aventures trouvera ici tout ce qu'il faut : la razzia des Sarrasins, les héros captifs, la tempête en mer, la séparation des amants. Mais la brisure du code ne tarde pas, et comme à chaque fois elle est double : extérieure et intérieure au genre. D'une part, le motif du roman d'aventures intervient dans le monde *bestourné.* De l'autre, les aventures du héros devraient se poursuivre dans des pays lointains jusqu'à l'épisode final des retrouvailles. Or, « li nes u Aucassins estoit ala tant par mer waucrant qu'ele ariva au castel de Biaucaire » (p. 33) — le voilà donc chez lui. Son retour est un retour à la société, c'est sa Joie de la Cour. « Quant cil de Biaucaire virent lor damoisel, s'en fisent grant joie » (p. 33), dira le vieil Antif. En plus, le Beaucaire où arrive Aucassin est bien différent du Beaucaire qu'il a quitté. Son père est mort et avec lui la guerre s'est éteinte. Tout comme Erec après sa quête éclatante, le jeune Aucassin peut tenir sagement « se tere en pais » (p. 33).

La fin ? Mais pas du tout. À quoi sert la Joie de la Cour là où il manque d'amour ? Chrétien de Troyes l'a dit explicitement. La joie de la société courtoise est intimement liée au

triomphe de l'amour courtois. Aucassin a réintégré sa cour, mais pour retrouver le bien suprême qui est l'amour, il doit attendre l'aide de Nicolette. Ses deux épreuves courtoises, chevaleresque et amoureuse, auraient pu se solder par un échec si son amie n'avait pas su s'y prendre. Après une suite d'aventures qui trouvent leurs références d'une part dans les motifs des jeunes filles débrouillardes des romans d'aventures et des chansons de geste tardives, et d'autre part dans le motif de Tristan ménestrel, Nicolette devient la dame de Beaucaire. Jean Dufournet dit très justement que la chantefable est un hymne incessant à la féminité — belle, forte, rusée et sage.[8] C'est grâce à cette féminité victorieuse qu'« Aucassin a sa joie et Nicholete autresi » (pp. 39-40). Telle est la fin de l'histoire de *deus biax enfans petis.*

Pour conclure, il faut dire que dans ce texte qui sans cesse joue des références littéraires, le motif de la guerre est un élément de structure profonde. Sa fonction est double. En premier lieu, l'image de la guerre sert à l'identification du héros. C'est par l'épreuve de la guerre qu'Aucassin, personnage courtois, se définit pleinement. Il est un amoureux — alors étranger à la littérature épique de la chanson de geste. Il est un jeune courtois — alors étranger au monde de Cocagne. Par contre les motifs tirés des romans d'amours et des romans d'aventures modulent sa situation narrative. C'est à cette littérature qu'il appartient en propre. En second lieu, la guerre organise tout le récit. La guerre épique sert de point de départ, mais n'ayant aucune conséquence directe pour la destinée des héros, elle forme une séquence close. Elle est suivie de près par la guerre vouée à l'amour qui forme, par contre, une séquence ouverte — c'est avec elle que commence la quête amoureuse. Cette quête considérée comme une fin en soi aboutit au pays des valeurs renversées, au pays de Cocagne. La guerre de Torelore forme de nouveau une séquence fermée, elle ne sert qu'à la réidentification du héros. Pour poursuivre l'action, il faut une

nouvelle séquence ouverte et elle est fournie par la guerre du roman d'aventures qui, à l'image de la première partie est suivie d'une quête. Cette quête mène à la joie concertée de la cour et de l'amour, joie qui garantit la paix au pays et le bonheur aux protagonistes.

Constatons, pour clore notre analyse, qu'à l'époque le motif de la guerre était considéré comme caractéristique de certains genres narratifs : suffisamment typique pour permettre leur reconnaissance et suffisamment stable pour servir de charpente à un discours qui ne se refère qu'à la littérature.

NOTES

1. *Aucassin et Nicolette,* chantefable du XIII^{ème} siècle, éd. par M. Roques, Champion, Paris, 1973. Toutes les citations d'*Aucassin et Nicolette* proviennent de cette édition.
2. J. Rychner, *La Chanson de geste. Essai sur l'art épique des jongleurs,* Droz-Giard, Genève-Lille, 1955.
3. « Qui vauroit bons vers oïr / del deport du viel antif / de deus biax enfans petis », éd. cit., p. 1.
4. *Aucassin et Nicolette,* éd. par J. Dufournet, Garnier-Flammarion, Paris, 1973, p. 43.
5. A. Pauphilet, *Le legs du Moyen-Âge,* Librairie d'Argences, Milun, 1950, p. 248.
6. P. Zumthor, *Essai de poétique médiévale,* Seuil, Paris, 1972, pp. 157-185.
7. *Piramus et Thisbé*, poème du XII^{ème} siècle, éd. par C. De Boer, Champion, Paris, 1921.
8. Éd. cit., pp. 27-34.

Dorota SZELIGA
(Université de Varsovie)

ENTRE L'AMITIÉ ET LA MÉFIANCE : LES PREMIERS CONTACTS DES NAVIGATEURS FRANÇAIS AVEC LES INDIGÈNES À TRAVERS QUELQUES RÉCITS DE VOYAGE DU DÉBUT DE LA RENAISSANCE

L'époque des Grandes Découvertes constitue pour un chercheur un grand défi. D'une part, il est souvent séduit par la beauté de certains récits de voyage dont le texte l'invite à l'aventure que les voyageurs ont vécue aux siècles passés; d'autre part, une analyse attentive des témoignages authentiques lui permet non seulement de décrire les civilisations des peuples inconnus de l'Amérique et de l'Orient, mais aussi de connaître l'état de conscience des Européens. Le monde découvert est le miroir dans lequel la société du vieux continent se regarde et reconnaît ses vices. Montaigne fait le bilan amer de cette expérience et pose une question qui est d'importance capitale :

> Quelle reparation eust-ce esté, et quel amendement à toute cette machine, que les premiers exemples et deportemens nostres qui se sont presentez par delà eussent appelé ces peuples à l'admiration et imitation de la vertu et eussent dressé entre eux et nous une fraternele societé et intelligence ![1]

Ce regret de Montaigne, est-il le nôtre ? Un autre scénario des événements survenus à la suite de la découverte des terres inconnues aurait-il été possible ? Ce dernier problème

concerne surtout la France car il y a une longue tradition qui fait regretter aux Français la participation limitée de leur pays à la conquête du Nouvau Monde. Cette conquête avait cependant un prix, un prix qui n'était pas honnête : la guerre déclarée aux peuples indigènes. Pour pouvoir rivaliser avec les puissances maritimes, l'Espagne et le Portugal, dans l'aventure de la colonisation, les actions de la France auraient dû être plus efficaces. Cet adjectif renvoie à une réalité concrète et évoque les images de l'exploitation des terres nouvelles et de l'extermination des peuples indigènes. Afin de remporter un succès, les voyageurs français auraient dû imiter le comportement de Hernán Cortés qui après avoir débarqué sur les côtes de l'Amérique « brûle ses vaisseaux pour empêcher ses compagnons de faire marche arrière et fonce vers les plateaux du Mexique. »[2] Il faut reconnaître que cet étrange acte de détermination marque bien la différence entre le voyage de découverte et celui de conquête. Les navigateurs français du début du XVI^{ème} siècle visaient surtout l'établissement des contacts avec des pays lointains. C'était plutôt une exploration pacifique, l'attitude de commerçants qui profitent de la paix et évitent la guerre qui anéantit leurs projets. Ils n'étaient pas tentés par les expériences des conquistadors pour plusieurs raisons. Sans doute la France n'avait-elle pas joué un rôle de puissance coloniale au moment des premières compétitions visant la conquête des terres inconnues. Néanmoins depuis les dernières années du XV^{ème} siècle le nombre d'expéditions de long cours augmente et le début du XVI^{ème} siècle voit cette tendance s'accélérer.[3]

Nous voulons faire part de quelques observations concernant les premiers voyages de découverte organisés au nom des rois français : Louis XII et François I^{er}. Nous proposons une approche de trois textes dont chacun revêt un caractère différent. Peut-être leur examen permet-il d'élucider certaines questions, à savoir : quel caractère avaient les expéditions

françaises, était-ce des reconnaissances pacifiques ou des opérations belliqueuses ? Quelles étaient les attitudes des navigateurs à l'égard des peuples indigènes, étaient-ils prêts à entrer en contact avec eux ou se limitaient-ils à tolérer leur présence ? Et enfin, un problème fondamental : dans quelle mesure ont-ils imposé leur modèle de culture aux indigènes, et quelles méthodes ont-ils utilisées pour faire valoir la civilisation européenne ?

Les trois textes que nous avons choisis ne font pas partie du corpus de la littérature géographique étudié par Geoffroi Atkinson[4] parce qu'ils n'avaient pas été édités au XVI^{ème} siècle. La relation du voyage de Paulmier de Gonneville au Brésil (1503-1505) nous est parvenue sous forme d'un document établi devant le tribunal de la Table de marbre, les journaux de bord ayant été perdus à la suite d'une attaque des pirates près de l'île de Jersey. La deuxième relation est une lettre de Giovanni Verrazano au roi François I^{er}, écrite à bord de *La Dauphine* au cours du voyage de découverte vers l'Amérique du Nord organisé en 1524. Le dernier texte est un journal de bord tenu par Pierre Crignon pendant le voyage de Jean et Raoul Parmentier à Sumatra en 1529. Nous avons donc trois récits de caractères variés qui relatent les événements ayant eu lieu au cours des expéditions, mais aussi, ce qui est le plus intéressant, décrivent le moment de rencontre des hommes élevés dans les rayonnements de civilisations si différentes. Néanmoins, il est possible d'observer les motifs récurrents.

Le but : voyage de découverte ou voyage de conquête

Si la distinction entre le voyage de découverte et le voyage de commerce pose plusieurs problèmes, une expédition visant la conquête se fait reconnaître par un grand nombre de participants (plusieurs navires, des centaines de soldats), la quantité

d'armes et leur caractère, la présence des chevaux et du bétail. Par exemple, l'expédition de Cortés en 1518 comptait cinq cents soldats, une centaine de matelots, ils étaient tous embarqués dans onze vaisseaux.[5]

D'après Jacques Heers, « La découverte ne cesse que lorsque le voyage d'exploration cède le pas au véritable trafic, à la routine marchande qui, à l'avance, peut calculer ses profits. »[6] La modestie des moyens semble constituer un élément distinctif de ce genre d'entreprises : les bateaux peu nombreux (un, deux, trois au maximum), de tonnage faible (entre 60 et 130 tonneaux), le plus souvent des caravelles légères facilement maniables et « aptes à la navigation en estuaire ou sur les côtes difficiles ».[7] L'équipage se compose de gens de métier (pilotes, cosmographes, matelots, commerçants), et non de soldats ni de personnes embarquées par hasard. Aucun de ces voyages n'est donc un voyage de conquête.

Nous connaissons le but et le caractère du voyage de Paulmier de Gonneville. Le journal de bord ayant été perdu à la suite de l'attaque des corsaires au cours du voyage de retour, le capitaine Gonneville et ses compagnons se présentent devant les officiers de justice pour préparer un document d'après leur relation orale. Ils veulent également satisfaire aux « ordonnances de la marine stipulant que les journaux et relations de tous voyages de long cours seront remis à la justice ».[8] Quant au but du voyage, ils le précisent ainsi :

> Et premièrement, disent que trafiquant à Lisbonne, Gonneville et les honorables hommes Jean l'Anglois et Pierre le Carpentier, ayant vu les belles richesses d'épicerie et autres raretés venant en cette cité par les navires portugais allant aux Indes orientales, découvertes depuis quelques années, firent ensemble complot d'y envoyer un navire, après une bonne enquête auprès de ceux qui avaient fait ce voyage, et pris à gros gages deux Portugais qui en étaient revenus, l'un nommé Bastiam Moura,

l'autre Diègue Cohinto, pour les aider de leur savoir, sur la route des Indes.[9]

Le capitaine Gonneville, impressionné par un spectacle merveilleux du port de Lisbonne se propose d'organiser une expédition à haut risque, car en 1503 le trajet de Vasco da Gama est encore peu connu et très dangereux. Il embarque soixante hommes dans un navire de 120 tonneaux, nommé *L'Espoir* et part de Honfleur vers les Indes orientales, le 24 juin 1503. Cette expédition porte toutes les traces d'une entreprise qui veut frayer un nouveau chemin au commerce français. Ce n'est qu'un hasard qui les fait aborder les terres inconnues de l'Amérique, le Brésil. Leur principal pilote est mort et

> ce malheur fut suivi d'un autre, savoir de rudes tourmentes, si véhémentes qu'ils furent contraints de se laisser aller, pendant quelques jours, au gré de la mer, à l'abandon; et perdirent leur route.[10]

Pour Giovanni Verrazano qui a réussi à gagner la confiance de François I^er^, c'est la découverte qui compte.[11] Il explique avec précision les motifs et le but de son voyage, il veut découvrir et non conquérir. Il s'adresse à François I^er^ :

> Je n'ai pas écrit à Votre Majesté ce qui s'en était suivi pour les quatre navires qu'Elle avait envoyés sur l'Océan à la découverte de terres nouvelles[12] [...] Mon intention était, en cette navigation, d'atteindre le Cathay et l'extrémité orientale de l'Asie; je n'avais pas pensé rencontrer un tel obstacle du côté de la terre nouvelle que j'ai découverte.[13]

L'expédition de Giovanni et Girolamo Verrazano part le 17 janvier 1524 pour la reconnaissance du nouveau continent et dans le but de trouver le passage du nord. Elle compte cinquante hommes d'équipage à bord d'un navire *La Dauphine.* L'organisation de ce voyage prouve que dans la France du début de la Renaissance, il y avait des centres capables de

monter un projet hardi qui dépassait l'appât du gain. L'idée de cette expédition est probablement née dans le milieu des navigateurs et des commerçants normands groupés autour d'un grand armateur Jean Ango. Il est aussi possible que Giovanni lui-même ait cherché l'appui du roi de France pour réaliser ses projets. Le succès scientifique du voyage résulte du talent de l'excellent pilote et humaniste florentin Giovanni Verrazano, des aptitudes d'Ango à organiser des expéditions de long cours, et des finances venues de banques lyonnaises.

L'expédition de Jean Parmentier à Sumatra est un grand défi jeté aux Portugais. Ango veut disputer à cette puissance maritime le monopole de contacts avec les îles de l'Océan indien. Les organisateurs de ce voyage songent probablement à profiter du conflit opposant le roi d'Espagne au roi du Portugal concernant l'archipel des Moluques[14] et à entrer en relations commerciales avec les peuples de cette région. Le 28 mars 1529, deux navires partent du port de Dieppe : *Le Sacre* et *La Pensée,* l'équipage compte cent cinquante hommes. Le capitaine de *La Pensée,* Jean Parmentier, est non seulement un pilote renommé, mais aussi un poète participant aux concours des Puy de Rouen et de Dieppe. Au cours de ce voyage, qui a d'ailleurs été son dernier voyage, il a composé un *Traité en forme d'Exhortation contenant les merveilles de Dieu et la dignité de l'homme.* Son frère cadet Raoul et son ami Pierre Crignon, l'auteur du journal de bord, prennent part, eux aussi, aux concours poétiques. Parmi les membres de l'équipage, on compte également un interprète qui connaît la langue malaise, un Rouennais, Jean Masson.

Cette analyse même rapide permet d'observer quelques particularités. Les membres d'équipage de ces trois expéditions, du capitaine aux matelots de métier, étaient bien ancrés dans la société. À la différence des conquistadors, qui désiraient sortir de leur condition au prix de l'or trouvé et de la renommée acquise dans les batailles, les navigateurs français cherchaient

plutôt à entrer en contact avec des peuples inconnus et à élargir leurs connaissances. Que les capitaines des navires soient hommes cultivés et sensibles aux idées humanistes n'est peut-être pas exceptionnel. Mais le niveau des participants est aussi intéressant. Citons l'exemple d'un certain Nicole Le Febvre de Honfleur « qui était volontaire du voyage, curieux, et personne de savoir »; il s'est décidé à faire le voyage à bord de *L'Espoir* par curiosité et était estimé de tous. C'est aussi lui qui tenait l'un des journaux du voyage où il notait toutes les observations. Le niveau intellectuel des explorateurs détermine la qualité des contacts avec l'Autre.

Les premiers contacts

La joie des navigateurs qui au bout de plusieurs semaines de voyage, pour ne pas dire mois, voient la terre, est exceptionnelle. Et pourtant la découverte de la terre ferme ne signifie que le passage à une étape suivante de l'expédition. Pour se rafraîchir, prendre de l'eau et des vivres, il faut faire escale sur terre. Et à ce moment-là, l'explorateur rencontre un indigène. Dans la plupart des cas, c'est une rencontre heureuse. La rencontre d'un homme avec un autre homme qui a besoin d'aide. Les comportements des indigènes se ressemblent et ne varient guère en fonction du continent. Ils sont curieux, hésitent avant d'approcher des inconnus, mais indiquent gentiment les meilleurs lieux pour aborder, des sources d'eau douce, ils apportent de la nourriture. Ce sont les premiers gestes naturels de bienveillance. Le fragment de la relation de Verrazano traduit bien l'ambiance de ces premiers moments de rencontre :

> Nous avions vu beaucoup de gens venir au rivage, puis s'enfuir à notre approche. Parfois, ils s'arrêtaient et se retournaient en nous regardant avec un grand étonnement. Rassurés par nos signes, quelques-uns d'entre eux s'approchèrent en manifestant une grande joie de nous

voir, en s'émerveillant de nos vêtements, de notre aspect et de notre blancheur, en indiquant par des signes là où la barque pouvait aborder le plus facilement et en nous offrant de leurs victuailles.[15]

Les navigateurs ont confiance dans les Indiens, suivent leurs indications et n'ont pas peur d'accepter des vivres. Parfois, le premier contact s'établit avec difficulté surtout quand les peuples ont déjà fait connaissance avec des Européens. Parmentier voulant faire escale sur une île du Cap Vert se heurte à la méfiance :

> Au lieu où ils descendirent, y avoit force bœufs et vaches que aucuns Mores et esclaves et un Espagnol gardoient; toutefois, ils eurent peur d'eux et s'enfuirent. Mais l'Espagnol ou Portugais du Sacre et le contremaistre parlèrent à eux en portugais, et leur dirent que nous estions de l'armée des navires de France esquipez en guerre pour aller aux Entilles, et que nous avons perdu notre bande, et que nous voulions avoir des eaux et autres rafreschissemens s'il y en avoit.[16]

Le portrait des indigènes

Les voyageurs sont séduits par le spectacle merveilleux de la nature exotique des terres nouvelles. Ils pensent avoir retrouvé le Paradis terrestre. La fascination de la nature n'entraîne pas de conséquences de nature morale ou théologique. Il en va autrement avec les observations concernant les mœurs des indigènes. Leur portrait tracé sur les pages des relations de voyage est fort intéressant. Les Français reconnaissent la beauté de ces peuples; Verrazano va jusqu'à la comparaison de la régularité de leurs traits à celle des Anciens.

> Parmi eux se trouvaient deux rois, de stature et de formes trop belles pour les décrire. [...] Cette race est la plus belle et la plus policée de celles que nous avons

> rencontrées au cours de cette campagne. Elle est plus grande que la nôtre; ils ont le teint bronzé, certains un peu plus clairs, les autres plus colorés. Leur visage est allongé, leur chevelure, qu'ils ornent avec le plus grand soin, est longue et noire; leurs yeux sont noirs et vifs et leurs physionomie douce et noble, ressemblant beaucoup à celle des Antiques. [...] Leurs femmes ont la même beauté et la même élégance. Très gracieuses, elles ont l'extérieur séduisant et l'aspect agréable.[17]

Ce portrait témoigne des penchants ethnographiques de Verrazano. Dans ses analyses, il n'y a pas de préjugés. Il décrit l'Autre avec bienveillance et attention. Les comparaisons employées anoblissent les modèles. Grâce à ce texte, nous avons la possibilité de voir si les idées humanistes, dont certains voyageurs sont imprégnés, sont mises en pratique. La découverte d'une autre civilisation offre sans aucun doute la possibilité de vérifier la valeur des méthodes que la civilisation européenne met à la disposition des hommes instruits.

Les relations de Gonneville et de Verrazano constituent les premiers témoignages des expéditions françaises qui apportent les descriptions des Indiens et de leurs mœurs. Les frères Parmentier explorent les îles inconnues de l'Océanie et confient à Crignon le soin de noter toutes les observations ethnographiques. Il ne faut pas sous-estimer l'importance de ce dernier voyage, oublié depuis longtemps, notre optique n'étant pas forcément celle des hommes du XVI^{ème} siècle. Ce problème a été d'ailleurs soulevé par G. Atkinson à propos de la littérature géographique. À la Renaissance, le public s'intéresse toujours vivement aux Indes orientales.[18]

C'est au capitaine Gonneville que nous devons les premières descriptions dans la langue française des Indiens et de leurs mœurs :

> les Indiens étant gens simples, ne demandant qu'à mener joyeuse vie sans grand travail; vivant de chasse et de

pêche, et de ce que leur terre donne d'elle-même, et de quelques légumes et racines qu'ils plantent; allant deminus, les jeunes et ordinaires particulièrement, portant des manteaux, les uns de nattes déliées, les autres de peau, d'autres de plumages, comme ceux des Égyptiens et Bohémiens, sauf qu'ils sont plus courts, avec des sortes de tabliers noués autour des hanches, allant jusqu'aux genoux pour les hommes, et à mi-jambe pour les femmes; car homme et femmes sont vêtus de la même manière, sauf que l'habillement de la femme est plus long.[19]

Si la description objective des peuples témoignant de l'amitié aux voyageurs est naturel, dans le cas des tribus anthropophages, elle pose des problèmes multiples d'ordre moral et théologique. Pourtant Gonneville et ses compagnons en sortent vainqueurs :

ils trouvèrent des Indiens rustres, nus comme au sortir du ventre de leur mère, hommes et femmes; bien peu couvraient leur nature; se peignant le corps, notamment de noir; lèvres trouées, les trous garnis de pierres vertes soigneusement polies et agencées; incisées en maints endroits de la peau, par balafres, pour paraître plus beaux garçons, sans barbre, mi-tondus. Au reste, cruels mangeurs d'hommes; grands chasseurs, pêcheurs et nageurs; ils dorment suspendus dans des lits faits comme un filet, s'arment de grands arcs et massues de bois, et n'ont entre eux ni roi ni maîtres.[20]

Ces portraits d'un bon Indien et d'un Indien cannibal vont apparaître dans la littérature géographique de la Renaissance, dans les textes d'André Thevet et de Jean de Léry. Les études de Frank Lestringant consacrées à la fortune de la figure du cannibale dans l'imaginaire collectif, montrent jusqu'à quel point ces premières expériences ont conditionné le dévelop-

pement des attitudes bienveillantes ou hostiles envers l'Autre aussi sur le Vieux Continent.[21]

Les relations : entre l'amitié et la méfiance

Les membres de l'expédition de Gonneville qui se sont retrouvés par hasard sur un continent inconnu parmi les peuples sauvages arrivent à créer des relations d'amitié avec les indigènes :

> Pendant leur séjour dans ladite terre, ils conversaient tranquillement avec les gens de celle-ci, après qu'ils furent apprivoisés avec les Chrétiens, au moyen de la fête et des petits dons qu'on leur faisait.[22]

Certainement le capitaine Gonneville a le talent d'établir des relations entre l'équipage et les Indiens sur des principes tels que la vertu et le respect de l'autrui. Il arrive même à faire connaître aux Indiens la foi chrétienne sans recourir à la force. La cérémonie du plantement de la croix est un bel exemple de la compréhension des hommes :

> Et ladite croix fut portée par le capitaine et les principaux du navire, pieds nus; et y aidaient le seigneur Arosca, ses enfants et les autres seigneurs indiens, qu'on invita pour leur faire honneur; et ils s'en montraient joyeux. Suivant l'équipage en arme, chantant la litanie, et un grand peuple d'Indiens de tous âges, à qui on avait annoncé l'événement depuis longtemps, silencieux et très attentifs au mystère.[23]

On aurait pu penser que ce n'était qu'une belle histoire racontée afin d'impressionner l'auditoire. Et pourtant cette histoire a sa suite. Le fils du roi Arosca s'est lié d'amitié avec les Français. Ils ont voulu l'emmener en France. Le père s'est mis d'accord à condition que son fils revienne vingt lunes plus tard. Au cours du voyage de retour, Essomericq est tombé malade. Le capitaine et Nicole Le Febvre, déjà mentionné, ont

décidé de le baptiser; il a reçu le nom de Binot (le prénom du capitaine, son parrain). Essomericq s'est installé en Normandie et a épousé une parente du capitaine. Son assimilation ne devait donc pas poser beaucoup de problèmes. Verrazano, lui aussi, est charmé par l'accueil que les Indiens ont fait à son équipage : « Ils sont très généreux et donnent tout ce qu'ils ont. Nous nous sommes liés avec eux d'une grande amitié. »[24]

Quelquefois, les voyageurs, habitués à cette atmosphère de confiance, cessent d'être vigilants; les conséquences en sont tragiques. Quand ils s'aventurent sur un terrain inconnu, habité par une tribu belliqueuse, ils tombent dans des pièges, plusieurs perdent la vie. Les navigateurs de ces trois expéditions ont vécu des drames, souvent ils n'étaient même pas en mesure d'aider leurs compagnons :

> Et ayant bravement abordé terre, alors que certains des compagnons puisaient de l'eau et que d'autres étaient à terre sans armes et ne craignant rien, ils furent traîtreusement assaillis par ces méchants Indiens, qui tuèrent un page du navire nommé Henry Jesanne, prirent et emmenèrent dans les bois Jacques L'Homme dit La Fortune, soldat, et Colas Mancel, marinier, tous de Honfleur; et ces deux pauvres gens furent perdus, sans qu'on pût leur donner réconfort.[25]

Les explorateurs ne cherchent pas pourtant à venger leurs amis. Ils se méfient davantage, et veulent à tout prix éviter la guerre. Le comportement du capitaine Parmentier peut nous renseigner sur la complexité des relations entre les équipages et les indigènes, et sur la stratégie adoptée par les Français :

> lieutenant demanda qui nous estions, qui nous menoit, qui nous cherchions. Jean Masson luy dit en la langue malaye que nous estions François, et qu'il y avoit huit mois que nous estions partis de nostre pays, pour les venir voir, et leur aporter de bonnes marchandises de nostre pays dont il leur nomma plusieurs espèces, et

> aussi pour avoir de leur poivre et autres marchandises, ce qu'ils escoutoient volontiers. Ils demandèrent si nous estions point gens de guerre; il leur répondit que nous estions marchands, et que nous ne demandions que paix et amour; mais qui nous voudroit faire tort, estions gens pour nous deffendre et vanger; et que nos capitaines avoient grand désir de trouver bonne paix et amour avec eux; et ils dirent qu'ils le seroient aussi.[26]

À Sumatra, les contacts s'établissent avec difficulté et sont marqués par une méfiance réciproque. Il suffit de dire que les deux partis recourent à l'institution d'otage. Néanmoins au moment où le conflit est prêt à éclater, un membre de l'équipage trouve une solution. Crignon relate :

> Le Portugais du Sacre qui alloit et venoit avant la ville fut adverti de ces choses, et vint prier au capitaine qu'il leur baillast ostage, jusqu'à ce que leurs gens fussent venus, pour eviter à tous belliqueux debats, qui sont dangereux de tous costez, et qu'il estoit content de demeurer pour un, et je dis que je demeurerois volontiers pour l'autre.[27]

Ce n'est pas un geste théâtral, il y va de leur vie. « Le voyage met en œuvre notre capacité à franchir une limite pour affronter une altérité. »[28] Cette réflexion de Paul Zumthor peut servir de conclusion. Les capitaines Gonneville, Verrazano et Parmentier se sont montrés capables d'organiser des expéditions qui n'ont pas allumé la guerre; ils ont respecté l'Autre, même s'ils ne le comprenaient pas toujours. Loin des autorités politiques, ces braves gens ont su communiquer avec les hommes d'une autre civilisation sans faire la guerre.

NOTES

1. Montaigne, *Essais*, Éd. critique de Pierre Villey, livre III, chap. VI, « Des Coches », Paris, 1978, p. 910.
2. Joseph Pérez, « Les conquistadors », *L'Histoire* n° 121, avril 1989, p. 8.
3. Voir M. Mollat, *Le commerce de la Haute Normandie au XV^{ème} siècle et au début de la Renaissance*, Paris, Plon, 1952.
4. Voir G. Atkinson, *Les nouveaux horizons de la Renaissance française*, Slatkine Reprints, [Genève, 1935] Genève, 1969.
5. J. Pérez, *art. cit.*, p. 19.
6. J. Heers, « Le rôle des capitaux internationaux dans les voyages de découvertes aux XV^{ème} et XVI^{ème} siècles» in *Les aspects internationaux de la découverte océanique aux XV^{ème} et XVI^{ème} siècles*. Actes du V^{ème} colloque international d'histoire maritime (Lisbonne, 1960), SEVPEN, Paris, 1966, pp. 275-277.
7. *Ibid.*
8. « Le voyage de Paulmier de Gonneville au Brésil » in *Jacques Cartier, Voyages au Canada*, La Découverte, 1992, p. 63.
9. « Le voyage de Paulmier de Gonneville [...] », éd. cit., p. 40.
10. « Le voyage de Paulmier de Gonneville [...] », éd. cit., p. 48.
11. M. Mollat, *Giovanni et Girolamo Verrazano*, Imprimerie nationale, Paris, 1987, p. 60.
12. M. Mollat, *op. cit.*, p. 18.
13. M. Mollat, *op. cit.*, p. 44.
14. Voir H. Ozanne, « La découverte cartographique des Moluques » in *Géographie du monde au Moyen-Âge et à la Renaissance*, éd. par M. Pelletier, Éditions du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques, Paris, 1989, pp. 217-226.
15. M. Mollat, *op. cit.*, p. 15.
16. *Discours de la navigation de Jean Parmentier*, éd. de Ch. Schefer, Paris, 1883, p. 13.
17. M. Mollat, *op. cit.*, p. 30.
18. G. Atkinson écrit qu'encore « de 1598 à 1609, il y a presque trois fois plus d'impressions de livres sur les Indes Orientales seules, et beaucoup plus de deux fois plus d'impressions de livres sur les autres pays de l'Asie (ni «Indes Orientales» ni «empire turc») que sur l'Amérique. », *op. cit.*, p. 12.
19. « Le voyage de Paulmier de Gonneville [...] », éd. cit., p. 50.
20. « Le voyage de Paulmier de Gonneville [...] », éd. cit., p. 53.

21. F. Lestringant, *Le cannibale. Grandeur et décadence*, Perrin, Paris, 1994.
22. « Le voyage de Paulmier de Gonneville [...] », éd. cit., pp. 49-50.
23. « Le voyage de Paulmier de Gonneville [...] », éd. cit., p. 54.
24. M. Mollat, *op. cit.*, p. 31.
25. « Le voyage de Paulmier de Gonneville [...] », éd. cit., p. 59.
26. *Discours de la navigation de Jean Parmentier*, éd. cit., p. 63.
27. *Discours de la navigation de Jean Parmentier*, éd. cit., p. 67.
28. P. Zumthor, *La Mesure du Monde*, Éd. du Seuil, Paris, 1993, p. 167.

Andrzej SIEMEK
(Université de Varsovie)

LA GUERRE DU LIBERTINAGE

« Hé bien ! La guerre » : c'est la réponse de la marquise de Merteuil à la lettre de Valmont où celui-ci lui propose de choisir entre « la paix et l'union » et une déclaration d'hostilités.[1] Les fauves finissent par s'entre-déchirer, après avoir déchiré les innocents. C'est Baudelaire qui a été sans doute le premier, dans ses Notes, tendancieuses et belles, sur *Les Liaisons dangereuses,* à souligner le côté belliqueux du roman de Laclos : « L'amour de la guerre et la guerre de l'amour. [...] L'amour du combat. La tactique, les règles, les méthodes. La gloire de la victoire. »[2] Notons d'emblée cette évidence, chargée, comme on le verra, de sens multiples : pour le libertin aristocrate, la guerre et l'amour se confondent, s'articulent l'un sur l'autre, se nourrissent de leurs reflets réciproques, comme dans cette phrase-miroir : « l'amour de la guerre et la guerre de l'amour ».

Le modèle de ces rapports s'esquisse, bien entendu, à travers différentes procédures de la *séduction,* et il apparaît tout d'abord comme une surface *rhétorique.* On se rappelle la chute de la présidente de Tourvel, racontée par Valmont qui fournit, là encore, un chef-d'œuvre de son langage double :

> J'ai forcé à combattre l'ennemi qui ne voulait que temporiser; je me suis donné, par de savantes manœuvres, le choix du terrain et celui des dispositions; j'ai su inspirer la sécurité à l'ennemi, pour le joindre plus facilement dans sa retraite; j'ai su y faire succéder la terreur,

> avant d'en venir au combat; je n'ai rien mis au hasard, que par la considération d'un grand avantage en cas de succès, et la certitude des ressources en cas de défaite; enfin, je n'ai engagé l'action qu'avec une retraite assurée, par où je pusse couvrir et conserver tout ce que j'avais conquis précédemment.[3]

Le texte se conçoit volontairement comme une grande métaphore militaire qui fourmille de termes de guerre et de stratégie, et les critiques ont maintes fois souligné le rôle qu'aurait joué la formation professionnelle du général Choderlos de Laclos dans ce genre de choix stylistiques. Mais il suffit de parcourir les romans du XVIII[ème] siècle évoquant la zone mondaine, pour constater la même veine rhétorique. Marivaux, Duclos, Rétif ou Crébillon ont recours au vocabulaire guerrier. D'ailleurs, le modèle de la séduction n'a pas besoin d'être aussi prononcé, violent et unilatéral que dans *Les Liaisons dangereuses.* Chez Crébillon, précurseur le plus direct de Laclos, cette stylistique imprègne l'univers romanesque, dans la mesure où celui-ci apparaît comme un réseau de rapports de force. Dans *Les Égarements du cœur et de l'esprit,* roman qui ne raconte, à vrai dire, aucune séduction en bonne et due forme, aucun coup de maître d'un libertin-vainqueur, on trouve presque à chaque page la présence massive de termes convergents : attaque, défense, conquête, résistance, faiblesse, combat, victoire, défaite, régner, succomber, soumettre, céder.[4] Les femmes les emploient autant que les hommes. D'entrée de jeu, cette coloration du discours suppose conflit et affrontement, compétition et parade; paradoxalement, les partenaires ne cheminent ensemble que pour agir l'un contre l'autre.[5]

Cette rhétorique guerrière s'inscrit, bien évidemment, dans le vaste lieu commun de la guerre des sexes. Citons la célèbre lettre autobiographique de la marquise de Merteuil où, féministe avant la lettre, elle se déclare « née pour venger [son] sexe » et « maîtriser » le sexe masculin.[6] Le topos a ses

nombreuses variantes dans l'Antiquité, au Moyen-Âge, à la Renaissance. Ce n'est pas lui qui nous intéresse ici. Il s'agirait de voir comment la guerre libertine répond à l'imaginaire du destin aristocratique, tracé spécifiquement entre les limites du début du XVII^{ème} et la fin du XVIII^{ème} siècle — grosso modo, dans les cadres de l'*épistémé* classique de Foucault.

C'est le mythe donjuanesque qui vient immédiatement à l'esprit, et parmi ses différentes dimensions — le thème de la *conquête.* La version de Molière peut servir de référence modèle :

> rien n'est si doux, dit son Dom Juan dans la fameuse tirade de la deuxième scène, que de triompher de la résistance d'une belle personne, et j'ai sur ce sujet l'ambition des conquérants qui volent perpétuellement de victoire en victoire [...] comme Alexandre, je souhaiterais qu'il y eût d'autres mondes, pour y pouvoir étendre mes conquêtes amoureuses.[7]

C'est dans le mot « conquête » que l'amour et la guerre fusionnent de la manière la plus complète et la plus intime. Notons d'abord le rapprochement, inévitable et en quelque sorte naturel, avec les noms de monarques, chefs d'armée ou grands capitaines aux ambitions impérialistes. L'Alexandre de Molière aura une nombreuse progéniture dont il serait intéressant de dresser le bilan. À son terme, nous retrouvons Valmont qui ouvre sa description de la chute de la présidente avec la phrase : « Jugez-moi donc comme Turenne ou Frédéric ».[8] Mais avant lui, il y a, par exemple, Crébillon avec son Alcibiade des *Lettres athéniennes,* qui réunit l'exploit militaire à la séduction et dont les faits et gestes amoureux seront racontés, comme l'imagine la courtisane Némée, dans une chronique future[9]; avec son lord Chester aussi qui, dans *Les Heureux orphelins,* affirme tout net : « Je veux que toute l'Angleterre change de face entre mes mains, et être enfin pour elle un autre Henri VIII. »[10] Le Lovelace de Richardson, modèle de beau-

coup des libertins français, se compare à Hannibal, à César, et encore à Alexandre, comme le Don Juan moliéresque...

Le conquérant conquiert et acquiert. Ses acquisitions — ses femmes comme ses terres — il faut qu'elles soient nommées, détaillées, qu'il en fasse montre pour prouver et, pour ainsi dire, légitimer son expansion. Sganarelle a du mal à énumérer toutes les victimes de son maître, car « ce serait, dit-il, un chapitre à durer jusques au soir. »[11] On sait de quelle manière éclatante ce registre esquissé se concrétisera dans *Don Giovanni* de Mozart et de Da Ponte. Dans son air célèbre, Leporello récite à Elvire, en les lui montrant sur un vrai « catalogue » *(catalogo),* les pays et les chiffres où, textuellement, le nombre des conquêtes se réalise à travers une sorte d'expansion territoriale, et où les acquisitions sont marquées avec méticulosité : en Italie six cent quarante, en Allemagne deux cent trente et une, en France cent, en Turquie quatre-vingt-onze, en Espagne mille trois.[12] (Notons à ce propos l'étonnante obstination avec laquelle tout le monde — le public ordinaire comme de vénérables critiques — retient seulement le dernier chiffre, *mille e tre,* comme somme de tous les exploits de Don Giovanni : en réalité, ils dépassent deux mille.)

Ainsi, entre le milieu du XVII^{ème} et la fin du XVIII^{ème} siècle, la conquête donjuanesque tend à devenir *liste.* C'est à partir d'elle que se construit — encore un mot-clé — la *réputation.* Les libertins n'agissent qu'en fonction du mythe établi de la multiplicité de leurs aventures. Après la mort de Louis XIV, la crise de la Régence aidant, l'inconstance affichée et chiffrée est un des impératifs du jeu social. Mais, ce qui est plus intéressant, c'est le caractère quasiment magique de la « liste ». Une fois établie, elle constitue, automatiquement, un moyen de vaincre, une arme et une consécration de conquêtes nouvelles. Philip Stewart cite l'exemple peu connu d'un roman de Magny, *Les Spectacles nocturnes* (1756), où le héros entre avec confiance chez la dame en tenant à la main « la liste de

toutes les femmes qu'il avait subjuguées »; ainsi la personne visée ne peut manquer de « devenir la conquête d'un homme qui avait la réputation de tout soumettre », parce qu'il « eût été ridicule de rendre inutiles les efforts de celui à qui rien ne résistait. »[13] La conquête devient tautologie : on ne résiste pas à l'irrésistible. Par là même, elle entre dans la dimension de l'irréel, du fabuleux : ce ne sont pas les exploits authentiques qui comptent, mais l'aura mythique de la superpuissance. Déjà, on l'a vu, le Don Juan de Molière aurait voulu prendre son élan et quitter l'espace terrestre pour s'assumer dans « d'autres mondes ». La tendance ne fera que s'accentuer au XVIII[ème] siècle : à la limite, les conquérants-séducteurs les plus célèbres et bien réels, le duc de Richelieu et Casanova, mélangent dans leurs mémoires vérité et fiction, en créant une image conforme au mythe d'un surhomme capable de prouesses inaccessibles au commun des mortels. On lit, dans la *Vie privée du maréchal de Richelieu,* ces mémoires curieusement médiatisés par une troisième personne qui sent l'apocryphe, une nouvelle version de l'énumération de Leporello :

> Les princesses, les femmes les plus qualifiées de la cour se succédaient les unes aux autres; les bourgeoises, les filles mêmes entraient souvent en concurrence; et on est étonné continuellement de le voir survivre à tant d'occupations.[14]

Le terrain de la conquête multiple, comme le champ de bataille, est un espace de rudes épreuves auxquelles, physiquement, il est impossible de résister. Seuls les héros, les demi-dieux, peuvent y faire face.

Qu'est-ce qui les fait agir ? Il n'est pas de mon propos de rappeler ici ce que j'avais dit ailleurs, en suivant la piste ouverte par Laurent Versini, sur l'histoire de l'inconstance libertine qui, fondée d'abord sur la loi du désir sexuel, se mue peu à peu en un impératif social, dicté par le jeu cruel de la vanité et du masque : c'est ainsi que les inconstants épicuriens

et souriants de la Régence se transforment en « scélérats méthodiques » de la fin du siècle.[15] Retenons pourtant le mobile de fond, cette sphère paradoxalement durable et appartenant en exclusivité à l'aristocratie guerrière, que constituent les valeurs d'*honneur* et de *gloire.*

On l'a dit maintes fois : le libertinage est un héroïsme perverti. Le nouvel amour nobiliaire opère le transfert des valeurs anciennes en direction d'une pratique sociale nouvelle, dans une monarchie où la noblesse a perdu son rôle politique.[16] Tout en souscrivant à cette vue d'ensemble, j'aimerais y apporter quelques nuances qui pourraient la modifier.

Constatons d'abord que le transfert en question est rigoureux et complet. En parlant de sa nouvelle « gloire », le libertin de l'Ancien Régime finissant ne met pas de guillemets, ne prend pas de distance, ironise à peine. C'est comme cela, sérieusement, que sonnent les mots de Baudelaire qui, rappelons-le, à côté de « la guerre de l'amour » met « la gloire de la victoire ». Baudelaire semble comprendre le poids de l'enjeu pour un Valmont qui s'insurge contre la proposition de séduire la jeune Volanges :

> Que me proposez-vous ? de séduire une jeune fille qui n'a rien vu, ne connaît rien; qui, pour ainsi dire, me serait livrée sans défense [...] Vingt autres y peuvent réussir comme moi. Il n'en est pas ainsi de l'entreprise qui m'occupe; son succès m'assure autant de gloire que de plaisir [...] Vous connaissez la présidente de Tourvel, sa dévotion, son amour conjugal, ses principes austères. Voilà ce que j'attaque; voilà l'ennemi digne de moi...[17]

On retrouve la rhétorique belliqueuse. Et on voit qu'elle se situe sur le plan d'un code moral bien ancien. La conquête ne vaut pas en tant que telle : il faut chercher le difficile, braver des obstacles, bref, faire des choix méritoires. Écoutons encore Valmont :

> J'aurai cette femme; je l'enlèverai au mari qui la profane : j'oserai la ravir au dieu même qu'elle adore. Quel délice d'être tour à tour l'objet et le vainqueur de ses remords ! Loin de moi l'idée de détruire les préjugés qui l'assiègent ! Ils ajouteront à mon bonheur et ma gloire.[18]

Avant le héros laclosien, ceux de Crébillon avaient annoncé la même aspiration. Le mot « gloire » apparaît sans cesse à la bouche d'Alcibiade, Chester forme le projet « de subjuguer toutes les femmes de la cour et de la ville, dont la conquête pourrait [lui] faire honneur », Versac explique à Meilcour, son disciple en libertinage, qu'il faut toujours aller « au grand », et celui-ci pressent déjà la leçon, lorsqu'il se dit, à propos de Mme de Lursay : « Plus elle m'oppose d'obstacles, plus ma gloire sera grande. »[19]

Certes, les Don Juan, moliéresque ou mozartien, tout comme les héros du « roman-liste » dont les *Confessions du comte de* *** de Duclos pourraient être le modèle, sont moins exigeants : sur le champ de leurs combats, les proies difficiles et de qualité se confondent avec le menu fretin de bourgeoises et paysannes; le glissement vers la « scélératesse méthodique » consistera aussi dans la sélection sociale. Néanmoins, un souci commun anime toutes ces ambitions glorieuses : celui de *dominer* en jouissant de ses avantages, en tissant un réseau de contraintes qui met l'adversaire à notre merci tout en valorisant notre moi. Relisons de ce point de vue la tirade de Dom Juan évoquant cet extrême bonheur qui consiste

> à réduire, par cent hommages, le cœur d'une jeune beauté, à voir de jour en jour les petits progrès qu'on y fait, à combattre par des transports, par des larmes et des soupirs, l'innocente pudeur d'une âme qui a peine à rendre les armes, à forcer pied à pied toutes les petites résistances qu'elle nous oppose, à vaincre les scrupules

dont elle se fait un honneur et la mener doucement où nous avons envie de la faire venir.[20]

Presqu'un siècle plus tard, le lord Chester des *Heureux orphelins* de Crébillon, répond en écho au héros de Molière, en renforçant l'image du mécanisme de la domination et de la manipulation par une phraséologie scientifique des Lumières. Il vante en effet le plaisir unique

> de régler une âme comme on le veut, de ne la déterminer que par ses ordres, d'y faire naître tour à tour les mouvements les plus opposés; et, du sein de son indifférence, de la faire mouvoir comme une machine dont on conduit les ressorts, et à laquelle on ordonne à son gré le repos ou le mouvement.[21]

La domination sadienne n'est pas loin. Mais bien avant elle fonctionne déjà toute une imagerie du combat inégal dont on est à la fois le participant et le metteur en scène — combat qui évoque d'ailleurs d'autres symboles paramilitaires, comme la chasse ou la corrida exploitées par Roger Vailland dans son interprétation classique, pleine d'erreurs, mais belle et suggestive, des *Liaisons dangereuses.*[22]

Pourtant, on peut remonter plus loin dans la recherche de sources communes. La conquête et les stratégies de domination, on vient de le remarquer, sont avant tout un défi à travers lequel s'accomplit notre moi. Or il est intéressant de voir comment ce défi est préfiguré dans une littérature qui fait du dépassement individuel l'essentiel du héros aristocratique. On pense au « généreux » cornélien. À celui du *Cid* et d'*Horace,* bien sûr, où une vraie guerre alterne avec l'amour, mais peut-être surtout à celui de la baroque *Place Royale,* trop rarement étudiée. L'étonnant Alidor souffre de trop aimer et d'être trop aimé, et c'est uniquement pour se prouver sa force intérieure et dominatrice qu'il décide de se débarrasser d'un amour qui, par ailleurs, le comble de bonheur :

Il ne faut point servir d'objet qui nous possède,
Il ne faut point nourrir d'amour qui ne nous cède :
Je le hais, s'il me force et quand j'aime je veux
Que de ma volonté dépendent tous mes vœux,
Que mon feu m'obéisse au lieu de me contraindre,
Que je puisse à mon gré l'enflammer et l'éteindre,
Et toujours en état de disposer de moi,
Donner quand il me plaît et retirer ma foi.[23]

C'est un généreux prototype, un généreux dont la vertu — et donc la gloire — ne s'extériorise pas sur un champ de bataille; c'est sa psychologie amoureuse seule qui est une sorte d'étroit laboratoire où se réalise l'éthique volontariste de sa caste. En 1634 déjà, Alidor fait penser, toutes proportions gardées, à ce Dom Juan qui veut mener sa victime « où [il a] envie de la faire venir », ou à ce Chester qui ordonne « à son gré » à la machine « le repos ou le mouvement ».

Donc, le libertinage mondain comme un cornélianisme abâtardi ? Comme le fruit ultime de « la démolition du héros », dont parlait Paul Bénichou[24] et qu'annonçait déjà le modèle de l'honnête homme dans la deuxième moitié du XVII^{ème} siècle ? Sans doute. Il n'en reste pas moins que la morale pour ainsi dire guerrière, fondée sur le devoir sociopolitique du noble, coexiste en osmose avec la morale — ou l'immoralisme — de la conquête amoureuse tout au long des deux siècles. Certes, la critique virulente que Dom Louis, père de Dom Juan, adresse à son fils au nom des valeurs traditionnelles que celui-ci bafoue, et au nom — ne l'oublions pas — du devoir qu'exige le Souverain, illustre le processus d'une dégradation. Mais Dom Juan, dans l'aspiration à sa gloire à lui, ne fait que déplacer le même système des références. D'une certaine manière, tous les deux gravitent autour d'une structure de mobiles et de symboles communs. Et la littérature du XVIII^{ème} siècle ne quittera pas cette orbite, dans la mesure où, tout en offrant un espace imaginaire purifié, apparemment libre de toute allusion guer-

rière du héros, elle n'en constitue pas moins un dense réseau d'évocations qui garantissent la pérennité de l'être aristocratique. Comme le dit judicieusement Pierre Rétat, « la noblesse se mire dans le roman mondain, pour y retrouver la plénitude de son identité. »[25]

D'ailleurs, cette caution originaire et extérieure est-elle vraiment absente de l'imaginaire libertin ? Le contexte militaire est-il vraiment oublié ? On a plutôt l'impression qu'il sous-tend la trame des conquêtes amoureuses comme une donnée évidente quoiqu'implicite. Valmont établit le parallélisme, tout à fait conscient de sa réalité : « je ne me suis écarté en rien des vrais principes de cette guerre, que nous avons remarqué souvent être si semblable à l'autre. »[26] L'« autre » — elle est toujours là, quelque part, en filigrane, comme un potentiel face auquel il faut définir sa conduite. « La paix qui régnait alors me laissait dans un loisir dangereux », dit Meilcour au début des *Égarements du cœur et de l'esprit*[27] en se souvenant sans doute de la calme période du ministère du cardinal de Fleury dans le deuxième quart du XVIII^{ème} siècle. Le loisir aristocratique, condition nécessaire des guerres libertines, ne se conçoit qu'en fonction d'une guerre réelle, suspendue, mais toujours possible. Aussi, de loin et de façon incongrue, fait-elle parfois irruption dans la zone stérile des amours mondaines. Des campagnes, plus ou moins éloignées, et des fonctions militaires se profilent à l'horizon. Le comte de Gercourt, malheureux objet de la vengeance de Mme de Merteuil, mande à Mme de Volanges que « son régiment passe en Corse [et que] comme il y a encore des mouvements de guerre, il lui sera impossible de s'absenter avant l'hiver »[28] : il ne peut s'agir que de la dernière phase de cette guerre de quarante ans (1729-1769) qui opposa Gênes, soutenue par l'Empereur, à la France et aux Corses. De même, quelques dizaines d'années plus tôt, un personnage de Crébillon, le duc de Clerval dans *Le Hasard du coin du feu,* arrive en retard dans le boudoir de sa Marquise,

parce qu'il avait « à traiter avec le ministre de choses particulières » et qu'il s'informait de sa promotion qui l'avait fait « lieutenant-général des armées de Sa Majesté »; bientôt il va se plaindre du froid, se rappelant celui de « la fameuse et terrible nuit de Prague »[29], épisode (1742) de la guerre de la Succession d'Autriche. La guerre politicienne et le statut militaire, de temps à autre, fournissent leur éclairage nécessaire, se portent garants. Ils semblent constituer une sorte de paradigme caché sur lequel se greffent les prouesses d'alcôve. C'est Jacques Proust qui a montré dans ses analyses magistrales comment un élément prétendument marginal — une petite image imperceptible dans le coin d'une planche de l'*Encyclopédie* de Diderot ou l'unique lettre « plébéienne » des *Liaisons dangereuses* — révèle un système de contraintes idéologiques qui pèsent sur l'auteur.[30] Cette application particulièrement heureuse de la « lecture symptomale » de l'école althusserienne pourrait convenir à ce non-dit de la guerre, à la fois un vide et une présence, lourde de continuité historique.

Un détail éminemment « symptomal » : l'épée. Depuis les duels et les enlèvements de la Place Royale de Louis XIII, évoquée par Corneille, depuis la guerilla de la Fronde, son rôle ne cesse de s'amoindrir. Mais un Dom Juan, bourreau des cœurs et conquérant de femmes-territoires, manie efficacement son épée pour défendre le frère d'Elvire; mais beaucoup plus tard, un Valmont, stratège d'alcôve, se souvient de cet attribut de sa caste pour affronter dignement Danceny en duel. Comme si le héros libertin avait besoin, en fin de compte, de ce dernier refuge de son hérédité nobiliaire, apparemment délaissée ou inutile dans une pratique sociale transformée. Dans ce genre de gestes, qui exhibent un côté à la fois dérisoire et tragique, il reste désespérément guerrier, sans autre vocation possible.

NOTES

1. Choderlos de Laclos, *Les Liaisons dangerenses,* éd. R. Pomeau, Paris, Garnier-Flammarion, 1964, lettre CLIII, p. 344.
2. Ch. Baudelaire, Notes sur *Les Liaisons dangereuses,* dans : *Œuvres complètes,* Bibliothèque de la Pléiade, Paris, Gallimard, 1976, t. II, p. 69.
3. *Les Liaisons dangereuses,* éd. cit., lettre CXXV, p. 289.
4. Cf. J. Terrasse, « La rhétorique amoureuse *dans Les Égarements du cœur et de l'esprit* », dans *L'homme et la nature,* Actes de la Société canadienne d'étude du dix-huitième siècle, t. I, The University of Western Ontario, London-Ontario, 1982, p. 25.
5. Cf. C. Cazenobe, *Le système du libertinage de Crébillon à Laclos,* Oxford, The Voltaire Foundation, 1991, p. 293.
6. *Les Liaisons dangereuses,* éd. cit., lettre LXXXI, p. 171.
7. Molière, *Dom Juan,* I, 2.
8. *Les Liaisons dangereuses,* éd. cit., lettre CXXV, p. 289.
9. Je cite d'après la *Collection complète des œuvres de M. de Crébillon fils,* Londres, 1777, t. XIII, lettre 62.
10. Éd. cit., t. VIII, p. 10.
11. Molière, *Dom Juan,* I, 1.
12. Voir l'édition bilingue du livret dans : Mozart, *Don Giovanni,* livret de Da Ponte, Paris, Le Livre de poche, 1980, p. 30.
13. Voir Ph. Stewart, *Le masque et la parole. Le langage de l'amour au XVIII*ème *siècle,* Paris, J. Corti, 1973, p. 36.
14. Édition de 1791, t. I, p. 95.
15. Cf. L. Versini, *Laclos et la tradition. Essai sur les sources et la technique des* Liaisons dangereuses, Paris, Klincksieck, 1968; A. Siemek, *La recherche morale et esthétique dans le roman de Crébillon fils,* Oxford, The Voltaire Foundation, 1981.
16. Cf. P. Rétat, « Éthique et idéologie dans les *Égarements* », dans *Les « Égarements » de Crébillon,* Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1975, p. 151.
17. *Les Liaisons dangereuses,* éd. cit., lettre IV, p. 24.
18. *Ibid.,* lettre VI, p. 29.
19. Voir respectivement : Crébillon, *Lettres athéniennes,* éd. cit., t. XII, pp. 9, 53; t. XIV, p. 97; *Les Heureux orphelins,* éd. cit., t. VIII, p. 11; *Les Égarements du cœur et de l'esprit,* éd. Étiemble, dans *Romanciers du XVIII*ème *siècle,* Bibliothèque de la Pléiade, Paris, Gallimard, 1965, t. II, pp. 157, 132.
20. Molière, *Dom Juan,* I, 2.

21. Crébillon, *Les Heureux orphelins,* éd. cit., t. VIII, p. 39.
22. R Vailland, *Laclos par lui-même,* Paris, Éd. du Seuil, 1953.
23. Corneille, *La Place Royale,* I, 4.
24. P. Bénichou, *Morales du Grand Siècle,* Paris, Gallimard, 1948.
25. *Op. cit.,* p. 152.
26. *Les Liaisons dangereuses,* éd. cit., lettre CXXV, p. 288-289.
27. Éd. cit., p. 13.
28. *Les Liaisons dangereuses,* éd. cit., lettre IX, p. 34.
29. Crébillon, *La Nuit et le moment,* suivi de *Le Hasard du coin du feu,* Paris, Desjonquères, 1983, pp. 158, 159.
30. J. Proust, « L'image du peuple au travail dans les planches de l'*Encyclopédie* », dans *Images du peuple au XVIII*ème *siècle* (colloque d'Aix-en-Provence, 1969), Paris, A. Colin, 1973, et « Les maîtres sont les maîtres », dans le recueil de ses études *L'objet et le texte. Pour une poétique de la prose narrative du XVIII*ème *siècle,* Genève, Droz, 1980.

François BRUNET
(Université de Montpellier)

DEUX POÈTES ET LE SIÈGE DE PARIS : LES *TABLEAUX DE SIÈGE* DE THÉOPHILE GAUTIER ET LES *IDYLLES PRUSSIENNES* DE THÉODORE DE BANVILLE

En 1870, Théophile Gautier, âgé de cinquante-neuf ans, était spirituellement installé dans l'opulence du monde artistique français que la dictature du Second Empire avait favorisée bien plus qu'elle ne l'avait brimé. L'exil de quelques artistes et du plus grand poète du siècle, la demi-disgrâce de quelques autres grands esprits comme Michelet, n'avaient pas empêché l'essor de la production artistique française, et c'était ce qui comptait surtout pour Gautier, pour qui l'art était à la fois le reflet de l'idéal, au sens quasi platonicien du terme, et de la société. Paris, que les brutales transformations d'Haussmann avaient privé de quelques lieux charmants, qu'il avait pu connaître dans son enfance et sa jeunesse, avait été au total embelli, modernisé, et Gautier avait été plus qu'on ne le croit habituellement, sensible aux créations de l'architecture moderne : la plupart des monuments du XIX^{ème} siècle, certaines églises et même les gares avaient trouvé grâce à ses yeux et il éprouvait de la reconnaissance pour un gouvernement qui n'avait pas hésité à recourir aux sculpteurs et aux peintres pour embellir Paris et décorer certains de ses monuments, politique culturelle où s'étaient épanouies les précédentes velléités artistiques des gouvernements de Louis-Philippe. Pour Gautier

par exemple, Paris était la capitale mondiale de la peinture, cela ne faisait pour lui aucun doute. Il est en outre nécessaire de préciser que politiquement, Gautier, déçu par les révolutions de 1830 et 1848 pour des motifs strictement économiques et égoïstes, était conservateur et qu'il s'accommodait fort bien du régime impérial. Sa correspondance ne laisse aucun doute à ce sujet, notamment les lettres échangées avec la princesse Mathilde qui révèlent une sincère amitié réciproque.

C'est donc avec consternation que Gautier assista à l'excitation patriotique qui, en France, préluda à la déclaration de guerre à la Prusse. Le 14 juillet, il était en villégiature à Saint-Gratien, chez la princesse Mathilde, où il semble bien que personne ne désirait la guerre, rendue d'ailleurs peu probable en raison des réticences de l'Empereur.[1] Deux jours plus tard la guerre était pourtant déclarée. Au début, Gautier se résigna : il n'aimait pas la guerre, mais il pensa qu'elle serait courte et victorieuse. En août, assez inquiet des désastres militaires, il se décida à conduire sa fille Estelle à Genève, chez Carlotta Grisi.[2] Lorsqu'il revint à Paris, le 8 septembre, l'Empire était tombé depuis quatre jours. Pourquoi ce retour ? Désirait-il se rapprocher de ses deux sœurs restées dans la capitale ? Ou tout simplement se rapprocher des journaux auxquels il devait son pain quotidien ? Toujours est-il qu'il passa les longs mois du siège dans un pauvre logis inconfortable, situé rue de Beaune, car il avait dû abandonner sa maison de Neuilly située à l'extérieur des fortifications. C'est alors qu'il écrivit un à un les premiers *Tableaux de siège* d'octobre 1870 à février 1871, sans autre intention sans doute que de gagner sa vie comme il l'avait toujours fait, par le journalisme. Il était loin de se douter qu'un nouveau siège n'allait pas tarder à commencer, celui des Versaillais opposés à la Commune de Paris, de mars à mai. Cette période, il la passa à l'extérieur de Paris, précisément à Versailles, ce qui entraîna une nouvelle série de feuilletons, et c'est de cette double série que se composent donc les *Tableaux*

de siège.[3] On peut dès ce rappel des circonstances de rédaction de l'ouvrage se poser une première question : le titre si simple choisi par Gautier est-il ambivalent, polyphonique ? Entendrons-nous successivement dans cet ouvrage la voix de l'assiégé puis celle de l'assiégeant ?

Dans ce tour d'horizon historique et littéraire qui s'est proposé d'examiner les représentations de la guerre et de la paix, je voudrais, avant d'étudier dans ses grandes lignes l'ouvrage que Gautier écrivit pendant « l'année terrible » faire tout d'abord une petite comparaison avec *Idylles prussiennes,* un recueil de poésies de Banville écrit pendant le siège et qui offre quelques similitudes, superficielles nous le verrons, avec l'ouvrage de Gautier : il me semble que l'originalité d'écriture et d'inspiration de *Tableaux de siège,* se lira plus aisément après cette approche détournée. Les deux ouvrages ont en effet en commun d'avoir été écrits au moment même de l'événement, prépubliés au fur et à mesure de leur composition dans la presse parisienne et en volume presque aussitôt après, à la fin de 1871. S'ils n'ont jamais eu la célébrité de *L'Année terrible* d'Hugo, ils n'en ont pas moins leur intérêt, et l'on perçoit dès leurs titres, à la formulation modeste, que ces pages n'avaient pas pour but de traduire une quelconque vision épique, mais plutôt de restituer le regard naïf, étonné, voire incrédule de leurs auteurs, témoins d'une catastrophe imprévisible qui survenait au milieu d'une époque de prospérité, de paix ou, comme ils le disent eux-mêmes, de « civilisation ».

Le titre du recueil de Théodore de Banville, *Idylles prussiennes,* possède une ambiguïté facile à lever, purement littéraire. Banville, dont on sait l'attachement aux aspects les plus formalistes de la poésie, emploie ici le terme d'*Idylles,* réservé habituellement à la poésie élégiaque, dans un sens ironique; dans sa préface, il définit parfaitement l'esprit de son recueil, qui est satirique, comparable à une parabase d'Aristophane, tour à tour « ironique, irritée et enthousiaste ». —

Quant aux circonstances auxquelles nous devons ces poésies inspirées du siège de Paris, elles sont très simples; si Banville était né à Moulins dans le Bourbonnais, il habitait Paris depuis sa jeunesse[4]; âgé de quarante-sept ans au moment de la guerre franco-prussienne, il y menait alors une vie assez comparable à celle de Gautier, gagnant sa vie comme journaliste plus que comme poète, cherchant le succès au théâtre et matériellement installé dans un confortable concubinage avec une femme mariée.[5] Pour l'anecdote, signalons aussi qu'il participa pendant le siège aux tours de garde sur les remparts, mais ne se signala par aucun héroïsme guerrier particulier. Puis, contrairement à Gautier, il demeura à Paris pendant les combats de la Commune pour laquelle il semble avoir éprouvé d'ailleurs fort peu de sympathie.[6] Mais ces dernières considérations nous éloignent un peu de notre sujet, car la dernière des *Idylles prussiennes* étant datée de février 1871, l'ouvrage se limite à évoquer la guerre franco-prussienne.

Au total, ces deux ouvrages que je me propose de comparer ici ont été écrits dans des conditions matériellement identiques, par deux poètes parisiens, deux écrivains de renom, anciens bohèmes vieillissants et passablement embourgeoisés; ce sont des œuvres dont l'orientation esthétique est évidente : référence picturale pour l'un *(Tableaux de siège),* littéraire pour l'autre (la poésie satirique classique, grecque, latine ou française). Il nous reste à en dégager les oppositions afin de mieux en percevoir l'esprit. Nous allons donc décrire rapidement ces deux textes, les comparer, avant d'étudier plus longuement *Tableaux de siège,* qui, parlant successivement de la guerre étrangère puis de la guerre civile, présente une thématique plus riche et plus complexe.

Idylles prussiennes est un recueil de soixante-cinq courtes poésies, dont la spécificité est d'être toutes écrites en quatrains d'octosyllabes à rimes croisées, forme qui est celle des *Chansons des rues et des bois* de Hugo et qui, par son apparente

légèreté peut-être, évoque la feuille volante du journaliste, l'épigramme légère et cruelle, qui égratigne sans en avoir l'air. D'ailleurs, les contraintes du genre journalistique, Banville les voit plutôt comme des avantages; citant dans sa préface un mot de Goethe[7], il considère comme un privilège d'avoir eu à « écrire et composer sous la pression des événements, dans un journal, et avec le public pour collaborateur. » C'est de là, croit-il, que ces petits poèmes tirent tout leur prix, dû à leur sincérité.

En réalité, disons tout de suite que les *Idylles prussiennes* ne sont pas une grande réussite littéraire, à cinq ou six exceptions près : il semble en effet que Banville ait confondu la spontanéité de l'inspiration et l'impression de spontanéité (celle qu'Hugo donnait si bien dans ses *Chansons des rues et des bois),* ce qui n'est pas exactement la même chose et qui s'obtient rarement du premier jet. Ce recueil n'a donc guère qu'un intérêt historique car, à défaut d'offrir une forme achevée, il est un compendium des illusions qui continuaient de bercer les Parisiens à un moment où les armées françaises avaient pourtant subi déjà de graves revers. Ainsi, dans ces poèmes, tout comme dans les journaux ou les discours gouvernementaux, en octobre 1870, alors que le blocus se resserre autour de la capitale, il est encore question de victoire et l'on voit se succéder des portraits caricaturaux, plus ou moins réussis, de Bismarck ou du roi Guillaume — par exemple dans le poème liminaire, *Le vieux cheval.* Ce patriotisme cocardier se maintient pendant un bon tiers du recueil, mais en novembre, le ton devient moins triomphant (c'est l'époque, je crois, des échecs de l'armée de la Loire sur laquelle on comptait pour délivrer Paris). Il y a quelque chose de dérisoire et de pitoyable dans les sarcasmes par lesquels le poète croit pouvoir annihiler les prétentions territoriales de la Prusse, qui semblent avoir été connues dès cette époque (il est question non seulement de l'Alsace et de la Lorraine, mais aussi de la

Franche-Comté) et ses demandes d'indemnité (les fameux « cinq milliards » dont parle un poème de novembre). Ainsi, Banville a beau exalter l'élégance virile du soldat français ou sa mort stoïque[8], plaindre les femmes allemandes, prophétiser la venue d'une nouvelle Jeanne d'Arc ou en appeler aux « bons Allemands » (opposés aux « soldats barbares », c'est-à-dire aux Prussiens)[9] la réalité devait être plus forte que ces conjurations verbales, car le recueil grimace[10] et s'assombrit, malgré qu'il en ait, dans les poèmes de décembre et surtout de janvier[11], et s'il s'achève, revanche oblige, par une prophétie de lendemain glorieux, tous ces vers ne comportent finalement qu'une fièvre de surface qui tient trop à la propagande et aux contingences historiques pour n'être pas morts avec leur époque, en tant que formes artistiques. S'il est des pièces — elles sont peu nombreuses — qui pourraient peut-être échapper à l'oubli, ce sont celles où le poète, loin de hausser la voix et de tenter l'invective, ton auquel sa Muse est plutôt rebelle, se montre le plus léger et n'est pas sans rappeler (de loin) l'art du bonhomme La Fontaine, par exemple dans *Les Rats.* Celles aussi qui, à la fin du recueil, s'abandonnent à l'amertume de la défaite sans en appeler à un héroïsme de commande sonnant faux.

Les Rats

Dans un coin retiré du parc,
Les Rats, assis sur leurs derrières,
Regardent monsieur de Bismarck
Sous les ombrages de Ferrières.

Les yeux enflammés de courroux,
Et lui tirant leurs langues roses,
Les petits Rats blancs, noirs et roux,
Lui murmurent en chœur ces choses :

— « Cuirassier blanc, qui te poussait
À vouloir cette guerre étrange ?
Ah ! meurtrisseur de peuples, c'est
À cause de toi qu'on nous mange !

Mais ce crime, tu le paieras.
Et, puisque c'est toi qui nous tues,
Nous irons, nous les petits Rats,
En Prusse, de nos dents pointues

Manger les charpentes des tours
Et les portes des citadelles, —
Plus affamés que les vautours
Qui font dans l'air un grand bruit d'ailes !

Tu nous entendras dans le mur
De ton grenier, où l'ombre est noire,
Tout l'hiver manger ton blé mûr,
Avant de grignoter l'armoire !

Puis nous rongerons l'écriteau
Qui sacre un nouveau Charlemagne,
Et même le rouge manteau
De ton empereur d'Allemagne.

Toujours, toujours, à petit bruit,
D'une dent aiguë et folâtre
Mâchant et mordant, jour et nuit,
Ces accessoires de théâtre;

Puis, sous les yeux de tes valets,
Nous couperons, ô philanthrope !
Les mailles des hideux filets
Où tu veux enfermer l'Europe ! »

Novembre 1870

Malgré une genèse assez comparable au recueil poétique de Banville, les *Tableaux de siège* de Gautier semblent avoir obéi à des impératifs esthétiques et même éthiques assez différents. Tout d'abord, il s'agit d'un ouvrage essentiellement descriptif et non pas d'un ouvrage satirique; l'idéologie, s'il en est une, y sera donc forcément moins visible et le patriotisme, pour s'exprimer, aura à emprunter des voies moins directes que celles de l'invective, du sarcasme, de la caricature ou de la fable. Non que Gautier soit moins patriote que Banville; non qu'il y ait chez lui moins de déception en découvrant le nouveau visage que l'Allemagne, berceau du romantisme littéraire et musical, patrie de Goethe, de Schiller et de Henri Heine (poète très aimé des Français, mais peu écouté...); mais le parti pris littéraire étant autre, l'aboutissement esthétique ne pouvait être comparable, même à talent égal. Or, il se trouve que l'ouvrage dont nous parlons, fidèle aux techniques éprouvées des grands récits de voyage qui jalonnèrent la vie littéraire de Gautier, enrichi de sentiments nouveaux, violents mais souterrains (le patriotisme, la douleur, la surprise, le désespoir, l'horreur) se révèle comme la synthèse la plus imprévue de tout ce que l'écrivain Gautier avait ici ou là révélé de meilleur — et même un peu plus que cela. L'essence de cet ouvrage, c'est le regard désespéré de l'esthète qui voit persister, trembler, vaciller et s'évanouir (tout au moins partiellement) l'harmonie d'un monde auquel il avait cru et qu'il avait contribué à créer. Mais si, au total, ces *Tableaux de siège* sont l'un des ouvrages les plus mélancoliques de Gautier, cet état d'esprit ne s'installe que peu à peu, à mesure que le siège s'éternise, et surtout pendant et après la convulsion inattendue de la Commune de Paris.

Au départ, l'ouvrage semble se colorer d'une tonalité discrètement autoparodique : puisque les grands voyages nous sont interdits, semble dire Gautier à son lecteur, je vous propose de mettre ce siège à profit pour revisiter Paris en ma

compagnie. Les principes du récit de voyage gautiériste sont en effet mis à contribution avec une sûreté dans les moyens d'écriture qui est éblouissante; les qualités du styliste Gautier sont sans doute trop connues pour que nous nous attardions longuement sur cet aspect de son talent et sur le caractère de cet ouvrage — le dernier qu'il devait achever puisqu'il devait mourir deux ans plus tard; je voudrais cependant en rappeler quelques traits à ceux qui n'auraient pas relu depuis quelques années le *Voyage en Espagne* ou le *Voyage en Russie* pour ne citer que les deux récits considérés comme les plus achevés.

Ainsi, Gautier, dans ses descriptions, procède comme un peintre paysagiste : il sait, en quelques mots, dessiner les grandes lignes, les formes, nommer avec précision ce qui est inhabituel et proprement pittoresque, évoquer les couleurs d'un mot précis, spécifique, et qui pourtant peut faire rêver. Ses évocations sont nombreuses, mais brèves, son texte a souvent quelque chose de primesautier qui exploite les possibilités du déplacement, de la déambulation, de sorte que ses descriptions sont une succession d'images différentes, tantôt comme un travelling de cinéma, tantôt (et c'est même plus fréquent) comme un éventail de cartes postales que l'on déplie et que l'on examine brièvement. En second lieu, remarquons que les humains et les animaux sont le plus souvent relégués au rôle d'animation que l'on trouve dans les tableaux de genre de la peinture hollandaise : ils sont là pour donner l'échelle et apporter quelques taches de couleur indispensables à l'ensemble. Enfin, dans les descriptions de Gautier, il y a surtout un autre trait, beaucoup plus précieux du point de vue esthétique, c'est le caractère subjectif de la vision : toujours, l'écrivain évoque les paysages et les monuments sous un éclairage précis, à tel ou tel moment de la journée, dans un contexte météorologique particulier, sous le soleil ou sous l'orage, peu importe; ses évocations ont ainsi le charme de l'instantané, du fugitif, du personnel. Lui qui fut si peu sensible aux débuts de

l'impressionnisme pictural, il utilise en fait une technique littéraire très comparable lorsqu'il traduit ses paysages naturels ou urbains. Nous prendrons rapidement quelques exemples dans *Tableaux de siège* pour illustrer nos affirmations.

Les déplacements, d'abord, qui sont l'un des traits caractéristiques de ces voyages *intra muros* : navigation en bateau à vapeur-omnibus, depuis le pont Napoléon jusqu'au viaduc du Point-du-Jour, par une belle journée du début octobre (chap. II); promenade à Montmartre, par une maussade journée d'automne, grise et venteuse, pour y assister à l'envol des ballons grâce auxquels les assiégés pouvaient encore correspondre avec l'extérieur (chap. III); promenade le long des fortifications, sous un ciel laiteux, par une autre belle journée d'automne (chap. IV); pérégrination tout autour de la capitale par le chemin de fer de ceinture, en fin de journée, sous des nuages gros de pluie et tandis que se prépare une tempête furieuse (chap. V); visite à la maison abandonnée de Neuilly, un jour de novembre, après avoir traversé le bois de Boulogne aux arbres sacrifiés pour les nécessités du siège (chap. VII) : tels sont les débuts de ce recueil où l'auteur semble avoir exploité, non sans un peu d'humour, toutes les possibilités de voyager offertes quand même aux assiégés. Il n'est pas possible d'entrer ici dans tous les détails des allusions à la guerre, à l'ennemi invisible et nargué, bien plus que redouté, mais je signalerai le passage consacré à l'envol des ballons comme particulièrement riche en réflexions sur l'espace aérien, en cette époque non interdit à des assiégés par un ennemi plus puissant.

La seconde partie de l'ouvrage, dont les différents chapitres furent publiés pendant l'été dans différents journaux, concerne l'époque de la Commune[12] et nous projette dans la périphérie de la ville : à Saint-Cloud d'abord où Gautier rend visite au parc intact, aux ruines du château et aux décombres de la ville, puis à Versailles : tableau des Communards prisonniers,

rencontrés sur la place de la ville (il s'agit d'un chapitre important intitulé « les Barbares modernes » sur lequel nous reviendrons), puis excursion dans le parc du château, avec, en leitmotiv, un fragment poétique de Musset, « Sur trois marches de marbre rose... », et une description en plusieurs chapitres de ce parc : le journaliste, qu'oppressent les besoins d'argent, s'abandonne ici à des descriptions à peu près purement archéologiques, qui reposent et distraient l'esprit. Mais tout redevient dramatique avec le retour dans Paris et *Une Visite aux ruines* (chap. XXI) où Gautier nous fait traverser quelques quartiers dévastés par la guerre civile et nous entraîne à l'intérieur même de quelques monuments comme la Cour des Comptes et l'Hôtel de Ville dans l'incendie desquels disparurent tant de toiles de Chassériau, Delacroix et Ingres entre autres. Les quelques commentateurs qui se sont intéressés aux *Tableaux de siège*[13] ont souligné ce qu'avaient d'insolite ces pages où le poète nous conduit, en franchissant des portes condamnées, en suivant des corridors jonchés de décombres, en empruntant des escaliers qui ne mènent nulle part dans des lieux jadis voués au Beau et que le feu des hommes a ravagés, abandonnés désormais et voués sous peu à la démolition : dans ces passages, où la prose de Gautier frôle souvent le sublime, (au sens que donnaient à ce mot les préromantiques, épris de naufrages, de tempêtes, de montagnes déchiquetées et sauvages, de nuits tempétueuses), tel commentateur a discerné une sorte de fascination horrifiée, et plus encore, une véritable attirance qui entraîne le touriste « amoureux de cartes et d'estampes » et prolonge sa promenade étonnée toujours plus loin, dans un univers onirique à la Piranèse. On peut dire que s'il est un Enfer pour Gautier, c'est sans doute celui qui renfermerait tous les chefs-d'œuvre de l'art mutilés et détruits.

> N'oublions pas que le comte de Kœnigsmarck, qui a fait sauter avec la bombe d'un obusier pointé par lui-même la poudrière du Parthénon jusque-là intact, était

Prussien. Mutiler Phidias ! tuer un chef-d'œuvre ! il n'est pas de plus grand crime... écrit-il.[14]

Nous nous sommes un peu attardé sur cet aspect de la description en mouvement, typique du récit de voyage gautiériste, et qui atteint de fait, dans *Tableaux de siège,* une sorte d'aboutissement avec ces visions désolantes et pourtant fascinantes dont nous venons de parler. Mais cette lecture cursive a aussi l'avantage de mettre en évidence un trait essentiel de cet ouvrage : le personnage principal de ce récit n'est pas, comme on aurait pu s'y attendre, le peuple de Paris, ces deux millions de Français bloqués, privés de nourriture et de feu et bientôt exposés au bombardement; le personnage principal, c'est tout simplement Paris[15], c'est-à-dire ce chef-d'œuvre monumental et culturel que la guerre étrangère va finalement laisser à peu près intact et qui sera dévasté — événement absolument incompréhensible pour Gautier — par la guerre civile.

Ce regard volontairement subjectif par lequel Gautier s'empare de Paris, comme s'il avait le pressentiment qu'il pût être le dernier, est en effet un regard délibérément esthétique. Non seulement les églises, les palais, les ponts, qu'il retrouve une nouvelle fois lors de sa promenade en bateau-mouche par exemple, — mais aussi les aspects les plus insolites de Paris, dont la physionomie est presque partout modifiée par la situation exceptionnelle : sculptures protégées par des sacs de terre, bois de Boulogne rasé, troupeaux de moutons et de bœufs rassemblés, pompes à incendie, passage insolite de troupes, de fourgons, de pièces d'artillerie : Gautier note toutes ces nouveautés, qui ne sont pas sans l'inquiéter quelque peu :

on se demande si les siècles n'ont pas rétrogradé, si l'on n'est pas remonté en pleine barbarie. (chap. II)

Mais en même temps, il ne cesse de s'extasier sur les beautés innombrables du paysage urbain :

Quel admirable bassin forme la Seine entre le pont royal et le pont de la Concorde ! *(ibid.)*

On a vraiment l'impression que la présence de tant de merveilles accumulées par les siècles et le génie des hommes parvient à rassurer Gautier. L'idée d'une destruction possible le laisse incrédule. Passant devant le Champ de Mars où s'était élevé le Palais de l'Exposition universelle de 1867, « Babel de cristal et de fer », Gautier se souvient que tous les pays du monde, et particulièrement les pays d'Europe, avaient tenu à y être représentés (la statue équestre du roi Guillaume et le fameux canon Krupp y furent exposés, Gautier le rappelle avec une ironie amère). Malgré tout, le doute effleure Gautier, un doute aussitôt repoussé par une bravoure de commande :

> Les Moires, ces divinités sévères qu'offusque l'orgueil des individus et des peuples se plaisent à l'écroulement de ces prospérités trompeuses et de leurs maigres mains les poussent à la ruine; mais le malheur retrempe les cœurs généreux, et nous sortirons victorieux de la lutte.

Si le paysage urbain occupe la plus grande partie du texte, les hommes ne sont pas tout à fait absents et l'on voit passer par exemple des silhouettes insolites, martiales et conventionnelles de jeunes et héroïques défenseurs de la patrie — les Gardes mobiles qui constituent la Garde Nationale sont trop connus des Parisiens pour être décrits. Quant aux Prussiens, ils sont pratiquement absents, vaguement devinés au-delà de la ligne des forts, se trahissant par quelque canonnade intempestive. Évidemment, Gautier les abhorre, et se laisse aller à quelques malédictions à leur encontre, mais il se contente de suggérer leur présence, par un procédé habile qui révèle le créateur éprouvé des atmosphères fantastiques. Il n'est qu'un passage où la haine éclate vraiment, aggravée d'antisémitisme[16], et, on peut le remarquer, c'est dans un moment où il est question d'un acte de vandalisme, l'incendie du château de Saint-Cloud : tout d'abord, une première caricature, comparable à celles des journaux de l'époque :

> nous aperçûmes à notre très désagréable surprise, trois casques de cuir à pointe de cuivre surmontant trois épaisses figures de soldats fortement râblés, à grosses cuisses, à gros pieds, chaussés de grosses bottes, ayant au côté une musette de toile rappelant les poches de Bertrand dans *Robert Macaire,* et portant le fusil en travers sur l'épaule avec la même grâce que le balai dont, il n'y a pas longtemps, ils nettoyaient nos rues.

Quel croquis ! Et comme ces Prussiens ont tort d'être laids alors que les soldats français, menant boire leurs chevaux à la Seine, en pantalon de toile et la chemise au vent étaient comparables aux groupes des métopes du Parthénon (chap. II) !

Mais poursuivons notre visite à Saint-Cloud; en regardant le château incendié, Gautier croit discerner, dans les ruines, des Juifs allemands ramassant l'or des décorations parmi les gravats et les braises :

> des figures de juifs allemands, sordidement et cruellement basses, à cheveux gras, à barbe fourchue, à teints rances, descendant de Judas Iscariote et de Shylock, capables de couper la livre de viande à l'échéance, recéleurs du vol et du meurtre, brocanteurs du pillage, retirant avec leurs griffes sales les lingots de métal fondu des monceaux de braise...

Soldats ou « Juifs allemands » (réels ou imaginés), ce sont cependant des ennemis, et les historiens ont suffisamment décrit le patriotisme presque hystérique des Français en 1870 (ce même chauvinisme, qui avait poussé le gouvernement d'Émile Ollivier à la guerre) pour qu'on ne s'en étonne pas, même sous la plume peu combative ordinairement de Théophile Gautier.

Mais qu'en est-il de la vision des Communards et de leur évocation ?

Il nous faut revenir au fameux XVIII^{ème} chapitre déjà signalé, *les Barbares modernes.* Ce titre, Gautier l'emprunte à un de ses ouvrages écrit en 1852, *Constantinople,* où il désignait ainsi, par antiphrase, les Turcs, qu'il était loin en fait de considérer comme des Barbares, mais dont, tout au contraire, il appréciait le goût et l'art de s'habiller : toujours l'esthétisme ! Le chapitre consacré à la rencontre des Communards est en tout cas moins manichéen qu'on aurait pu le craindre. Certes, Gautier n'a eu aucune sympathie pour la populace, notamment pour les « pétroleuses » (le terme se trouve dans son recueil), et les incendies qui leur sont imputés sont des fautes inexpiables qui le gonflent d'indignation. Signalons aussi que sa correspondance privée s'exprime en termes particulièrement vifs contre les insurgés de la Commune. Mais enfin, les prisonniers qu'il rencontre sont des hommes et des Français, même si tant de choses les sépare, lui, le prêtre de la « civilisation », et eux, modernes et inconscients Erostrates. D'ailleurs, le terme « barbare » qu'utilise Gautier est pris dans un sens historique bien plus que moral. La guerre, selon Gautier, ramène l'individu au monde naturel et primitif. Ainsi, l'armée des Versaillais, accablée par la chaleur et la poussière, présente un visage presque aussi barbare, ou en tout cas antique, que les prisonniers qu'elle conduit au camp de Satory; ceux-ci, les Communards, vêtus de haillons, les cheveux gris de poussière, mourants de soif, pleins d'une sombre révolte, sont comparés à des prisonniers de la Pharsale de Stace. Par principe, dans ces vaincus, Gautier ne voit qu'un ramassis « d'atroces scélérats, des assassins, des incendiaires peu intéressants à coup sûr ». Pourquoi un tel jugement ? Le doux poète qui, en 1848, fermait sa croisée et faisait *Émaux et Camées* a toujours affiché un réel désintérêt à l'égard de la politique mais, par son mode de vie, sa façon de subsister, il a davantage fréquenté les grands, les artistes, les princesses que le bas peuple dont

d'ailleurs, dès août 1870, il écrivait que Paris devait se méfier : sans aucun doute il subissait passivement l'effet des préjugés de la classe dirigeante, et son jugement à l'emporte-pièce le prouve : « incendiaires », « assassins » peut-être (des otages furent exécutés pendant les combats), mais pourquoi « atroces scélérats » ? Cependant, la condamnation des vaincus par Gautier n'est pas complète. S'il n'a pas de mots assez vifs et méprisants pour dépeindre les prisonnières, presque toutes vieilles et hideuses selon lui, l'attitude d'un vieillard, « patriarche de l'insurrection », lui semble terrifiante, immonde, et pourtant « vénérable ». Le groupe des prisonniers est parfois désigné par « les misérables » (terme assez dévalorisant, malgré Hugo), mais aussi, à deux reprises, par « les malheureux ». L'écrivain n'est donc pas dénué de compassion et il écrit d'ailleurs : « des bêtes même eussent inspiré de la pitié » — ce qui laisse évidemment supposer que ces prisonniers peuvent être comparés à des animaux. Dans la scène où les Communards réclament à boire, dans la bataille qu'ils se livrent autour des seaux d'eau, Gautier note encore, curieusement, les réflexes et les gestes de l'animalité, mais il semble aussi approuver que des femmes compatissantes fassent passer des verres aux prisonniers « qui purent au moins se désaltérer comme des hommes et non comme des bêtes ». Au total, la réprobation politique, bien que totale, n'empêche donc pas la compassion et Gautier n'aurait certes pas admis que ces prisonniers puissent être exécutés. Cette relative modération peut s'expliquer aussi par un certain sentiment de responsabilité chez un journaliste qui publiait cet article à une époque où les passions s'étaient refroidies (le 16 septembre 1871) dans un journal nettement bourgeois, l'*Illustration.*

Ce texte est donc, dans l'ensemble, ambigu. Les « barbares modernes » ne sont pas seulement les incendiaires, responsables d'avoir ruiné une ville que l'ennemi étranger avait

respectée. Ce sont aussi leurs vainqueurs, tous ceux qui sont conduits à faire la guerre. Et les civils peut-être aussi qui préparent les armements redoutables et bizarres, ainsi que le montre la description de l'artillerie de siège réunie à Versailles et grossie des pièces enlevées aux assiégés et parfois parées de fleurs (la Commune, est-il besoin de le rappeler, fut écrasée à la fin du mois de mai). Et Gautier ne cache pas sa surprise : « C'était un spectacle étrange que cet entassement formidable d'artillerie au centre de cette ville si paisible de mœurs ». Pour finir, signalons que dans sa correspondance de cette époque, Gautier a exprimé plusieurs fois son étonnement de ce que les Français aient pu déployer une telle énergie à se combattre entre eux : cette même énergie orientée contre les Prussiens aurait été suffisante, dit-il, pour repousser ceux-ci. En mai 1871, il prend acte avec satisfaction de la victoire des Versaillais :

> L'insurrection est vaincue. Le Louvre n'a pas été atteint par l'incendie; il n'y a, heureusement, à regretter la perte d'aucun tableau, d'aucune statue. La Monna Lisa et la Vénus de Milo vivent toujours de leur vie éternelle et radieuse. La barbarie n'a pu prévaloir contre elles.

C'est en des termes voisins qu'il commente l'incendie des Tuileries dans *Tableaux de siège* :

> Par miracle, l'incendie s'est arrêté à l'endroit où commence la galerie du Louvre. L'élément, moins stupide que l'homme, a reculé devant cette destruction des chefs-d'œuvre; il n'a pas voulu faire un petit tas de cendres de toutes ces merveilles et anéantir les titres de noblesse du génie humain. Une telle profanation lui a fait horreur... (chap. XXI, 1).

Je ne saurais affirmer que Gautier livre ici le fond de sa pensée, car si le Louvre a été épargné par l'incendie, l'Hôtel de Ville a été détruit, et bien d'autres merveilles. Ce serait prendre trop au pied de la lettre de telles affirmations pour conclure que

Gautier, résolument optimiste, croit au triomphe de l'Idéal sur le désordre des passions humaines. À mon avis, c'est même exactement le contraire.

L'impression dominante que nous laissent ces *Tableaux de siège* est donc finalement celle du profond étonnement de leur auteur. Ces deux guerres imprévues frappèrent Gautier comme la foudre. La qualité littéraire la plus importante de l'ouvrage est peut-être cet esthétisme, qui réconcilie sans cesse l'homme avec son passé, sa culture, mais du point de vue humain, cet ouvrage mélancolique[17] est essentiellement pathétique en raison de ce ton de douloureuse stupéfaction qui colore tant de descriptions — tout particulièrement dans le chapitre consacré à la visite aux ruines (qui met en cause, rappelons-le, l'attitude des Communards et non celle des Prussiens) :

> Nous nous disions avec une stupeur découragée : Eh quoi ! cette civilisation dont on est si fier recélait une telle barbarie ! Nous aurions cru, après tant de siècles, la bête sauvage qui est au fond de l'homme mieux domptée. Quel est l'Orphée [...] qui l'apprivoisera ?

Ainsi Gautier a-t-il compris à sa façon l'attitude destructrice du guerrier : c'est selon lui une composante profonde de l'âme humaine, endormie et toujours prête à s'éveiller, malgré le chant du poète. Il s'agit donc d'une vision fataliste, qui s'imposait brutalement à un homme trop âgé pour réagir — je n'ai d'ailleurs pas décelé chez Gautier de traces quelconques d'un esprit revanchard — et que cette série de catastrophes nationales atteignit dans ce qu'il avait de plus cher, son culte du Beau qui se confondait entièrement, pour lui, avec l'idée de Civilisation.

Montpellier, 18 juin 1998.

NOTES

1. « La Princesse semble croire que la paix ne sera pas troublée. Les étudiants se sont promenés hier sur les boulevards avec des bannières et l'on a chanté *à Berlin ! à Berlin !* sur l'air des lampions que vous avez entendu en 1848. Mais j'espère que cela finira comme la comédie de Shakespeare qui s'appelle beaucoup de bruit pour rien... » Lettre à Carlotta Grisi du 14 juillet 1870, *Correspondance Générale de Théophile Gautier,* éd. de Claudine Lacoste-Veysseyre, Droz, Genève, t. XI, 1996.
2. La femme dont il était passionnément épris et qui, vingt ans plus tôt, lorsqu'elle était ballerine, avait créé le rôle-titre de son ballet *Giselle.*
3. *Tableaux de siège* fut annoncé le 22 novembre 1871 et publié par Charpentier. Je me suis servi de l'édition donnée par Claudine Lacoste à la fin du volume *Théophile Gautier, Paris et les Parisiens,* La Boîte à Documents, Paris, 1996.
4. Le père du poète, Claude Faullain de Banville, secrétaire général à la préfecture de Moulins, avait été révoqué pour avoir patronné, le 18 mars 1833, une manifestation en faveur de trois cents réfugiés polonais de passage à Moulins. À la suite de cet événement, toute la famille alla s'installer à Paris où le jeune Théodore était déjà pensionnaire du collège Bourbon.
5. Élisabeth Rochegrosse, qui, devenue veuve, épousera Banville en 1875. Elle était mère d'un garçonnet, né en 1859, le futur peintre orientaliste Georges Rochegrosse. Ils habitaient rue de Buci. Pendant la Commune, Banville avait par précaution pris chez lui sa mère dont l'appartement, rue Saint-André-des-Arts, se trouva dans une zone de violents combats.
6. « ...Enfin, mon cher oncle, l'ordre est rétabli, comme tu le sais, mais que nous avons vu de sang et de morts, et ensuite quel spectacle de voir tous les monuments de Paris brûlés et ruinés. » (Lettre inédite, 4 juin 1871) « ...Paris commence un peu à se trouver : on a fait disparaître les barricades et repavé les rues; mais les rues tout-à-fait incendiées comme la rue de Lille et la rue du Bac ne sont pas encore déblayées. Les ruines de nos monuments se dressent terribles et menaçantes, et quelques-unes, comme les Tuileries, brûlent encore. » (Lettre inédite, 12 juin 1871)
7. « Le monde est si grand et si riche, la vie si variée, que jamais les sujets pour les poésies ne manqueront. Mais toutes les poésies doivent être des poésies de circonstance, c'est-à-dire que c'est la réalité qui doit en avoir donné l'occasion et le motif. » (Conversation de Goethe pendant les dernières années de sa vie (1822-1832), recueillies par Eckermann, tra-

duites par Émile Délerot. Citation et références se trouvent dans la préface aux *Idylles prussiennes,* Lemerre, 1871.

8. Voir *Les Pères,* où il est question d'un jeune et beau soldat mort à seize ans et de son père qui, en apprenant cette nouvelle, ne sait que s'écrier : « Dieu garde la France ! »

9. Voir *Travail stérile.*

10. Notamment dans les pièces intitulées *Monstre vert, Sabbat, La Flèche, La Fausse dépêche,* qui sont de décembre, et dont les titres sont révélateurs.

11. Les conséquences de la famine apparaissent dans *Les Enfants morts* et celles des bombardements dans *Celle qui reste* (janvier 1871).

12. Quelques chapitres consacrés aux animaux pendant le siège, à des spectacles de théâtre et à des peintres (dont Henri Regnault, qui mourut au front) forment transition entre les promenades de l'automne et les spectacles du printemps.

13. Nous signalons en particulier le remarquable article de Martine Lavaud, « L'Esthétique de la ville morte et la "curiosité morbide" dans *Tableaux de siège* », *Bulletin de la Société Théophile Gautier* n° 18, Montpellier, 1996.

14. Citation extraite du chapitre I intitulé : *Une nouvelle Madone/La Statue de Strasbourg.*

15. Là réside d'ailleurs la différence fondamentale entre les *Tableaux de Gautier* et *Idylles prussiennes* de Banville : chez Banville, le personnage principal du recueil, c'est bel et bien le peuple de Paris.

16. On peut s'étonner que ce voyageur impénitent laisse percer parfois un réel racisme. C'est pourtant un fait : Gautier fut antisémite et fort méprisant à l'égard des Noirs.

17. Où est le vigoureux Jeune-France pourfendeur d'idées reçues de la Préface de *Mademoiselle de Maupin* ?

Marthe MOLINARI
(Université de Montpellier)

L'INTELLIGENCE DE LA MORT DANS *LA GUERRE ET LA PAIX* DE TOLSTOÏ

Dès le livre I de *La guerre et la paix,* et après avoir introduit en une centaine de pages ses personnages principaux, Tolstoï met très vite en place l'armée russe de la troisième coalition, l'Autriche, et les combats (escarmouches ou batailles) qui culminent avec Austerlitz en novembre 1805. Dans l'économie du récit, cela se veut la face noire de l'engagement russe, qui, on le sait, se solde là par une défaite, pour en induire ensuite (au livre III) une résurrection de la Russie acculée par Napoléon et se défendant de façon déterminante à Borodino en août 1812.

Très tôt donc, l'armée, en quelques visions premières. Et tout d'abord, l'affaire du Pont d'Enns, du nom d'une petite ville située elle-même sur un fleuve homonyme (au confluent du Danube). Lieu d'une légère escarmouche, préludant à la bataille de Shoengraben, elle-même préparant Austerlitz. Voilà pour la précision historique. Esthétiquement (et certes dans les faits, mais des faits restitués ici pour un ordre qui n'est plus seulement historique), on remarque une progression dans l'ampleur, de l'escarmouche au combat décisif. Surtout, s'ouvre sans y prendre garde au milieu d'une description globale du dispositif de bataille, un regard sur la mort, regard qui est à hauteur d'homme, je veux dire par là que le mode littéraire utilisé est celui de la subjectivité d'un ou de plusieurs personnages. Voici comment :

Lors de ce premier engagement donc, les hussards russes font face à l'ennemi situé sur une hauteur. Entre les belligérants, une étendue inhabitée où patrouillent quelques cosaques...

> Tout en s'efforçant de détourner le regard et de parler d'autre chose, les officiers et les soldats de Denissov pensaient uniquement à ce qu'il y avait là sur la colline et regardaient sans cesse les taches qui pointaient à l'horizon et qu'ils savaient être les troupes ennemies [...] De rares cavaliers battaient encore l'espace vide qui s'étendait entre l'escadron et l'ennemi; celui-ci ne tirait plus; seuls quelques cris, quelques appels de clairon décelaient parfois sa présence. Ce silence accusait davantage encore la ligne redoutable, inaccessible, insaisissable, qui sépare deux armées adverses.
>
> « Un pas au-delà de cette ligne, semblable à celle qui sépare les vivants et les morts, et c'est l'inconnu de la souffrance et du trépas. Et que trouvera-t-on là-bas ? qui trouvera-t-on ? Par delà ce champ, cet arbre, ce toit qu'illumine le soleil ? Tout le monde l'ignore et tout le monde désire le savoir. Chacun a peur de franchir cette ligne et chacun pourtant le voudrait, chacun sait que tôt ou tard il devra la franchir et connaîtra ce qu'il y a là-bas, de même qu'un jour il lui faudra inéluctablement connaître ce qu'il y a au-delà de la mort. Et pourtant on se sent sain, alerte, joyeux, et les gens qui vous entourent sont eux aussi, pleins de force, de santé, d'allant. » Voilà ce que pense, ou du moins ce que sent tout homme en présence de l'ennemi, et cette sensation donne alors au moindre incident un relief particulier, elle nous le fait accueillir avec une âpre allégresse.[1]

Le même regard intervient quelques pages plus loin, alors que le corps à corps va s'engager :

> Comme au pont de l'Enns, rien ne séparait plus les deux adversaires, sinon cette ligne terrible de l'inconnu et de la terreur, si semblable à celle qui sépare les vivants des morts. Chacun sentait la présence de cette ligne et se demandait avec angoisse s'il devait ou non la franchir et comment il la franchirait.[2]

Très vite donc dans le récit se trouve caractérisée l'appréhension de la mort (faut-il dire la préhension, donc déjà une tentative d'assimilation ?) : il s'agit de la vision d'un intervalle dont la ligne centrale, certes purement imaginaire mais violemment projetée (et comme rendue visible) par l'angoisse, tient lieu de frontière avec l'inconnu. Intervalle, espace vide, en vérité espace du vide, lieu de fascination rebroussée où l'homme engage et risque son corps, dans la souffrance, l'inconnu et le risque d'effacement absolu, lieu qui voit sourdre une angoisse archaïque, celle d'une destruction fantasmée du désir de vie.

D'emblée, la *chose* a forme géométrique. L'esprit, confronté à une régression brutale et essentielle, rejoint des structures fondamentales, façonne un schéma qu'on pourrait dire archétypal. L'intelligence de la mort passera désormais, dans le récit, par cette figure originelle de l'intervalle, souligné, creusé par une ligne centrale, comme il le sera plus tard — on le verra — par la désignation d'un centre significatif.

Cette figure archétypale a été rarement explorée dans la littérature. On pourrait retenir cependant, en manière de référence, le travail remarquable de V. Woolf dans le récit intitulé de façon tout à fait explicite « Entre les Actes » [*Between the acts*], terminé un mois avant le suicide de l'auteur en 1941, et noter en particulier deux positions essentielles de l'intervalle : celle qui concerne la mort, et celle qui évoque le jaillissement

irrépressible de la parole. Dialectique qui est très proche de celle de Tolstoï.

La mort comme réalité vivante et fascinante de l'intervalle est révélée par la métaphore narrative suivante : entre un verre qui se lève et le vin que l'on en boit, c'est-à-dire entre deux actes extrêmement rapprochés l'un de l'autre, s'intercale le mouvement d'une servante qui va se rafraîchir au bord de l'étang, au milieu duquel, « dans ce trou profond et noir », une dame s'était noyée jadis par désespoir d'amour.[3] La mort, l'amour, leur présence troublante et fantasmatique, apparaissent ainsi entre deux instants d'un même geste continué.

La parole jaillit du même lieu, c'est-à-dire *entre* deux moments d'un acte quelconque, banal, quotidien, comme mode d'expression apparemment insensé, sublimant en vision poétique l'angoisse obscure, non formulée, non formulable comme telle (ainsi, interrompant une commande pour le déjeuner, la montée, discrète mais insistante, d'une phrase : « voler dans l'air toujours plus haut... pour perdre là ce qui nous enchaîne ici »[4]; ou encore l'ambiguïté toujours latente des conversations, où des mots concrets — puits, par exemple, — creusent dans le même temps un double sens réaliste et symbolique). Le récit s'achève d'ailleurs sur l'évocation d'une nuit archaïque dévoilée par un lever de rideau, ce qui libère enfin la parole : « Le rideau se lève. Ils parlent ».

Mort : lieu insaissable de l'angoisse dans les intervalles de la vie du désir et de l'action, que la parole (en sa puissance poétique) seule rédime et transfigure, rend, si possible, humaine.

C'est à cette même représentation que travaille Tolstoï, presque un siècle plus tôt, ayant posé d'emblée, comme on l'a vu, la prise de conscience de l'intervalle mortel et de sa ligne centrale, ligne insaisissable mais *réelle,* de la réalité des corps qui auront à la franchir.

Que la mort soit ce lieu incernable, inintelligible de l'inconnu, les personnages du roman sont à même de le dire; un dialogue rapide entre officiers vivant les préliminaires de la bataille d'Austerlitz insiste sur les causes de la peur :

> S'il était possible, dit l'un d'eux, de savoir ce qui arrivera après la mort, personne d'entre nous n'en aurait peur [...] On a peur de l'inconnu, c'est ça. Car on a beau nous dire que l'âme monte au ciel, nous savons bien que le ciel c'est de la frime, et qu'il n'y a que l'atmosphère [...] Il n'eut pas le temps d'achever. Un sifflement déchira l'air, se fit de plus en plus net, plus aigu, plus proche, et le boulet, comme au regret de n'avoir pu exprimer tout ce qu'il voulait dire, s'enfonça rageusement dans le sol non loin du hutteau, en lançant de tous côtés des éclaboussures. Ébranlée par ce coup formidable, la terre sembla pousser un gémissement.[5]

Ainsi l'inconnu a répondu à son évocation : mais cette réponse utilise un langage incompréhensible, non humain, dont on ne perçoit que l'énergie qui s'y trouve engagée : sifflement, violence de la frappe pour achever un propos déjà obscur. La courte anecdote révèle que le langage de la mort est Autre, que ce qui vient là c'est l'Autre, qui éveille en détruisant et, qui sait ? appelle peut-être à une construction nouvelle.

Confronté à cette révélation, le récit met donc en place une recherche, qui ira creusant cette figure originelle de l'intervalle que l'on a vue plus haut.

La représentation de l'espace de la mort va déborder très vite la vision première quasi abstraite, pour se concrétiser de façons multiples et révélatrices. Ainsi, l'utilisation récurrente dans les descriptions guerrières du passage étroit que sont le « pont » ou la « digue » (plus tard, le « champ » et la « cour »). On voit là que la forme géométrique qui nous occupe est sauvegardée, tout en devenant par exemple

l'espace-pont, parcouru par le flot de l'armée et des réfugiés, lieu intervallaire entre l'ennemi et la zone de sécurité, et donc lieu du risque et de la mort car les obus pleuvent sur les hommes qui traversent. Flot, écoulement dans ce temps mortifère, que soulignent dans un mouvement perpendiculaire les flots de l'Enns, liant ainsi le signe de l'eau et l'espace de la mort. Espace où la saisie du monde, encore relativement ordonnée, emprunte néanmoins les caractères du fragmentaire et de l'uniforme, révèle donc une amorce de dégradation : paroles brutes, détachées de tout sens perceptible, énumération agglomérante, « des sacs... des longs fusils... des shakos... des visages aux joues creuses, aux pommettes saillantes, des jambes enfin barbotant dans la boue gluante. »[6] Ceci juste avant que la confusion n'intervienne vraiment, noyant le sens : « Qui aurait pu discerner, dans une pareille confusion, le réel de l'imaginaire ? »[7]

Plus loin, le pont, devenu « digue », accueillera d'ailleurs une représentation de la panique, l'ordre ne pouvant plus subsister sous la pression de l'angoisse de mort.

Cependant l'intervalle acquiert un statut soudainement aigu avec l'apparition d'un élément central (explosion ou tourbillon) qui dramatise de façon brutale et hystérique la figure de base.

L'explosion s'affirme dans la scène où Pierre Bezoukhov assiste, en spectateur, à l'action d'une batterie à Borodino. Conscient de son inutilité, il prend soudain sur lui d'aller chercher les caisses de munitions toutes proches. Arrivé dans l'espace *entre* la batterie et l'entrepôt des caissons,

> tout à coup un choc effroyable le rejeta en arrière, à terre. Au même instant une grande flamme l'enveloppa tandis qu'un fracas de tonnerre accompagné de sifflements, l'assourdissait. Revenu à lui, il se retrouva assis sur son séant, les mains appuyées à terre. Du caisson auprès duquel il se trouvait, il ne restait plus que quelques

> planches vertes calcinées et quelques chiffons dispersés sur l'herbe roussie. Un cheval, traînant après lui des débris de brancards, s'éloignait au galop; un autre, étendu par terre comme Pierre, poussait des hennissements prolongés.[8]

Tout sens ordonné a disparu au profit d'un concentré de destruction, la souffrance mortelle, déchirante, côtoyant le personnage-témoin.

Mais déjà cette séquence, outre l'explosion, enrichit le concept d'intervalle en affirmant un centre. En chemin vers le mamelon où se trouve la batterie, Pierre, comme dans un parcours initiatique, rencontre d'abord la figure du pont (dont il ne comprend pas d'ailleurs le sens mortifère) avant de prendre pied sur le mamelon, *centre* éminemment signifiant; car non seulement « on voit tout de là », mais il s'agit du point le plus important de la bataille (même si Pierre, dans son inconscience, ne s'en aperçoit pas),

> célèbre [...], dit le texte, chez les Français, sous (le nom) de *la grande redoute, la fatale redoute, la redoute du centre*. Autour de ce point que les Français considéraient comme la clef de la position, des hommes tombèrent par dizaines de milliers.[9]

Redoute du centre donc, où la « batterie » que le personnage va regarder vivre est, de façon quasi synonyme, un lieu clos où combattent un « petit groupe d'hommes affairés et bien séparés des autres par un fossé », unis par « une animation identique chez tous et comme familiale. »[10] Animation qui gagne en incandescence, sous l'effet de l'action :

> Plus les boulets tombaient drus, plus l'excitation générale croissait. Chez tous ces braves couvait un feu dont les reflets passaient de plus en plus fréquents sur leurs visages.[11]

L'eau du temps qui coulait neutre et informelle sous le pont d'Enns, s'est transfigurée ici en feu intérieur, vibrant, tendu, en procès d'explosion mortelle (car Pierre, revenu de son émotion, ne retrouvera personne de vivant en ce lieu conquis par l'ennemi).

Quant au tourbillon, autre figure centrale et également mortelle, il accompagne la représentation de la blessure (quasiment la mort) du prince André. Son régiment, inactif, a été concentré dans un champ d'avoine piétinée,

> espace qui sépare le village (Sémionovskoié) de la batterie du mamelon. C'est dans cet espace de terrain qu'au cours de la journée tombèrent des milliers d'hommes et que précisément, vers deux heures, fut dirigé un feu convergent de plusieurs centaines de pièces ennemies.[12]

Lieu intervallaire de la mort donc où se vivront quelques rapides anecdotes signifiantes, et la passivité de l'attente marquée par le comptage des boulets qui, venus sans interruption « d'une mystérieuse zone de fumée »[13], atteignent de nombreux hommes. Mais une habile mise en scène place le prince André sur l'un des côtés d'un intervalle plus réduit, tandis que l'aide de camp occupe l'autre côté :

> Comme un oiseau qui, voletant et sifflotant, vient se poser à terre, un obus se plaqua doucement à deux pas d'André, tout près du chef de bataillon [...] Couchez-vous ! dit la voix de l'officier d'ordonnance qui s'était jeté à terre. Le prince André restait debout, irrésolu. L'obus fumant tournait comme une toupie entre lui et l'officier à terre, à la limite du champ et de la prairie, auprès d'une touffe d'armoise. « Est-ce la mort ? » songea-t-il en embrassant d'un regard tout nouveau, un regard chargé d'envie, l'herbe, les tiges d'armoise, le filet de fumée qui montait de la boule noire en mouvement. « Je ne puis pas, je ne veux pas mourir, j'aime la vie, j'aime cette herbe, cette terre, l'air que je

respire... » Tout en se disant cela, il se rappela qu'on le regardait. « N'avez-vous pas honte, monsieur ? dit-il à l'officier d'ordonnance, quelle... » Il ne put achever. L'explosion retentit, accompagnée comme d'un cliquetis de vitres brisées et d'une écœurante odeur de poudre. Projeté de côté, le prince leva un bras en l'air et s'abattit la face contre terre.[14]

La mort, c'est-à-dire l'Autre, imprévu, désintégrant, venu, dit le texte, « d'une zone mystérieuse », se rencontre donc en ce lieu-centre, où le tourbillon dans un processus inévitable se transfigure en explosion.

Explosion, tourbillon : voilà nommés les états extrêmes, paroxystiques, des « systèmes perturbés » chers à Prigogine, ces systèmes développés entre deux états, qui sont chaos indiscernable où cependant s'esquisse progressivement un ordre interne.

C'est en effet l'état de chaos que l'on voit naître et se développer dans le récit, à partir de la défaite d'Austerlitz, soit une perte du sens. Car très vite, l'intervalle de la mort probable voit s'affronter des corps à peine conscientisés, engagés dans une situation très indistincte et donc mal maîtrisable. La mêlée des combattants est parfois décrite de façon globale et les moments de panique ne sont pas dérobés; mais ce qu'affectionne Tolstoï, c'est la conscience directe qu'en ont quelques personnages, engagés prioritairement par leur corps dans un lieu de non-sens, et découvreurs de ce fait de vérités nouvelles. On retiendra ainsi l'aventure de Pierre, précipité dans la non-conscience par la pression soudaine de l'événement : un ennemi surgit dans la tranchée, les deux hommes s'empoignent et « durant quelques instants, ils considérèrent tous deux leurs visages étrangers l'un à l'autre, avec épouvante et perplexité. »[15] Mais c'est Nicolas Rostov qui découvre le mieux

dans le corps à corps que l'étranger est un miroir de soi-même. L'officier qu'il a désarçonné s'attend à être tué :

> l'air terrifié, [il] regardait de bas en haut le hussard russe; sans doute s'attendait-il à tout instant à recevoir un nouveau coup. Son visage pâle et maculé de boue, tout jeune avec ses cheveux blonds, ses yeux bleus, une fossette au menton, convenait bien moins à un champ de bataille qu'à une paisible scène de famille.[16]

C'est là un visage ordinaire, quotidien, non pas celui d'un ennemi. Nicolas constate avec étonnement que l'autre aussi peut avoir peur, et que l'empoignade peut soudain faire apparaître le non-sens :

> Et c'est cela qu'on appelle de l'héroïsme ? et puis est-ce vraiment pour ma patrie que je l'ai fait ? Et cet autre, avec sa fossette et ses yeux bleus, de quoi est-il donc coupable ?[17]

Mais, comme chez Prigogine, du chaos, qui par l'engloutissement dans le non-sens a partie liée avec la mort sans se confondre pour autant avec elle, peuvent se dégager des lignes de force qui, à partir du désir de vie, reconstituent un ordre : ainsi à Borodine, l'activité du général Koutouzov se réduit à une écoute des multiples micro-événements de la bataille, y compris les paniques et les défaites de détail, mais aussi des reconstitutions progressives qui assurent finalement une situation clairement nommable. Résurrection d'une armée et donc d'un peuple à partir de valeurs plus affirmées..., c'est là, on le sait, la démonstration centrale du roman.

Le même phénomène de restitution sublimée d'un ordre se joue dans l'œuvre selon des lois non physiques, en prenant cette fois appui sur la mort et non sur le désir de vie des combattants. Le centre mortel de l'intervalle qui a vu s'engloutir le prince André, les camarades de Pierre, et tant d'autres, centre où les corps sont à l'étroit dans la violence du miroir, va

trouver sa sublimation avec la mort du jeune Pétia. Le sens de cette mort réside dans la vision constructrice qui précède l'événement, car la rencontre de l'intervalle pointé par son centre, a lieu pour le très jeune homme (il a quinze ans) *après* que l'imaginaire ait construit un sens élargi, définitif (et non *avant* comme c'est le cas pour l'illumination mystique du prince André, blessé dans un premier temps à Austerlitz). En effet, dans la nuit qui précède l'assaut, Pétia vit lui aussi une sorte d'illumination qui met en place les grands pôles nécessaires : caverne sombre de la mort où brille un œil monstrueux, mais hauteur lumineuse et musicale, transfiguratrice, où de grandes symphonies s'épanouissent en marches triomphales. Pétia a donc déjà traversé la mort quand il la rencontre, il anticipe, elle devient lieu de passion et donc porte qui s'ouvre.

> Il lui semblait que le plein jour était venu à la minute où avait retenti le signal.[18]

Il s'élance au galop dans l'intervalle créé dans une cour par les deux groupes ennemis qui se font face, et vient s'effondrer au centre, à l'instant où son cheval heurte du pied les restes d'un feu :

> Pétia galopait toujours au travers de la cour, mais au lieu de tenir les rênes, il balançait les bras d'une façon bizarre et rapide et s'inclinait de plus en plus de côté sur sa selle. Son cheval, ayant posé les pieds dans les tisons d'un feu qui couvait, invisible à la clarté du matin, fit une ruade, et Pétia s'écroula lourdement sur la terre humide. Les cosaques virent ses bras et ses jambes s'agiter sans que sa tête remuât. Une balle lui avait traversé le crâne.[19]

Grâce à ce personnage, à l'enthousiasme lyrique et pur, l'espace de la mort, introduit dès le début dans le récit avec sa charge d'angoisse irrépressible, devient lieu d'assomption. Et l'œil monstrueux qui en occupait le centre est métamorphosé en braises de feu, qui la veille encore unissaient des hommes, et qui se font lieu privilégié de l'accès passionné à un au-delà.

Ainsi la mort de Pétia est parcours initiatique qui donne signification ultime à la figure de l'intervalle et de son centre mortel. L'Autre, venu d'ailleurs, devient ici occasion de lumière.

Dans le rapport individu-histoire qui sous-tend la réflexion de Tolstoï dans ce roman, l'Histoire est certes donnée comme une suite de systèmes perturbés, où ce qui détermine le sens est pris confusément dans des myriades de petites aventures individuelles : des nécessités se font jour dans le tourbillon inconscient, après anéantissement des voies claires, donc après le passage par la mort du sens; et l'Histoire résulte de l'acharnement à vaincre de chacune des petites cellules humaines. L'aboutissement est positif parce que l'antériorité est positive : pour l'écrivain russe, une sorte de vérité morale, éternelle, immuable, métaphysique, préexiste à tout événement historique et ne peut qu'insuffler un sens progressif au chaos, cet ordre supérieur étant observable sur de longues périodes d'histoire.

Mais si l'auteur de *La guerre et la paix* montre, notamment par la composition de son récit, que la mort et la résurrection d'une entité collective (défaite et victoire) sont nécessaires à la vie de l'âme individuelle, il rappelle pourtant que la mort (soit la venue de l'Autre, étranger, inconnu) est liée au désir de l'individu, depuis la violence angoissée d'un refus absolu jusqu'à l'incandescence de l'expérience du désir, l'étreinte passionnée.

Cette réflexion, sous des éclairages différents, court à travers l'œuvre entière de Tolstoï, mais ce qui nous paraît ici particulièrement intéressant, c'est l'originalité d'une création littéraire qui donne relief à une pensée en sculptant le parcours d'une formule spatiale privilégiée.

NOTES

Les citations de *La guerre et la Paix* de L. Tolstoï sont extraites de l'édition de la Pléïade, Gallimard, 1964. Traducteur : Henri Mongault.

1. L. Tolstoï, *La guerre et la paix,* livre I, 2ème partie, chap. VIII, p. 177-178.
2. *Op. cit.,* livre I, 2ème partie, chap. XIX, p. 235.
3. V. Woolf, « Entre les actes », in *Œuvre romanesque,* Tome II, Stock, 1974. Traducteur : Charles Cestre, p. 461.
4. *Op. cit.,* p. 445.
5. L. Tolstoï, *La guerre et la paix,* livre I, 2ème partie, chap. XVI, p. 222-223.
6. *Op. cit.,* livre I, 2ème partie, chap. VII, p. 172.
7. *Op. cit.,* livre I, 2ème partie, chap. XXI, p. 249.
8. *Op. cit.,* livre III, 2ème partie, chap. XXXI, p. 1038.
9. *Op. cit.,* livre III, 2ème partie, chap. XXXI, p. 1033, (souligné par l'auteur).
10. *Op. cit.,* livre III, 2ème partie, chap. XXXI, p. 1033.
11. *Op. cit.,* livre III, 2ème partie, chap. XXXI, p. 1036.
12. *Op. cit.,* livre III, 2ème partie, chap. XXXVI, p. 1053.
13. *Op. cit.,* livre III, 2ème partie, chap. XXXVI, p. 1053.
14. *Op. cit.,* livre III, 2ème partie, chap. XXXVI, p. 1055-1056.
15. *Op. cit.,* livre III, 2ème partie, chap. XXXII, p. 1039.
16. *Op. cit.,* livre III, 1ère partie, chap. XV, p. 853.
17. *Op. cit.,* livre III, 1ère partie, chap. XV, p. 855.
18. *Op. cit.,* livre IV, 3ème partie, chap. XI, p. 1383.
19. *Op. cit.,* livre IV, 3ème partie, chap. XI, p. 1384-1385.

Joanna ŻUROWSKA
(Université de Varsovie)

MARCEL PROUST ET LA GUERRE DANS *À LA RECHERCHE DU TEMPS PERDU*

En général, on ne considère pas Marcel Proust comme auteur d'un témoignage sur la guerre.[1] Le Prix Goncourt, attribué à l'écrivain en 1919 pour *À l'ombre des jeunes filles en fleurs* contre le roman de Roland Dorgelès, *Les Croix de bois,* le rangea même, aux yeux du public, parmi les romanciers qui délaissaient l'actualité pour un monde imaginaire. Pendant longtemps, la critique proustienne ne prit pas en considération ce « quelque chose sur la guerre qui convenait bien pour le caractère de M. de Charlus »[2], situé dans *Le Temps retrouvé* entre le séjour du narrateur chez Gilberte de Saint-Loup à Tansonville et sa participation à la matinée chez la princesse de Guermantes.

Jean-François Revel fut l'un des premiers à analyser l'attitude de Proust pendant la guerre. Il la jugea exceptionnelle. Car, ne s'étant pas laissé emporter par le chauvinisme patriotique, l'écrivain se plaça

> à la source où s'élaborent le vocabulaire du bourrage de crâne et les mécanismes de l'imposture destinés à prévenir tout danger de discussion rationnelle

et reconstitua un ensemble de facteurs historiques pour montrer une image cruelle non du front mais de l'arrière.[3] Le meilleur exemple, c'est cette « statue du patriotisme bourgeois », comme Revel appelle Mme Verdurin qui, installée dans son lit, lisant dans un journal la nouvelle du torpillage de *Lusitania,*

pousse des cris de compassion, mais en même temps, sourit de bien-être car elle trempe dans son café un croissant ordonné par le docteur Cottard pour apaiser sa migraine.[4]

L'étude des manuscrits, qui avait conduit à une nouvelle édition de la *Recherche* dans la Bibliothèque de la Pléiade, et dans d'autres collections[5], ainsi que la publication (terminée en 1993) de la *Correspondance* permirent de voir Proust à l'époque de la guerre : préoccupé par l'actualité (pour suivre le théâtre des opérations, il lisait tous les jours sept journaux), inquiet au sujet de ceux qui étaient sur le front (son frère Robert et ses amis)[6], il n'arrêtait pas de travailler sur son roman, donc aussi sur la partie présentant différents moments et aspects de la guerre. Les esquisses publiées dans la nouvelle édition de la Pléiade révèlent des détails et des fragments éliminés, car, comme d'habitude, l'écrivain supprima tout ce qui aurait constitué une surcharge inutile, qui aurait détourné l'attention du lecteur et nui à la netteté du dessin, comme, par exemple, le fait que les Français entretenaient un commerce clandestin avec l'ennemi.[7] Tous les éditeurs soulignent l'importance que prit la guerre dans la version finale du *Temps retrouvé.* Elle fournit « des ressorts romanesques imprévus » : remodelage chronologique du roman; changement topographique (Combray est déplacé de Beauce en Champagne pour devenir le théâtre des opérations : il y a une bataille à Méséglise, et Tansonville est occupé par les Allemands); modification de la destinée de certains personnages (Saint-Loup est mort comme Bertrand de Fénelon, tué le 17 décembre 1914; Cottard, qui est déjà mort, va mourir pour la deuxième fois). La guerre est prodigue en occasions de toutes sortes (la face cachée de certains personnages apparaît soudainement), elle donne la possibilité d'observer et de montrer « que les lois se répètent identiques du microcosme au macrocosme », donc de l'individu à l'État.[8] La cruauté de la guerre permet d'amplifier « de manière proprement fantastique l'univers de

Sodome » (l'hôtel de Jupien).[9] C'est un tableau de la France.[10] Le narrateur parle de la guerre avec Saint-Loup et Charlus. Mais la guerre est décrite de l'arrière, et comme par un embusqué. Proust brosse différentes attitudes possibles devant le conflit : le journalisme (Norpois ou Brichot), la lâcheté (Bloch et Morel), l'héroïsme (Saint-Loup, le fils Vaugoubert), l'arrière (les Verdurin), la stratégie (les conversations avec Saint-Loup), le défaitisme (Charlus). Ce qui surprend, c'est la comparaison à la société du Directoire, confirmée par des témoignages de l'époque.[11] Les commentaires et les références (un long recensement d'événements, de noms de militaires et d'hommes politiques réels ainsi que de publications de l'époque), dont les éditeurs font accompagner cette séquence comme toutes les autres parties du roman, confirment l'exactitude avec laquelle Proust avait analysé la guerre.

La partie finale du roman était déjà écrite au moment où la guerre éclata, et Proust dut résoudre le problème de cette actualité qui bouleversait tout : la vie (des particuliers et des nations entières), la politique, l'économie, ainsi que les valeurs, les jugements, les comportements. Il le fit magistralement. Après un séjour dans une maison de repos, le narrateur revient à Paris et « affronte » la guerre, telle qu'elle est visible dans la ville, les journaux, le comportement des gens. Il essaie de comprendre et d'analyser. Paris est un lieu spécial, à la fois protégé, parce qu'éloigné du front, et menacé d'opérations militaires, comme la marche des Allemands arrêtée par la bataille de la Marne en septembre 1914, ou les raids d'avions (le leitmotiv de cette séquence). C'est un lieu central, où se décident les choses, se forme l'opinion publique et s'opèrent des transformations, où, comme sous une cloche de verre, tout s'intensifie, les événements changent d'aspect et de signification. Tout cela est finement analysé par le narrateur qui souligne à plusieurs reprises que le Paris sous la guerre est

comme une ville des *Mille et une Nuits* tandis que lui-même, tel Haroun-al-Raschid, erre à travers un dédale des rues. L'épisode de la guerre peut donc être délimité par des blancs, qui marquent une coupure, dans la vie du narrateur, mais aussi dans sa manière de voir le monde, donc d'écrire. À la fin de la séquence précédente, le séjour à Tansonville, la lecture de quelques pages du *Journal* des Goncourt confirma au narrateur son absence de dispositions pour les lettres et le persuada même de ne pas savoir regarder. Pourtant il était conscient de porter en lui

> un personnage qui savait plus ou moins bien regarder [...] un personnage intermittent, ne reprenant vie que quand se manifestait quelque essence générale, commune à plusieurs choses, qui faisait sa nourriture et sa joie (IV, 296).

Ce personnage regarde et écoute à une certaine profondeur, il « radiographie » ce qu'il voit. Le narrateur ne savait pas encore faire appel à lui au moment voulu, il n'était pas préparé à voir « ce qui est commun à un être et à un autre », par exemple, « l'identité du salon Verdurin dans divers lieux et divers temps » (IV, 297). Les séjours dans une maison de santé et la guerre lui permirent de comprendre, de voir, et le préparèrent à l'illumination finale au cours de la matinée chez la princesse de Guermantes. L'épisode de la guerre, intermédiaire dans *Le Temps retrouvé* — parce qu'il se situe entre des séjours dans les maisons de santé, entre Tansonville et le salon des Guermantes, entre le dernier découragement et la révélation finale, et entre les périodes de paix, celle qui précède et celle qui vient après — est déjà vu par ce « personnage intermittent » qui « radiographie ». Le narrateur cherche moins à comprendre les événements qu'à établir les rapports, les lois (applicables au microcosme et au macrocosme), à noter les transformations, dont il discute surtout avec Saint-Loup et le baron de Charlus, pour créer une vision, une sorte de fresque

qui, embrassant plusieurs années, divisée en niveaux et montrée à travers différentes scènes et divers personnages, présente ce qui constitue la vie de tout le monde, c'est-à-dire la guerre.

Proust construit cet épisode sur l'axe de la promenade, qui assure une continuité dans l'espace : c'est surtout Paris de la rive droite. Le narrateur part de son appartement sur les grands boulevards et va vers le pont des Invalides — il voit alors les tours du Trocadéro qui lui servent de repère dans le paysage urbain mais aussi dans l'écriture[12] — puis, en remontant les boulevards, il revient vers le nord. Le texte est ponctué de précisions qui marquent le parcours et soulignent que le narrateur continue de marcher : « un des premiers soirs de mon nouveau retour en 1916 [...] je sortis après le dîner pour aller voir Mme Verdurin » (IV, 301); « cheminant dans l'obscurité, entendant sonner le bruit de mes pas » (IV, 335); « j'avais marché, fait un long crochet; j'étais presque au pont des Invalides » (IV, 341); « Je revins sur mes pas [...] je me trouvai sans m'en douter, en suivant machinalement un dédale de rues obscures, arrivé sur les boulevards » (IV, 342); « tandis que je descends les boulevards, côte à côte avec M. de Charlus » (IV, 368); « le soir où je descendais ainsi les boulevards avec M. de Charlus » (IV, 383); « Je descends les boulevards à côté de M. de Charlus » (IV, 385); « j'entrai délibérément dans l'hôtel » (IV, 391); « En un instant les rues devinrent entièrement noires [...] un avion ennemi qui volait assez bas éclairait le point où il voulait jeter une bombe » (IV, 412); « je pressais le pas pour le fuir [...] je tournais en cercle dans les places noires, d'où je ne pouvais plus sortir » (IV, 412); « Tout en me rapprochant de ma demeure » (IV, 415); « la berloque sonna comme j'arrivais à la maison » (IV, 419). La promenade assure aussi une continuité dans le temps. La séquence embrasse une période de cinq ans, allant de la déclaration des hostilités en 1914 jusqu'à la fin de la guerre (sans que l'année 1918 soit expressément mentionnée) et

même au-delà comme l'indique la remarque sur l'action du bloc national.[13] Ce sont les retours du narrateur à Paris en août 1914, en 1916 et en 1918, puisqu'il parle des raids de gothas. C'est aussi l'unique partie du roman où les dates apparaissent : chose exceptionnelle dans la pratique de l'écrivain qui applique avec conséquence la « chronologie externe » et signale le temps historique par des noms des personnalités politiques ou l'évocation des événements réels. La promenade, c'est aussi le mouvement, qui est marqué de temps d'arrêt. Le narrateur s'arrête pour observer, noter des détails, remarquer des transformations, regarder le ciel, entrer dans un hôtel (la maison de Jupien) ou peut-être descendre dans les couloirs du métro; il rencontre Saint-Loup, Bloch, Morel, Charlus, et s'arrête pour parler, discuter avec eux. Il tourne dans le dédale des rues obscures, il va plus loin, puis il revient sur ses pas. Le va-et-vient passe de l'espace dans le temps. La promenade qui commence un soir de 1916 englobe d'autres promenades, dont celle du début de la guerre, faite en compagnie de Saint-Loup et de Bloch en août 1914, ou des promenades solitaires faites en hiver ou au printemps.

Trois remarques dans la partie initiale de l'épisode justifient la démarche choisie par Proust. D'abord, bien que la guerre modifie profondément l'ordre des pensées des gens, certains esprits ne se laissent pas accaparer par l'actualité et continuent leur recherche. Ainsi, le narrateur peut-il faire appel à cet autre lui-même qui est capable de « radiographier » et qui est sensible à ce quelque chose — un chant d'oiseau, une odeur de réséda — qui fait renverser l'ordre du temps et revenir le passé, qui fonctionne indépendamment des événements et des changements opérés par la guerre.[14] Il peut donc faire intervenir d'autres moments, souvenirs, ou images, évoquer d'autres promenades, visites, impressions, tout comme il a fait jusqu'alors sans le souligner d'une manière aussi explicite. Ensuite, dans une lettre au narrateur, Saint-Loup, témoin

oculaire de ce qui se passe sur le front, exprime la difficulté de parler de la guerre :

> c'est ennuyeux, dit-il, de construire une épopée sur des termes qui sont pis qu'une faute de grammaire ou une faute de goût (IV, 332).

Il est gêné entre autres par des mots comme « passeront pas », « on les aura » ou « poilu » qui s'adaptent mal à une œuvre élevée. C'est le refus d'une esthétique que Proust appelle « banale » pour ne pas dire usée — parce qu'elle demande d'utiliser des expressions comme « sanglante aurore » ou « vol frémissant de la victoire » (IV, 333) —, condamnant ainsi tout ce qu'elle peut produire : une sorte d'épopée contemporaine sur les opérations militaires et la réalité des tranchées. Bien que placé au niveau des événements, le seul juste, Saint-Loup ne sait pas les décrire et il préfère parler de ses impressions devant la beauté des paysages qu'il aperçoit comme s'il était à une chasse au canard. C'est lui aussi qui, à plusieurs reprises, compare les raids d'avions à des spectacles wagnériens. L'émerveillement esthétique devant le spectacle de la guerre ne suffit pas, ce n'est pas, non plus, une solution. Mais Saint-Loup n'est pas un écrivain, il peut donc se permettre cette « inintelligence », qui ne l'empêchera nullement de faire des observations pertinentes sur le courage des soldats apportant au narrateur des témoignages indispensables pour compléter sa vision. Enfin, lors d'un bombardement nocturne, le narrateur est frappé par la diversité et la simultanéité des choses. Il voit que tout se passe sur plusieurs niveaux à la fois, que le tragique (les avions se déchaînant dans le ciel) voisine avec le comique : les clients d'un grand hôtel, en chemise de nuit parce qu'ils dormaient déjà, descendus dans la rue et serrant contre leur poitrine ce qu'ils ont de plus précieux, ressemblent à des personnages de théâtre. Cette scène appelle aussi une référence picturale. Et Proust de se

tourner vers le grand maître, El Greco. On pouvait donc, dit le narrateur,

> tout en contemplant l'apocalypse dans le ciel, voir sur la terre, comme dans l'*Enterrement du comte d'Orgaz,* du Greco où ces différents plans sont parallèles, un vrai vaudeville joué par des personnages en chemise de nuit (IV, 338).

Dans l'impossibilité de décrire les événements sur le front, parce qu'il ne les observe pas, par le refus de l'esthétique traditionnelle, exploitée pourtant par tant d'écrivains, et pour mettre en œuvre les résultats de ses recherches et faire appel à ce personnage en lui qui regarde, écoute à une certaine profondeur et qui « radiographie », le narrateur choisit sa propre manière de procéder : il fait une composition axée sur une promenade, à plans parallèles — le ciel, la terre, le souterrain —, mais aussi à plusieurs petites scènes, comme chez des vieux maîtres flamands, à différents niveaux temporels ainsi qu'à plusieurs voix (lettres, pastiches de fragments de journaux, conversations, réflexions), qui pourrait s'appeler « Promenade dans Paris pendant la guerre ». L'aspect pictural est souligné par des références à d'autres peintres — Raphaël, Carpaccio ou des artistes japonais —, à leur manière de traiter le fond, car Paris à l'époque de la guerre, rempli d'étrangers et de soldats de différentes formations, prend l'aspect d'une ville orientale des *Mille et une Nuits* comme Bagdad, d'une ville ancienne depuis longtemps disparue, telle Pompéi, ou même d'une ville biblique comme Sodome, et semble être un décor posé pour un tableau. Il y a encore la lumière ou, plus précisément, son manque. C'est une promenade nocturne qui se fait dans l'obscurité, car « à 9 heures et demie, on éteignait la lumière » (IV, 313) dans cette ville soumise à des contraintes imposées par la guerre, menacée d'attaques et de raids d'avions. L'obscurité met en fonctionnement la mémoire affective. Ainsi les ténèbres dans lesquelles est plongé Paris

rappellent-elles au narrateur le Combray de son enfance, la visite chez Mme Verdurin donne l'impression d'une « visite de voisin à la campagne », et les rues parisiennes deviennent « de sinueux chemins rustiques » (IV, 314). Ce qu'il peut distinguer, apercevoir, entendre, et comprendre est mis en relief. L'obscurité permet de « radiographier », de voir ce qu'on n'aperçoit pas en pleine clarté. La vision se compose à la fois de traits fins émergeant des ténèbres comme l'ossature d'un squelette et d'images présentées à l'aide de belles métaphores.

Les premiers, qui renvoient à la réalité, ce sont des remarques que font Saint-Loup : « Non, je crois à une guerre très courte » (IV, 322), « il n'y aura jamais assez d'avions » (IV, 325); le narrateur : « La guerre se prolongeait indéfiniment » (IV, 356), « c'était l'époque où il y avait continuellement des raids de gothas » (IV, 358), « Dans ce Paris dont, en 1914, j'avais vu la beauté presque sans défense attendre la menace de l'ennemi qui se rapprochait » (IV, 380); le baron de Charlus : « les gens de l'arrière s'imaginent que la guerre est un gigantesque match de boxe [mais c'est une] maladie qui, quand elle semble conjurée sur un point, reprend sur un autre » (IV, 373); ou le directeur de l'hôtel de Balbec trouvant « le départ des pouvoirs publics pour Bordeaux un peu précipité » et déclarant « qu'ils avaient tort de "décrépir" aussi vite » (IV, 325). À quoi s'ajoutent le témoignage de Saint-Loup sur le courage des soldats :

> Mais si tu voyais tout ce monde, surtout les gens du peuple, les ouvriers, les petits commerçants qui ne se doutaient pas de ce qu'ils recélaient en eux d'héroïsme et seraient morts dans leur lit sans l'avoir soupçonné, courir sous les balles pour secourir un camarade, pour emporter un chef blessé, et frappés eux-mêmes, sourire au moment où ils vont mourir parce que le médecin-chef

leur apprend que la tranchée a été reprise aux Allemands [...] cela donne une belle idée des Français (IV, 332),

celui de Gilberte sur le comportement exemplaire des soldats ennemis et la valeur des points stratégiques : « l'importance qu'y prend une route, un pont, une hauteur » (IV, 335), ainsi qu'un aveu de l'auteur concernant les cousins de Françoise.[15]

Les secondes, ce sont des descriptions de la ville. Le narrateur observe la ville de son balcon comme s'il regardait l'ensemble du tableau :

> la ville semblait un seul lieu mouvant, informe et noir, et qui tout à coup passait, des profondeurs et de la nuit, dans la lumière et dans le ciel, où un à un les aviateurs s'élançaient à l'appel déchirant des sirènes (IV, 338).

Les avions sont essentiels dans ce mouvement, tout comme dans cette guerre. Ils paraissent inoffensifs, tels de grands insectes ou oiseaux :

> à la tombée du jour, dans le ciel encore clair, on voyait de loin de petites taches brunes qu'on eût pu prendre, dans le soir bleu, pour des moucherons, ou pour des oiseaux (IV, 313).

Ils ressemblent aux étoiles :

> Des aéroplanes montaient encore comme des fusées rejoindre les étoiles, et des projecteurs promenaient lentement, dans le ciel sectionné, comme une pâle poussière d'astres, d'errantes voies lactées. Cependant les aéroplanes venaient s'insérer au milieu des constellations et on aurait pu se croire dans un autre hémisphère en effet, en voyant ces « étoiles nouvelles » (IV, 338).

Ils sont beaux lorsqu'ils « font constellation », c'est-à-dire un ralliement des escadrilles. Mais ils deviennent menaçants lorsqu'ils « font apocalypse », partent en chasse pour détruire (Charlus évoque le bombardement de Reims et d'Amiens) et tuer. Les avions appellent des images du ciel, de la ville avec

ses monuments, et du métro qui devient des catacombes modernes. Le ciel est tantôt « plus mouvementé que la terre », tantôt calme « comme la mer après la tempête ». La guerre étant définie comme un « un perpétuel devenir », c'est l'image de la mer qui figure le ciel de Paris, car elle symbolise le mouvement perpétuel et la vanité de toute action humaine qui va à l'encontre de la nature :

> Mer en ce moment couleur de turquoise et qui emporte avec elle sans qu'ils s'en aperçoivent les hommes entraînés dans l'immense révolution de la terre, de la terre sur laquelle ils sont assez fous pour continuer leurs révolutions à eux, et leurs vaines guerres, comme celle qui ensanglantait en ce moment la France (IV, 342).

Le narrateur regarde la ville comme un être proche, exposé sans cesse au péril. Il souligne à tout moment sa beauté. Déjà en 1914, lors de son premier retour à Paris, il a vu sa « beauté presque sans défense attendre la menace de l'ennemi qui se rapprochait ».[16] La bataille de la Marne sauva la ville. Le danger ne disparaît pas pour autant, car les raids de zeppelins et plus tard de gothas continuent. Voulant fixer l'image des lieux qu'il aime, il choisit une lumière spéciale, mettant en relief la beauté et l'inoffensivité des monuments, un clair de lune

> comme un doux magnésium continu permettant de prendre une dernière fois des images nocturnes de ces beaux ensembles comme la place Vendôme, la place de la Concorde, auxquels l'effroi que j'avais des obus qui allaient peut-être les détruire donnait par contraste, dans leur beauté encore intacte, une sorte de plénitude, et comme si elles se tendaient en avant, offrant aux coups leurs architectures sans défense (IV, 382).

Il évoque aussi le Boulevard Haussmann sous la neige qui lui fait penser à une estampe japonaise.

Le lyrisme de ces images contraste avec l'ironie et la cruauté que Proust utilise pour présenter cette ville qui semble vivre comme avant, où tout fonctionne comme d'habitude : la vie politique, sociale et mondaine (« à l'heure du dîner les restaurants étaient pleins » (IV, 313); « Mme Verdurin continuait à recevoir, M. de Charlus à aller à ses plaisirs » (IV, 338). Cela donne l'impression que « rien n'a changé ». Pourtant, ce sont d'autres personnages qui occupent le premier plan : M. Bontemps, révisionniste à l'époque de l'affaire Dreyfus, et patriote exemplaire à la Chambre; Norpois et Brichot qui, par leurs articles hautement patriotiques, forment l'opinion publique; Mme Verdurin et Mme Bontemps, devenues reines de Paris (le salon Verdurin étant le principal lieu de rencontre et d'échange d'informations sur la guerre). L'impression est tout à fait différente : « tout a changé ». Et Proust de montrer, en petites scènes ou instantanés, ce qui frappe le narrateur, mais surtout les permissionnaires[17] revenant de l'enfer pour passer quelques jours dans ce monde normal et en même temps irréel. D'abord la mode féminine, qui passe par différentes étapes pour aboutir à une « tenue de guerre ». Dans un pastiche, il souligne « de hauts exemples de courage et d'endurance à méditer » à la fois de la part des femmes et des couturiers qui, naturellement, font tout en pensant aux pauvres soldats qui sont sur le front. Puis c'est la vie mondaine — par manque de charbon, les Verdurins s'installent dans un hôtel, mais ils continuent de recevoir dans leur salon, « une sorte de losange aux murs éclatants de blancheur comme un écran sur lequel se détachaient à chaque mercredi, et presque tous les jours, tous les gens les plus intéressants, les plus variés, les femmes les plus élégantes de Paris, ravis de profiter du luxe des Verdurins » (IV, 312) — et la charité, occasion pour organiser des thés ou des bridges (« vous viendrez à cinq heures parler de la guerre ») et faire attendre à la porte des « automobiles ayant sur le siège un beau militaire qui bavardait avec le chasseur »

(IV, 303). Ensuite, c'est la presse, arme de propagande, « on lit les journaux comme on aime, les bandeaux sur les yeux », de bourrage de crâne, « On est battu et content parce qu'on ne se croit pas battu mais vainqueur » (IV, 330), et lieu de transformation de la langue : des néologismes (« défaitiste », « jusqu'au-boutiste », « caviarder », « limoger », « poilu »), des expressions (« le cran des troupes », « le mordant des troupes »), des altérations de la syntaxe (Norpois utilisant le verbe *savoir* comme signe du futur), l'habitude de dire « nous » en parlant de la France (Mme Verdurin), ou d'utiliser le « on » à la place de « je » (Brichot : « On ne camoufle pas ici la vérité », IV, 371). Même le beau parler de Françoise est altéré et dégradé : elle déforme les mots et les prononce mal, et imitant le maître d'hôtel, elle dit « *Et patati patali et patata patala* ». Enfin, la ville des plaisirs, féerique comme Pompéi juste avant sa disparition (par hasard, l'hôtel de Jupien est décoré de peintures pompéiennes), ou comme Sodome vouée à la disparition (le narrateur entre dans la maison de Jupien, où il aperçoit Saint-Loup et observe le baron de Charlus attaché et ensanglanté sous les coups de martinet, ainsi que d'autres hommes jeunes et vieux, des soldats en permission, même un prêtre, venant chercher du plaisir ou en donner, puis regarde les gens descendre dans les souterrains du métro). Les hurlements des sirènes font de cette scène une attente tragique de la fin.

Ces quelques exemples ne permettent que d'apercevoir la diversité et la richesse des moyens que Proust trouve et choisit pour présenter « ce quelque chose sur la guerre » et en faire un véritable tableau de la France. Partie intégrante du *Temps retrouvé* et fragment délimité par des blancs que sa structure interne permet d'isoler, cet épisode mériterait une étude plus approfondie. Vision cruelle des années 1914-1918, certes, mais aussi, image d'une rare et émouvante beauté qui montre Paris vivant sous la menace d'anéantissement.

NOTES

1. Dans les manuels d'histoire de la littérature française, on néglige cet aspect de l'œuvre proustienne. Même dans le petit bilan de Micheline Kessler-Claudet *(La guerre de quatorze dans le roman occidental*, Nathan-Université, 1998), le nom de Proust n'est pas mentionné.
2. Cf. la lettre à Rosny aîné, décembre 1919, Marcel Proust, *Correspondance,* t. XVIII (1919), Paris, 1990, p. 546.
3. Jean-François Revel, *Sur Proust,* Paris, 1960, chap. 3, « Proust et la politique », p. 126.
4. Cf. Marcel Proust, *Le Temps retrouvé*, dans *À la recherche du temps perdu*, édition publiée sous la direction de Jean-Yves Tadié, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, t. IV, Paris, 1989, p. 352 (par la suite, nous indiquons le volume et la page entre parenthèses).
5. Sous la direction de Jean-Yves Tadié, avec, pour le volume du *Temps retrouvé* (1989), la collaboration d'Yves Baudelle, Anne Chevalier, Eugène Nicole, Pierre-Louis Rey, Pierre-Edmond Robert, Jacques Robichez et Brian G. Rogers; Garnier-Flammarion (1986), réalisée sous la direction de Jean Milly, introduction par Bernard Brun; et Folio/Gallimard (1990), présentée par Pierre-Louis Rey, établie par Pierre-Edmond Robert et annotée par Jacques Robichez avec la collaboration de Brian G. Rogers.
6. Cf. les lettres suivantes : à Charles d'Alton, après le 12 mai 1915 : « Nuit et jour on pense à la guerre, peut-être plus douloureusement encore quand comme moi on ne la fait pas. Même si l'on pense à autre chose, même si l'on dort, cette souffrance ne cesse pas comme ces névralgies qu'on perçoit dans le sommeil. Je tâche de comprendre les opérations du mieux que je peux, c'est-à-dire guère. Je m'ingurgite chaque jour tout ce que les critiques militaires françois ou genevois pensent de la guerre » (XIV (1915), p. 130-131); et à Mme Nahmias, octobre 1914 : « Ma pensée ne quitte ni mon frère, ni Albert, ni tous les gens que je connais qui servent la France et de même tous les gens que je ne connais pas et que j'enveloppe dans une même et anxieuse tendresse » (XIII (1914), p. 304).
7. Cf. l'esquisse XX.2 : « Pendant la guerre, des Français partaient avec autant de précaution que pour les colonies vers les lignes allemandes, où ils faisaient du trafic avec les Boches prudemment, risquant la mort, caressant des rêves de fortune, comme des Européens qui partaient faire avec des sauvages un commerce défendu » (IV, 790-791).

8. Cf. la notice de Pierre-Louis Rey et de Brian Rogers dans les éditions de chez Gallimard (Pléiade, IV, 1167, et Folio, p. XV).
9. Cf. Pléiade, IV, 1161.
10. Cf. l'introduction de Bernard Brun dans Garnier-Flammarion, p. 39.
11. Cf. par ex. Pléiade, IV, 1200, note 2 : A. Ducasse, J. Meyer, G. Perreux, *Vie et mort des Français, 1914-1918* (1959), à propos du style « guerre » des modes féminines : « Quand on survole cette année 1916, on ne peut s'empêcher de penser au Directoire » (p. 264).
12. Ayant utilisé cette image dans le pastiche du *Journal* des Goncourt : « Par un crépuscule où il y a près des tours du Trocadéro comme le dernier allumement d'une lueur qui en fait des tours absolument pareilles aux tours enduites de gelée de groseille des anciens pâtissiers » (IV, 288), Proust donne la réplique à l'*écriture artiste* : « Dans toute la partie de la ville que dominent les tours du Trocadéro le ciel avait l'air d'une immense mer nuance de turquoise qui se retire laissant déjà émerger toute une ligne légère de rochers noirs, peut-être même de simples filets de pêcheurs alignés les uns après les autres, et qui étaient de petits nuages. » (IV, 341-342).
13. Cf. « grâce à l'enfarinement du Bloc national, on avait aussi repêché les vieilles canailles de la politique, qui sont toujours réélues. » (IV, 432).
14. Cf. « ceux qui se sont fait une vie intérieure ambiante ont peu égard à l'importance des événements. Ce qui modifie profondément pour eux l'ordre des pensées c'est bien plutôt quelque chose qui semble en soi n'avoir aucune importance et qui renverse pour eux l'ordre du temps en les faisant contemporains d'un autre temps de leur vie. On peut s'en rendre compte pratiquement à la beauté des pages qu'il inspire : un chant d'oiseau dans le parc de Montboissier, ou une brise chargée de l'odeur de réséda, sont évidemment des événements de moindre conséquence que les plus grandes dates de la Révolution et de l'Empire. Ils ont cependant inspiré à Chateaubriand dans *Les Mémoires d'outre-tombe* des pages d'une valeur infiniment plus grande. » (IV, 306).
15. Cf. « Dans ce livre où il n'y a pas un seul fait qui ne soit fictif, où il n'y a pas un seul personnage "à clef", où tout a été inventé par moi selon les besoins de ma démonstration, je dois dire à la louange de mon pays que seuls les parents millionnaires de Françoise ayant quitté leur retraite pour aider leur nièce sans appuis, que seuls ceux-là sont des gens réels, qui existent [...] je transcris ici leur nom véritable : ils s'appellent, d'un nom si français d'ailleurs, Larivière » (IV, 424).

16. Cf. la lettre à Louis d'Albuféra, 8 mars 1915, dans laquelle Proust décrit la situation : « je sais que moi, deux ou trois jours avant la victoire de la Marne, quand on croyait le siège de Paris imminent, je me suis levé un soir, par un clair de lune lucide, éclatant, réprobateur, serein, ironique et maternel, et en voyant cet immense Paris que je ne savais pas tant aimer, attendant dans son inutile beauté, la ruée que rien ne semblait plus pouvoir empêcher, je n'ai pas pu m'empêcher de sangloter » (XIV (1915), p. 69-74).

17. Cf. « Et en effet, ils ne venaient pas seulement de lieux qui nous semblaient irréels parce que nous n'en avions entendu parler que par les journaux et que nous ne pouvions nous figurer qu'on eût pris part à ces combats titaniques et revenir avec seulement une contusion à l'épaule; c'étaient des rivages de la mort, vers lesquels ils allaient retourner, qu'ils venaient un instant parmi nous, incompréhensibles pour nous, nous remplissant de tendresse, d'effroi, et d'un sentiment de mystère, comme ces morts que nous évoquons, qui nous apparaissent une seconde, que nous n'osons pas interroger et qui du reste pourrait tout au plus nous répondre : "Vous ne pourriez pas vous figurer." » (IV, 336).

Halina SUWAŁA
(Université de Varsovie)

L'OCCUPATION ALLEMANDE VUE PAR PAUL CAZIN[1]

Pour commencer, quelques précisions d'ordre biographique et historique concernant la période en question : le 9 juin 1940, Paul Cazin « expédie » sa maîtresse, Juliette Dutoit[2], de Paris dans le midi, chez les parents de celle-ci; elle se trouvera de ce fait dans la zone non occupée, tandis que lui restera dans la zone occupée, à Autun. C'est à cette séparation que nous devons une riche correspondance qui s'étend sur toute l'année 1940. La première lettre que Cazin adresse à Juliette, commencée le jour même du départ de celle-ci, et continuée les jours suivants, porte les dates du 9 au 12 juin.

Paris, bombardé, vit dans la terreur. Le 10 juin, l'Italie entre en guerre; le gouvernement quitte la capitale; la ville se vide. Cazin décline la proposition « de garder — comme Directeur intérimaire — la B[ibliothèque] P[olonaise] en jonction avec la Bibliothèque Nationale », épouvanté, dit-il, par l'administration, la responsabilité, et surtout par le risque à courir « si les Allemands venaient. Suis aussi courageux qu'un autre, mais pas plus bête. À Autun, je verrai de l'herbe. Après un dur voyage sans doute. »[3] Le voyage, en effet, a été « dur ». Cazin réussit à quitter Paris le 12 juin (après deux jours de tentatives manquées). L'évocation, dans ses lettres, des scènes se déroulant à la gare de Lyon, fait penser au septembre polonais de 1939 : d'interminables queues devant les guichets, la foule prise de panique, « tout le long du

boulevard, entassement de voyageurs et de bagages [...] Enfants, vieillards, infirmes à béquilles. Réfugiés de Normandie et du Vexin et de partout. » Fuite affolée devant l'armée allemande qui avance avec une rapidité foudroyante.

Le 13 juin à midi, Cazin regagne Autun qui sera occupée le 16, deux jours après la prise de Paris. À la maison, il trouve sa femme mourante. Elle s'éteint le 2 juillet, donc après l'armistice :

> J'ai pu l'assister dans son agonie, la soigner pendant deux semaines. Elle est morte, persuadée que les Français continuaient à se défendre et résignée à mourir sous le bombardement, s'il le fallait. Elle est morte avec un courage et une intelligence admirables. (6 juillet 1940)

Cazin passe toute la guerre dans la zone occupée, à Autun et dans ses environs plus ou moins proches. Il bouge beaucoup, se déplaçant souvent à bicyclette qui, avec le cheval, redevient roi.[4] Jusqu'en 1943, il le fait surtout pour fuir la solitude, le froid, les difficultés d'approvisionnement, « on vit plus facilement à la campagne. » (Noël 1942) Mais aussi parce que « l'atmosphère morale d'Autun [lui] devient insupportable » : « C'est une ville où l'esprit de servilisme, de défaitisme, de veulerie se fonde sur des traditions millénaires, [...] et son clergé prend aujourd'hui à tâche de l'entretenir dans l'hébétude et la lâcheté. Je me résigne donc à porter ma "béatitude" *in partibus* », écrit-il le 2 décembre 1942 à Mgr Grente, évêque du Mans, qui, comme presque tous les responsables de l'Église de France, se range, pendant longtemps, parmi les fidèles de Pétain salué comme « homme providentiel ».[5]

Les années 1941 et 1942 apportent une sorte de rupture avec Juliette, d'où la rareté des lettres concernant cette période. En 1943, les relations se renouent. En mai, Juliette vient, avec Martine, sa fille d'un an et demi, rejoindre Cazin à Autun. Obligé de nourrir sa « petite famille », il continue à se déplacer, cette fois surtout à la recherche de produits alimentaires. Et

répondant toujours au besoin irrésistible de se confesser par écrit, soit dans son journal intime, soit dans ses lettres, il reprend sa correspondance avec Juliette. Dès qu'il quitte la maison, il se met à écrire : sa première missive est griffonnée le jour même du départ.

Ces lettres, avec d'autres textes des années 1940-1945, constituent un précieux témoignage historique sur la réalité quotidienne et sur l'état d'esprit des Français sous l'occupation ainsi que sur l'attitude politique et idéologique de Cazin lui-même.

***

La vie sous l'occupation se caractérise d'abord par une pénurie qui commence très tôt et s'aggrave avec le temps. « Le gouvernement de Vichy-Stuttgart veut nous faire croire que c'est la faute des Anglais », écrit Cazin le 16 août 1940. En 1943, le quotidien devient plus difficile encore qu'il ne l'était avant. Rechercher du ravitaillement pour survivre constitue la préoccupation majeure des Français. Pour Cazin, la situation empire avec l'arrivée de Juliette et de la petite Martine. Aussi les notations concernant l'approvisionnement deviennent-elles, dans ses lettres, de plus en plus nombreuses.

À la pénurie, s'ajoutent les mesures vexatoires de l'occupant, dont la rupture de communication entre les deux zones n'est pas des moins pénibles. Les Allemands interdisent de franchir librement la ligne de démarcation et stoppent le trafic postal entre la zone non occupée et la zone occupée. Ne sont autorisées que les *cartes interzones,* sorte de cartes de prisonniers : treize lignes, déjà plus qu'à moitié imprimées et dont il faut seulement remplir les blancs. Ce n'est qu'en mai 1941, que le gouvernement de Vichy, au prix de sérieuses concessions militaires, obtient pour les Français l'autorisation de correspondre entre les zones par des cartes postales ordi-

naires. Jusque-là, il ne reste que la contrebande, mais qui n'est pas sans risque : prisons, travaux forcés pour les passeurs : « On redouble de tracasseries et de molestations. On fouille les gens qui franchissent le cordon. » (6 août 1940) Il y a pourtant des passeurs clandestins qui bravent le danger. Si un porteur est « dénoncé et arrêté », il s'en trouve d'autres. On recourt aux subterfuges les plus ingénieux : « Nous aurons bientôt des âmes de Polonais conspirateurs », écrit Cazin le 14 août 1940.

Le poids de l'occupant se fait sentir de plus en plus lourdement. « Les exactions, vexations, déprédations » (16 août 1940) exaspèrent la population et éveillent peu à peu un esprit de résistance. Malgré les menaces, « on brave la prison et cet ignoble esclavage. Tout remue sourdement. » (26 octobre 1940) En multipliant les interdictions, les occupants suscitent et définissent en quelque sorte la résistance : auditeurs de la BBC, passeurs de la ligne de démarcation, porteurs de lettres, marchands refusant de vendre aux Allemands *etc.* sont de potentiels Résistants.[6]

***

Dans l'introduction du deuxième volume de sa *Grande histoire des Français sous l'occupation,* intitulé *Quarante millions de pétainistes,* Henri Amouroux écrit :

> Quarante millions de pétainistes. Titre de provocation ? Certainement pas. Titre et livre qui veulent donner une idée exacte des sentiments des Français dans l'été, l'automne 1940 et même l'hiver 1940-1941 [...] Ils sont peu nombreux, en vérité, ceux qui peuvent prétendre d'avoir observé, dès les premiers jours, une position hostile à Pétain, ceux qui n'ont rien sollicité ni rien attendu de Vichy, ceux qui, plutôt que de trahir, au moment le plus convenable pour leurs intérêts et pour

leur avenir, un régime qui les faisait vivre, ont rompu immédiatement et choisi l'honneur, la pauvreté, les dangers et la désobéissance. C'est la gloire des opposants d'être d'abord des solitaires. En 1940, il y eut peu de solitaires.[7]

Cazin en fut un. Dès le premier jour, il se prononce non seulement contre les Allemands, ce qui n'est pas si rare, surtout parmi les combattants de la première guerre mondiale, mais aussi — ce qui est tout à fait exceptionnel — contre le gouvernement de Vichy, qu'il appelle toujours dans ses lettres « gouvernement de Vichy-Stuttgart ». Sous ce rapport encore, il diffère de la majorité de ses compatriotes qui en 1940 et en 1941, ne disent même pas « gouvernement de Vichy », terme qui paraît péjoratif et mesquin, mais « gouvernement du Maréchal ». C'est après 1941 seulement que le terme « gouvernement de Vichy » s'impose.[8] Cazin saisit bien l'évolution de l'état d'esprit de ses compatriotes, au fur et à mesure que — d'une part — s'aggrave la situation interne (oppression, difficultés économiques, exploitation du pays par l'occupant) et que — de l'autre — la victoire allemande devient de moins en moins sûre. « La moitié de la France est hitlérienne », écrit-il à Juliette le 21 juillet 1940. Mais, ayant constaté qu'« il y a deux Frances » (4 septembre 1940), il s'efforce de les voir toutes les deux, de garder l'espoir malgré tout, malgré de tristes expériences qui, le 2 novembre 1940, lui ont dicté ces paroles amères :

> Seuls, seuls... au fond d'un gouffre d'ignominie et de stupidité. La France a connu au cours de son histoire des ruines plus lamentables, de pires désastres matériels [...] Elle n'a jamais connu cette déroute des âmes, ce chaos des esprits, ce vertige, cette hébétude. Elle ne sait plus ce qu'elle est elle-même, elle ne sait plus où est l'ennemi. »[9]

Il est en effet persuadé que « rien n'est perdu. » (11 juillet 1940) « Il faut attendre l'issue de la lutte anglaise. Tout est là ! La liberté de l'Europe — la Pologne — notre vie tient à cela », affirme-t-il dès le 13 juillet où la quasi totalité des Français s'attend à une victoire prochaine des Allemands.

Le 25 juillet, entre en vigueur la « convention d'armistice »; sur les vingt-quatre articles qu'elle comporte, « une dizaine neutralisait le potentiel militaire français », entre autres, « les aérodromes passaient sous contrôle allemand. »[10] Le jour même, Cazin s'écrie indigné :

> Ah ! Dieu ! nos avions allant se rendre ! Mais pas tous, ajoute-t-il immédiatement. J'ai encore entendu Londres hier soir.[11] Des Français et des Polonais ont encore des cœurs d'hommes libres. Ils racontaient comment ils avaient rejoint l'Angleterre. Et des Anglais nous criaient de tenir bon, au moins passivement, [...] "jusqu'aux jours de la libération". Ils y travaillent. (25 juillet 1940)
>
> Eh bien ! il y a encore grâce à Dieu, ajoute-t-il le 30 juillet, des Français qui *consentent* à mourir pour la libération de la France [...], je suis de ceux-là. Bien que je tienne beaucoup à la vie.

D'après ses « axiomes », tels qu'il les expose à Juliette,

> l'Allemand est l'ennemi. Tout ce qu'il veut nous faire détester, nous devons l'aimer. Rien de ce qu'il nous dit nous ne devons le croire. Nous devons souhaiter le triomphe de ceux qui continuent de lutter contre lui, bien que trahis par nous, comme nous l'avons été par les Italiens et les Belges. Nous devons aimer la France comme les Allemands aiment l'Allemagne — ne pas désespérer de la France. (25 juillet 1940)

« Mais, écrit-il trois jours plus tard, nos ignobles journaux font écho aux Allemands, en vilipendant la France. » (28 juillet 1940) La presse officielle lui inspire du dégoût :

> Navrement de voir reparaître nos journaux sous la tutelle et la surveillance de l'ennemi [...] Et que dire de ceux qui se jettent d'emblée et comme amoureusement entre les bras des Boches.[12]
>
> Je ne lis aucun de ces journaux nazis (*Matin* et autres) qui veulent imposer la propagande boche. (2 septembre 1940)

Pourtant il doit y jeter un coup d'œil de temps en temps, puisque, le 4 septembre, il écrit : « Hier dans *Paris-Centre* un article ignoble d'Abel Bonnard, prônant l'alliance avec les Boches. Il y a deux Frances désormais. On peut s'attendre à toutes les lâchetés, à tous les égarements. » (4 septembre 1940) Bien que sa situation matérielle soit loin d'être brillante, Cazin rejette toute proposition de collaborer avec la presse officielle : « Je refuse de gagner 500 à 1000 fr par mois dans un journal nazi qui ne me publierait que des contes. Je ne veux pas voir ma signature au milieu de cette boue. » (19 novembre 1940)

Il observe avec inquiétude les effets de la propagande allemande sur la mentalité de ses compatriotes.

> On pose en ville sous la surveillance des Feldgrau des affiches destinées à inspirer l'horreur des Anglais et de ce qu'ils ont fait de la France. Cette propagande boche est d'une naïveté enfantine — C'est pourquoi elle agit sur les imbéciles. La radio de Vichy-Stuttgart est également formidable [...] de méchanceté niaise — et des Français l'écoutent ou s'en laissent troubler. Mais la France vivra. (21 août 1940)
>
> Le slogan hitlérien le plus tenace est "l'Angleterre juive — les pouvoirs financiers cosmopolites, asservissant l'univers et dont l'hitlérisme va nous délivrer." Toujours la même tactique. Assigner un objet de haine qui détourne l'attention et fasse oublier notre véritable ennemi. (6 août 1940)

> La propagande [...] s'exerce maintenant sur la Pologne, qui est "coupable" de la guerre. Le public malheureusement est bête [...] Ici c'est la guerre à toutes les portes, parents et amis tout cela en bisbille. (2 septembre 1940)
>
> L'opinion publique *travaillée par la propagande ennemie* est effrayante de niaiserie et de lâcheté. (15 juillet 1940)
>
> L'opinion publique divague et tourbillonne à qui mieux mieux. Certains me regardent comme un "traître", parce que je reste, en dépit de tout, l'ami des ennemis des Boches. (30 juillet 1940)

Mais il y a aussi une autre France, et tous contacts avec elle soutiennent l'espoir. Cazin en note les moindres manifestations : « visite des jeunes instituteurs démobilisés » qui pensent comme lui (4 septembre 1940), manifestation anti-allemande, le 11 novembre 1940, des étudiants et des lycéens à Paris *etc.*

Entre le 22 juillet et le 28 août 1940, les Nouvelles Hébrides, le Cameroun et la quasi totalité de l'Afrique Équatoriale Française se rallient à la France libre. Le 29 août, Cazin écrit avec joie : « Radio anglaise. Il y aurait plus d'un million de Français combattant encore pour la Liberté — les Colonies, la Syrie n'acceptent pas la honte de l'Armistice. Espoir, espoir. » Et le 2 septembre 1940 : « Nous avons une escadre d'aviation aux couleurs françaises qui continue de taper. Nous avons des bateaux. »

Pourtant, le 24 octobre 1940, Pétain rencontre Hitler à Montoire et, dans un message radiodiffusé le 30, appelle les Français à entrer dans la voie de la collaboration. Cazin réagit immédiatement. Le 26 octobre, il formule sans la moindre équivoque sa position :

> Nous vivons des heures plus lourdes que celles de la Grande Déroute [...] Jamais notre histoire n'a connu

l'horreur d'une pareille situation [...] La propagande franco-boche des ministres de Vichy-Stuttgart déclare pompeusement que le Français ne sera plus "le soldat de l'Angleterre" — et c'est pour faire du Français le chien du Boche ![13]

Vive la Croix de Lorraine, s'écrie-t-il le 6 novembre. C'est elle qui vaincra les hideux Crochets de l'Équarisseur. L'Épuration de la France par les Administrations de la Défaite, sous les auspices de l'ennemi, restera dans notre Histoire comme un intermède plus grotesque qu'horrible. Voilà mes opinions.

Certes le Vainqueur de Verdun s'est trompé, ajoute-t-il le 19 novembre. Il est bien manqué le coup de l'Armistice, de la capitulation foudroyante, de la livraison de la France sans conditions. Ces messieurs les Anglais que l'on croyait voir démolis en 15 jours, tiennent encore. Pourtant ce qu'on a voulu faire est fait. On a renversé le régime sous lequel on pouvait écrire librement.

Malgré les dangers que cela représente, Cazin n'hésite pas à écrire pour prendre la défense des valeurs fondamentales, piétinées par le régime nazi. Entre autres, toute manifestation d'antisémitisme lui est odieuse.

Le 23 septembre 1940, il va à Paris. Le lendemain de son arrivée, il rend visite à Kazimierz Woznicki, son ami de longue date : « Je suis chez Kazio [...] Mais ce pauvre Kazio toujours le même : c'est une guerre de Juifs ! *etc.* Inutile de raisonner. » Attitude qu'il n'admet pas. Il rompt avec le vieil ami. Ce n'est qu'au bout de quatre années de silence, le 24 octobre 1944, qu'il lui enverra une première lettre :

[...] je n'ai jamais cessé de penser à vous, lui écrit-il, [...] Mais je ne pouvais plus, tant que durait notre esclavage, écrire à un homme avec lequel je n'étais plus d'accord sur le fond du débat [...] Le jour de septembre ou octobre 40, où vous m'avez dit : "c'est une guerre de

juifs", je vous ai tourné le dos. Et je vous aurais laissé mourir, sans un mot, [...] si nous étions restés sous la botte de l'ennemi, si cette guerre qui est pour moi "une guerre d'hommes libres" n'avait tourné comme elle a fait.[14]

À la suite d'une circulaire du Commissariat aux Affaires Juives, la Société des Gens de Lettres décide, le 19 avril 1941, d'exiger de tous ses membres la justification de leur ascendance aryenne. Et quelques mois plus tard, elle leur adresse une circulaire les « invitant » à fournir les renseignements concernant leur ascendance. Le 3 février 1942, Cazin proteste contre cette mesure dans un texte plein d'une mordante et amère ironie, adressé à Georges Duhamel :

Notre Société des Gens de Lettres de France me demande pour la seconde fois, cher et illustre Duhamel, si ma grand'mère était juive.

Elle ne l'était point, autant que je sache. J'y réfléchis encore... Non, vraiment. Je puis affirmer, et même jurer, à notre époque où les serments sont de mode, que ma grand'mère n'était pas juive.

Je ne m'en réjouis, ni ne m'en afflige. Elle-même n'y pouvait rien, la pauvre vieille. Mais comme je m'interdis à l'égard des autres les curiosités indiscrètes et que je les endure mal pour mon compte, je n'avais pas d'abord jugé bon de répondre à la question.

La Société insiste [...] : "À défaut de réponse, notre Société ne pourra, à son grand regret, vous faire figurer sur la liste de ses membres."

Je vous le répète, Duhamel, je regretterais moi-même très fort de quitter cette phalange d'hommes de mérite parmi lesquels j'ai tant d'amis. Bien qu'assez à l'écart de la vie littéraire corporative, j'ai éprouvé les bienfaits de cette corporation. J'ai eu la fierté d'obtenir ses distinctions, ses suffrages. Surtout, j'ai trouvé là, en certains

moments difficiles, un dévouement, une bonté fraternelle dont un bon cœur ne perd jamais le souvenir.

Voilà pour mes regrets. Mais ceux de la Société m'intriguent. Je ne me les explique pas, ils me semblent illogiques; c'est le cas de beaucoup de regrets au monde.

Si avoir une grand'mère juive, est une tache infamante, un opprobre, ne devrait-on pas se défaire du petit-fils avec joie et empressement ?

La Société des Gens de Lettres de France ne me paraît, en cette occasion, ni empressée, ni joyeuse. Ce qu'elle regrette, en réalité, Duhamel, je vais vous le dire. C'est de ne pouvoir se soustraire à des lois et ordonnances tyranniques, inspirées par l'envahisseur de son pays. C'est d'être contrainte d'exécuter ses ignominieuses consignes d'inquisition, de persécution. C'est de faire cette basse besogne de garde-chiourme, de valet du bourreau.

Un autre problème qui préoccupe, voire tourmente Cazin est l'attitude de l'Église, qui pour lui, écrivain catholique, est particulièrement pénible : « La France de Vichy-Stuttgart est prise d'une frénésie de bureaucratisme et de réaction cléricale », écrit-il dès le 24 août 1940. « Gaëtan m'écrit qu'on voit dans les Églises de grands tableaux de Jeanne d'Arc "dont Hitler continue la mission". » (27 novembre 1940) « Des gens qui vont à l'église me disent que la lettre du Pape est désolante de tiédeur. Des soupirs, des exhortations à la patience — Un vrai Ponce Pilate. Je ne mets plus les pieds chez cette bande. » (25 août 1940). Dans un fragment conservé de ses *Mémoires d'un Humaniste aux temps de la Grande Déroute,* il déclare :

> Les prêtres me font horreur. Je les savais bêtes, mais non à ce point [...] Ce clergé uniquement soucieux des intérêts de sa boutique [...] va s'attirer la plus piquante réaction anticléricale dont puissent s'honorer les Annales ecclésiastiques [...] On parlera sans ménagement du

> prêtre, écumeur de la Défaite [...] Et eux, crieront au Dioclétien.

La même appréhension d'un anticléricalisme justifié par l'attitude politique de l'Église se manifeste dans un texte du 20 février 1943, pubié dans la presse clandestine : « [...] le clergé s'embarque sur un mauvais bateau et se prépare bien des difficultés pour un avenir assez prochain. On l'entendra crier à la persécution. »

Ce qu'il reproche à l'Église, c'est son pétainisme, sa collaboration avec Vichy qui protège ses intérêts, son acceptation de la défaite par haine de la République et de la démocratie, ses efforts pour « entretenir » la nation vaincue « dans l'hébétude et la lâcheté. »[15]

***

Le dernier problème que je me propose d'aborder rapidement est celui des rapports de Cazin avec la Résistance. Il demanderait, certes, à être creusé beaucoup plus à fond, exigeant surtout un laborieux dépouillement de la presse clandestine. Mais dès à présent, en nous fondant essentiellement sur les documents de nos archives, nous pouvons essayer de répondre à certaines questions.

« Les premiers mois après la défaite sont pour la majorité des Français des mois d'apathie, de résignation, de silence », écrit H. Amouroux.[16] La première étape de la Résistance (le mot d'ailleurs reste encore à inventer) se traduit par une prise de conscience, par

> un état d'esprit, une attitude, des gestes, des initiatives d'apparence anodine, mais qui souvent mènent leurs auteurs vers d'autres actions : camouflage de prisonniers évadés, passages de zones, chaînes d'évasion, manifestations, collecte et acheminement de renseignements aux Alliés, tracts anti-allemands *etc.*[17]

Il se peut que ce soit grâce à Léon Noël, ancien ambassadeur de France en Pologne, que Cazin s'engage dans l'action clandestine. En juillet 1941, il passe quelques semaines dans la demeure de Noël à Toucy, les Monins. C'est alors qu'il compose, en collaboration avec Noël, les *Dix Commandements du Français prisonnier dans sa propre patrie,* diffusés clandestinement dans l'Yonne et les départements avoisinants.[18] Les deux messieurs font également circuler de la même manière des extraits des *Discours de Fichte à la nation allemande.*

Ces tracts, premiers à notre connaissance des textes clandestins de Cazin, ont été suivis par d'autres qui attendent encore d'être retrouvés et identifiés. Sa participation à la Résistance est avant tout celle d'un intellectuel qui se donne pour tâche principale d'inspirer à ses compatriotes l'espoir et le courage.

Le 11 novembre 1942, le jour même où les Allemands occupent la zone Sud, il prononce à Millay, devant le monument aux morts, un discours courageux, un authentique appel à l'action :

> L'heure [...] est pour nous tous aux résolutions viriles de courage, d'endurance, de risque, de sacrifice. Risque et sacrifice [...] pour la même cause de la liberté française à laquelle se sont sacrifiés les morts que nous pleurons et honorons aujourd'hui.

Le discours est reproduit clandestinement dans *Ceux de la Résistance.*

Mais son activité ne se limite pas là. Grâce à l'abbé Decercle, professeur d'anglais à Saint-Lazare à Autun, Raymond Barault, dit Jean Roche, le responsable de l'Armée Secrète pour la zone occupée de Saône-et-Loire, vient en 1943 à Autun et entre en contact avec M[e] Georges Martin, engagé dans la Résistance depuis 1940, et quelques-uns de ses collaborateurs dont Paul Cazin. Le 5 septembre 1944, il arrive encore une fois à Autun comme émissaire de l'AS pour apporter les

dernières directives de l'État-Major départemental FFI à Me Martin, et reprend contact avec Cazin.[19]

Selon M. Michel Villard, auteur du livre *Ombres et lumières de l'occupation et de la libération d'Autun, 1940-1944,*[20] Cazin aurait été, à Autun, « un des rares rescapés des rafles sur l'Alliance », réseau de renseignement créé en 1941 par Loustaunau-Lacau et travaillant pour l'Intelligence Service, « un des plus solides et des plus efficaces de la Résistance », selon Henri Nougères. Son organisation couvrait toute la France. Ses agents, environ 3 000, se recrutaient dans tous les milieux, mais plutôt dans les classes moyennes que dans le peuple : fonctionnaires, ingénieurs, prêtres, anciens officiers, commerçants, professions libérales. Noyautée par des agents français au service des Allemands, *Alliance,* gravement atteinte en 1943 (plus de 300 fusillés et 520 déportés), n'a pourtant jamais cessé de fonctionner.

***

« C'est vers le 19 août que commença la grande coulée. Aux abords des routes qui menaient de Dijon, les habitants ne fermaient plus l'œil la nuit [...] et de jour comme de nuit, par le centre de la ville, c'était un défilé ahurissant de troupes et de convoi », écrit Cazin dans *La Bataille d'Autun,* ouvrage rédigé en 1945 et publié en 1946.[21] En observateur curieux et chroniqueur consciencieux, il assiste à la bataille qui dure du 8 jusqu'au 10 septembre; samedi 9, la ville est libérée par les forces réunies de la Première Armée Française (groupement Demetz) et les maquisards. Le lieutenant-colonel Demetz remet « la Sous-Préfecture d'Autun au Comité de Libération » présidé par Georges Martin. Parmi les treize membres du Comité, ayant tous un passé de résistant, se trouve Paul Cazin.

Le Gouvernement provisoire de la République ayant suspendu tous les journaux et périodiques « qui ont continué à

paraître plus de 15 jours après l'armistice dans les territoires qui constituaient pendant l'occupation ennemie la zone Nord », les deux journaux collaborationnistes d'Autun, *Indépendant du Morvan* et *Morvan républicain,* sont interdits par le Comité de Libération.

> M. le Sous-Préfet, d'accord avec notre Comité de Libération, écrit Cazin, m'a chargé de réorganiser la presse locale [...] Il fallait à un régime nouveau une presse nouvelle, il fallait que tous les journaux qui se sont prêtés de gré, et même de force, à la propagande ennemie, disparussent.[22]

En une semaine il crée un nouveau journal, *Le Patriote du Morvan,* dont il assumera la direction jusqu'au 21 octobre 1944.

Le 24 octobre 1944, il écrit à Woznicki :

> [...] après quatre années d'angoisses profondes, de dangers menaçants (car je me suis mis constamment en opposition contre Berlin et Vichy, et en droit d'être emprisonné ou fusillé) je goûte l'immense joie de dire, d'écrire ce qui me plaît — et de ne plus trembler pour mes paperasses [...] Je ne peux vous raconter ce que j'ai fait depuis six semaines et comment pour la première fois j'ai été lancé dans la vie active et publique. J'ai mis, moi ! en huit jours et dans quelles conditions, un journal sur pieds. J'ai aidé à résoudre une crise municipale, à constituer des juridictions, j'ai pris la direction d'un mouvement d'idées, tenu tête à tout le monde. Préfets, évêques, militaires, mercantis combinards et femmes vaniteuses. Plus fort, plus libre que tous, sans ambition, sans intérêt — prêt à tout lâcher si l'on m'embêtait. Disant, dans les yeux, aux meneurs communistes de certains maquis : Je n'ai pas eu peur des Boches, je n'ai pas peur de vous, qui êtes moins méchants ! — ou bien : Vous prétendez gouverner la France ? Vous ne

savez pas vous gouverner vous-mêmes ! Et à un évêque que je refusais de voir, depuis quatre ans, malgré ses sollicitations : maintenant que Vichy n'est plus entre nous, j'aurai l'honneur d'être l'ami de Votre Excellence. Mais voici ce que je reproche à votre Épiscopat. S'il a été admirable dans la défense de l'humanité et de la morale, il a failli à son devoir national et civique. Ne brouillons pas les questions. Sortons des équivoques menteuses du vieux Tartuffe Jocrisse auquel vous vous êtes inféodés deux ans.

Par l'intermédiaire de Léon Noël, *La Bataille d'Autun* avait été offerte au général de Gaulle qui le 18 septembre 1947, arrivera à Autun. Le lendemain, Cazin écrit à Woznicki :

> Hier le général de Gaulle m'a dit que c'était la lecture de mon livre qui lui avait appris l'importance de la Bataille d'Autun et l'avait déterminé à venir ici. Mais, ajoute-t-il avec amertume, comme ce livre n'est pas signé d'un nom connu, il n'en a pas parlé au public, même dans son toast de l'Hôtel de Ville.[23]

Le livre n'a pas été exagérément goûté par les communistes français qui n'ont nullement apprécié la lucidité avec laquelle l'auteur juge l'URSS :

> Le drapeau russe était plus rare. D'aucuns lui reprochaient de ne pas vouloir se contenter d'être le drapeau d'un seul pays et s'offusquaient de le voir en fanion aux autos FTP. Personnellement je n'éprouvais aucune répugnance envers la Faucille et le Marteau, car forger et moissonner sont choses très utiles au genre humain, mais jamais plus que ce jour-là, à la renaissance de notre liberté, je n'ai détesté la sinistre farce d'un internationalisme qui tend à supprimer toute nation et à soumettre le monde à un seul État despotique. Et je regardais avec plus d'admiration que de gratitude l'étendard de cette prodigieuse Armée Rouge qui après avoir assuré par une

complicité de vingt et un mois avec le Reich, la prédominance du Nazisme en Europe, s'était empoignée avec la Wehrmacht, pour sauver la peau de la Russie; ce dont elle s'était fort bien tirée, pour notre bonheur, grâce à son courage et à l'aide américaine; il restait à craindre que sa victoire ne fît sortir victorieux de cette longue guerre les plus purs principes hitlériens...[24]

Le 27 novembre 1946, le sous-préfet d'Autun, G. Cotelle, écrit à Cazin : « J'ai l'intention [...] de vous proposer dans l'ordre de la Légion d'Honneur en étayant mon "curriculum" d'un exposé de vos titres prééminents dans la Résistance. » Le 23 août 1947, remerciant le sous-préfet, Cazin écrit non sans une certaine amertume :

> Une lettre du Ministère de la Jeunesse, des Arts et des Lettres m'apprenait que ce ruban de la Légion d'Honneur, auquel vous aviez été le premier à penser pour moi, m'était décerné [...] Quant à la petite déception que j'éprouve de ne pas être chevalier au titre de l'Intérieur et de la Résistance, je m'en console. J'aurais voulu être remarqué, non pas tant pour avoir "bien écrit" que pour n'avoir "rien écrit" au temps où je ne pouvais écrire qu'en offensant ma Patrie.

NOTES

1. Écrivain français (1881-1963), spécialiste de littérature polonaise qu'il enseigna à Aix-en-Provence de 1950 à 1957. Précepteur à vingt-trois ans des fils du comte Édouard Raczyński, il découvrit la Pologne, sa langue, sa culture et sa civilisation. Traducteur de nombreuses œuvres littéraires polonaises, dont *Pan Tadeusz,* épopée d'Adam Mickiewicz, et *Les Mémoires de Jean-Chrisostome Pasek, gentilhomme polonais (1656-1688);* cette dernière traduction fut couronnée par l'Académie française. Il eut également à cœur de sensibiliser l'opinion européenne aux problèmes polonais.

Le texte de la communication est basé essentiellement sur les documents suivants provenant des archives Paul Cazin au Musée de la Littérature à Varsovie : a) Lettres à Juliette Dutoit, seconde épouse de l'écrivain; très nombreuses pour l'année 1940, fort rares pour 1941-1942; assez nombreuses pour 1943-1944; celles de 1940, écrites presque quotidiennement, et expédiées quand l'occasion s'en présentait, ont souvent le caractère d'un journal intime,
b) Bribes conservées du *Journal intime* des années de guerre,
c) Lettres et documents divers des années 1939-1947,
d) P. Cazin : *La Bataille d'Autun,* Imprimerie Coquengniot et Truchot, Autun, 1946.
2. Cazin épousera Juliette Dutoit le 13 août 1946.
3. À Juliette Dutoit, 10 juin 1940. Dans la suite, on indiquera, entre parenthèses, dans le texte, la date de la lettre citée; sauf indication contraire, le destinataire en est Juliette Dutoit.
4. Cf. Michel Villard, *Ombres et lumières de l'occupation et la libération d'Autun. 1940-1944,* Autun, 1984, p. 51.
5. Cf. Henri Amouroux, *La grande histoire des Français sous l'occupation,* t. II, *Quarante millions de pétainistes,* Paris, 1977, p. 278-284.
6. Cf. M. Villard, *op. cit.,* p. 37.
7. Cf. H. Amouroux, *op. cit.,* p. 11-12.
8. *Id.,* p. 113.
9. *Paroles en passant,* 2 novembre 1940.
10. Cf. Jean-Pierre Azéma, *De Munich à la Libération,* Paris, 1979, p. 73.
11. Au contraire des Polonais, les Français pouvaient garder leurs postes de radio. Certes, il était rigoureusement interdit d'écouter les émissions étrangères, surtout la BBC. Le 28 octobre 1940, on défendit d'écouter l'étranger dans des lieux publics, et treize mois plus tard, même à domicile. Étant punie de peine de prison et d'amende, l'écoute de la radio anglaise était un terrain de choix pour la délation. (Cf. H. Amouroux, *op. cit.,* t. IV, *Le peuple réveillé,* p. 237). L'interdiction est du reste peu respectée. Le résistant André Péchereau note dans son journal intime : « Il faut dire que la radio joue un rôle considérable dans cette guerre... La BBC travestit la vérité sans aucun doute, elle aussi, mais ce qu'elle dit ressemble tant à ce que j'espère que je l'avale goulûment comme une drogue bienfaisante » (cité d'après H. Amouroux, *op. cit.,* t. IV, p. 269). Pour Cazin, « c'est comme une bouffée d'air dans une asphyxie. » (29 novembre 1940)

12. *Journal intime,* 13 juillet 1940.
13. On trouve ces phrases, à peine modifiées, dans le texte intitulé *Paroles en passant.*
14. À K. Woznicki, 24 octobre 1944.
15. Cf. la lettre citée à Mgr Grente, 2 décembre 1942.
16. Cf. H. Amouroux, *op. cit.,* t. II, *Le peuple réveillé,* p. 163.
17. *La libération de la France,* éd. du CNRS, 1976, p. 225; cité d'après M. Villard, *op. cit.,* p. 27.
18. Après la libération, Cazin publiera, le 25 octobre 1944, ce « décalogue » dans *Le Patriote du Morvan.* « J'ai été content que vous l'ayez inséré, lui écrit Léon Noël, le 23 décembre. Il est bon de montrer qu'il n'y a pas eu que des résistants des dernières heures. »
19. En novembre 1997, lors d'un colloque sur Paul Cazin, à l'Université de Bourgogne, j'ai eu l'occasion de rencontrer M. Raymond Barault (Jean Roche) qui a eu l'amabilité de me communiquer certains documents concernant Paul Cazin, et m'a parlé de ses rapports avec celui-ci dans le cadre de la résistance et dans les premières années après la guerre.
20. Je tiens à remercier M. Michel Villard d'avoir eu l'obligeance de nous communiquer les documents concernant Paul Cazin, qui se trouvent dans ses archives.
21. P. Cazin, *La Bataille d'Autun,* p.13. Tiré à 800 exemplaires numérotés, vendus par souscription, ce beau livre, illustré par André Dulaurens, est difficilement trouvable. La Bibliothèque Nationale n'en possède aucun exemplaire. À la Bibliothèque polonaise de Paris, qui — selon l'information que l'on trouve dans la correspondance de Cazin — lui en avait acheté deux exemplaires en 1946, aucun des deux ne figure au catalogue des livres disponibles.
22. P. Cazin, « À mes concitoyens », *Le Patriote du Morvan,* n° 1, 16 septembre 1944.
23. À K. Woznicki, 19 septembre 1947.
24. *La Bataille d'Autun,* p. 102.

Paule PLOUVIER
(Université de Montpellier)

LA DIALECTIQUE GUERRE ET PAIX DANS *FUREUR ET MYSTÈRE* DE RENÉ CHAR

Publié en 1948, le recueil de *Fureur et Mystère* est composé de textes écrits entre 1938 et 1941. Il inclut donc historiquement la montée du nazisme et les pires années de l'occupation dont le célèbre *Feuillets d'Hypnos,* sorte de journal de la résistance pris au jour le jour, rend compte et sur lequel nous reviendrons. Comme l'indique le titre de la première section de *Fureur et Mystère,* « Seuls demeurent », un choix sera fait de ce qui, après l'épreuve de la guerre, garde en temps redevenu de paix une justesse de pensée et une densité poétique qui ne sont pas amoindries. Ainsi que le soulignent d'ailleurs les notes de la Pléiade, Char ne publie aucun long recueil de 1938 à 1945. « Une si longue coupure Char se l'imposa en quelque sorte naturellement. Elle ne signifiait en aucune manière un retrait ni un tarissement. Elle donne au contraire à comprendre l'état d'esprit que la courte préface à *Feuillets d'Hypnos* [...] contribue à définir. » C'est dire à la fois que l'horreur d'une guerre remplie de massacres et couplée à la victoire des fascismes est immédiatement inscrite dans la matière poétique, qu'elle apparaît dans une série de figures métaphoriques significatives, mais que viennent en contrepoint d'autres figures qui n'ont pas pour rôle d'équilibrer les premières, mais d'ouvrir sur des espaces permettant de les supporter. Nous sommes là dans une dimension proprement charrienne où les notions de guerre et de paix ne se présentent pas dans une antithèse directe

classiquement appréhendée — guerre et paix — mais dans une de ces oppositions obliques — Fureur et Mystère — qui dialectisent littéralement les opposés rendant ainsi possible le jeu vital des contraires. Ce type d'opposition permet d'éviter une naïve dichotomie entre bien et mal, de dénoncer le mal absolu du nazisme tout en conservant à la violence vitale son caractère de nécessité créatrice et de faire de la paix non le lieu illusoire et euphorique d'une innocence retrouvée, mais celui des combats nécessaires de soi avec soi dans un monde qui n'est jamais « en paix ». Il faut également préciser que la guerre n'est pas envisagée par Char dans *Fureur et Mystère* d'une manière générale et comme un problème philosophique qui traverse tous les temps et toutes les sociétés, mais essentiellement comme l'état politico-historique du nazisme auquel Char s'est trouvé concrètement confronté.

Il n'a pas été nécessaire toutefois d'attendre les textes de *Fureur et Mystère* pour voir apparaître des figures de violence dans les poèmes de Char et souvent en des termes identiques à ceux qui dénonceront la guerre et le mal nazi. Dès *Le Marteau sans maître* des années surréalistes les termes d'« excrément », « ordure », « putridité », « vomissure » sont utilisés pour qualifier le régime capitaliste et l'injustice sociale. Mais, déclare Char dans la suite aphoristique de « Partage formel », « certaines époques de la condition de l'homme subissent l'assaut glacé d'un mal qui prend appui sur les points les plus déshonorés de la nature humaine » et « sans doute appartient-il à cet homme, de fond en comble aux prises avec le Mal dont il connaît le visage vorace et médullaire, de transformer le fait fabuleux en fait historique. » Il n'est pas sans importance de remarquer que le terme « Mal » est écrit ici avec une majuscule, moyen stylistique qu'à la différence d'un Baudelaire par exemple, Char emploie très peu. C'est donc dire qu'avant d'être un problème général et en quelque sorte la conscience qu'une faille existe au cœur de l'homme, le

mal est d'abord politique et historique et que la violence à travers laquelle il se manifeste attaque et détruit le corps de l'homme, soit, d'une manière plus radicale, la forme humaine. Les notes de *Feuillets d'Hypnos* prises au jour le jour dans le danger du combat entraînent donc tout naturellement à première vue les images sanglantes de la blessure et de la mort, ces injures faites au corps, à ce corps qu'il faut risquer : « Nous avons recensé toute la douleur qu'éventuellement le bourreau pouvait prélever sur chaque pouce de notre corps; puis le cœur serré, nous sommes allés et nous avons fait face ». Mais il faut immédiatement souligner que la douleur en question est moins liée au refus charnel de la souffrance qu'à l'horreur d'une souffrance voulue et calculée, celle du bourreau. Le mal est donc d'abord un système, le fruit d'une perversion de la pensée calculatrice du fascisme, de son goût pour l'asservissement qui uniformise et de sa joie satanique devant la destruction de la forme, de la bonne forme du corps ou de l'âme (une seule et même chose pour René Char) qui veulent résister, affirmer leur lien avec la vie et le cosmos, et créer à leur tour de nouvelles formes qui sont celles de l'art et de la poésie, en une multiplicité joyeuse et libre. Or la violence de la guerre et de l'histoire réduisent la bonne violence vitale et obligent celui même qui veut s'y opposer à s'enfermer inhumainement dans une seule et même passion, fût-elle la passion de la justice : « ...je veux n'oublier jamais que l'on m'a contraint à devenir [...] un monstre d'injustice et d'intolérance, un simplificateur claquemuré, un personnage arctique qui se désintéresse du sort de quiconque ne se ligue pas avec lui pour abattre les chiens de l'enfer » écrit Char à son ami et résistant comme lui, François Curel, en 1943. Mauvaise mais nécessaire simplification devant le mal absolu du nazisme et de la guerre qu'il entraîne, celle dont le but est l'asservissement de l'homme par l'homme. Les visages de ce mal qui éclatent en figures violentes ne sont pas nécessairement ceux de la

violence corporelle, de la torture et de la mort. Une sorte de contamination s'opère des figures discrètes d'un mal en quelque sorte passif aux figures insupportables de l'excès du mal triomphant.

En effet, Char note tout d'abord le pourrissement intime des individus incapables de résister à la pression exercée sur eux par la peur de la perte : « Des êtres raisonnables perdent jusqu'à la notion de la durée probable de leur vie et leur équilibre quotidien lorsque l'instinct de conservation s'effondre en eux sous l'exigence de l'instinct de propriété. Ils deviennent hostiles aux frissons de l'atmosphère et se soumettent sans retenue aux instances du mensonge et du mal » note Char au cœur du maquis dans *Feuillets d'Hypnos*. L'état d'alourdissement dénoncé ici est la conséquence d'une crispation sur soi qui rompt les liens ténus, impondérables, mais équilibrants en vertu de leur multiplicité même, avec le tout du monde. Or la tenue d'âme que réclame le réajustement constant avec le « tout », une fois abandonnée ne peut faire place qu'à une passivité complaisante et à un glissement avec ce qu'il faut bien nommer la collaboration. Ce « cancer » des « prudents » ouvre ainsi, selon une logique interne infaillible, vers le mal en acte, le mal agressif et en quelque sorte heureux de sa propre force de destruction. C'est « l'armée des fuyards aux appétits de dictature que reverront peut-être au pouvoir [...] ceux qui survivront à ce temps d'algèbre. »

En outre, passivité et lâcheté sont les démons mineurs qui ouvrent la route aux démons majeurs, aux « monstres qui piétinent sur une terre sans sourire. » Ainsi que le précise de son côté Bataille dans son analyse sur le fascisme, la violence fasciste est froide, elle ne dit pas « oui » à la vie, à « la sœur vermeille », à la « sœur furieuse », bonne violence qui, elle aussi, peut appeler aux armes, mais dans l'élan d'une recherche de la justice et de l'exaltation vitale. Au contraire sous le règne des monstres, l'horreur de la torture « inscrutable »,

mais qui se tient « debout face aux hommes », cauchemar devenu réalité, engendre les images corporelles de « sang », « d'agonie », de corps « martyr », termes qui reviennent sans cesse et qui appellent en réponse, en une accusation véhémente, ceux de « tyrans », de « persécuteurs », de « meurtriers ». Une métaphore plus générale de la guerre et du nazisme — mais dans *Feuillets d'Hypnos* c'est une seule et même chose, et la notion de « juste guerre » comme l'appelait Péguy en 1914, n'est jamais évoquée si tant est que cette notion ait eu pour Char une quelconque justesse — reprend tous les termes précédents pour en faire l'équivalent d'une « dissolution » en laquelle s'abolissent les formes. La métaphore majeure est alors celle d'une « crue » qui balaie sur son passage toutes les représentations ou encore celle de « l'inondation » qui oblige le poète à « une respiration de noyé ».

Force de dissolution, la violence nazie est également contamination irrésistible : « peste brune du nazisme », « épidémie » qui se joue des limites et se répand, impalpable et sans contours, comme l'inondation. S'agit-il de passer de métaphores qui englobent la collectivité dans les effets du mal nazi à l'expérience et la douleur plus immédiatement personnelle des corps violentés et offensés, ce sont les images de « lèpre » et de « cancer » où le corps se défait, soit sous l'effet d'une prolifération immaîtrisable, soit dans le délitement du pourrissement. Et si par un dernier effort, le langage cherche à se saisir de ce mal pour le nommer directement, il ne rencontre, en une sorte de pulsion archaïque, que l'abject en passe d'envahir la terre. « Fortune d'excréments », « immondices » tentent de qualifier l'inqualifiable jusqu'en ce point où c'est toujours la réalité, irréelle parce qu'incommensurable, de cette guerre qui, s'étendant sur le monde, le transforme en « un grand externat crématoire » comme pour mieux signifier qu'il n'y a pas de métaphore qui ne soit

dépassée par cette force du Mal que nulle image ne peut plus contenir puisque ce Mal est devenu lui-même espace et contenant de toute chose. Enfin dernière métaphore, étonnante dans la mesure où elle passe du registre de la violence élémentaire à celui d'une technique de désappropriation psychique, celle de la propagande, le mal nazi est une « hypnose » qui prive le sujet de lui-même, l'enfonce, passif, dans l'anonymat d'une collectivité manipulée et lui ôte, suprême horreur, la possibilité d'une parole responsable et lucide.

« Innommable », « intolérable », la violence nazi ne peut donc s'exprimer dans le langage que par des termes privatifs. Mal absolu elle attente plus qu'à la vie, qui est un fait : à la possibilité de la vie, à la parole fondatrice qui est parole spontanée de l'enfance, parole de l'origine et du lien au cosmos, soit la parole poétique même. La guerre et l'engagement dans la guerre, en exigeant du résistant qu'il devienne, nous l'avons vu, un « monstre d'intolérance » tout entier tourné vers l'efficacité de l'action font de Char, à la différence des poètes dits « engagés » dans leur écriture, un poète qui le temps de la guerre se refuse à écrire de la poésie, *Feuillets d'Hypnos* se présentant comme un journal non comme un poème. La poésie est pour Char une essence ou une pratique qui ne peuvent se poursuivre qu'en temps de paix c'est-à-dire en un temps où l'efficacité dans l'action, l'exigence même de l'action, ces « devoirs infernaux » auront cessé. La pratique poétique est liberté, écoute intérieure, hasard cherché et par chance rencontré. Or l'action efficace qui est nécessairement calcul s'oppose à cette liberté. Ainsi « Le poète ne peut pas demeurer longtemps dans la stratosphère du Verbe. Il doit se lover dans de nouvelles larmes et pousser plus avant dans son ordre. » Il ne peut « s'absenter » longtemps et le « mutisme » devient sa loi — « Quelquefois mon refuge est le mutisme de Saint-Just à la séance de la Convention du 9 Thermidor. Je comprends, oh combien, la *procédure* de ce silence, les volets

de cristal à jamais tirés sur la *communication.* » Seul le retour à la paix peut rendre au poète la liberté interne qu'exige l'écriture. Est-ce à dire que durant le temps de la guerre et de la résistance, aucune pause intérieure propice à la création ne fut accordée ? Ce serait retrouver les oppositions terme à terme qui sont des oppositions notionnelles, mais qui ne recouvrent pas les différences d'intensités, soit ces phénomènes internes vitaux dont le langage poétique de Char témoigne en créant le langage des oppositions obliques qui laissent ouvert le jeu des différences. L'éthique de guerre, l'efficacité exigent que le poète cesse de se consacrer à la pratique poétique, mais elles ne peuvent totalement interrompre le flux vital et gratuit des sensations créatrices qui soudain imposent au poète leur évidence. Ainsi, au plus fort des transes du combat il peut arriver que sonne « Le timbre paradisiaque de l'autorisation cosmique », et le poète d'ajouter cette forme de prière : « au plus étroit de ma nuit que cette grâce me soit encore accordée, bouleversante et significative plus encore que ces signes perçus d'une telle hauteur qu'il n'est nul besoin de les conjecturer ». Là est la paix et plus exactement ce que Michaux décrira comme la paix qui est au-dessus de la paix, une paix interne qui ne dépend pas uniquement de la paix sociale qui pour n'être pas négligeable est tissée de déchirures constantes et d'illusions renouvelées. Cette paix interne que l'ordre social — « la paix » au sens historique — peut favoriser sans plus, est faite de la relation bouleversante entre l'homme, ce « fils de la terre » et le cosmos ressenti au plus profond du corps. La guerre, c'est la terreur. Or « la contre-terreur c'est ce vallon que peu à peu le brouillard comble, c'est le fugace bruissement des feuilles comme un essaim de fusées engourdies, c'est cette pesanteur bien répartie, c'est cette circulation ouatée d'animaux et d'insectes tirant mille traits sur l'écorce tendre de la nuit... » litanie à l'existence naturelle, originelle qui se révèle dans un instant fugace mais plénier.

Mais si l'état de guerre est condamné dans *Feuillets d'Hypnos* dans un langage d'une grande fermeté, l'état de paix, le retour à la paix vivement souhaité se colore d'un pessimisme — faudrait-il dire d'une lucidité ?— que le reste de l'œuvre ne fera qu'accroître, faisant de la paix non un lieu de sérénité, mais un lieu de combat « juste » aussi bien de soi à soi que de soi aux autres. En effet, si dans sa plus grande force, l'excès de l'histoire s'est révélé sous les dehors du fascisme et si les toutes premières figures de la violence étaient d'origine politique, il apparaît que la paix ne rendra pas à Char l'illusion d'une possibilité de justice et d'harmonie sociales : « Je vois, déclare-t-il d'un ton prophétique, l'homme perdu de perversions politiques, confondant action et expiation, nommant conquête son anéantissement ». La fin de la guerre ne pourra mettre un terme à l'action insidieuse du délitement des valeurs vitales en sorte que même « la Libération venue », le poète prévoit que « les coqs du néant nous timbrerons aux oreilles ». La difformité de la guerre, soit cette violence qui enlève figure et forme à l'humain aussi bien avec la torture qui détruit le corps qu'à travers la lâcheté et la bassesse qui détruisent l'esprit, est venue s'inscrire en termes de mémoire dans ceux qui l'ont vécue : « les routes de la mémoire se sont couvertes de la lèpre infaillible des monstres ». La paix n'est pas, ne peut plus être le retour d'un état d'innocence vitale que seul l'enfant peut connaître avant l'épreuve sans cesse renouvelée des totalitarismes et des guerres, mais la possibilité accordée pour un temps plus ou moins long de méditer sur la « justesse » et de chercher à provoquer les instants d'accord avec la terre.

Le poème « Jeunesse » dans *Fureur et Mystère* célèbre le retour de l'appartenance à une terre et à un monde plus forts que la déchirure de la guerre : « Loin de l'embuscade des tuiles et de l'aumône des calvaires, vous nous donnez naissance, otages des oiseaux, fontaines [...] Le chant finit

l'exil. La brise des agneaux ramène la vie neuve ». Mais ce nouvel équilibre intérieur à la recherche duquel l'état social dit de « paix » vient concourir reste marqué au coin du tragique. L'expérience de la violence déchaînée de la guerre ne laisse pas intact, elle appelle la connaissance d'une secrète complicité de chacun avec le goût de la mort : « Le pire est dans chacun, en chasseur, dans son flanc ». Et les images de chasseur, de boucher qui s'imposent rejoignent celle du bourreau, en sorte que le poète peut désormais écrire qu'il y a une universalité du drame et que « je vins au monde dans la difformité des chaînes de chaque être ».

Ce que la guerre a révélé ne relève plus d'un état exceptionnel. La réalité directe et triomphante de la torture et de la mort — « guerre » — peut s'éloigner, le boucher secret que chacun porte en soi être peut-être maîtrisé, un principe interne de déviation ontologique s'est dévoilé. Désormais la condition poétique, amoureuse, vitale exige une vigilance interne destinée à maintenir ouverte la possibilité de ces sursauts hors de soi qui s'arrachent à l'énigmatique puissance de destruction et de refus qui travaille au cœur même de chacun, mais : « juxtapose à la fatalité la résistance à la fatalité. Tu connaîtras d'étranges hauteurs ». La paix est alors la capacité d'expérimenter, tel Antée touchant le sol, les instants extatiques d'une participation à la vie cosmique, avec le goût solaire de cette affirmation « la graduelle présence du soleil désaltère la tragédie » car « la victoire » n'est jamais que « sur les bords ».

HISTOIRE

Dominique BILOGHI
(Université de Montpellier)

CHRONIQUE D'UNE GUERRE ANNONCÉE : LE LANGUEDOC FACE AU DÉSERT DES TARTARES (1685-1787)

En guise de *mise en bouche,* j'ose l'analogie : comme la Pologne par le passé, le Languedoc a eu ses Tartares venant du sud, de l'est ou même du nord.

Bien sûr, le Languedoc n'est pas la Pologne, ses dimensions, 42.000 km^2, sa population, évaluée entre 1 500 000 et 1 800 000 habitants au XVIII^{ème} siècle, situent ce pays d'États à une autre échelle que le grand royaume de Pologne-Lituanie (750 000 km^2 encore au début du XVIII^{ème} siècle pour neuf millions d'habitants); bien sûr, ses voisins ne sont ni les Prussiens, ni les Suédois, ni les Russes, ni les Turcs; bien sûr le Languedoc est soumis à la centralisation d'une monarchie à tendance absolue et ne bénéficie pas (ou ne souffre pas) des privilèges et libertés de la *République* nobiliaire polonaise...

Pourtant, à y regarder d'un peu près, on peut entrevoir quelques similitudes : d'abord, la manifestation d'une réforme et d'une contre-réforme actives et la recherche de compromis ou de cohabitation entre les grands courants du christianisme, laboratoires de réflexion sur la tolérance; ensuite, l'existence d'une contestation endémique de l'autoritarisme monarchique et la fierté de faire vivre là et survivre ici des corps intermédiaires, diètes ou états généraux provinciaux; enfin, toutes proportions gardées, la permanence d'un sentiment obsessionnel, celui d'être un pays-frontière disputé et confronté aux

autres : les Espagnols un temps, les Anglais et les Piémontais par la suite, les Barbaresques de façon endémique, sont, en quelque sorte, les Russes et les Turcs des Languedociens. Certes, ici la comparaison *décroche* : lorsqu'en 1659 le Languedoc peut enfin s'abriter à l'ouest et perd sa situation de pays de front, la Pologne connaît au contraire les tourbillons dévastateurs du « Déluge ».

Néanmoins, si le XVIII^{ème} siècle, du moins jusqu'en 1792, ne jette pas la Province dans les affres de la guerre étrangère ou civile permanente, celle-ci ressent, de façon continue et parfois intense, la peur fiévreuse de l'invasion et de la subversion. Cette menace larvée et supposée, celle d'un ennemi incertain, imprévisible, fuyant voire inexistant jusqu'à ce que sa révélation par quelques alertes le rende crédible, place le Languedoc entre « guerre couverte » et « guerre ouverte », lors des deux phases aiguës de la guerre de Succession d'Autriche (1740-1748) et de la guerre de Sept Ans (1756-1763) et empreint la démarche des gouvernants et des responsables de la défense provinciale qui entretiennent une abondante correspondance sur la « menace ».

Voilà pourquoi ce bref exposé s'intitule « chronique d'une guerre annoncée », car les sources nous rapportent méthodiquement et quasiment au jour le jour les indices, réels ou déduits, d'une agitation subversive ou d'un débarquement prochain contre lesquels les autorités provinciales réclament à l'État monarchique aide et protection. Cette convergence de menus faits et de présomptions entretient soigneusement le soupçon, la peur d'une *cinquième colonne* liée à l'internationale huguenote, au point de conférer au Languedoc l'image d'un avant-poste où les sentinelles scrutent l'horizon dans l'attente angoissée d'un déferlement des *Tartares,* ceux venus des territoires du vide maritime, et ceux descendant des « déserts » cévenols pour faire jonction et marcher sur les villes languedociennes.

Le premier danger perçu par les autorités tant civiles que militaires (mais est-il possible de les dissocier alors ?) est celui venu de l'extérieur et, tout d'abord, des frontières terrestres. Comme lors des invasions de la Provence par Charles Quint, les Impériaux, mais aussi les « Savoyards », qui ont déjà effectué une attaque destructrice sur le Gapençais en 1692, sont susceptibles de franchir le Var et de menacer Toulon et Marseille, comme lors des revers de Maillebois en 1746 face aux Austro-Anglo-Sardes. Cette situation place momentanément le Languedoc en situation de front sur le Rhône où Pont-Saint-Esprit retrouve le rôle de plaque tournante des armées françaises que la ville jouait durant les guerres de Louis XIV. Ainsi que le note l'ingénieur Mareschal en 1752, les places fortifiées sont essentielles

> du côté du Rhône où il n'eût pas été indifférent d'avoir quelques bons postes pendant la guerre dernière si les succès des Impériaux se fussent un peu plus étendus.[1]

Mais, à l'exception de cet épisode, la frontière s'éloigne à nouveau, très à l'est du Languedoc.

Ainsi, puisque le danger extérieur terrestre s'est aussi évanoui sur la frontière pyrénéenne à l'ouest depuis 1659, demeure, au XVIII^{ème} siècle, celui venu de la Méditerranée. Longtemps — et on en trouve maints témoignages dans l'œuvre de Fernand Braudel — l'insécurité maritime est essentiellement ressentie au travers de la piraterie barbaresque, d'Alger, Tunis ou Tripoli, insécurité endémique que vivent les pêcheurs et marchands sétois ou agathois, insécurité relevant désormais plus du fait divers, de la délinquance côtière, que du choc entre Méditerranée musulmane et Méditerranée catholique, encore très présent au XVII^{ème} siècle. Reléguée au second plan, la course barbaresque cède la vedette, aux yeux des autorités, aux escadres anglaises qui croisent en mer depuis 1704, et le jeu des puissances fait de cet espace maritime fermé et de ces rivages, comme de ceux de la

Baltique, une zone ouverte d'un conflit mondial entre les coalitions animées par la France et l'Angleterre.[2]

Lors de la guerre de succession d'Espagne, la menace s'est précisée, concrétisée : le siège de Toulon et le sabordage de la flotte en 1707 qui affaiblissent le dispositif logistique français vers la Catalogne, la chute de la Sardaigne et de Minorque (1708) exposent les côtes des Midi français, du Roussillon à Marseille, aux « descentes anglaises », qu'illustrent, d'un bout à l'autre du siècle, le débarquement entre Agde et Sète de 1710 et celui des Aresquiers en 1808, mais aussi les livrent à la guerre de course des corsaires, barbaresques et surtout anglais établis à Mahon, d'ailleurs prise par le duc de Richelieu en 1756, mais rendue en 1763.

Durant les guerres de Succession d'Autriche et de Sept Ans, la correspondance entre les secrétaires d'État de la guerre et les commandants témoigne abondamment de la préoccupation de défendre les côtes par des mesures appropriées. Ainsi le maréchal de Thomond, nommé commandant en chef en Languedoc et des troupes sur les côtes de Méditerranée en 1757, a la responsabilité d'entretenir les fortifications et de rendre opérationnelles les batteries défendant les ports du Roussillon à la Provence, en utilisant à cette fin les régiments réglés ou ceux de milices, et les garde-côtes levés dans la circonstance. L'alerte est donnée en 1757, quand un corsaire paraît vers Agde et un *chébeck* anglais est pris à Sète, puis à nouveau en 1758 et 1760, lorsque croisent de fortes escadres venues de Gibraltar. Thomond s'inquiète du mauvais état des défenses côtières, des tours et signaux d'alerte « aussi mal placés que mal conçus », des fortifications, et de l'entretien des milices, d'autant qu'il redoute plus encore une descente anglaise sur Hyères ou les îles de Provence, bien que Antibes et Toulon soient, à son avis, à l'abri momentanément d'un « siège en règle ».[3] À cette occasion, le recours à la milice garde-côtes s'impose, d'autant que son comportement avait été jugé inef-

ficace lors du débarquement anglais de 1710.[4] Réorganisée en 1716, elle s'assoupit jusqu'à la guerre de Succession d'Autriche où le défaut de troupes réglées et même de milices territoriales oblige à lui confier la défense côtière, malgré le peu de confiance que fait l'intendant à une troupe « qui n'est point disciplinée ».[5] Lors de la guerre de Sept Ans, sont nommés deux inspecteurs des milices garde-côtes de la province de Languedoc pour les discipliner et les instruire ainsi que pour contrôler les postes de la côte.[6] Il est alors question de former des canonniers garde-côtes dans le droit fil des réformes impulsées par Belle-Isle qui veut renforcer les batteries côtières, acheter ou réclamer des canons à la Marine, car, écrit-il à Thomond le 26 février 1759,

> les nouvelles que nous avons chaque jour d'Angleterre annoncent une détermination prochaine d'entreprendre quelques choses sur nos côtes et plus particulièrement sur celles de Méditerranée... dès le mois de mars prochain.[7]

Thomond donne alors l'ordre à Moncan, lieutenant-général en Languedoc, de former cinq compagnies de canonniers (255 hommes), nombre « suffisant pour le service du peu de batteries que nous avons sur la côte du Languedoc »[8], dont la nécessité (ou l'espérance) s'élève à 111 pièces réparties en 15 batteries.[9]

Alors que Choiseul réclame à la Province le départ de régiments destinés à l'Allemagne, Thomond objecte qu'il n'a que quatre bataillons de campagne « pour garder trente lieues de côtes depuis l'étang de Leucate jusqu'aux Bouches du Rhône [...] les villes de Narbonne, Béziers, Montpellier et Nîmes à garnir » et qu'il lui sera en outre impossible d'assurer la protection de Toulon et de Marseille mal armées, mal fortifiées et « à la merci de quarante bourgeois qui montent tous les jours une garde fort négligée » (février 1761).[10] En juin 1762, le nouveau commandant en chef de la province, le duc de Fitz-

Jammes, tout en considérant la tranquillité de l'heure, signale néanmoins que

> s'il y avait dans nos mers des flottes ennemies considérables qui nous fissent craindre quelques coups de main, Cette avec un seul bataillon ne serait pas en sûreté contre un débarquement de 2 000 ou 1 500 hommes qui auraient fait leur coup avant qu'on eût le temps d'aller avertir à Montpellier.[11]

Quels seraient les objectifs de l'agresseur ? Selon un mémoire de Mareschal au gouvernement militaire (vers 1746), comme la partie de la côte la plus vulnérable se trouve entre le grau d'Orgon et le grau du Roi, « dans l'isle de la petite Camargue », il est possible d'y faire débarquer 400 ou 500 hommes pour s'emparer du fort de Peccais et de l'écluse de Silveréal afin « d'inonder et détruire les Salins ».[12] Il s'agit moins d'établir là une tête de pont que de ruiner une entreprise rapportant annuellement plus de quatre millions de livres vers 1775. À cette menace de guerre économique peut s'ajouter le risque d'un établissement plus massif, rappelant les débarquements de la guerre de succession d'Espagne : Sète bien sûr, et au-delà Montpellier, même si Toulon et Marseille semblent l'objet premier des sollicitudes des amiraux anglais, Sanders et Boscaven.

Le débarquement de vive force ne viendra pas, malgré les alertes successives de 1757, 1758, 1760 et 1761, ou les craintes renaissantes des années 1776-1783, lors de la guerre d'indépendance américaine et la reprise de Mahon par le duc de Crillon et les Espagnols (1782). Pourtant l'inquiétude persistante, toujours justifiée par les croisières anglaises et les incursions des corsaires, est d'autant plus grande qu'elle s'accompagne d'une hantise endémique, celle du soulèvement intérieur, entretenue par la fréquence des assemblées et les attroupements protestants dans les Cévennes qui semblent croître et se multiplier à l'annonce des escadres anglaises.

Ces assemblées clandestines du Désert, de quelques centaines voire de quelques milliers de participants, sont régulièrement espionnées, dispersées, réprimées par l'amende, l'emprisonnement, les galères, la chasse et l'exécution des prédicants, dont le dernier supplicié l'est significativement en 1762.[13] À la répression répond la violence qu'illustre l'assassinat de trois soldats par les sentinelles d'une assemblée protestante (1747)[14] ou le meurtre de trois curés des diocèses de Nîmes et d'Uzès (1752).[15] Mais l'attention des autorités se porte aussi sur une autre chasse : celle des dépôts d'armes, de leur trafic et de leur détention, car, malgré les fouilles et les interdictions réitérées depuis 1716, beaucoup de N. C. semblent armés.[16] Peur et rumeur s'entretenant l'une l'autre, intendants et subdélégués recherchent les caches d'armes et de poudre (ainsi près du Vigan en 1754)[17] et pistent les réseaux de contrebandes de livres, de fusils et d'hommes qui, du Vivarais, gagnent, par le Dauphiné, la Savoie et Genève.

L'immensité de la Province et le manque de troupes réduisent l'efficacité de la répression et l'on s'inquiète d'autant du loyalisme des religionnaires toujours en contact avec le Refuge suisse, mais encore avec le roi de Sardaigne, la Hollande et surtout l'Angleterre : la menace d'une nouvelle guerre de camisards surgit alors, les Anglais promettant aux protestants de leur obtenir des lois de tolérance en cas de victoire. Ainsi, en 1744, Le Nain soutient à Saint-Florentin que « les Anglais avaient envoyé jusqu'à 200 émissaires dans les païs NC » afin de projeter un soulèvement et exciter les populations :

> Vous êtes des peureux, le roy de france est assez occupé avec le nostre, nous lui taillons des chausses, et il en aura pour longtemps avant qu'il ne puisse achever de les coudre.[18]

L'un des plans les plus élaborés est celui communiqué à Bernage par le subdélégué d'Alès en mai 1743 : la flotte anglaise de Méditerranée doit livrer 4 000 fusils et autant de

pistolets et leurs munitions, par l'intermédiaire de pêcheurs sétois « qui sont nos frères », afin d'armer 4 000 hommes des Cévennes ou de La Vaunage en vue d'attaquer et de piller Montpellier. Vérité ou affabulation, l'autorité provinciale en avertit Versailles car elle ne peut négliger le risque de la subversion et de la guerre civile; aussi, redouble-t-elle les contrôles autour des villages protestants.[19]

Lors de la guerre de Sept Ans, l'alerte est à nouveau donnée. En janvier 1758, Thomond réclame à Paulmy trois ou quatre bataillons de campagne, jugeant peu sûr le Languedoc

> où il n'y a précisément que ce qu'il faut pour maintenir le bon ordre dans le païs et point assez pour résister aux ennemis s'ils tentaient quelque chose sur ces côtes.[20]

D'ailleurs, lors de levées de garde-côtes en juillet 1758, la population de Vias et de Florensac se révolte et, si la répression est exemplaire pour châtier « la plus grande insolence », il semble impossible au commandant en chef d'utiliser les bataillons de milices, jugés trop peu sûrs face aux séditieux. Le Castrais, les Cévennes et le Vivarais sont sous haute surveillance de troupes réglées, alors que Privas refuse de laisser lever des miliciens. Moncan, lieutenant-général, préfére y renoncer, dans l'attente de « temps plus heureux et plus tranquilles [pour] tâcher de réduire Privas et son territoire à se soumettre à la règle. »[21] Thomond revient à la charge l'année suivante en signalant à Berryer, secrétaire d'État à la Marine, qu'il

> est de toute nécessité de mettre les côtes du Languedoc à l'abri de la moindre descente [...] car je ne puis dissimuler que je remarque plus de chaleur et de fermentation dans l'esprit des Protestants. Ils regardent les Anglais comme leurs libérateurs et pour peu qu'ils parussent leur donner la main et les aider, quand ce ne serait qu'avec un détachement de 600 hommes, je ne sais s'ils ne seraient pas assez fous et insensés pour s'exposer à des extré-

> mités et vous donner de l'embarras. Les ennemis ont sur cette côte des descentes d'où ils pourraient se porter en peu d'heures dans le Levonage [*sic*], de là à Nismes, à Uzès, païs qui n'est habité que des Protestants et qui avoisine les Cévennes.[22]

De surcroît, souligne un mémoire du commandant en chef, rares sont

> les bataillons des milices qu'il est possible de rassembler sur la côte, parce qu'il en faut laisser dans les Cévennes, le diocèse de Castres et le Vivarais, pour contenir les religionnaires, les bandits et les contrebandiers [et ils] ne peuvent former un corps de troupe sur lequel il est possible de compter.[23]

La présence anglaise en mer enhardit les religionnaires qui tiennent alors des assemblées « en plein jour », certains se présentant en armes, surtout dans les diocèses de Castres, Lavaur et Mirepoix, malgré les conseils de modération et de loyalisme de ceux qui suivent l'*Instruction Pastorale* de Basnage (1719) que l'intendance s'applique à faire diffuser depuis 1746.[24] Le commandant en chef demeure inquiet : ne disposant que de peu de troupes réglées et sachant que les protestants ne craignent point les milices, il déconseille à ses officiers de disperser les assemblées *manu militari*, se contentant seulement de les faire observer. En évitant un zèle inopportun, l'autorité veut se garder de créer l'incident susceptible de favoriser une révolte souhaitée par quelques prédicants, mais rejetée par d'autres qui s'y refusent désormais s'ils ne sont « pas troublés dans les assemblées ».[25] En mai 1761, Thomond écrit encore à Choiseul qu'il s'interroge, en cas de succès anglais sur nos côtes, sur la conduite qu'auraient les protestants

> qui pourraient répondre que les religionnaires du Languedoc qui n'observent presque plus de ménagement, faisant des assemblées de trois ou quatre mille personnes

en plein jour, ne fussent point tentés de se joindre à eux.[26]

Menaces de subversion, d'invasion et consécutivement de répression s'amenuisant après ces phases aiguës de la conjoncture européenne, la charge militaire en hommes et en argent s'allège et la psychose du complot s'éloigne, cédant la place à la montée des troubles sociaux et aux frondes contestataires des notables, préludes à 1789.

On peut toujours conclure téléologiquement que la peur de l'invasion et de la subversion ne furent que fantasmes et illusions, voire une *intox* pour inquiéter Versailles, puisque aucun débarquement anglo-sarde n'a réellement eu lieu et aucun soulèvement général ne s'est produit entre 1710 et 1808. C'est oublier cependant que l'histoire des hommes, ici celle des Languedociens, ne s'écrit pas seulement avec des faits, mais avec des idées et des humeurs, des craintes et des espoirs, et que la perception d'un phénomène, sa *représentation,* pèse tout autant, sinon plus, que le fait en lui-même. Autorités et prédicants, catholiques et protestants, ont pu alors vivre ces années troublées, les uns comme l'annonce d'un nouveau fléau, les autres comme celle d'une nouvelle délivrance, tous comme l'attente anxieuse sur le rivage des Syrtes où l'Europe de demain travaille encore à se construire.

NOTES

1. D. Catarina, « La défense du Languedoc rhodanien à l'époque moderne », *Histoire et Défense*, n° 28, 1993, p. 99. Depuis la tenue du colloque est paru l'article de notre regrettée maître et amie, le professeur Anne Blanchard : « La défense des côtes languedociennes à l'époque moderne (XVI^{ème}-XVII^{ème} s.) », *L'Homme et les espaces maritimes (XVI^{ème}-XVII^{ème} s.),* Centre d'Études et de Rencontres Méditerranéennes, Palavas-Les-Flots, juillet 1998, p. 105-117.

2. *Méditerranée, mer ouverte*, Actes du colloque de Marseille (sept. 1995), International Foundation-Malte, 1997.
3. Arch. dép. de l'Hérault, C 6573, pièces 57 64.
4. M.-C. Vitoux, « La milice garde-côtes en Languedoc », *Annales du Midi*, n° 149, oct.-déc. 1980, p. 415-430.
5. Arch. dép. de l'Hérault, C 809.
6. Arch. dép. de l'Hérault, C 6572.
7. Arch. dép. de l'Hérault, C 6573.
8. *Ibid.*, lettre de Thomond à Moncan.
9. *Ibid.*, C 814.
10. *Ibid.*, C 6573, lettre de Thomond à Choiseul (16 février 1761).
11. *Ibid.*, C 6573.
12. *Ibid.*, C 6894; J. M. Ribière, *Le fort de Peccais (1577-1881)*, DEA, dir. J. Maurin, Montpellier III, 1991, p. 22-42.
13. Arch. dép. de l'Hérault, C 202 à C 238.
14. *Ibid.*, C 430.
15. *Ibid.*, C 437.
16. J.-F. Pathy, *La Peur : protestants et autorité en la province de Languedoc au XVIII*^{ème} *siècle (1715-1787)*, mémoire de maîtrise, dir. D. Biloghi, Montpellier III, 1998, p. 63-66.
17. Arch. dép. de l'Hérault, C 440.
18. *Ibid.*, C 426.
19. J.-F. Pathy, *op. cit.*, p. 70-73.
20. Arch. dép. de l'Hérault, C 6893.
21. *Ibid.*, C 6893, lettre de Moncan à Belle-Isle (2 décembre 1758).
22. *Ibid.*, C 6893 (5 janvier 1759).
23. *Ibid.*, C 6573, pièce 57, mémoire de Thomond (16 mars 1759).
24. *Ibid.*, C 471.
25. *Ibid.*, C 6893, lettres de Thomond à Saint-Florentin (13 juin 1759-27 janvier 1760).
26. *Ibid.*, C 6893 (18 mai 1761).

Nicole CADÈNE
(Collège Vento, Menton)

L'AMAZONE DES HIGHLANDS. L'ÉPOPÉE MILITAIRE DE MARIE STUART SELON L'HISTORIOGRAPHIE FRANÇAISE DE LA SECONDE MOITIÉ DU XIX^{ème} SIÈCLE

Le sujet peut sembler surprenant, en tout cas secondaire dans l'historiographie de la reine d'Écosse, polarisée au siècle dernier autour de deux grands thèmes, celui de sa mort tragique sur l'échafaud de Fotheringay en 1587, et celui de sa vie privée toujours placée, quelle que soit la version que l'on en retienne, à l'origine de ses déboires politiques.[1] Pourtant, le règne personnel de Marie Stuart, du 20 août 1561 (date de son retour en Écosse après la mort de François II) au 16 mai 1568 (date de son débarquement en Angleterre après la défaite de ses troupes à Langside), loin de se borner à des intrigues sentimentales, fut ponctué de campagnes militaires qui correspondaient toutes à des troubles civils, et auxquelles la reine a toujours personnellement pris une part active. C'est finalement sur la colline de Langside, non dans un boudoir, que l'issue de son règne s'est décidée.[2]

Par ailleurs, si l'on exclut les amazones qui ont été rejetées dans le domaine du mythe[3], et Jeanne d'Arc dont c'était la « mission », Marie Stuart est probablement — en attendant les héroïnes de la Fronde[4] — un des personnages féminins qui a le plus fréquenté les champs de bataille. Cette situation n'allait pas de soi à l'époque moderne[5], même si des femmes jouaient alors un rôle politique de premier plan.[6] Marie Stuart

représente la guerrière dans tous ses états, tour à tour poursuivante ou fugitive, agressive ou pacifique, victorieuse ou vaincue. Ainsi le cas de la reine d'Écosse permettra d'envisager le problème posé par la présence d'une femme au combat.

Plus précisément, dans l'historiographie française de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, Marie Stuart guerrière se situe au cœur d'un double conflit : politico-religieux d'une part, et sexué d'autre part, qui seront abordés successivement.

Au siècle dernier, Marie Stuart a inspiré des auteurs de sensibilités politiques diverses. D'abord des historiens libéraux, en particulier Jean-Marie Dargaud, ami de Michelet, auteur à succès d'une romantique et romanesque *Histoire de Marie Stuart* , publiée en 1850[7], et l'éminent Mignet dont la biographie parue l'année suivante fit autorité.[8] Ensuite et surtout, les défenseurs de la reine d'Écosse, des catholiques politiquement conservateurs. Parmi eux, Louis Wiesener, auteur de *Marie Stuart et le comte de Bothwell,* paru en 1863[9]; Jules Gauthier, un moment présenté comme l'« historien définitif »[10] de Marie Stuart après avoir publié en 1869-70 une biographie qui contredisait celle de Mignet[11]; Joseph-Adolphe Petit, auteur obscur d'une *Histoire de Marie Stuart* publiée en 1876.[12]

Tous ont en commun d'avoir interprété les guerres civiles écossaises de façon au moins partiellement anachronique. L'historien écossais contemporain Gordon Donaldson a établi qu'elles obéissaient avant tout à une logique féodale et clanique.[13] Or, les historiens français du siècle dernier les ont plutôt perçues comme des variations de la lutte de la Réforme contre le catholicisme, et de la démocratie contre la royauté. À partir de là, les jugements qu'ils portent sur Marie Stuart guerrière dépendent de leurs propres orientations religieuses et

politiques. Deux exemples choisis chez les historiens libéraux permettront de l'illustrer.

Le premier concerne l'expédition dans les Highlands contre le puissant clan catholique Gordon, dont l'un des membres avait défié l'autorité royale. Commencée au mois d'août 1562, elle se solda par une victoire des troupes royales à la bataille de Corrichie, le 28 octobre. Elle eut pour effet d'affaiblir la position des catholiques et de renforcer celle des protestants, en particulier celle de Jacques Stuart, demi-frère de la reine, qui était déjà son principal ministre et entra dès lors en possession du comté de Moray jusqu'ici détenu par les Gordon. Dargaud et Mignet se réjouissent d'un tel dénouement, et brossent un portrait approbateur de la reine qui a pris la tête de cette expédition. Se fondant sur le témoignage de l'ambassadeur anglais Randolph, Dargaud la décrit ainsi :

> Elle montait un beau cheval qu'elle maniait et dirigeait aux applaudissements de ses nobles et de Murray. Elle regrettait de n'être pas un chevalier pour dormir la moitié de l'année sur la dure, pour ceindre la cuirasse et l'épée. Elle respirait la guerre et les aventures en fille des Stuarts et des Guises. Elle se montrait contente de n'avoir plus pour dais royal que la voûte du ciel, et pour Holyrood que sa tente de tartan bordée de soie et d'or.
>
> Déjà, au siège du château d'Inverness, Randolph, le spirituel et turbulent ambassadeur d'Élisabeth, raconte les témérités de Marie et les transports qu'excitaient son ardeur, sa grâce. « Nous étions là tout prêts à combattre, dit-il. Ô les beaux coups qui se seraient portés devant une si belle reine et ses dames ! Jamais je ne la vis plus gaie, ni plus alerte; nullement inquiète. Je ne croyais pas qu'elle eût cette vigueur. »[14]

Plus sobre dans sa description, Mignet n'en est pas moins élogieux :

> Elle montra un grand courage et supporta toutes les fatigues avec gaieté, parcourant à cheval ces rudes contrées, traversant les rivières, campant dans les bruyères et regrettant de n'être pas un homme pour « passer les nuits aux champs, revêtue de la jaquette, portant le knapsack (sac à vivres), couverte du bouclier de Glasgow, et armée de la longue épée à deux mains. »[15]

L'autre exemple a trait à la campagne suivante, en août-septembre 1565, appelée « course-poursuite » en raison de sa mobilité et de sa rapidité. Le comte de Moray s'était révolté contre le mariage de Marie Stuart avec le catholique Henri Darnley qui risquait de remettre en question sa propre influence politique et bouleversait la hiérarchie des clans. Prenant la tête de ses troupes, la reine le pourchassa dans le Sud de l'Écosse, et le contraignit à l'exil. Les historiens libéraux interprétèrent cette campagne comme la prémisse d'une sérieuse menace de restauration du catholicisme. Mignet décrit ainsi Marie Stuart chef de guerre :

> À la tête d'une armée féodale de dix mille hommes, elle marcha résolument une seconde fois contre Murray et les siens qu'elle avait déclarés rebelles et qui sortaient avec précipitation d'Edimbourg. Elle nettoya le comté de Fife, châtia le laird de Grange et ceux des barons qui s'étaient montrés favorables aux insurgés, leva des contributions sur les villes de Dundee, de Saint André, et prit le château de Campbell. Elle fit toutes ces expéditions à cheval, avec des pistolets dans les poches de sa selle, en attendant de poursuivre vers Dumfries Murray battu, qui s'était rapproché de la frontière anglaise avec sa bande fugitive. Dans l'ivresse de son animosité, elle dit à Randolph, qui restait imperturbablement auprès d'elle, qu'elle aimerait mieux risquer sa couronne que renoncer à sa vengeance.[16]

Armée de ses pistolets, la guerrière de la « course-poursuite » apparaît bien menaçante et agressive. Bien qu'elle agisse comme précédemment contre des sujets révoltés, son attitude est attribuée à de « l'animosité ». L'image n'a plus rien de laudatif. Mignet dote ici Marie Stuart d'une puissance démesurée et maléfique.

On peut donc opposer deux représentations contradictoires de l'amazone victorieuse, l'une valorisante et l'autre négative, qui permet de stigmatiser son pouvoir en insistant sur son agressivité. Les historiens opteraient pour l'une ou pour l'autre selon le jugement qu'ils portent sur la politique royale. Cependant, on ne saurait s'en tenir là. Il faut en effet analyser plus précisément le contenu de ces représentations et dépasser le clivage idéologique, car il ne suffit pas à tout expliquer.

Il est en effet surprenant que les auteurs catholiques renvoient de la reine d'Écosse en lutte contre ses coreligionnaires du clan Gordon une image plutôt approbatrice alors qu'ils considèrent cette campagne comme la plus grande erreur politique et la pire injustice de son règne.[17] Or, comme Mignet, Jules Gauthier loue le « courage » et la « gaîté »[18] de la reine, tandis que J. A. Petit s'émerveille de voir « cette princesse délicate agir en vieux guerrier »[19] et trace d'elle un portrait flatteur. Il existe ici une distorsion entre le fond et la forme que la sympathie éprouvée par ces historiens pour Marie Stuart ne suffit pas à expliquer. Autre sujet d'étonnement, Dargaud passe sous silence la campagne de la « course-poursuite ». Pourquoi admet-il la reine d'Écosse sur le champ de bataille dans un cas et non dans l'autre ?

Ces questions amènent à envisager le problème de la présence d'une femme sur le champ de bataille, espace viril par excellence. Sous quelles conditions les historiens du siècle dernier l'acceptaient-ils, à une époque où l'on s'efforçait de cantonner les femmes dans la sphère privée[20], qui tenait lieu, comme l'a montré Alain Corbin, de « repos du guerrier »[21] ?

Dès lors, quel rôle lui est-il imparti ? Pour analyser ce second problème, je recourrai aussi à une approche comparative. Les historiens catholiques précédemment cités ont en commun de s'être inspirés d'un ouvrage-fleuve paru à Londres et à Edimbourg dans les années 1850, *Lives of Queens of Scotland* par l'historienne anglaise Agnès Strickland[22], fervente admiratrice de Marie Stuart. Elle-même connaissait les biographies signées par Dargaud et Mignet, qu'elle a vivement critiquées. On peut donc légitimement l'inscrire dans le débat historiographique français, même si son œuvre n'a été que tardivement et partiellement traduite en français.[23] Ce va-et-vient entre un point de vue féminin et des points de vue masculins permettra de dégager des interprétations sexuées des images de la reine guerrière.

Il faut d'abord examiner le cas de la reine victorieuse, dans les deux premières expéditions déjà évoquées de son règne.

L'expédition contre les Gordon

On peut dégager deux composantes dans la description de Marie Stuart en campagne dans les Highlands par Dargaud. On ne reste d'abord pas insensible à l'aspect décoratif de la fringante amazone caracolant à la tête de ses troupes dans la région la plus pittoresque de son royaume, affectionnée par les lecteurs de Walter Scott encore très nombreux au moins jusqu'au milieu du siècle dernier.[24] Le portrait de la reine amazone permet ainsi de parer le récit historique des charmes du romanesque. Mais sur le fond, c'est moins Marie Stuart que Dargaud désigne à l'admiration de ses lecteurs, que les prouesses des guerriers galvanisés par ses éloges, sa présence et celle de quelques autres belles dames... Elle est donc cantonnée dans le rôle d'une égérie guerrière. Ainsi, elle n'usurpe aucune prérogative masculine, qu'il s'agisse de la décision de faire la guerre (attribuée à Jacques Stuart) ou de la

menée des combats. L'image de l'amazone victorieuse ne correspond donc pas à un pouvoir politique ou militaire de l'intéressée. Son rôle est d'admirer, et par là d'amplifier la bravoure masculine. Cette interprétation permet de résoudre l'apparente contradiction relevée chez les historiens catholiques : c'est parce qu'ils jugent Marie Stuart en femme et non en reine ou en guerrière qu'ils l'approuvent; politiquement et militairement, elle est irresponsable. Ce n'est pas le cas chez Agnès Strickland qui blâme Marie Stuart de s'être engagée dans cette campagne si contraire à ses intérêts. Après avoir cité le témoignage de Randolph, elle ironise sur l'image de la belle guerrière bravant des dangers imaginaires : « Il est facile même pour des dames de se montrer vaillantes, lorsqu'il n'y a pas de danger réel et Marie traversa le camp des Gordon sans rencontrer un seul ennemi. »[25] Elle seule fait donc coïncider son appréciation sur la reine et sur sa politique.

La « course-poursuite »

On se souvient que dans le cas de la « course-poursuite », la reine d'Écosse a personnellement pris l'initiative et la direction de la répression contre le comte de Moray. Comment réagissent les historiens dans ce cas ? Dargaud n'hésite pas à falsifier l'histoire. Ayant évoqué l'hostilité dédaigneuse du réformateur John Knox au mariage de Marie Stuart, il poursuit :

> Toute l'opposition protestante et politique était pour lui. Elle pensait que Marie ne devait pas donner un roi à l'Écosse, mais que l'Écosse devait donner un époux à la reine. Les Lords conjurés, entre autres Murray, le duc de Chatellerault, les comtes d'Argill et de Rothes, après avoir tenté sans succès d'enlever Darnley, et ensuite d'arrêter Marie près de Beith, marchèrent sur Edimbourg. Avertie par ses espions, Marie sortit de la ville à

> la tête d'une troupe dévouée que sa présence animait et transportait. Les insurgés se dispersèrent, et l'Angleterre devint leur asile. Marie rentra victorieuse à Edimbourg, et fit approuver, par une assemblée de nobles, son mariage dont l'acte fut rédigé par Riccio. Marie et Darnley le signèrent sur un pupitre d'or soutenu par quatre comtes. La cérémonie religieuse eut lieu dans la chapelle d'Holyrood, selon les rites de l'Église romaine.[26]

En marge, il précise la date de la cérémonie : 29 juillet 1565. Il a donc condensé les événements et bouleversé leur ordre : il présente la fuite de la noblesse en Angleterre comme la conséquence de l'échec d'une tentative d'enlèvement de la reine et de Darnley[27], et la situe avant le mariage, alors qu'elle est ultérieure. Le mot de fuite n'est pas prononcé; la « dispersion » des nobles paraît résulter d'une trahison, non d'une défaite militaire; le rôle de Marie Stuart dans cette campagne est minimisé. L'exil de la noblesse protestante n'a rien de honteux : incapable d'empêcher le scandaleux mariage, elle demande « l'asile » (politique ?) au pays voisin. La honte et l'abaissement reviennent à ceux qui restent : Dargaud a substitué à l'image de la reine menant ses troupes à la victoire celle d'une noblesse domestiquée, immobile et muette, portant sur ses épaules — au sens propre — le poids des caprices d'une femme : l'acte de mariage de Marie avec Darnley, rédigé par le secrétaire qui est aussi selon lui l'ancien amant de la reine[28]. Il ne reste plus à l'historien réprobateur qu'à rendre compte de cette cérémonie sans dignité, et des réactions hostiles du peuple.[29] Ensuite, il reporte son intérêt sur le pays voisin : il décrit les charmes intemporels de Richmond au mois d'août; quelques digressions sur le caractère d'Élisabeth et sur la politique européenne lui permettent d'occuper le début de l'automne. Ainsi, dans une temporalité défaillante, ignore-t-il la « course-poursuite ». Il ne revient à l'Écosse que pour

constater que la passion de Marie Stuart pour Darnley a fait long feu. Dargaud laisse donc entendre que la reine n'a accompli aucun acte politique ou militaire pendant cette période tout entière dominée par les aléas de sa vie privée.

Quant aux auteurs favorables à Marie Stuart et à l'éviction politique du comte de Moray, soit ils ne décrivent pas la reine en campagne[30], soit ils prennent le soin de la désarmer de ses pistolets, éliminant ainsi toute agressivité de sa conduite. Ainsi, Jules Gauthier, s'inspirant d'Agnès Strickland, oppose cette description à celle de Mignet :

> Tant de courage, d'énergie, d'infatigable activité étonnait tous ses compagnons; quand on lui reprochait de prendre trop peu de soin de sa santé et de la sûreté de sa personne, elle répondait en riant : je ne me reposerai point que je ne vous aie conduits à Londres. « Je regarde comme un conte, écrivait Randoph, ce qu'on m'a dit, qu'elle porte quelquefois un pistolet, et qu'elle le tenait à la main en approchant d'Hamilton où elle s'attendait à combattre. »[31]

Lorsqu'elle correspond à un pouvoir politique et militaire réels, l'image de l'amazone est donc occultée ou désamorcée, ce qui rejoint les conclusions de Cécile Dauphin à propos des représentations des femmes au XIX^{ème} siècle : « Du côté de l'extraordinaire et de l'exception se range la femme violente, du côté de l'ordinaire et de la norme la femme victime. »[32] Peut-on le vérifier en envisageant le cas de la reine vaincue, au travers de ses deux dernières campagnes, à l'origine de sa chute ?

Carberry Hill

Le 6 juin 1567, Marie Stuart dut fuir sa capitale révoltée par son mariage avec le comte de Bothwell soupçonné d'être le principal assassin de Darnley, quatre mois auparavant. Le

couple royal se réfugia d'abord dans le château de Borthwick puis dans la forteresse de Dunbar, avant de partir en campagne. Le 15 juin, l'armée royale fit face à celle des insurgés à Carberry Hill, à quelques kilomètres d'Edimbourg, mais le combat n'eut pas lieu, la reine ayant accepté une solution négociée : les insurgés lui avaient en effet promis de se soumettre à elle si elle se séparait de Bothwell. Mais ce dernier ayant pris la fuite, ils l'internèrent dans la forteresse de Lochleven où elle fut forcée d'abdiquer. En filigrane, se pose le problème des relations de la reine avec son troisième époux. Pour ses défenseurs, elle avait été contrainte à ce mariage par Bothwell lui-même qui l'avait enlevée et violée; selon ses détracteurs, Marie Stuart éprise de Bothwell avait souscrit à l'assassinat de Darnley pour pouvoir l'épouser. Ainsi à Carberry Hill, deux sphères entrent en conflit : la sphère privée et la sphère publique, puisque la conduite personnelle de la reine est présentée par la noblesse comme étant à l'origine de la révolte.

Les historiens se divisent d'abord sur la question de la responsabilité de la décision, qui devait s'avérer fatale à la reine, de sortir de la forteresse de Dunbar sans attendre l'arrivée de renforts qui auraient pu la sauver. Pour Dargaud, il faut l'attribuer à Marie Stuart elle-même; à ce sujet, il écrit :

> La reine ne voulut pas attendre les Hamilton qui lui amenaient un puissant secours. Accoutumée aux promptes expéditions et trop confiante dans ses troupes, elle marcha résolûment à l'attaque des confédérés qui s'avancèrent de leur côté sans hésitation.[33]

Pour Agnès Strickland, l'auteur de cette décision est au contraire le seul Bothwell. Un point de vue repris par Wiesener[34], mais curieusement rejeté par Jules Gauthier bien que sa version soit étroitement inspirée de celle de l'historienne anglaise. Comment passe-t-on d'une interprétation à l'autre ? L'historienne décrivait d'abord le siège du château de Borth-

wick, après la fuite de Bothwell qui y avait laissé la reine sous la surveillance du gardien du château.

> Les insurgés, constatant la hauteur et l'épaisseur des murs, désespérèrent de s'en rendre maîtres sans canons. Ils se replièrent donc sur Dalkeith. Quant à Marie, se voyant libérée de la présence de Bothwell, elle sentit renaître son courage [...]
>
> Si Marie avait voulu rester tranquillement au château de Borthwick, tout se serait probablement bien passé pour elle. Mais, se voyant pendant quelques heures affranchie de l'odieuse présence de Bothwell, elle ne put résister à la tentation de mettre cette occasion à profit en faisant un effort pour regagner sa liberté.[35]

Elle s'enfuit à la faveur de la nuit, mais se perdit dans cette région qu'elle connaissait mal et se retrouva à l'aube malencontreusement sur la route de Bothwell. Sans lui accorder le moindre répit, celui-ci l'entraîna dans une nouvelle chevauchée qui les mena jusqu'à Dunbar d'où il

> expédia aussitôt dans toutes les directions des courriers munis de circulaires royales, afin de soulever le pays en faveur de Sa Majesté. Cet appel ayant été entendu, il quitta Dunbar le lendemain, amenant la reine avec lui, en s'avançant sur Haddington. Il fit halte à Gladmuir et publia une nouvelle déclaration au nom de la reine, sommant tous les sujets loyaux de s'unir avec elle contre ses ennemis.[36]

Jules Gauthier décrit à son tour la fuite de Borthwick, puis la chevauchée de Marie Stuart et Bothwell jusqu'à Dunbar. « De là, indique-t-il, ils envoyèrent des proclamations dans tous les comtés environnants. »[37] Les proclamations contre les rebelles émanent donc autant de Marie Stuart que de Bothwell. L'activité de la reine ne se limite pas à cela.

> Le 14, elle quitta Dunbar avec 200 arquebusiers et 80 chevaux : c'était une faute énorme. Si elle se fût

> enfermée dans le château où ses ennemis, dépourvus d'artillerie, n'auraient pas même songé à l'attaquer [...] elle pouvait presque sans effort recouvrer son autorité. Le nombre de ses partisans se serait accru.[38]

Marie Stuart était donc en sécurité dans une forteresse imprenable pour des ennemis qui, privés d'artillerie, ne pouvaient songer à en faire le siège. Il lui suffisait par conséquent d'attendre, car le temps jouait en sa faveur : on retrouve ici presque textuellement l'argumentation d'Agnès Strickland... mais elle s'applique à une autre forteresse, et à une autre situation. Si l'héroïne d'Agnès Strickland avait une bonne raison de fuir — il s'agissait d'échapper à son tyran — pourquoi tant de hâte chez celle de Jules Gauthier ? Voici l'explication :

> Mais outre que Marie ignorait les dispositions de l'armée des rebelles, elle ne savait ni reculer ni même attendre.
>
> Entraînée par l'ardeur de sa nature, pleine d'une folle confiance, animée du désir passionné de vaincre ses sujets tant de fois traîtres, elle résolut d'entrer en campagne avant l'arrivée de tous les seigneurs fidèles qui s'apprêtaient à la rejoindre.[39]

Voilà donc Marie Stuart responsable de la défaite qui va suivre, parce qu'elle a agi — à l'égal de l'héroïne de Dargaud — de manière impulsive et irréfléchie, ainsi qu'une femme, réputée sensible et mobile[40] est supposée le faire.

Dans la relation de la journée de Carberry Hill, l'opposition entre historiens masculins et Agnès Strickland est encore plus nette. Il fut un moment question de résoudre le différend entre les deux partis en un combat singulier. Dargaud décrit avec enthousiasme ce projet chevaleresque :

> Kirkaldy de Grange, le héros le plus brillant de l'armée, Murray de Tullybardin, un héros sectaire, et Lyndsay de Byres, un héros barbare, un héros de clan,

> lui envoyèrent leurs gantelets [...] Au lieu de s'honorer par un duel éclatant [...] Bothwell chercha sous de frivoles prétextes à éluder le combat, soit que craignant tout du présent [...] il se réservât pour des temps meilleurs; soit que le remords, la honte, l'ambition déçue lui eussent ôté le courage qu'il avait montré autrefois à la guerre; soit plutôt qu'il se sentît impuissant, en cette heure suprême, contre les larmes de la reine, contre la colère de tout un peuple et de deux armées.[41]

À Carberry Hill, le viril Bothwell affaibli par les larmes de la reine perd son honneur de guerrier. Marie Stuart est donc doublement à l'origine de la défaite : après avoir décidé inconsidérément de partir en campagne sans attendre de nécessaires renforts, elle paralyse par sa faiblesse la force du guerrier : sa fonction est donc clairement celle de bouc émissaire. Mignet loue « l'honneur et l'intrépidité » des champions prêts à se mesurer à Bothwell, et explique également l'échec du combat singulier par le refus de la reine d'exposer à la mort celui qu'elle aime.[42] S'il ne peut admettre ce dernier argument, Jules Gauthier s'attarde néanmoins avec complaisance sur la description du défi.[43]

Le ton du récit d'Agnès Strickland est différent. Avec une ironie à peine voilée, elle débite la liste des champions à opposer à Bothwell; relate comment il refusa de combattre contre Kirkaldy de Grange, parce qu'il était de rang inférieur; comment il récusa ensuite un autre combattant pour la même raison, avant de choisir Morton pour adversaire; mais comment Morton, peu désireux de risquer sa vie, laissa sa place à Lord Lindsay de Byres dont Bothwell ne voulut pas entendre parler, *etc.* Elle ajoute :

> La reine, impatientée par ces folies et peu soucieuse de servir de prix au vainqueur, pressée aussi, ainsi que le témoigne sa conduite ultérieure, d'en finir avec Bothwell, fit mander Grange, et lui communiqua son

intention de quitter Lord Bothwell et de venir avec eux, si toutefois les lords voulaient agir ainsi qu'ils le lui avaient fait proposer.[44]

Comme Dargaud, elle oppose donc deux systèmes de valeurs. Mais ici, ce sont les valeurs guerrières masculines qui sont tournées en dérision, tandis que Marie Stuart agit raisonnablement. Certes, elle devait payer de son pouvoir la décision de séparer son sort de celui de Bothwell. Mais selon l'historienne, ce pouvoir était déjà perdu depuis son mariage forcé, et pour espérer le recouvrer, elle devait d'abord se libérer de l'emprise de son ravisseur.

Langside

Le 13 mai 1568, après s'être évadée de Lochleven, Marie Stuart tenta de reconquérir son trône désormais occupé par le comte de Moray au nom du jeune Jacques VI. À Langside, au sud de Glasgow, elle assista à la défaite de ses troupes interceptées par celles du Régent. Elle s'enfuit alors en Angleterre pour ne pas retomber aux mains de ses ennemis écossais.

Agnès Strickland confère à la reine un rôle actif dans cette bataille : elle la décrit en train de commander à ses troupes, et reprend une comparaison de Brantôme entre elle et Zénobie.[45] Les auteurs masculins opposent au contraire l'inaction de Marie Stuart à l'inlassable intrépidité des guerriers des deux camps.[46] Certains se réfèrent même plus ou moins explicitement au récit de Walter Scott. Dans son roman *L'Abbé,* ce dernier faisait assister la reine à la défaite de ses troupes non depuis le château de Cathcart, mais depuis le celui de Crookstone, où elle avait tenu sa première cour, après son mariage avec Darnley. Elle défaille en reconnaissant cet endroit. Et lorsque l'abbé Ambroise lui propose de prier pour ceux qui sont en train de combattre, elle s'exclame :

> Ne priez pas ici, ou priez tout bas. Mon esprit est trop déchiré par le souvenir du passé, par la crainte du présent, par l'inquiétude sur l'avenir, pour oser s'approcher en ce moment du trône céleste; et si vous priez, priez pour celle dont les affections du cœur ont été les plus grands crimes, et qui n'a cessé d'être reine que parce qu'elle n'a pu oublier qu'elle était femme.[47]

Dargaud fait aussi référence au château de Crookstone, comme si sa proximité jouait le moindre rôle sur la défaite des troupes royales :

> L'infortunée Marie fut témoin de cette défaite. Elle y assista dans un flux et reflux de découragement et d'espérance, et dans une angoisse inexprimable, de la galerie du château de Catheart, situé à quelques milles du château de Crookston [...] où elle avait passés les plus heureux jours de son mariage avec Darnley.[48]

Le passé et les émotions de la reine semblent peser sur le déroulement de la bataille qui fait rage en contrebas : Marie Stuart est ainsi doublement en décalage, dans l'espace et dans le temps. À sa mélancolie, Dargaud oppose l'infatigable bravoure de Kirkaldy de Grange pourtant atteint d'une fièvre qui avait épuisé ses forces. Mais « Le champ de bataille, les deux armées, puis les éclairs et le cliquetis des épées, le bruit de l'artillerie, l'odeur de la poudre, lui communiquèrent une vigueur nouvelle »[49]: dans le feu de l'action, le guerrier est dans son élément. Il vole vers la victoire. Marie Stuart, quant à elle, se trouve irrémédiablement disqualifiée :

> L'étoile de Marie pâlit et sombra. La mêlée de Langside fut un oracle du dieu des armées. Il prononça sur ce petit champ de bataille, jonché seulement de trois cents morts, que l'Écossse serait protestante, que Marie n'aurait désormais pour royaume qu'une prison, pour trône peut-être qu'un échafaud.[50]

Les historiens masculins du siècle dernier circonscrivent donc la place de Marie Stuart sur le champ de bataille par rapport à celle des hommes : reine amazone, elle est l'égérie guerrière d'une armée victorieuse, galvanisée par sa présence admirative. Tous répugnent à lui reconnaître un rôle plus actif, à moins que la fortune des armes ne se retourne contre son camp; alors, dans une sorte d'union sacrée qui abolit leurs clivages idéologiques, ils la jugent responsable des erreurs stratégiques du commandement et des défaillances de ses guerriers. Ailleurs, elle tombe en pâmoison quand les hommes tombent au combat. Marie Stuart vaincue trouverait ainsi naturellement asile dans l'espace clos d'une prison, qui serait désormais son « royaume »...

Le champ de bataille est ainsi l'espace métaphorique où se dessine le plus nettement l'incompatibilité entre la sphère publique, masculine, et la sphère privée, féminine. Les représentations de la reine amazone ne font que confirmer le partage sexué du monde tel qu'il avait été défini sous la Révolution, et conforté tout au long du XIX^{ème} siècle. L'exemple de Marie Stuart guerrière montre de quelle manière l'historiographie contribua à ce processus.

NOTES

1. Cette communication est issue de ma thèse, *Marie Stuart, image et images de la reine d'Écosse au XIX^{ème} siècle français,* sous la direction de M. Charles-Olivier Carbonell, professeur d'Histoire contemporaine à l'Université Paul-Valéry, soutenue à Montpellier le 12 décembre 1997.
2. Pour des précisions biographiques sur Marie Stuart, on se réfèrera à Michel Duchein, *Marie Stuart, la femme et le mythe,* Paris, Fayard, 1988; Antonia Fraser, *Marie Stuart, reine de France et d'Écosse,* Paris, Robert Laffont, 1973, traduit de l'anglais par Claire Céran.
3. Geneviève Pastre, *Les Amazones,* Paris, G. Pastre, 1996.
4. Joan Dejean, « Amazones et femmes de lettres : pouvoirs politiques et littéraires à l'âge classique », in Éliane Viennot, Danielle Haase-Dubosc

(dir.), *Femmes et pouvoirs sous l'Ancien Régime,* Paris, Rivages, 1991, p. 153-171.
5. Natalie Zemon Davis, « La femme au politique » in Natalie Zemon Davis, Arlette Farge (dir.), *Histoire des femmes, XVI^{ème}-XVIII^{ème} siècles,* Paris, Plon, 1991, p. 176.
6. Éliane Viennot, « Des "femmes d'État" au XVI^{ème} siècle. Princesses de la Ligue et écriture de l'histoire », in *Femmes et pouvoirs sous l'Ancien Régime, op. cit.,* p. 77-97.
7. Jean-Marie Dargaud, *Histoire de Marie Stuart,* Paris, Firmin Didot, 1850, 2 vol.
8. F. A. Mignet, *Histoire de Marie Stuart,* Paris, Paulhin Lheureux, 1851, 2 vol.
9. Louis Wiesener, *Marie Stuart et le comte de Bothwell,* Paris, Hachette, 1863.
10. L'expression est de Régis Chantelauze.
11. Jules Gauthier, *Histoire de Marie Stuart,* Paris, Librairie internationale, 1869-70, 3 vol.
12. Joseph-Adolphe Petit, *Histoire de Marie Stuart, reine de France et d'Écosse,* Paris, Bloud et Barral, 1876, 2 vol.
13. Gordon Donaldson, *All the Queen's men, power and politics in Mary Stewart's Scotland,* London, Batsford, 1983.
14. Dargaud, *op. cit.,* t. I , p. 173-174.
15. Mignet, *op. cit.,* t. I, p. 133.
16. *Id.,* t. I, p. 210-211.
17. Gauthier, *op. cit.,* t. I, p. 151.
18. *Id.,* t. I, p. 146.
19. Petit, *op. cit.,* t. I, p. 148.
20. Alain Corbin, Jacqueline Lalouette, Michèle Riot-Sarcey (dir.), *Femmes dans la Cité, 1815-1871,* Paris, Créaphis, 1997.
21. Alain Corbin, « Le sexe en deuil », *in* Michelle Perrot (dir.), *Une histoire des femmes est-elle possible ?* Paris, Rivages, 1984, p. 151.
22. Agnes Strickland, *Lives of Queens of Scotland and English princesses connected with the regal succession of Great Britain,* Edinburgh and London, W. Blackwood and Sons, 1850-1859, 8 vol (les volumes 3 à 7 sont consacrés à la seule biographie de Marie Stuart).
23. Agnès Strickland, *Marie Stuart, reine d'Écosse et de France,* publié et traduit par la duchesse de Pomar, Paris, Librairie de la Nouvelle Revue, 1894, tome I. Il s'agit d'une traduction partielle de la version vulgarisée de la vie de Marie Stuart par Agnès Strickland.
24. Henri Suhamy, *Sir Walter Scott,* Paris, Le Fallois, 1993.

25. Strickland, *op. cit.*, t. III, p. 321. Trad. d'après la duchesse de Pomar.
26. Dargaud, *op. cit.*, t. I, p. 240.
27. À propos de l'enlèvement de Beith, Michel Duchein indique : « Le 4 juillet, Marie est avertie qu'une embuscade a été tendue sur la route de Perth à Callender pour s'emparer d'elle et de Darnley. [...] La reine, prenant la menace au sérieux, galope à bride abattue et réussit à rejoindre Edimbourg saine et sauve. Cet attentat n'a jamais été prouvé, et Moray l'a nié. » *(op. cit.*, p. 152-153). Antonia Fraser ne le mentionne pas. Mais tous les historiens du XIX^{ème} siècle étaient convaincus de la réalité de cette menace. Pour les défenseurs de Marie Stuart du siècle dernier, il s'agissait d'un élément à charge supplémentaire dans la thèse d'un complot ourdi de longue date contre Marie Stuart par le comte de Moray.
28. Dargaud, *op. cit.*, t. I, p. 211-215.
29. *Id.*, t. I, p. 241 à 245.
30. Wiesener, *op. cit.*
31. Gauthier, *op. cit.*, t. I, p. 235.
32. Cécile Dauphin, « Fragiles et puissantes, les femmes dans la société du XIX^{ème} siècle » *in* Cécile Dauphin, Arlette Farge (dir.), *De la violence et des femmes,* Paris, A. Michel, 1997, p. 91.
33. Dargaud, *op. cit.*, t. I, p. 363.
34. Wiesener, *op. cit.*, p. 401-402.
35. Strickland, *op. cit.*, t. V, p. 308.
36. *Id.*, p. 310-311.
37. Gauthier, *op. cit.*, t. II, p. 69.
38. *Ibid.*
39. *Id.* , p. 70.
40. Jules Michelet, *La Femme,* Paris, Hachette, 1860.
41. Dargaud, *op. cit.*, t. I, p. 365-67.
42. Mignet, *op. cit.*, t. I, p. 364.
43. Gauthier, *op. cit.*, t. II, p. 76.
44. *Id.*, t. V, p. 320 (traduction N. Cadène).
45. Strickland, *op. cit.*, t. VI, p. 88.
46. Dargaud, *op. cit.*, t. I, p. 394-399; Mignet, *op. cit.*, t. I, p. 428-429; Gauthier, *op. cit.*, t. II, p. 168-169; Petit, *op. cit,* t. I, p. 387.
47. *L'Abbé,* in *Œuvres de Walter Scott,* Paris, Furne, Pagnerre, Perrotin, 1860, traduction par Defauconpret, p. 406 (première édition en 1820. Première traduction en français par Defauconpret en 1821).
48. Dargaud, *op. cit.*, t. I, p. 397.
49. *Id.*, t. I, p. 398.
50. *Id.*, t. I, p. 399.

Hubert HEYRIÈS
(Université de Montpellier)

LE SYNDROME PIÉMONTAIS DE LA DÉFAITE FACE À L'AUTRICHE AU CŒUR DU XIX^{ème} SIÈCLE

Face à l'Autriche, les défaites piémontaises de Custoza, les 23-25 juillet 1848, et de Novare, le 23 mars 1849, semblaient sonner le glas des espérances dynastiques et risorgimentales du royaume du Piémont-Sardaigne.

À San Martino, le 24 juin 1859, les Piémontais aux côtés des Français qui se battaient à Solférino, remportèrent la victoire face à l'Autriche, mais cette victoire militaire se transforma en défaite diplomatique lorsque Napoléon III et François-Joseph signèrent les préliminaires de l'armistice à Villafranca le 11 juillet suivant, sans consulter Victor-Emmanuel II, empêchant de poursuivre la conquête jusqu'aux rives de l'Adriatique.

Au cœur du XIX^{ème} siècle, le Piémont connut ainsi la défaite face à l'Autriche, défaite militaire certes, mais aussi diplomatique, économique, religieuse et culturelle. La conjugaison de tous ces aspects créa un véritable syndrome piémontais de la défaite face à l'Autriche.

Mais comment apprécier un tel syndrome ? La bibliographie italienne, très abondante, privilégie le processus risorgimental de l'unification italienne sous la direction du royaume du Piémont-Sardaigne, sans pour autant insister sur la force de ce syndrome catalyseur d'énergie et de ténacité. Les sources sont nombreuses et variées : discours parlementaires;

dépêches diplomatiques des représentants étrangers et nationaux; correspondances, témoignages, et souvenirs; commissions d'enquête portant sur le défaite de Custoza et de Novare, procès du général Ramorino en 1849 accusé de haute trahison face à l'ennemi; iconographie, gravures, tableaux représentants les batailles et conservées dans les différents musées du *Risorgimento* en Italie, à Turin, à Milan ou à Rome... La masse documentaire, énorme et largement disponible, permet de mettre l'accent sur le processus mental d'une transfiguration de la défaite face à l'Autriche, processus mental alimenté par le souvenir cuisant des défaites militaires et par la mise en exergue de responsabilités fictives et réelles.

Les débâcles de Custoza et de Novare, bien connues par ailleurs, constituèrent le socle psychologique sur lequel se structura le syndrome de la défaite. Il n'est pas dans notre propos de raconter le déroulement de ces deux batailles[1], mais de mettre l'accent sur le traumatisme provoqué par ces deux événements distant de quelques mois à peine.

L'espace chronologique est étroit. Dans le cadre du printemps des peuples, le 4 mars 1848, Charles-Albert, roi du Piémont-Sardaigne, accorda à ses sujets le *Statuto* (charte constitutionnelle), soutint les « cinq journées » de Milan (18-22 mars 1848) et l'insurrection vénitienne, lança une proclamation solidaire aux Milanais et aux Vénitiens le 23 mars, déclara la guerre à l'Autriche le 25 mars et engagea une guerre dynastique et nationale contre l'envahisseur étranger. Les débuts de la campagne suscitèrent l'enthousiasme populaire (libération de la Lombardie, victoire de Goito le 30 mai 1848, investissement de Peschiera). L'armée piémontaise se nourrit de volontaires venus de toute l'Italie, et la lutte piémontaise se confondit avec celle de la cause nationale. Pourtant, le maréchal autrichien Radetzky sut se replier en bon ordre dans le quadrilatère vénitien (Peschiera, Vérone, Mantoue, Legnago) et attendit des renforts qui ne tardèrent pas à arriver. Les

princes italiens restèrent dans une prudente expectative, Pie IX se désengagea. Alors que l'on vivait dans l'euphorie trompeuse d'une victoire que l'on sentait proche et inexorable, l'affrontement décisif se déroula les 23-25 juillet 1848 à Custoza. Ce fut la débâcle et le reflux jusqu'en Piémont. Le 9 août 1848, l'armistice Hess-Salasco fut signé.[2] Le 26 août, Garibaldi fut défait dans la région des lacs italiens.

Quelques mois plus tard, pour des raisons de prestige et de politique intérieure[3], Charles-Albert rompit l'armistice Hess-Salasco le 12 mars 1849. Le contexte était peu favorable. Les dynasties italiennes avaient retrouvé leur trône dans leurs États respectifs, pour la plupart grâce au soutien autrichien, et la cause révolutionnaire avait laissé la place à la restauration de l'ordre. Pourtant, les rêves de gloire habitaient toujours Charles-Albert ainsi qu'une bonne partie de la population piémontaise, martyre de la cause risorgimentale. Onze jours plus tard, à Novare en Piémont, l'armée était écrasée par les Autrichiens le 23 mars 1849. Le 6 août suivant, la paix entre le Piémont et l'Autriche était signée[4], l'ordre était restauré, la défaite consommée.

En 1848 et en 1849, les Piémontais oublièrent que la roche Tarpéienne était proche du Capitole. Le soir même de la débâcle de Novare, Charles-Albert abdiqua en faveur de son fils aîné Victor-Emmanuel. Le traumatisme de la défaite toucha toute une population bercée d'espoirs illusoires. Il fallut trouver les responsables.

Le syndrome de la défaite découla ainsi de trois facteurs qui conjuguèrent leurs effets :
— l'incurie du commandement et la désorganisation de l'armée,
— l'isolement du royaume piémontais en Europe et en Italie,
— l'incapacité des Piémontais à surmonter leurs dissensions internes.

Charles-Albert faillit à ses devoirs de roi menant son armée et son peuple à la victoire.

En 1848, manquant d'esprit de décision et d'acuité tactique, Charles-Albert préféra attendre plutôt que d'exploiter la victoire de Goito, permettant ainsi à Radetzky de regrouper ses forces et de recevoir des renforts. Les critiques étaient voilées, mais présentes dans la presse et dans les débats parlementaires, y compris dans les milieux militaires piémontais, même si le sens du devoir et de la discipline l'emportait. Eugène de Roussy de Sales, lieutenant d'artillerie à l'époque, raconta dans ses *Mémoires* :

> Je me limite à dire que chacun de nous, pénétré au fond de lui-même du sentiment militaire, ne pensait qu'à s'acquitter avec honneur de son propre devoir, n'ayant d'autre objectif que celui-là et le succès de nos armes, sans se préoccuper, dans l'accomplissement de sa tâche, de la question politique, dont l'aspect était révolutionnaire. En même temps, puisque le premier devoir d'un soldat est l'obéissance, nous exécutions les ordres qui nous étaient donnés, sans avoir la prétention d'en discuter la valeur ou d'en avoir plus que nos chefs. Nous nous permettions de critiquer quand les résultats mettaient en évidence les erreurs, mais entre nous et jamais devant les soldats. Des erreurs il y en eut de commises et de très grandes.[5]

Après Custoza, le désarroi fut tel que les Piémontais sollicitèrent l'intervention d'un général français. Bugeaud, Changarnier furent pressentis sans succès. Le choix se porta alors sur un Polonais, le général Chrzanowsky. Juste après l'armistice, un exilé polonais attaché à l'état-major piémontais, le comte Zamoyski, insista sur la nécessité de trouver un bon chef d'état-major et ajouta qu'il connaissait l'homme idéal, son compatriote, le général Chrzanowsky, vétéran des guerres napoléoniennes, de la guerre russo-turque de 1828, et de

l'insurrection polonaise de 1831.[6] L'espoir mis en ce général polonais n'était pas dénué de fondement. L'armée piémontaise accueillait en effet des étrangers émigrés politiques victimes des répressions de 1830 et de 1848. Ainsi, un bataillon de cent cinquante polonais, combattant sous un drapeau unissant les couleurs italienne et polonaise, avait été constitué à l'automne 1848, et l'on pensait qu'il provoquerait « une immense désertion parmi les slaves de l'armée autrichienne. »[7] Vains espoirs. Les milieux militaires piémontais étaient totalement désabusés et découragés. Le 10 août, le comte de Reiset, chargé d'affaires à Turin, rapportait au ministre français des Affaires Étrangères :

> L'armée piémontaise est fatiguée, découragée, elle désire en majeure partie rentrer dans ses foyers. Les hommes sensés et sages désirent aujourd'hui une paix honorable ou une guerre raisonnable.[8]

De Paris, le 28 août 1848, Alphonse Ferrero della Marmora écrivit aussi à Dabormida :

> L'ambassadeur s'intéresse particulièrement à un certain Krasnoski [sic] Polonais installé à Dresde. Je m'en moque sérieusement persuadé qu'on ne peut trouver des noms connus en Italie et même en Allemagne.[9]

Or Chrzanowsky ne connaissait pas l'italien, et d'après le général Dabormida, était petit, laid, extrêmement myope, dépourvu des qualités d'un entraîneur d'hommes. Son arrivée heurta par ailleurs le général Bava qui se considérait comme le véritable commandant en chef de l'armée.

La tactique et la stratégie de Chrzanowsky manquèrent d'ambition et se contentèrent de subordonner les opérations piémontaises aux décisions autrichiennes, pensant que les Autrichiens agiraient comme en 1848, et se replieraient dans le quadrilatère vénitien. Le général polonais était ainsi en retard d'une guerre, même si le principe d'une guerre défensive-offensive était bon. En organisant l'armée sarde sur un large

front allant du lac Majeur à Sarzana, il entendait en effet manœuvrer en s'appuyant sur ses ailes, pour exercer l'effort principal sur la droite de l'ennemi en espérant le couper de ses communications. Aussi, le gros de l'armée sarde reçut-il l'ordre de franchir le Tessin au nord, à hauteur de Boffalora, à quelques kilomètres de Novare, tandis que la défense du sud était confiée à la division lombarde commandée par le général Ramorino, chargée de tenir fermement la Cava, proche de Pavie.[10] Mais Ramorino abandonna la Cava sans combattre et les Autrichiens s'emparèrent le 20 mars 1849 de Pavie. Les Piémontais furent ainsi tournés par le sud et durent accepter la bataille de Novare dans les pires conditions. La débâcle était inévitable. Bien vite, le responsable de la défaite fut trouvé en la personne du général Ramorino, et ses origines lombardes ne firent qu'attiser une haine à l'égard de tous les volontaires italiens venus se battre dans les rangs de l'armée piémontaise. Par contre-coup, l'attitude de Charles-Albert qui chercha la mort au combat et qui abdiqua le soir même en faveur de son fils aîné, redorait le blason de la maison des Savoie-Carignan. Les boucs émissaires devenaient tous ses « étrangers » et non les Piémontais eux-mêmes. Eugène de Roussy de Sales ne se priva pas de se montrer acerbe à l'égard des « Lombards », ceux au fond qui n'étaient pas Piémontais :

> Ceux qui voulaient donner un signe plus profond de leur patriotisme, écrivait-il, s'habillaient à l'italienne. J'en ai déjà parlé, mais je les retrouvais plus nombreux, plus empanachés, à l'air plus féroce. Ils étaient en grande partie volontaires, toujours prêts à partir, et ils ne partaient jamais. En Lombardie, ils étaient en nombre plus considérable.[11]

L'honneur était sauf, les responsables de la défaite n'étaient pas Piémontais, ni dans le commandement, ni dans la troupe.

Pourtant, la légèreté des autorités militaires et politiques était criante. Le gouvernement piémontais ne semblait pas se rendre

compte de la réalité militaire ni des capacités de résistances autrichiennes. L'enthousiasme et l'euphorie masquèrent des faiblesses patentes. Bixio, l'homme de confiance de Lamartine, et nommé secrétaire de légation à Turin le 15 mars 1848 comme « intermédiaire officieux dans les rapports internationaux entre la [toute jeune] République française et la Sardaigne »[12], ne se laissa pas griser par l'allégresse trompeuse qui animait les autorités piémontaises. Le 29 mars 1848, Bixio eut une entrevue avec le ministre piémontais des Affaires Étrangères, Pareto. Au tout début de la campagne, le jugement que Bixio porta sur l'armée sarde se révéla d'une grande lucidité. Alors que Pareto restait convaincu d'une victoire sur les Autrichiens, Bixio ne pouvait s'empêcher de noter :

> Cette sécurité singulière m'alarmant au dernier point, je demandais à M. Pareto, s'il avait une réserve en cas de défaite. Il me fut répondu que d'ici à quelques jours on se proposait de la convoquer. J'insistais, je demandais de plus si la population tout entière était sur pied en éveil, prête à être armée en cas d'invasion. Ce langage étonna et ne fut pas compris [...] Ce qui frappe le plus ici c'est le contraste de l'audace de l'entreprise et de l'insuffisance des moyens.[13]

Sans doute cette légèreté, d'aucuns diraient cet aveuglement, découlait d'une foi inébranlable en la divine Providence et en l'espoir d'un soutien en Europe et en Italie.

Sur les deux points, les Piémontais furent particulièrement déçus.

Le 23 mars 1848, Charles-Albert s'en remettait à la divine providence en proclamant :

> Peuples de la Lombardie et de la Vénétie, Nos armes qui déjà se concentraient sur votre frontière quand vous anticipâtes la libération de la glorieuse Milan, viennent

désormais vous donner dans les ultimes épreuves cette aide que le frère attend du frère et l'ami de l'ami.

Nous exhausserons vos justes désirs en nous fiant à l'aide de ce Dieu qui est visiblement avec nous, de ce Dieu qui a donné à l'Italie Pie IX, de ce Dieu qui, avec de si merveilleuses impulsions, mit l'Italie en mesure de se faire elle-même [*pose l'Italia in grado di fare da se*].

Et pour mieux vous démontrer avec des signes extérieurs le sentiment de l'union italienne, nous voulons que Nos troupes entrant sur le territoire de la Lombardie et de la Vénétie portent l'écusson de Savoie sur le drapeau tricolore italien.[14]

Si l'opinion nationale et internationale ne retint que la formule : *Italia farà da se,* évacuant toute référence à Pie IX et à Dieu, Charles-Albert n'en restait pas moins attaché au principe divin de la victoire contre l'ennemi autrichien. Or le soutien de la divine providence fit défaut au roi du Piémont et la politique menée au nom de la maxime *Italia farà da se* échoua. L'abdication carlo-albertienne ne fut que l'épilogue tragique d'une politique trop ambitieuse.

La cause était entendue. Le soutien de l'Église restait ambigu. Le 30 mars 1848, dans une Encyclique au peuple italien, Pie IX attribuait tous les événements survenus depuis le mois de janvier « à la Providence » de sorte qu'il paraissait les approuver. Aussi, le général Durando put partir rejoindre les Piémontais avec une unité de l'armée pontificale.

Mais le 29 avril suivant, Pie IX prononça une allocution qui mit fin au mythe du « pape libéral » qu'il incarnait jusque-là. Après avoir rappelé les réformes accomplies depuis le début de son pontificat, il affirmait que ses troupes avaient pour seule mission de défendre les frontières de l'État romain et refusait officiellement de déclarer la guerre à l'Autriche catholique.[15]

Ainsi, alors que les dynasties italiennes, déchues de leur souveraineté lors des révolutions du printemps 1848, étaient

restaurées dans la plénitude de leurs droits, le royaume du Piémont-Sardaigne se retrouvait seul face à l'Autriche. Certes, l'armée piémontaise comprenait des volontaires venus de toutes les parties de l'Italie, et revêtait ainsi une coloration nationale porteuse d'espoir pour l'avenir de la cause italienne[16], mais l'isolement n'en restait pas moins criant de vérité. Le moral de la troupe s'en ressentit et Eugène de Roussy de Sales décrivit avec amertume l'accueil que réservait la population aux « libérateurs » sardes :

> Le 11 avril 1848, nous partîmes de Cremone, accompagnés par les cris de « Vive Pie IX, vive l'Italie »... Ceux de vive le roi, vive Piémont, vive Savoie, on ne les entendait plus et pourtant c'était nous et non les Italiens qui allions nous faire tuer pour ce qu'ils appelaient la Sainte cause de leur libération du barbare... Au fur et à mesure que nous avançions, il nous semblait que les habitants avaient moins d'élan. Ils entendaient le canon, l'ennemi n'était pas loin et Dieu seul savait quel sort les attendait.[17]

L'isolement était d'autant plus difficile pour Charles-Albert et les Piémontais, que la France et la Grande-Bretagne refusèrent de leur apporter leur soutien.

De fait, ce sentiment d'abandon ne fit qu'alimenter des dissensions internes, facteurs d'affaiblissement.

Pour les catholiques fervents, la défaite était l'expression du châtiment divin condamnant Charles-Albert pour les décisions qu'il avait prises. Le Statut permettait aux révolutionnaires qu'on appelait à l'époque « démocrates », de troubler, voire de renverser l'ordre naturel, de prôner la laïcisation du royaume, d'engager une guerre « totale » contre l'Autriche catholique, et surtout de contester l'autorité monarchique de droit divin. Charles-Albert eut beau s'en excuser lors de son abdication, désormais le mal était fait pour les catholiques.

Ce malaise, qui touchait les élites du royaume, n'épargna pas le corps des officiers piémontais majoritairement conservateurs.

L'accueil de la réforme constitutionnelle fut particulièrement froid. Eugène de Roussy de Sales n'hésita pas à écrire dans ses *Mémoires* que « les officiers, généralement, l'envoyèrent au diable. »[18] L'annonce de la Constitution aux hommes de la 4ème batterie d'artillerie à cheval, dans laquelle il servait, fut savoureuse :

> Je reçus, étant en service de semaine, l'ordre d'annoncer la Constitution à la batterie; mon ami Louis de Seyssel d'Aix me pria de le laisser s'en charger. Je ne demandais pas mieux. Une fois les hommes réunis, il commença : « Sa Majesté a accordé à ses peuples une Constitution qui les rend libres. Ce que je veux vous dire est que vous continuerez à vivre en caserne, à répondre aux appels, à participer aux exercices et que ceux qui se permettront de sauter la barrière seront mis aux fers comme avant. Tous les citoyens seront égaux devant cette Constitution, donc vous continuerez à respecter tous vos supérieurs, à partir du grade de caporal, et à leur obéir; si quelqu'un l'oublie, il encourra les peines fixées par les règlements. » Cette explication de la Constitution me plut beaucoup.[19]

Pour les démocrates, en revanche, la défaite découlait de l'incurie du commandement et du roi. Pour eux, il était évident que Charles-Albert avait privilégié ses ambitions dynastiques au détriment de la cause nationale. Pour eux, également, la trahison de Pie IX et des princes italiens avait poignardé dans le dos le royaume du Piémont-Sardaigne resté seul face à l'immense empire autrichien. Désormais, la vision néo-guelfe de Gioberti qui proposait la création d'une confédération italienne confiée à un Pape qui déléguerait la force séculière au roi du Piémont, était rejetée avec force. Il devenait vital d'ancrer le

royaume du Piémont dans une logique libérale de reconstruction et de régénérescence nationale. Cavour devint l'homme de cette régénéréscence, l'homme du juste milieu oscillant avec lucidité et cynisme entre les catholiques conservateurs et les démocrates révolutionnaires. Le Piémont devenait alors le martyr de la cause risorgimentale.

Pourtant ces défaites étaient avant tout des défaites militaires face à l'armée autrichienne. Et des responsables militaires, comme le général Alphonse Ferrero della Marmora, défendaient l'idée qu'il fallait de toute urgence réformer le système de recrutement mis en place par Charles-Albert en 1831. L'armée autrichienne était en effet bien meilleure que l'armée piémontaise, ses unités moins lourdes bénéficiaient d'un encadrement plus important, chaque bataillon autrichien comptant vingt-six officiers de plus que les bataillons piémontais, alors que ses effectifs étaient nettement inférieurs.[20] Mais, à l'automne 1848, les partisans d'une réforme militaire étaient bien peu écoutés, même si leurs arguments étaient fondés.

Beaucoup mettaient en exergue, au contraire, la bravoure au feu du soldat piémontais. Le « parti de la guerre », largement majoritaire et victorieux aux élections législatives, voulait qu'on mette toute la population sous les armes et qu'on prenne des moyens révolutionnaires pour se procurer de l'argent. Il élaborait ainsi le mythe de la victoire volée, une victoire qui avait semblé à portée de main au printemps 1848, et qui avait été trahie. Il n'était pas question de rendre hommage au vainqueur en acceptant de se soumettre, car cette victoire autrichienne semblait le fruit des hasards de la guerre. Le Piémont n'avait pas eu de chance. La défaite n'était donc pas définitive et la victoire finale aurait lieu dans des jours meilleurs. Il suffisait d'attendre le bon moment.

En oubliant, consciemment ou inconsciemment, qu'une guerre se gagnait sur les champs de bataille et non dans les

rêves romantiques d'un peuple vaincu mais non brisé, la défaite pouvait devenir victoire.

Toute la politique piémontaise mise en œuvre de 1849 à 1859, durant le *decennio*, chercha alors à transfigurer la défaite en développant trois thèmes majeurs :
— la transformation radicale du royaume,
— la glorification du soldat piémontais,
— la sublimation de la défaite face à l'Autriche.

La transformation radicale du royaume fut l'œuvre de Cavour et de ses proches collaborateurs. Tous les aspects de la vie quotidienne furent bouleversés. Il n'est pas l'objet ici de décrire toutes les réformes, bien connues par ailleurs, mais de mettre l'accent sur les points qui permirent de transfigurer la défaite. Sans aucun doute, la modification du système de recrutement piémontais joua un rôle moteur. Le système carlo-albertien ayant fait la preuve de son inefficacité au feu, le général Alphonse Ferrero della Marmora, ministre de la Guerre, fit voter par la chambre des députés deux lois de recrutement, la première le 20 mars 1854, et la seconde le 13 juillet 1857. Le système La Marmora, comme on l'appela à l'époque, prenait pour modèle le système militaire français. Service long de cinq ans, tirage au sort, remplacement et rengagement facilitant une professionnalisation de l'armée, formation d'une réserve composée de la partie du contingent ayant tiré un bon numéro, des régiments moins lourds, mais plus nombreux[21], tout rappelait le système français.[22] Toute la population mâle âgée de plus de vingt ans se trouvait ainsi astreinte au service, ce qui n'était pas également sans rappeler le système prussien. Cette réorganisation militaire sans précédent s'appuyait sur la confirmation du Statut faisant du royaume du Piémont la seule monarchie constitutionnelle de la péninsule. « L'Église libre dans un État libre » devint le *credo* de la vie parlementaire et engagea le royaume sur la voie d'une laïcisation de l'État (lois

Siccardi de mars 1850). Cavour souhaita également ouvrir le royaume aux capitaux étrangers et prôna le libéralisme en matière économique en développant les échanges et les voies de communication (création de la compagnie Victor-Emmanuel en 1854). Enfin, tout rendait caduque la maxime de Charles-Albert : *Italia farà da se.* L'ouverture diplomatique d'un rapprochement avec la France, amorcée lors de la guerre de Crimée, préparait l'alliance franco-sarde victorieuse lors de la guerre de libération nationale contre l'Autriche en 1859.

Cette réorganisation du royaume ne suffisait pas pour autant. Il fallait également sublimer la défaite en *héroïsant* le soldat piémontais.

De 1848 à 1855, une soixantaine d'ouvrages, livres et opuscules, parurent en Piémont sur la question militaire (organisation de l'armée, garde nationale, récits de guerre et de batailles, histoire du Piémont). La tendance mettait l'accent sur la lutte nationale et sur le sacrifice du soldat et du peuple piémontais pour l'unification de l'Italie. Les journées du 25 juillet et du 23 mars devinrent des anniversaires funestes, rappelés lors des débats parlementaires sur la première loi de recrutement militaire en 1853-1854. Mais dès l'année 1849, le processus de transfiguration de la défaite commença. Ainsi, Alexandre duc de Dino Talleyrand Perrigord, jeune Français venu s'engager pour défendre la cause italienne dans l'état-major général de l'armée sarde en 1849, et présent à la bataille de la Sforzesca le 21 mars, dernier point défensif possible deux jours avant la défaite tragique de Novare, raconta dans la *Revue des Deux Mondes* le courage magnifique dont fit preuve le 1er régiment de Savoie[23] :

> [Les enfants de Savoie] restèrent impassibles sous le feu des tirailleurs ennemis; puis, lorsque arrivées à cinquante pas, les colonnes autrichiennes étonnées voulurent se déployer, un terrible feu de file s'ouvrit au commandement du général. Le régiment de Savoie

s'ébranla et se jeta à la baïonnette sur les colonnes dispersées. Le soldat voulait poursuivre à outrance; mais le régiment était seul, sans soutien. On ordonna aux officiers de reprendre la première position, et ils ramenèrent de force les soldats derrière le ravin.[24]

Cette volonté de transfigurer la défaite, en faisant du soldat un héros moralement victorieux, mais vaincu par les éléments ou trahi par ses propres chefs, se perpétua jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle. Ainsi, le marquis savoyard Charles-Albert Costa de Beauregard décrivit en 1889-1890 dans l'*Épilogue d'un règne,* la charge héroïque des Savoyards sur le plateau du Volta lors de la campagne de 1849 :

> Depuis deux jours, on n'avait guère mangé aux régiments de Savoie, mais on n'y eut plus grand faim quand l'ordre vint d'attaquer. Devant, les pentes sont raides. Qu'importe ! Un feu terrible de mousqueterie couronne ces pentes... Qu'importe encore ! [Les Savoyards] ne prennent pas la peine de tirer un coup de fusil. Ils s'élancent à l'assaut, conduits par le colonel Jean-François Mollard qui commande la brigade et qui sacre comme un templier... Voilà les Savoyards sur le plateau. Une maison, puis deux, puis cinq, puis vingt s'enlèvent au pas de charge... Les baïonnettes se faussent, se brisent à la besogne. C'est une confusion inouïe, sans nom... À coups de crosse, les Savoyards assomment, à coups de baïonnette ils clouent au sol, aux portes, aux murailles tout ce qui résiste. Mais plus ils tuent, plus l'ennemi renaît du sang qui court dans le ruisseau... Il faut reculer, le combat devient trop inégal... Le secours n'arrive pas. Épuisés, haletants, les Savoyards chancellent. Ils se mettent à genoux pour ne pas tomber, et continuent à cribler l'ennemi. Les cartouches vont manquer... Debout donc, et à la baïonnette, pour se couvrir une dernière fois de gloire et de sang !...

> Si, dans cette nuit historique, la victoire trahit encore une fois le courage, l'honneur fut grand pour Savoie, car Savoie est tombée comme le lion de Lucerne, en couvrant de son corps l'écu des princes.[25]

La présentation épique du combat atténuait la désillusion de la défaite. Elle soulageait également le sentiment d'avoir été sacrifiés pour une cause perdue d'avance, du fait de l'incompétence du commandement qui n'envoya pas de renforts pour tenir la position. Il ne restait plus que l'honneur, la discipline et la fidélité au drapeau. Le comportement militaire du Savoyard, et à travers lui du soldat piémontais, était perçu dans une vision totalisante, alimentant un mythe en pleine construction. La quantité de distinctions, de décorations et de promotions pour faits de guerre, retrouvée en dépouillant par exemple les dossiers des officiers savoyards et niçois conservés à l'*Archivio centrale dello Stato di Roma* prouve que ce mythe s'appuyait sur un fond de vérité.[26]

Ainsi, face à l'Autriche, si la défaite était militaire, la victoire était morale. Une victoire morale d'autant plus éclatante que le Piémont finit par réaliser l'unification de l'Italie. La transfiguration et la sublimation de la défaite imposaient donc des dérivatifs permettant de satisfaire l'orgueil national bafoué et blessé.

Encore fallait-il trouver des héros et créer des victoires.

Sans aucun doute, celui qui incarna le mieux la victoire dans la défaite fut Giuseppe Garibaldi, le héros des deux mondes, le Niçois patriote, le combattant qui voua sa vie à la cause italienne contre l'occupant autrichien et l'obscurantisme pontifical. Lorsqu'après la signature de l'armistice Salasco du 7 août 1848, Giuseppe Garibaldi proclama à Varese en Lombardie le 18 août :

> Il ne s'agit plus désormais d'affronter les rangs compacts et ordonnés d'une armée en campagne, mais au

contraire de harceler l'ennemi de tous côtés, par petits groupes, par surprise, sans trêve[27],

il entendait bien poursuivre la lutte envers et contre tous, en réveillant la conscience nationale d'un peuple en arme lancé dans une guerre de guérilla. Garibaldi, général d'une armée régulière, engagé dans des opérations de diversion, devenait le symbole de la lutte populaire italienne pour la libération nationale, en dépit des défaites subies.[28] La geste garibaldienne alimentée, entre autres, par l'aventure de Rome en 1849, par l'expédition des Mille en 1860 et surtout par la seule victoire italienne contre l'Autriche à Bezzeca lors de la guerre de 1866, sauvait l'honneur d'un peuple marqué par une série de défaites cruelles face à l'Autriche. Même la victoire de San Martino le 24 juin 1859 était éclipsée non seulement par le Solferino français mais aussi par l'armistice de Villafranca signé entre Napoléon III et François-Joseph sans consulter Victor-Emmanuel II.

Incapables d'obtenir des victoires décisives face à l'Autriche, les Piémontais donnèrent à des victoires mineures contre des ennemis de circonstance, un retentissement national comme s'il s'agissait de victoires décisives. Ainsi, en Crimée, où Victor-Emmanuel II envoya un corps expéditionnaire de près de vingt mille hommes au total au cours des années 1855 et 1856, la bataille de la Tchernaïa du 16 août 1855 devint une victoire nationale contre les Russes, alors qu'il n'y eut que trente morts au combat (trois officiers et vingt-sept hommes)[29] et que le gros de la bataille fut assumé par les Français engagés sur le pont de Traktir. Peu importait au fond. Ces trente morts faisaient oublier les milliers de soldats piémontais victimes du choléra ou du typhus, et sauvaient l'honneur du Piémont. Encore aujourd'hui, l'une des plus belles avenues de Turin porte le nom de *via Tchernaïa.*

La mystification de la bataille de la Tchernaïa annonçait d'autres récupérations à vocation nationale. Ainsi, les victoires

de Castelfidardo contre les Pontificaux le 18 septembre 1860, et de Gaete contre les forces bourboniennes le 15 février 1861, lavèrent l'affront de l'armistice de Villafranca. La répression du *brigantaggio* dans le *Mezzogiorno* de 1861 à 1865 prit l'allure d'une véritable guerre coloniale atténuant les frustrations et les déceptions subies face à l'Autriche et servit de dérivatif à l'esprit de revanche qui pouvait habiter bon nombre de Piémontais. Enfin, la prise de Rome le 20 septembre 1870, après un simulacre de siège par les forces italiennes, n'en devint pas moins une grande victoire avec ses « hauts faits d'arme » comme la brèche de la *Porta Pia,* même si l'événement fit l'objet d'une des plus grandes mystifications de l'Histoire, photo-montage à l'appui. La prise de Rome faisait ainsi oublier les débâcles de Custoza et de Lissa face à l'Autriche en 1866.

De fait, toutes les fois que les Piémontais, et plus tard les Italiens, perdirent la guerre contre l'Autriche, les victoires risorgimentales rassuraient et redonnaient du courage dans l'adversité, comme si les artisans de l'unification italienne puisaient dans la défaite une force de régénération salutaire.

Les défaites face à l'Autriche servaient de *catharsis* collective, et le syndrome de la défaite donnait une force morale qui encouragea le Piémont à réaliser l'unification italienne. Après 1848 et 1849, le roi du Piémont-Sardaigne apparaissait comme un martyr au service de la cause risorgimentale et non plus comme un souverain animé d'ambition dynastique, même si la réalité était loin de correspondre à cette nouvelle image. Vaincu par les éléments, il devenait la victime expiatoire vers lequel se tournaient tous ceux qui rêvaient d'une Italie libre, indépendante et unie.

Le succès de la cause risorgimentale passait ainsi par la sublimation du syndrome piémontais de la défaite face à l'Autriche au cœur du XIX^{ème} siècle.

NOTES

1. Le mieux est sans doute de lire les remarquables pages que Piero Pieri consacra aux campagnes de 1848 et de 1849 dans *Storia militare del Risorgimento,* Torino, Einaudi, 1962, pp. 197-305.
2. Les clauses de cet armistice, signé par le lieutenant général piémontais Salasco et le lieutenant général autrichien de Hess, ramenaient le Piémont à ses frontières d'avant la guerre le long du Tessin. Les forteresses occupées (Peschiera) étaient remises aux Autrichiens, les duchés de Parme et de Modène, la ville de Plaisance ainsi que Venise et la Terre Ferme, qui avaient voté leur annexion au royaume de Sardaigne, devaient être évacuées par les Piémontais, le sort de la Lombardie restait en suspens. L'armistice devait durer dix semaines, et serait prolongé ou rompu, mais dans ce dernier cas, les parties en seraient averties huit jours auparavant. *Convention d'armistice entre les armées sardes et autrichiennes, comme prélude des négociations pour un traité de paix,* Quartier-Général de Milan le 9 août 1848, Archives du Quai d'Orsay, Correspondance politique, Sardaigne, n° 321, mars-août 1848, f° 266-267.
3. L'annonce de l'armistice Hess-Salasco à Turin provoqua la colère et l'abattement, et Charles-Albert dut affronter une crise parlementaire. La chambre fut dissoute le 30 décembre 1848, et les nouvelles élections des 15 et 22 janvier 1849, portèrent au pouvoir une majorité de démocrates qui souhaitait la reprise de la guerre. Jacques Godechot, *Histoire de l'Italie moderne,* t. I, « Le Risorgimento », Paris, 1971, pp. 446-447.
4. Le traité de paix fit suite à l'armistice signé à Novare le 26 mars 1849 et signifia un retour à la situation de 1848. Il comportait les clauses principales suivantes : le roi de Sardaigne était condamné à verser une indemnité de guerre de soixante-dix millions de francs à l'Autriche, les duchés de Parme et de Modène rentraient dans la zone d'influence de Vienne et en contre-partie l'Autriche évacuait sa zone d'occupation de Novare, un projet de contracter un traité de commerce et de navigation sur la base de la plus stricte réciprocité était élaboré. *Traité de paix entre l'Autriche et la Sardaigne,* Milan le 6 août 1849, Archives du Quai d'Orsay, Correspondance politique, Sardaigne, n° 326, août-décembre 1849, f° 12-16.
5. Pour Eugène de Roussy de Sales, l'erreur insigne du Roi fut de ne pas s'être montré à Milan au moment de sa libération. Il lui reprocha également de n'avoir pas su exploiter les victoires de Goito et de Peschiera en poursuivant l'offensive contre les Autrichiens. Luigi Mondini (a cura),

Un'immagine insolita del Risorgimento, dalle memorie del Conte Eugenio de Roussy de Sales, Roma, 1977, p. 109-110 et p. 123.
6. Piero Pieri, *op. cit.*, p. 265.
7. Dépêche de Sain de Bois le Comte à Jules Bastide, Turin le 27 septembre 1848, Archives du Quai d'Orsay, Correspondance politique, Sardaigne, n° 322, f° 151.
8. Lettre du comte de Reiset au ministre français des Affaires Étrangères, Turin le 10 août 1848, Archives du Quai d'Orsay, Correspondance politique, Sardaigne, n° 321, mars-août 1848, f° 268-269.
9. Luigi Chiala, *Vita e tempi del generale Giuseppe Dabormida,* Torino, R. Frasati, 1896, p. 173.
10. Piero Pieri, *op. cit.*, pp. 287-289.
11. Luigi Mondini, *op. cit.*, p. 98.
12. Lettre de Lamartine à Bixio, Paris le 15 mars 1848, Archives du Quai d'Orsay, Correspondance politique, Sardaigne, n° 321, mars-août 1848, f° 14.
13. Lettre de Bixio à Lamartine, Turin le 29 mars 1848, Archives du Quai d'Orsay, Correspondance politique, Sardaigne n° 321, mars-août 1848, f° 8.
14. *Proclamation de Charles-Albert aux Peuples de la Lombardie et de la Vénétie,* Turin le 23 mars 1848 (traduction), transmise au ministère français des Affaires Étrangères le 25 mars 1848, Archives du Quai d'Orsay, Correspondance politique, Sardaigne, n° 321, mars-août 1848, f° 27.
15. Pie IX distinguait ainsi ouvertement « la cause pontificale de la cause nationale » en refusant de participer à une guerre contre l'Autriche. Gilles Pécout, *Naissance de l'Italie contemporaine (1770-1922),* Paris, 1997, p. 107.
16. Les contingents des États italiens furent les suivants : cinq mille volontaires lombards qui constituèrent une division à la fin du mois de juin seulement sous les ordres de Visconti; deux divisions pontificales, l'une commandée par Durando à Ferrare pour surveiller la frontière, et l'autre par Ferrari à Ancône; un corps d'opération toscan de six mille hommes environ, composé de troupes de ligne et de volontaires sous les ordres du général Ferrai, puis du général de Laugier, valeureux vétéran de l'armée napoléonienne; quelques milliers d'hommes venant de Modène et de Parme; et une division napolitaine commandée par le général Pepe. Piero Pieri, *op. cit.*, p. 104.
17. Luigi Mondini, *op. cit.*, p. 100.
18. *Id.*, p. 96.
19. *Id.*, p. 96.

20. Dépêche de Sain de Bois le Comte à Jules Bastide, Turin le 27 septembre 1848, Archives du Quai d'Orsay, Correspondance politique, Sardaigne, n° 322, f° 151-156.
21. Six compagnies constituaient un régiment, deux régiments formaient une brigade, deux brigades une division, soit au total cinq divisions de vingt régiments d'infanterie. Au lendemain de la défaite de Custoza, une première réorganisation de l'armée piémontaise avait été réalisée sur la base de sept divisions. En passant de sept à cinq divisions, l'armée voyait ses effectifs décroître mais La Marmora pensait qu'il valait mieux avoir peu de bons soldats que beaucoup d'hommes.
22. Hubert Heyriès, *Les militaires savoyards et niçois entre deux patries, 1848-1871, approche d'histoire militaire comparée, armée française, armée piémontaise, armée italienne,* thèse dactylographiée, Montpellier III, 2 t., 1998, t. I, pp. 104-121.
23. Le duché de Savoie, berceau de la maison des Savoie-Carignan dont le roi du Piémont était issu, resta province du royaume jusqu'au traité de Turin du 24 mars 1860 qui céda à la France la Savoie et le comté de Nice. Le duché constitua un véritable vivier d'hommes de guerre au service de la couronne sarde et les militaires savoyards furent honorés par le roi du Piémont tout au long de leur carrière. Hubert Heyriès, *op. cit., passim.*
24. Alexandre duc de Dino Talleyrand Perrigord, « La campagne du Piémont en 1849 », in *Revue des Deux Mondes,* XIX^{ème} année, t. II, Paris, 1849, p. 673.
25. Charles-Albert Costa de Beauregard, *Les dernières années de Charles-Albert : l'épilogue d'un règne,* Paris, 1889-1890, cité par le commandant du Bourget, *La Brigade de Savoie,* Paris, 1910, pp. 19-20.
26. Hubert Heyriès, *op. cit.,* t. I, pp. 198-203.
27. Giuseppe Garibaldi, *Mémoires d'un Chemise rouge,* Paris, Maspero, 1981, p. 182.
28. Victor Hugo utilise le même procédé dans un contexte différent, mais aux caractéristiques similaires, celui de la défaite française face aux armées germaniques. Le 8 mars 1871, devant le Parlement français, il glorifie ainsi la bravoure de Giuseppe Garibaldi, venu en France commander l'armée des Vosges : « De toutes les puissances européennes, aucune ne s'est levée pour défendre cette France qui, tant de fois, avait pris en main la cause de l'Europe... Pas un Roi, pas un État, personne ! un seul homme excepté... Ah ! les puissances, comme on dit, n'intervenaient pas; eh ! bien, un homme est intervenu, et cet homme est une puissance. Cet homme, messieurs, qu'avait-il ?... son épée. Son épée, et cette épée avait déjà délivré un peuple... et cette épée pouvait en sauver un autre. Il

l'a pensé; il est venu, il a combattu... Il est le seul des généraux qui ont lutté pour la France, le seul qui n'ait pas été vaincu... » Victor Hugo, *Actes et paroles,* t. II, Paris, Œuvres complètes, 1968, pp. 219-220.

29. *Rapporto sul personale del corpo di spedizione in Oriente,* 28 novembre 1858, Segretariato generale, Gabinetto, Ministero della Guerra, IV, s. 37, c. 4, p. t., Archivio di Stato di Torino.

Pierre GUIBBERT
(IUFM de Montpellier)

LA GUERRE DE 1870 ET LA PRÉPARATION SCOLAIRE DE LA REVANCHE

> La guerre. Depuis son enfance, Jerphanion vit sous la malédiction de la guerre. Quand il avait six ans, de quoi lui parlait-on à l'école du village ? du système métrique; mais aussi de l'Alsace-Lorraine et de Reichshoffen. Peu de temps après avoir compris ce que c'était que le diable, il a connu le nom de Bismarck. Entre camarades, Prusco était encore une terrible injure. Les couvertures de ses cahiers d'écolier lui montraient Mac-Mahon, Chanzy, Faidherbe. Dès qu'il y pense, il sent monter du souvenir de ces pages coloriées, avec l'odeur du papier, une odeur d'amertume, de défaite.
>
> Jules Romains, *Les hommes de bonne volonté,* Le 6 octobre

L'évocation de la défaite de 1870 est le premier épisode de la guerre psychologique que les écoles primaires françaises et allemande se sont livrées à distance, de 1871 à 1939, pour préparer les esprits à la Revanche.

L'analyse des mécanismes de cet affrontement idéologique s'inscrit dans la perspective d'un travail poursuivi, de concert avec mon ami Rainer Riemenschneider, depuis bientôt quatre ans, dans le sillage de deux études magistrales conduites par Jacques et Mona Ozouf.[1]

À l'origine de cette entreprise, fondée sur les ressources du Centre de Documentation en Histoire de l'Éducation de l'IUFM de Montpellier et de la bibliothèque du Georg-Eckert Institut de Braunschweig, nous avions observé que les

discours nationalistes scolaires français et allemands se développent symétriquement : de 1871 à 1914, le thème de « la nation mutilée » a dominé le discours enseignant dans une France amputée de l'Alsace et de la Lorraine cependant que le motif du « pays étranglé » a nourri, de 1919 à 1939, les propos scolaires d'une Allemagne accablée par le Traité de Versailles.

Le désastre de Sedan

En France, la préparation de la Revanche a commencé dès l'instauration de l'école laïque obligatoire avec l'évocation du désastre de Sedan, présenté comme une des pages les plus consternantes de l'Histoire de France, un échec à mettre au rang d'Azincourt et de Waterloo.

Pour beaucoup d'auteurs elle est même plus atroce, parce que nulle victoire plus récente n'a lavé cet affront et peut-être aussi parce qu'à cette époque, elle est assez proche dans le temps pour imprégner directement la mémoire des enfants à travers les récits des parents, puis des grand-parents. Et enfin parce que cette moderne défaite n'est pas perçue traditionnellement comme la faillite individuelle d'un monarque mais comme engageant l'ensemble de la nation. Ainsi cette catastrophe apparaît-elle comme une monstruosité intellectuelle parce qu'elle offense le sens de l'histoire. Lorsque, au terme du récit de l'odyssée nationale, les pédagogues caractérisent la guerre de 1870 comme « La guerre la plus désastreuse que la France ait faite depuis la guerre de Cent ans »[2] ou « le plus désastreux, le plus humiliant épisode de notre histoire nationale »[3], ils veulent dire que cette guerre perdue est une injure au Progrès.

C'est eux qui ont commencé

Quelques manuels tentent d'éluder la responsabilité française, au moins formelle, dans la déclaration de cette guerre, en jouant sur l'ambiguïté de l'impersonnel : « La guerre éclata au mois de juillet 1870 entre les deux nations rivales ».[4] Mais la plupart des ouvrages reconnaît honnêtement cette erreur, voire la montent en épingle puisqu'elle n'incombe ni à la Nation française, ni à la République qui l'incarne, mais au régime impérial et à la personne de Napoléon III qu'elle discrédite.

Pour autant, la faute de l'empereur ne saurait justifier la mauvaise action commise par la Prusse et, en tête de la leçon sur la fin du Second empire, l'exposé des motifs établit sans complexe qu'au-delà des apparences, ce sont bien les Allemands qui sont les « vrais » responsables de la guerre de 1870. Ce qu'un ouvrage condense dans une formule magistrale : « La guerre franco-allemande [a été] provoquée par la Prusse [et] déclarée par Napoléon III. »[5]

De ce point de vue, l'impréparation militaire des Français est la preuve indubitable de l'innocence nationale. C'est un procédé classique auquel l'historiographie scolaire a recours chaque fois qu'elle se trouve dans la nécessité d'expliquer une défaite militaire tout en excusant l'impéritie nationale[6] : en ces temps, tous les écoliers français connaissaient la fable de La Fontaine *Le loup et l'agneau* d'où il ressort qu'il vaut mieux être naïf et victime plutôt que retors et vainqueur, du moins si l'on veut forcer la sympathie.

En sens inverse, la préméditation allemande est bien établie. Depuis fort longtemps les généraux et les officiers prussiens « étudiaient la guerre qu'ils feraient un jour en France »[7], et le secret dont ils ont entouré la préparation de ce mauvais coup est à lui seul un aveu de culpabilité. D'ailleurs la nature des Prussiens n'est-elle pas irrémédiablement belliqueuse ? On pourrait dire ici, pour parler le langage des enfants, que les

Allemands sont de mauvais joueurs qui n'acceptent pas leur infériorité historique et veulent s'emparer par la ruse brutale de ce qui ne leur appartient pas et qu'ils n'ont jamais pu obtenir licitement. Ajoutons que ce peuple envieux, prêt à tout pour arriver à ses fins, n'a pas hésité pas à commettre le crime absolu puisqu'il a bafoué l'innocence de ses propres enfants en instillant le poison du ressentiment aux écoliers allemands, dès les premières classes :

> Les Prussiens [...], nourrissaient le désir et l'espérance de prendre une nouvelle revanche d'Iéna et de nous enlever l'Alsace et la Lorraine qu'ils n'avaient pu obtenir en 1815. La haine de la France était inspirée, dans les écoles, aux enfants mêmes.[8]

Ils étaient plus nombreux

L'éternelle confrontation entre David et Goliath a beaucoup servi aux pédagogues Lorsqu'ils examinent les aspects techniques de la guerre de 1870, les manuels font ressortir l'écrasante disproportion des forces en présence tout en jouant la carte de l'objectivité minutieuse :

> Aux 270 000 hommes que nous réunissions à grand peine, ils allaient nous opposer, dès le début, 500 000 hommes en première ligne et 700 000 en réserve.[9]

D'autres, plus réalistes, pressentent que les jeunes élèves du Cours élémentaire ou du Cours moyen, par ailleurs accablés de dates, n'entreront pas dans ces subtilités. Aussi signifient-ils globalement la vérité historique, qu'ils ne confondent pas avec la médiocre exactitude arithmétique : aussi expriment-ils la valeur des forces en présence carrément, en chiffres ronds, au prix de quelques divergences comme en témoigne l'échantillon de données ci-dessous :

Armée française	Armée allemande	Rapport des forces
250 000	600 000	1 contre 2,4[10]
300 000	900 000	1 contre 3[11]
250 000	800 000	1 contre 3,2[12]
200 000	900 000	1 contre 3,6[13]
270 000	1 200 000	1 contre 4,4[14]
200 000	1 000 000	1 contre 5[15]
250 000	1 500 000	1 contre 6[16]

L'essentiel, ici, est que les petits Français retiennent que les Allemands n'ont pas eu honte de se battre à un contre deux, voire à un contre six ce qui, dans l'éthique scolaire telle qu'elle est observée lorsque les enfants s'empoignent dans les cours de récréation ou à la sortie des classes est l'apanage des lâches...

Dans ces conditions, mêmes de très jeunes élèves comprenaient que la défaite était inéluctable, d'autant que la supériorité numérique des armées de la coalition ennemie était aggravée par la médiocrité insigne de l'intendance française. De nombreux auteurs énumèrent ces faiblesses tout en mettant en valeur, symétriquement, la supériorité de l'équipement et de l'armement des Prussiens, ce qui revient à dire que leur victoire est la victoire de la matière sur l'esprit :

> Malheureusement, [nos soldats] avaient des armes imparfaites et ils manquèrent souvent de vivres et de munitions. Les Prussiens, avec les autres Allemands [...] possédaient des armes excellentes, de bons vêtements et on leur fournissait des vivres en abondance.[17]

Certains même, parce que la pédagogie efficace est un art tout de simplicité, basculent de la pénurie relative vers le dénuement absolu à travers des formules lapidaires telles que : l'armée française « manquait de tout ce qui est nécessaire à des troupes. »[18]

Ils avaient un chef efficace

Cependant, pour être entraînante, l'histoire enseignée nécessite des héros. Les manuels dépassent donc le niveau abstrait des considérations générales pour prêter un visage à l'adversaire. En l'occurrence, il s'agit du premier ministre de la Prusse, celui que les manuels, aux lendemains de la défaite, disqualifient fielleusement en le nommant Monsieur *de* Bismarck — car, dans un contexte de ferveur républicaine, la particule nobiliaire est insidieusement péjorative —, avant de l'appeler tout simplement Bismarck, quand le temps a fait son œuvre, quand les plaies sont en voie de cicatrisation, soit au tournant des années 1900.

Bismarck est la quintessence d'une tradition belliqueuse; aussi les illustrations des manuels le représentent généralement en uniforme, coiffé du casque à pointe.[19] Le comble de cette détermination éclate dans une composition héraldique où le chancelier, flanqué du général de Moltke[20], règne sur un assemblage décoratif de douilles d'obus et d'attributs guerriers. Et l'on est ici en droit de s'interroger sur les raisons de l'exclusion de l'empereur Guillaume, qui est pourtant l'homologue prussien de Napoléon III. Pour ma part, je mettrais volontiers cet escamotage sur le compte du militantisme républicain des historiens français qui excellent dans l'art de dégager de bons enseignements à partir de mauvais exemples... Cette exclusion serait une manière de dire que l'efficacité et la réussite sont toujours du côté des hommes politiques qui se sont élevés par leur talent et leur caractère et non du côté des souverains qui n'ont eu que la peine de naître.[21]

Pour atteindre au symbolique, le personnage historique doit se hausser au-dessus du commun par quelques traits physiques et psychologiques. Ajoutons à ce cahier des charges pédagogiques que la personnification de l'ennemi *vainqueur* doit encore

réunir en sa personne, contradictoirement, suffisamment de défauts pour demeurer haïssable et suffisamment de qualités pour rendre explicable la défaite. Ce sont ces contraintes qui amènent les auteurs à jouer de la rhétorique : « Il faut savoir rendre justice à ses plus cruels ennemis. M. de Bismarck a été un grand ministre [...] ».[22] Ce diable d'homme est donc habile... mais l'habileté, chez lui, est cousine de la duplicité.[23] Il est intelligent, ou plus exactement « astucieux », mais cette disposition est chez lui voisine de la « perfidie ».[24] Enfin, ses incontestables succès diplomatiques et militaires sont amoindris par la médiocrité insigne de son adversaire, Napoléon III. Ils sont aussi flétris par un cynisme monstrueux qui éclate dans chacun des mots historiques du chancelier prussien : « Les empires, se plaît-il à dire, s'élèvent non avec des discours, mais par le fer et le feu. »[25]

Sa prestance est elle-même à double tranchant. Certes, sa corpulence massive, redoutable — germanique pour tout dire — en impose. Elle apparaît même littéralement écrasante dans une illustration représentant, quelque part en France, une entrevue de l'immense chancelier avec le petit Thiers. Les deux hommes sont dans un salon, face-à-face, et le majestueux Bismarck[26] s'appuie lourdement sur une table — comme s'il était chez lui ![27] Dans cette scène, son avantage physique et sa désinvolture finissent donc par se retourner contre lui : cet homme plein de morgue n'est pas bien élevé, et l'on ne peut s'empêcher de penser que les enfants se détourneront de cette suffisance pour se ranger du côté du plus faible : c'est une sorte de réflexe généreux qu'ont développé les leçons de civilité de l'école laïque redoublées — pour ceux qui se rendent au catéchisme, et c'est l'immense majorité — par les leçons de morale dispensées par le curé.

Nous avions un mauvais empereur

Qui a failli ? La France étant ce qu'elle est, le désastre de Sedan ne peut être imputable qu'à la lâcheté ou à la trahison.

Cependant, les historiens scolaires ne diagnostiquent pas un manquement général de la nation comme leurs homologues vichyssois, au lendemain de la débâcle de 1939. À vrai dire, nous n'avons trouvé qu'un ouvrage qui avance cette thèse à travers un passage de Paul et Victor Margueritte qui semble préfigurer les antiennes du maréchal Pétain sur le funeste esprit de jouissance qui nous a valu tant de malheurs :

> La France, en 1870, n'a pas voulu. Là est le vrai secret, non pas de ses premiers, mais de ses derniers échecs. Un vertige avait frappé la nation belliqueuse de naguère, fière de siècles de victoire. Elle s'était détendue au culte, à la jouissance de l'argent.[28]

En cette affaire, au contraire, la masse du peuple de France a manifesté un sentiment national sans faille, comme le prouve le douloureux épisode de la Commune de Paris que la plupart des auteurs interprètent comme un excès de patriotisme.[29]

En fait, la quasi totalité des manuels d'histoire apporte à la question de la responsabilité de la défaite une réponse plus politique que morale en mettant en cause les hauts responsables d'un régime dont certains auteurs rappellent — en reprenant, sans citer son auteur, une célèbre formule de Victor Hugo — qu'ayant débuté par un crime, il s'achève sur une trahison.

Et de dénoncer les grossières rodomontades d'un ministre de Napoléon III qui, au moment de la déclaration de guerre, se plaît à répéter sottement : « L'armée prussienne n'existe pas, je la nie ! »[30] Et de citer les fanfaronnades du maréchal Lebœuf dont le fameux « Nous sommes prêts, archiprêts; quand la guerre devrait durer un an, il ne nous manquerait pas un bouton de guêtre »[31] est recueilli par bien des historiens.

Or, dans un régime de pouvoir absolu, toutes les erreurs, au bout du compte, sont à porter au débit du monarque. C'est pour cette raison que l'on a légitimement guillotiné Louis XVI. Aussi, la culpabilité de Napoléon III est totale et entière bien que des manuels feignent de lui trouver des circonstances atténuantes. Par exemple, certains invoquent à sa décharge une sénilité précoce et la maladie.[32] D'autres, plus nombreux, dénoncent ceux qui ont encouragé sa funeste décision :

> Le parti bonapartiste, et, à sa tête, l'impératrice [...] voulaient la guerre pour restaurer le prestige menacé de l'empereur.[33]

Et encore, dans le même sens, cette précision qui, si elle excuse en partie le souverain, met en doute la virilité de l'homme : « Napoléon [suivit] les conseils de l'impératrice qui le dominait. »

Naturellement, loin de dédouaner l'empereur, ces piètres arguments aggravent encore la responsabilité de celui qui eut la faiblesse de se laisser mener par des femmes et par des prêtres. D'autant que le jury scolaire, au moment du verdict, ne peut qu'être fâcheusement influencé par l'attitude indécente de l'inculpé. En effet, alors que toutes les preuves de sa faute sont réunies, l'accusé, loin de se repentir, donne le spectacle d'une suffisance qui est une véritable insulte aux souffrances du pays. Quand il abandonne Sedan en dépit des objurgations du meilleur de ses généraux, c'est en grande pompe, sous le regard narquois de l'ennemi, ce que soulignent perfidement les légendes de certaines illustrations :

> Escortée par des cavaliers prussiens, une superbe calèche emporte le lâche empereur.[34]

Et, ailleurs :

> Précédé d'un piqueur, suivi d'écuyers, accompagné par trois généraux, Napoléon III traversa en calèche la masse des soldats qui encombraient Sedan pour se ren-

dre auprès du roi de Prusse dont il allait se constituer le prisonnier.

Tout est perdu fors l'honneur

Lorsqu'intervient la leçon sur la guerre de 1870, en fin d'année, les écoliers français ont une longue expérience des défaites héroïques qui confèrent au vaincu une aura tragique du meilleur effet. Ils ont appris que ce qui compte, c'est de ne pas avoir concédé de défaite morale et même, le cas échéant, d'avoir augmenté le capital de gloire national. Bref, ils adhèrent à la superbe sentence forgée par François Ier au soir de la défaite de Pavie, le fameux : « Tout est perdu fors l'honneur. »

C'est cette leçon que retient, presque dans les mêmes termes, un manuel : « du moins on a sauvé l'honneur et c'est le principal. »[35] Objectera-t-on que cette notion quelque peu archaïque a des relents d'Ancien Régime ? Qu'elle est incompatible avec d'autres valeurs plus modernes véhiculées par l'histoire progressiste telles que l'efficacité ou la rationalité ? Ce serait sous-estimer la capacité de l'histoire de France enseignée sous la IIIème république à s'affranchir du sectarisme laïque et républicain pour recueillir le meilleur du passé, lorsque ce passé lui apparaît susceptible de vivifier le présent de la nation. Et ce serait méconnaître le pragmatisme de ces pédagogues chevronnés qui n'hésitent jamais à tirer les bonnes ficelles, celles qui suscitent les enthousiasmes enfantins.

D'ailleurs, dans les situations historiques extrêmes, l'honneur militaire finit par se confondre avec l'honneur national. C'est à ce sentiment irraisonné, mais noble qu'ont obéi les Parisiens lorsqu'ils ont entrepris de défendre Paris. Une telle bravoure, conjuguée avec certaines valeurs chrétiennes — la notion de rédemption, la notion de rachat — n'a pas à se justifier médiocrement par des résultats, elle échappe à la

raison. Tel pédagogue l'a compris qui, pour rendre compte de cette sublime folie, suspend exceptionnellement le discours froid de l'historien et s'efface pour donner la parole à un romancier populaire, Charles Delon, parce que, précisément, ces comportements échappent à l'analyse scientifique et relèvent du lyrisme :

> Le seul mot de capitulation faisait grincer les dents aux Parisiens, les jetait dans des fureurs folles et héroïques. Ils parlaient de sortir en masse, tous ensemble — mal armés, n'importe ! — de rompre ce cercle de fer et de feu [...] Jusqu'au dernier jour où finirent la dernière bouchée de pain noir, le dernier rat, la dernière croûte de fromage moisi, ils gardèrent au cœur l'indomptable espérance.[36]

L'avenir est à nous

Mais il ne suffit pas d'accabler un monarque et un régime désuets. À la fin du chapitre sur la guerre de 1870, certains pédagogues de la première histoire préparent l'avenir en observant que, dans cette pénible affaire, la France a souffert d'une carence de patriotisme et d'un déficit démocratique.

Ils établissent ainsi que, avec leur idéalisme coutumier, les Français ont trop sacrifié aux idéologies délétères du pacifisme et de l'internationalisme :

> Nous avons été vaincus, parce que beaucoup de Français croyaient que le temps des guerres était passé. Ils disaient que tous les hommes doivent s'aimer les uns les autres et que la guerre est une barbarie qui déshonore l'humanité [...] Mais, tant que la guerre est possible, il faut s'y préparer. Les Allemands écrivent et enseignent que la guerre est un honneur pour l'humanité, parce qu'elle permet aux hommes de montrer de grandes vertus, qui sont le respect de la discipline, le courage et le

mépris de la mort. Avant d'aimer l'humanité, ils aiment leur patrie, l'Allemagne. Nos désastres nous apprennent qu'il ne faut pas aimer ceux qui nous haïssent, qu'il faut aimer avant tout et par-dessus tout la France notre patrie, l'humanité ensuite.[37]

Telle est la dure leçon de réalisme que nous donne l'ennemi. Désormais, pour que les mêmes causes ne reproduisent pas les mêmes effets, il faudra

> appeler la guerre une chose sainte ! [...] Lorsque l'étranger pousse ses canons sur la terre maternelle, lorsque le sabot de ses chevaux s'enfonce dans les sillons, lorsque sa torche incendie nos villages, lorsque les monuments de l'art, lorsque les bibliothèques s'écroulent sous ses projectiles, lorsque les femmes meurent par le fer et les enfants par la faim, lorsque la fureur monte aux yeux, lorsque le désespoir entre au cœur, oui, la guerre pour le foyer, la guerre pour la patrie, la guerre pour l'indépendance devient la guerre sainte.[38]

Tel est le premier enseignement civique de la défaite que la militarisation du pays est une nécessité nationale :

> Sur les peuples qui perdent leurs vertus militaires [...] l'histoire prononce la suprême sentence : « Malheur aux vaincus ! »[39]

Cependant, il apparaît aussi que notre pays a souffert d'un déficit démocratique. Si, en 1870, la France n'a pas été soulevée par cet enthousiasme qui jeta les soldats de l'An II, pieds-nus, au-devant de l'envahisseur venu de l'Est, c'est qu'il lui manquait un régime républicain dont chaque citoyen se serait senti solidaire. Telle est la deuxième leçon de cette terrible expérience qu'un manuel tire à froid en usant de la prétérition :

> Nos désastres nous imposent l'obligation de veiller nous-mêmes, par nos députés élus, au salut de notre patrie, et de ne jamais remettre nos destinées au pouvoir

d'un seul homme [...] Nos désastres nous enseignent que toute économie faite sur l'armée coûte très cher, et que la France, qui a des voisins formidablement armés, doit se mettre et se tenir en état de leur résister. [...] Nos désastres nous enseignent que, pour être un soldat, il faut apprendre à l'être et accomplir avec exactitude et dévouement les devoirs imposés par la loi militaire.[40]

Est-il besoin d'épiloguer ?

À la différence des auteurs de manuels de la première moitié de la III^{ème} république, nous connaissons la suite de cette histoire qui se chargea de valider ces rudes vérités : lorsqu'ils eurent la joie professionnelle de rendre compte des succès de 14-18, leurs successeurs purent légitimement estimer que l'instituteur français, s'il avait perdu la première bataille, avait, au bout du compte, gagné la grande guerre.

NOTES

1. Jacques et Mona Ozouf, « Le thème du patriotisme dans les manuels primaires » in Mona Ozouf, *L'école de la France, Essais sur la Révolution, l'utopie et l'enseignement*, Paris, Gallimard, Bibliothèque des Histoires, 1984, pp. 185-213, et « L'Alsace-Lorraine, mode d'emploi. La question d'Alsace-Lorraine dans le Manuel Général », *ibid.*, pp. 214-230.
2. Ernest Lavisse, *La deuxième année d'Histoire de France* — Cours supérieur, Paris, Armand Colin, 1895, p. 388.
3. A. Grégoire, *Histoire de France depuis les origines jusqu'à nos jours* — Cours moyen, Paris, Garnier frères, 1898, p. 246.
4. Melin, *Petite histoire de France depuis les origines jusqu'en 1900* — Cours moyen, Moulins, Paris, Bloud et Barral, 1902, p. 72.
5. Désiré Blanchet, *Histoire de France* — Cours moyen, Paris, Eugène Belin, 1914, p. 249.
6. Cf. Pierre Guibbert, « Verdun, une victoire républicaine » in *Traces de 14-18,* Actes du colloque de Carcassonne, Carcassonne, 1997, pp. 163-175.
7. Ernest Lavisse, *Histoire de France* — Cours moyen, Paris, Armand Colin, 1916, p. 225.

8. S. a., *Livre unique, 3ème trimestre* — Cours moyen de jeunes filles, Paris, A. Hatier, 1890, p. 333.
9. E. Segond, *Histoire de France, cours complet* — Enseignement primaire supérieur, Paris, A. Hatier, 1902, p. 670.
10. Désiré Blanchet, *Histoire de France — Récits et entretiens* — Cours moyen, Paris, Eugène Belin, 1878, p. 228; A. Lomont, A. Poux, C. Caron, *Histoire rationnelle de la nation française* — Classe de fin d'études, Paris, Alcide Picard, 1910, p. 352.
11. Un groupe d'instituteurs, *Le livre unique des commençants* — Cours préparatoire, Cours élémentaire 1ère année, Paris, Paul Delaplane, 1891, p. 152.
12. P. Capra, *Histoire de France* — Cours moyen, Classe de fin d'études, Paris, Garnier frères, 1900, p. 326.
13. A. Seignette, *L'école moderne — 2ème semestre* — Cours supérieur, Paris, Paul Dupont, 1890, p. 1347; E. Segond, *op. cit.* note 9, p. 670.
14. E. Segond, *op. cit.* note 9, p. 670.
15. A. Amman, E.-C. Coutant, *Histoire de France depuis les origines jusqu'à nos jours* — Cours moyen, Paris, Fernand Nathan, 1911, p. 341.
16. J. Dalliès, G. Guy, *Précis d'Histoire de France avec résumés, questionnaires, cartes et gravures* — Enseignement primaire supérieur, Paris, Gedalge et Cie, 1895, p. 477.
17. Un groupe d'instituteurs, *op. cit.* note 11, p. 152.
18. E. Cazes, *Histoire* — Cours élémentaire, Paris, Charles Delagrave, 1892, p. 193.
19. Ernest Lavisse, *op. cit.* note 7, p. 225.
20. J. Guiot, Fr. Mane, *Histoire de France depuis l'origine jusqu'à nos jours* — Cours moyen, Paris, Paul Delaplane, 1902, p. 315, repris par les mêmes auteurs dans *Histoire de France depuis l'origine jusqu'à nos jours* — Cours moyen, Paris, Paul Delaplane, 1906, p. 241.
21. Que l'on n'objecte pas que Napoléon III, par la grâce de son coup d'état, s'est fait lui-même... Dans la perspective méritocratique républicaine, il n'est qu'un héritier, qui a bénéficié du prestige de l'illustre Napoléon Ier.
22. Ernest Lavisse, *La deuxième année d'Histoire de France* — Cours supérieur, Paris, Armand Colin, 1913, p. 382.
23. A. Lomont, A. Poux, C. Caron, *op. cit.* note 10, p. 349.
24. Gauthier, Deschamps, *Cours moyen d'Histoire de France* — Classe de fin d'études, Paris, Hachette et Cie, 1910, p. 129.
25. J. Guiot, Fr. Mane, *op. cit.* note 20, p. 314.
26. Désiré Blanchet, *op. cit.* note 5, p. 189.

27. *Id.*
28. A. Laclef, E. Bergeron, *Histoire de France essentielle* — Classe de fin d'études, Paris, Delalain frères, 1901, p. 254.
29. Sur ce point, cf. Pierre Guibbert, « Le mythe de la Commune dans les manuels de la première histoire » in *Tréma* n° 1, Montpellier, IUFM, 1992, pp. 3-16.
30. Désiré Blanchet, Jules Toutain, *L'Histoire de France à l'école* — Classe de fin d'études, Paris, Eugène Belin, 1908, p. 99.
31. A. Laclef, E. Bergeron, *op. cit.* note 28, p. 240; André Grégoire, *Nouvelle Histoire de France et notions d'Histoire générale depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours* — Enseignement primaire supérieur, Paris, Garnier frères, 1903, p. 510 sq.
32. Gauthier, Deschamps, *op. cit.* note 24, p. 128.
33. P. Capra, *op. cit.* note 12, p. 325.
34. J. Guiot, Fr. Mane, *Histoire de France depuis les origines jusqu'à nos jours* — Cours élémentaire, Paris, Paul Delaplane, 1904, pp. 157-158.
35. Paul Bert, *L'instruction civique à l'école, édition spéciale pour les garçons* — Cours supérieur, Paris, Alcide Picard et Kaan, 1891, p. 18.
36. Charles Delon, *Notre capitale*, Paris, H. Delarue et C^{ie}, cité dans M. Guéchot, *Par l'effort* — Cours moyen, Paris, Hachette, 1909, pp. 237-239.
37. Ernest Lavisse, *La deuxième année d'Histoire de France* — Classe de fin d'études, Paris, Armand Colin, 1894, pp. 341-343.
38. Jules Claretie, *La guerre nationale de 1870-1871*, Paris, Lemerre, cité dans J. Martin, A. Lemoine, *Lectures choisies d'auteurs français* — Cours moyen, Cours supérieur, Paris, Librairie d'Éducation nationale, 1900, p. 316
39. Désiré Blanchet, *op. cit.* note 5, p. 257.
40. Ernest Lavisse, *op. cit.* note 37, pp. 341-343.

Odon ABBAL
(Centre d'Histoire Militaire de Montpellier)

MÉMOIRE DE LA GUERRE DANS L'HÉRAULT : INJALBERT ET DARDÉ

Au lendemain de la Grande Guerre, l'Hérault compte ses morts. Le bilan est lourd, les populations héraultaises ont enregistré plus de 13 000 tués et disparus. C'est la première fois qu'une guerre frappe avec autant de violence les départements méridionaux. Profondément ancrés à la Nation par l'ampleur du sacrifice, les Héraultais ont voulu — comme partout dans le pays — témoigner leur reconnaissance éternelle à ceux qui étaient « Morts pour la France ». L'hommage rendu à cette occasion n'est plus désormais départemental, ni cantonal comme par le passé, il est communal, car toutes les communautés jusqu'au hameau le plus reculé ont quasiment été touchées. Chaque municipalité, souvent durement éprouvée — les pertes s'élèvent parfois au-delà de 8% de la population de 1911 — revendique le droit d'honorer ses enfants. Elles sont encouragées par l'État qui vote une loi de finances le 25 octobre 1919 pour aider à l'érection de monuments aux morts à travers le pays.

La plupart des communes de l'Hérault présentent la particularité d'avoir recherché des solutions originales. En effet, un examen attentif des types de monuments érigés montre que les formes les plus répandues, obélisques ou simples stèles, même si elles représentent une part non négligeable de l'ensemble, sont minoritaires.[1] Quand ils l'ont pu, les maires, ou les comités d'érection ont choisi des modèles de monuments

particuliers, le plus souvent en faisant appel à des artistes locaux.

Or, la sculpture languedocienne et héraultaise du début du siècle est dominée par deux personnalités antagonistes, Injalbert le Biterrois et Paul Dardé le Lodévois. Ces deux grands artistes ont été touchés à des degrés divers par la Grande Guerre et, de par leur renommée, ils ont été l'objet de sollicitations nombreuses venant de leurs compatriotes quand l'heure est venue d'immortaliser la mémoire de ceux qui avaient fait le don de leur vie pour la France. Leur production dans le cadre du département montre une approche différente des représentations de la guerre qui correspond à un vécu particulier, à une sensibilité politique opposée et un acquis culturel divergent. Elle montre surtout comment l'expérience de l'artiste s'impose; tandis que l'un vit en symbiose avec la société de son temps, l'autre reste un éternel proscrit. Deux types de représentations de la guerre vont alors s'opposer.

Deux carrières

Jean-Antoine Injalbert est né à Béziers en 1845. Fils d'un tailleur de pierre, il s'initie très tôt à cette technique avant de tenter l'aventure parisienne. En 1866, il est reçu à l'école des Beaux-Arts et ne tarde pas à s'illustrer après la parenthèse de 1870-71; admis logiste au Concours de Rome, il est classé second en 1873 avant de l'emporter, à l'unanimité du jury, en 1874 en sculptant le thème de la *Douleur d'Orphée*. Après le traditionnel séjour en Italie, il accumule les succès, à la fois dans son département et au niveau national. Il obtient notamment la commande des Lions du jardin du Peyrou à Montpellier et les hauts-reliefs de la Préfecture. Son projet est retenu pour l'hommage que la France rend à Mirabeau tandis que son esquisse pour le monument Gambetta est remarquée. Il honore ses compatriotes en réalisant le monument à Molière

dans la cité de Pézenas.[2] Les commandes se multiplient, tout comme les diplômes, les médailles et décorations. Chevalier de la Légion d'Honneur en 1887, il est élevé au rang d'officier en 1897 et de commandeur en 1910. Sa carrière est aussi reconnue par ses pairs; en 1891, il est nommé professeur aux Beaux-Arts, avant d'être élu en 1905 à l'Académie du même nom. Jusqu'en 1933, année de sa mort, la Marianne officielle est celle d'Injalbert.[3]

Paul Dardé est né en 1888 à Olmet, village des alentours de Lodève. Si Injalbert est le fruit d'une culture urbaine, Dardé est un pur rejeton de la campagne. Fils d'un petit vigneron, il renonce très vite à des études au petit séminaire de Prime Combe dans le Gard pour regagner son village. Il partage cependant avec son aîné biterrois, la même opiniâtreté, la même soif d'apprendre. Autodidacte, il forge sa culture à la bibliothèque municipale de Lodève, s'essaie à la sculpture avant d'être remarqué par un notable du cru en 1908. Lors de son service militaire en 1909-1911, il obtient de ses supérieurs l'autorisation de suivre des cours de dessin. Détenteur d'une bourse, admis aux Beaux-Arts en 1912, il commence la réalisation d'un monument à *Jeanne d'Arc* commandé par le Comité du Souvenir Français dirigé alors par l'amiral en retraite Servan.[4] Après la guerre, il est enfin unanimement reconnu en 1920, année où il obtient le Grand prix National des Beaux-Arts pour sa sculpture intitulée *Le Grand Faune assis*. Il abandonne cependant la vie parisienne pour revenir sur ses terres où il alternera les phases de succès et d'incompréhension, et sera confronté à des difficultés financières. Sa production reste cependant originale, avec entre autres, *Le Christ aux outrages* et surtout la célèbre statue de *L'Homme préhistorique* devant la grotte des Eyzies. Personnage haut en couleur, il travaillera jusqu'au bout dans son atelier sur le causse avant de décéder à Lodève en 1963. Jusqu'au terme de

sa vie, il sera resté le même, « déroutant, dérangeant, hors des normes, il s'est refusé à toute carrière, il a rejeté successivement tous les maîtres, récusé toutes les écoles, honni toutes les chapelles, méprisé la richesse et une société trop polie pour être honnête. »[5]

L'Hérault est particulièrement à l'honneur dans l'immédiat après-guerre, avec ces deux grands maîtres qui s'opposent à la fois par l'âge, le style, et aussi le caractère. En effet, jeune élève chez Injalbert, Dardé, comme à l'accoutumée, a quitté son atelier au bout de quelques semaines. Le jeune prodige lodévois se montre très critique envers le maître biterrois auquel il reproche de ne pas lui apprendre grand-chose ! Mais l'opposition demeure aussi à travers leur vécu de la guerre puisque tous deux sont d'anciens combattants.

Les deux artistes et la guerre

Jean-Antoine Injalbert participe à la guerre de 1870-71 dans les rangs de la Garde mobile de l'Hérault, cette armée de réserve de l'Empire mise en place en 1866 par la loi Niel. Les faits d'armes des bataillons héraultais qui participent à la défense de Paris sont connus.[6] Injalbert accomplit son devoir à Aubervilliers, à Saint-Maur. Dans le fort de Rosny, il combat et observe. L'un de ses camarades lui inspire alors un masque dont il se servira plus tard pour son *Titan* du Jardin des Poètes à Béziers. Ce visage est celui d'un quartier-maître habité par « la rage de l'impuissance de vaincre ». Injalbert en retrace l'expression farouche dans sa sculpture écrasée « sous le poids de l'orbe et de la loi terrestres ». L'expérience du combat dure peu de temps, mais Injalbert a connu la douleur de la défaite et comme beaucoup d'autres Français, il caresse dès lors l'espoir d'une revanche. Ce thème se retrouve dans le projet de monument élevé en l'honneur de Gambetta en mai

1884. « Au sommet d'une pyramide, la France retenait dans ses bras deux enfants, la Lorraine et l'Alsace; les plis du drapeau l'enveloppaient à demi. L'aigle était tombé et gisait à ses pieds. Cependant, aux flancs de ce stèle de pierre deux hauts-reliefs mouvaient leurs formes. D'une part, c'était la déroute, une armée vaincue, les régiments confondus, la tristesse et le découragement [...] de l'autre, des troupes fraîches, la confiance revenue aux cœurs, les fronts hauts [...] Et pour expliquer, après cette désespérance, ce renouveau de courage, de foi patriotique, d'ardeur guerrière, la statue du tribun se dressait au pied de la pyramide et d'un geste d'éloquence puissante [...] flétrissait l'abandon des provinces, dictait la lutte à outrance et célébrait les champs de bataille où le sang des vaincus lave l'affront de la défaite. »[7] Tout est dit dans ce programme pictural, Injalbert, résolument patriote et républicain, attend et espère un redressement avec l'appui des grands tribuns du peuple. Il associe à tous les hommages rendus aux grands hommes, ce peuple dont il est issu et qu'il magnifie. Comme le rappelle son premier biographe : « Chez Injalbert on sent une pitié grave pour ce peuple, d'où il est sorti par l'effort cérébral, mais d'où son cœur se refuse à sortir, pour ce peuple dont il connaît si bien l'endurance au travail, la souffrance séculaire et, après les espoirs déçus, les heures de sanglant courroux. »[8] Tout au long de la guerre de 1914-1918, Injalbert continue de travailler. Il réfléchit dès 1915 à la réalisation de monuments aux morts; le thème qu'il développe alors est celui de la Victoire.[9] C'est dans cette logique qu'il présente au Salon de 1918 un buste de Joffre, rien d'original apparemment puisque font de même Maillard pour Foch, et Chauvel pour le général Mangin. Mais on retrouve l'obsession chez le vieux maître — il a alors 72 ans — de l'éternelle victoire qu'il attend depuis tant d'années. Lavedan présente ainsi la statue exposée. « Et voici comme en faction [...] le maréchal Joffre établi par la Victoire après avoir été construit

pour elle... »[10] En cette année capitale, le rêve est sur le point de se réaliser.[11] Dans un carnet intime, le 11 novembre 1918, Injalbert laisse échapper ce cri qui en dit long sur la manière dont il a vécu la guerre : « Grand jour : signature de l'armistice : jour de grande espérance pour la France et ses enfants : jour de déchéance pour ce peuple allemand qu'on appelle barbare et qui a mérité ce qualificatif par toutes les atrocités les plus inimaginables. »[12]

La vie d'Injalbert s'inscrit dans cette période particulière de l'histoire de France où l'Allemagne occupait les esprits, il est représentatif de cette génération d'artistes et d'intellectuels qui a vécu la « crise allemande de la pensée française ».[13]

Tout autre est l'expérience de Paul Dardé. Il est mobilisé en août 1914. L'année 1913 avait vu le jeune sculpteur affirmer avec davantage de fougue son anticonformisme; il avait quitté alors l'atelier de Rodin trop âgé et nul doute qu'il ne s'est guère senti à l'aise dans l'aventure qui se présentait. Il subit les premiers mois de guerre. Il dénonce pêle-mêle au cours d'entretiens postérieurs les officiers en gants blancs et les religieux qui sanctionnent ceux qui n'assistent pas à la messe; brancardier, il côtoie les blessés et leurs souffrances, il en esquisse quelques silhouettes sur des dessins à la plume ou au crayon. Il est pris avec d'autres sous le bombardement de Soissons et quelque temps plus tard, après huit mois de guerre, traumatisé par l'explosion d'un obus, il s'enfuit en sautant d'un train en marche. Il chemine en direction du sud pendant dix-sept jours et effectue cinq cents kilomètres à pied. Arrêté à Riom, il est interné quelques jours plus tard au service neuropsychiatrique du professeur Mairet à Montpellier. Son état nerveux est tel que les symptômes psychosomatiques surgissent sous la forme d'une éruption de furoncles. Le diagnostic tombe, il est reconnu inapte au service armé, jugé « hystérique », d'une « grande émotivité et d'une inertie

intellectuelle » car il connaît des « moments d'amnésie », des « absences ». À partir du 11 février 1916 et jusqu'au 8 février 1917, il est versé au service auxiliaire dans une usine d'obus de Pamiers. Il est nommé pour un temps chef-armurier à Toulouse, mais accomplit toujours sa mission de mauvaise grâce. Il est réformé définitivement le 9 novembre 1918.[14] Le restant de ses jours sera marqué par cette période trouble de sa vie. Il éprouvera d'ailleurs le désir d'en découdre en publiant trois lettres ouvertes vendues à Lodève dans les années trente, dans lesquelles il critique avec virulence les religieux hypocrites et jusqu'aux services de santé qui — souligne-t-il — « n'auraient pas manqué, si j'avais été un déserteur, et simulateur, de me renvoyer au front, avec ces indications mystérieuses, qui accompagnaient ceux-là qui n'en devaient pas revenir ».

Les deux carrières des sculpteurs s'opposent dans la manière dont chacun a vécu la guerre. Pour l'un, elle est l'aboutissement d'une vie d'attente, telle qu'ont pu la traverser des millions de Français; pour l'autre, c'est un choc violent, une épreuve à rajouter à une vie troublée, en conflit perpétuel avec la société qui l'entoure. Leur art à leur tour s'en ressent.

Notoriété d'après-guerre et monuments aux morts

Dans l'immédiat après-guerre les deux auteurs sont sollicités par les municipalités et leurs projets sont adoptés par plusieurs communes du département, douze au total, chaque artiste enlevant six marchés. S'ils sont Héraultais, il n'en demeure pas moins que chacun l'emporte dans une aire géographique précise, le Lodèvois pour Dardé et le Biterrois pour Injalbert. Chacun semble privilégier les commandes locales, ils ne réalisent qu'une œuvre pour l'un et l'autre en dehors de leur département d'origine, Dardé à Limoux dans

l'Aude, et Injalbert à Cabrières dans le Gard. Un survol rapide de la carte du département montre combien les deux artistes ont répondu avant tout à l'appel des communes de leur arrondissement. Ils acceptent toutefois des commandes provenant de communes plus éloignées, comme Lunel pour Dardé et Cournonterral pour Injalbert.

Une étude démographique des communes concernées montre qu'Injalbert, en dehors de Béziers, répond à des communes de taille relativement modeste, qui n'atteignent pas deux mille habitants dans les années d'après-guerre. Dardé au contraire effectue ses livraisons pour des communes en moyenne plus importantes, dépassant souvent cinq mille habitants. Deux communes font exception, Soubès et Saint-Maurice-de-Navacelles, qui réunissent à peine cinq cents habitants mais « qui sont avant tout des témoignages d'affection envers des amis disparus plutôt qu'un hommage collectif ».[15] Cet échantillonnage révèle que si les marchés considérés ne sont pas négligeables, les deux auteurs ne recherchent pas pour autant des communes prestigieuses. Leur démarche s'inscrit dans une volonté de rendre réellement hommage à leurs compatriotes. Une étude comparée montre que les thèmes développés par les deux hommes sont radicalement opposés.

— Injalbert : Marianne et Patrie

Injalbert a longuement réfléchi sur la manière de commémorer le souvenir des morts. L'idée d'une reconnaissance se retrouve au hasard des pages de ses carnets et ses pensées se précisent au cours de l'année 1918. « Qui a loyalement combattu est couronné », écrit-il le 1er février 1918. Il poursuit sa réflexion et note le 3 mai 1918 : « Il n'y a que la mort qui

assure les réputations ». Quand la guerre prend fin, le vieux maître est prêt.

Le programme statuaire d'Injalbert s'inscrit dans la tradition iconographique de la III[ème] République. Les symboles républicains ont été l'objet d'un véritable engouement dans le département de l'Hérault où la République a largement été représentée sous des formes diverses dans de nombreuses communes.[16] Injalbert est lui-même l'un des auteurs les plus réputés et les plus représentatifs de Marianne. Mais, même si le modèle d'Injalbert gardait encore une expression hardie et altière, il marquait par rapport à ses rivaux, un certain assagissement, comme si le symbole avait enfin trouvé un équilibre avec la consolidation du régime.[17] En outre, depuis les années 1895-96, les biographes d'Injalbert avaient noté un certain essoufflement dans l'art du sculpteur.

Or, la guerre semble avoir redonné toute sa fougue au vieux maître. Il reprend des vieux thèmes traités trente ans plus tôt et insuffle à la République transcendée par la victoire toute une dynamique qu'elle avait perdue. Le monument aux morts de Lamalou-les-Bains *(photo 1)* inauguré en 1924 reprend une œuvre de jeunesse de l'auteur réalisée en 1885, l'ange *Renommée* commandé par un clergyman de New-York et interprété librement par l'artiste. L'allégorie religieuse, quelque trente ans plus tard, se retrouve confondue avec la République triomphante ou la Victoire, confortant les observations de Maurice Agulhon pour qui « l'emploi des symboles au XIX[ème] siècle n'a pas changé seulement parce que les codifications de l'ancien humanisme se sont effacées ou ont été méconnues, il a changé aussi, parce que se modifiaient les circonstances historiques. »[18] Injalbert continue sur sa lancée, comme revigoré par la Victoire. À Cournonterral, poursuivant une longue tradition d'attachement au régime[19], c'est une République triomphante qui domine le monument, mais elle aussi a retrouvé des allures de jeunesse, la poitrine généreuse et nue,

elle dresse haut vers le ciel la couronne de lauriers qui récompense la geste des vainqueurs *(photo 2)*. Elle renoue avec une allure populaire et révolutionnaire qu'elle avait perdue au fil du temps. Quand il s'écarte de ce registre, Injalbert va directement au symbole, il exalte la Patrie; à Laurens, son coq chante au loin la victoire d'une France radieuse. Injalbert, dès 1916, avait fait des épures au crayon en s'inspirant du réalisme animalier mis en vogue par Barye au XIX^{ème} siècle.[20]

Dans ces deux derniers cas, le maître a sacrifié à l'anti-germanisme ambiant; chaque fois, l'ennemi abhorré est symbolisé, le coq de Laurens est juché sur un casque à pointe de uhlan, le même qui est transpercé par la lourde épée de la Victoire de Cournonterral. Lors de l'inauguration, le maire de cette commune ne s'y était pas trompé, il avait salué l'œuvre du grand sculpteur en ces termes. « Elle est la France, que nos morts glorieux ont faite victorieuse, la France qui, après les années de lutte terrible, a fini par terrasser le sauvage et fourbe ennemi. »[21]

Injalbert a toujours aimé sa patrie méridionale. Durant l'été 1918, il écrivait ces quelques lignes passionnées. « Ce terroir, cerné par la mer bleue, les Pyrénées et les Cévennes, ensoleillé d'or, puisque Vénus en est sortie, et s'y plaisait (son temple est encore à Vendres (Hérault). Tu sauras que ce pays, est le 1er pays du monde. »[22] Il se devait de représenter au moins une fois, l'un des éléments essentiels de la civilisation méridionale : le vin. Pour la petite commune de Boujan-sur-Libron, il réalise un ensemble intitulé *Le vin de la gloire*. Au pied d'un obélisque surmonté d'un coq, une victoire offre une coupe de vin à un poilu. « Le vin que contient le verre a une double fonction : la première sert à désaltérer agréablement le Poilu, et la deuxième a un caractère plus symbolique car la culture de ce breuvage précieux contribua à l'enrichissement et à l'expansion de la région. »[23] Ce monument qui s'éloigne des

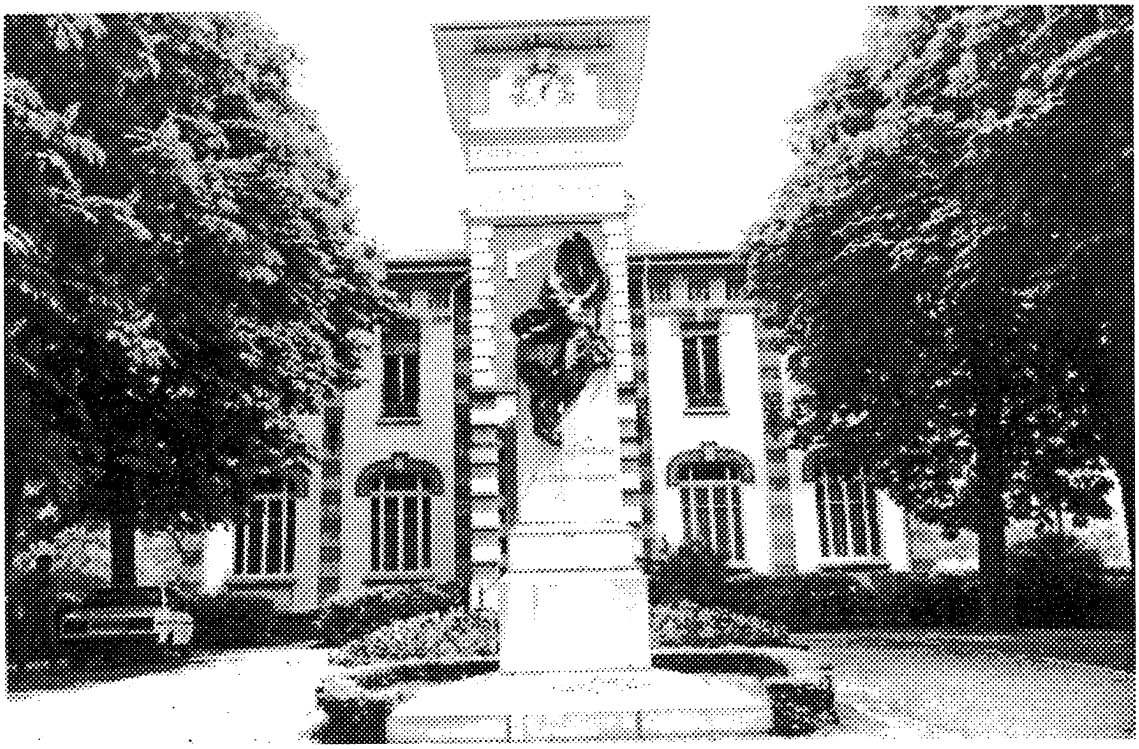


Photo 1 LAMALOU LES BAINS par ENJALBERT

Photo 2 COURNONTÉRAL par ENJALBERT

réalisations majeures de l'artiste ne fait pas l'unanimité et on peut lire un compte rendu railleur dans le *Figaro* du 2 novembre 1921. « Un haut-relief où l'on voit un gai soldat de France tendant une coupe classique, qu'elle remplit, à la déesse svelte et mutine de nos vignobles. L'Amérique ne nous méprisera-t-elle pas ? »

Très tôt, Injalbert a revendiqué avec force le droit d'honorer les Biterrois morts au combat. « Si on me désigne pour faire ce monument, je mettrai dans sa réalisation tout ce que ma longue carrière m'a donné d'expérience dans mon art, tout ce qu'il peut y avoir en moi de pensée et de vie, toute l'ardeur de mon cœur toujours jeune, toujours vibrant pour ma ville natale... »[24] C'est avec assurance qu'il attend après-guerre, le choix du comité d'érection : « j'ai 2, 3, 4, 5 et même 6 projets à montrer qui ne peuvent avoir qu'une signature, la mienne; ma marque au milieu de tout ce qu'on pourra exhiber. »[25] Le 1er mars 1920, sa ville natale se tourne à nouveau vers lui.

À Béziers, Injalbert peut se lancer dans une réalisation de grande envergure. Le monument situé au pied du plateau des Poètes est la synthèse des travaux de l'artiste sur la mémoire de la guerre. Comme l'ensemble s'y prête, l'œuvre sera polysémique, mais il faut compter aussi avec l'emplacement choisi qui ne satisfait pas l'artiste car « aux pieds du Plateau en face la gare. J'ai été un peu abasourdi en apprenant la nouvelle [...] il y aura fort à faire en dehors du monument pour civiliser cette sale entrée [...] »[26] L'ensemble sera cependant à la hauteur de la réputation de la cité biterroise. « Le génie d'Injalbert et l'habileté de l'architecte Laloux furent nécessaires pour transformer ce lieu. L'architecte opta pour une entrée monumentale en pierre d'Estaillade d'Oppède, avec en arrière plan, la Victoire noire d'Injalbert qui rayonne, entourée par la consolation, un poilu, l'aigle décapité qui se détachent du fond de peupliers. »[27] L'ensemble ne manque pas de superbe et dès

l'annonce du projet la critique vante les mérites de l'artiste : « L'œuvre paraît des plus grandioses. Elle se compose de plusieurs sujets. Au centre le génie de la Victoire, aux ailes déployées, dont une s'élève victorieuse, l'autre ploie sous la blessure. La tête se cache en partie sur le bas qui se dresse droit vers les cieux. C'est la Victoire attristée. L'attitude du sujet est vraiment imposante. À droite le poilu qui a terrassé l'aigle allemand. Le soldat est fièrement campé. À gauche sur le sol le guerrier français, mort pour la Patrie. À côté deux femmes unies dans la même douleur. »[28] *(photo 3)*

Dans son ensemble statuaire, Injalbert a, comme tant d'autres, suivi la voie tracée par Maurice Barrès qui demandait aux poètes et aux artistes « qu'ils fixent la mémoire des grands morts, des lieux dévastés, des visages ennoblis et des accents frémissants ».

— Dardé : Eros et Thanatos

Paul Dardé refuse obstinément cette piste et cherche — tout en exploitant toujours le même thème — à renouveler les modes de représentation du souvenir des morts à la guerre. C'est suite à des commandes qu'il se penche sur le sujet. Il s'en explique dans un entretien. « Si je suis revenu en province dans mon pays natal ce n'était pas pour courir après les monuments aux morts ». Cela se vérifie par le peu de place qu'occupe la mort monumentale dans l'œuvre du sculpteur qui cherche avant tout à vivre et ne tient pas à devenir une référence en la matière. D'ailleurs pour un artiste, l'aventure n'est pas sans risque. « Je sais bien que les monuments aux morts n'ont pas bonne presse : c'est à cause de certains sculpteurs qui sont des faiseurs de monuments en série pour le compte des grands magasins de nouveautés. Mais il existe d'autres sculpteurs, qui ont un caractère indépendant, qui

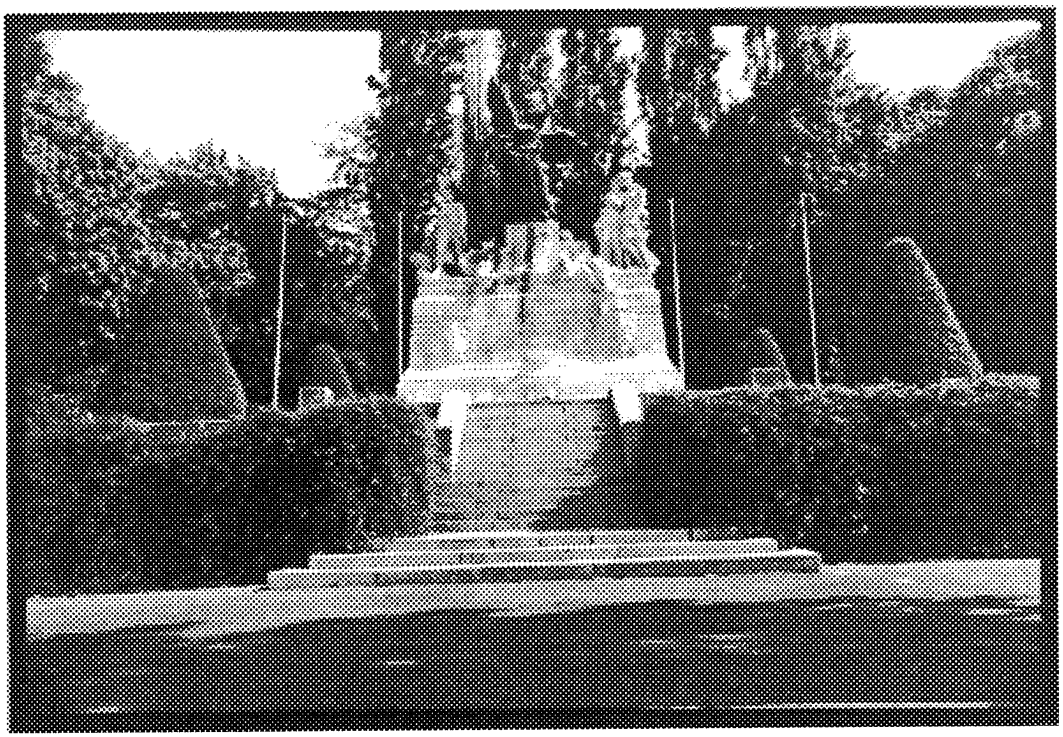


Photo 3 BÉZIERS par ENJALBERT

aiment la liberté et font de l'art parce que ça leur fait plaisir. »[29] Cette liberté, Dardé ne s'en prive pas. Elle s'exprime à travers une quête systématique de l'authenticité, une authenticité revisitée en fonction des lieux et de l'expérience acquise par l'artiste. En effet, l'œuvre d'art n'est pas un acte gratuit, elle doit être « conçue pour un lieu et s'harmoniser avec lui ». Elle intègre aussi le passé des habitants — quand la chose est possible — car le sculpteur se veut pédagogue. « C'est la plus belle, la plus grande instruction que l'on puisse donner au peuple que de lui révéler son passé, car il apprend ainsi à se reconnaître et à s'apprécier. »[30] L'auteur cherche pour chaque commune un projet original.

À Saint-Maurice-de-Navacelles sur le rebord septentrional du Larzac, Dardé s'inspire de la tradition mégalithique des grands causses.[31] Reprenant le thème des grands menhirs et des pierres levées, qui abondent dans la région, le monument se présente sous la forme d'une grande dalle sur laquelle figure un bas-relief — comme sur une tombe romaine — représentant un poilu du village, ami de l'auteur *(photo 4)*. Les deuils modernes sont associés à un mode de souvenir qui remonte dans la nuit des temps, ce qui traduit bien la culture éclectique de Dardé.

Au Bousquet-d'Orb, il ne veut se souvenir que des morts et adopte le plan d'un mausolée et représente encore un buste de poilu. Il utilise la même pierre, la pierre de Lens poursuivant ainsi une tradition antique.

À Lunel, il réalise l'un des projets les plus composites et les plus étranges que l'on puisse rencontrer. Les contemporains ne s'y étaient pas trompés. « On est tout de suite frappé par l'originalité de sa conception qui témoigne du souci de l'auteur de sortir des sentiers battus et d'affirmer hardiment le caractère particulier de son talent et de son art » écrivait prudemment le

journaliste de *l'Écho du Vidourle* le 10 juin 1923. L'œuvre ne manque pas de surprendre. L'ensemble est surmonté d'une palmette supportant les armoiries de la ville et qui repose sur un linteau orné d'une guirlande de lauriers. En dessous, deux poilus reposent, l'un intact, l'autre, disloqué, déchiré, la poitrine écrasée sous le poids de barbelés enchevêtrés *(photo 5)*. Dardé refuse de sublimer la mort qu'il a vue de près et veut montrer la solitude du combattant, à nu, dans son épouvantable agonie. Sans doute s'agit-il de quelque scène gravée à jamais dans son subconscient. « Je devais ramasser les blessés, les mourants, qui nous suppliaient de les achever tellement ils souffraient. » En contrepoint, le poilu dormant reflète peut-être l'image inconsciente du souvenir, telle qu'elle reste figée dans les mémoires; celle du héros demeuré intact malgré les outrages du combat, celle du fils adoré, dans la fleur de sa jeunesse et pourtant méconnaissable au moment de l'identification du corps. Jean-Charles Jauffret a retrouvé sur ce thème un témoignage bouleversant : une famille vient chercher ce qui reste du fils, l'orgueil du père, malheureux père qui doit assister sur un suaire étendu, à la reconstitution du corps de son enfant.[32] La guerre, de façon absurde, n'est que l'anéantissement de l'homme, la destruction du vivant. Une telle problématique n'est guère lisible au premier coup d'œil, elle dérange. Le même journaliste se lance dans des précautions oratoires pour souligner qu'il est le premier surpris par un tel travail. « Nous garderons bien d'émettre un jugement et de formuler des critiques, qui du moins, ne doivent d'exercer qu'autant qu'on est qualifié pour appuyer d'une solide argumentation les raisons qu'on croit avoir de celles-ci. » Après ce préambule abscons, il peut néanmoins afficher une légitime fierté en relevant que la commune de Lunel dispose désormais d'un monument original, différent de ceux d'alentour qui ne peuvent qu'afficher des œuvres à la « statuomanie

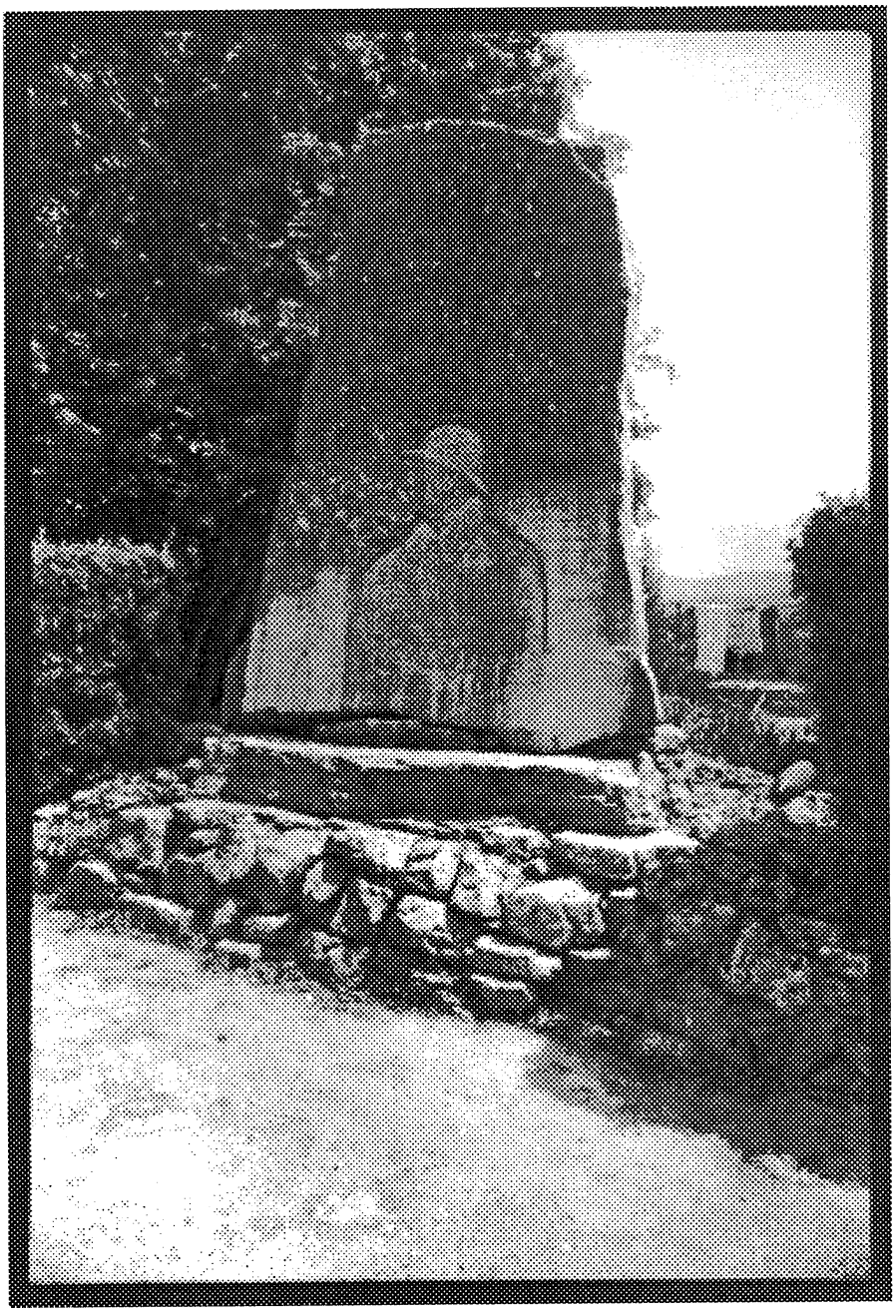


Photo 4 St MAURICE de NAVACELLES par DARDE

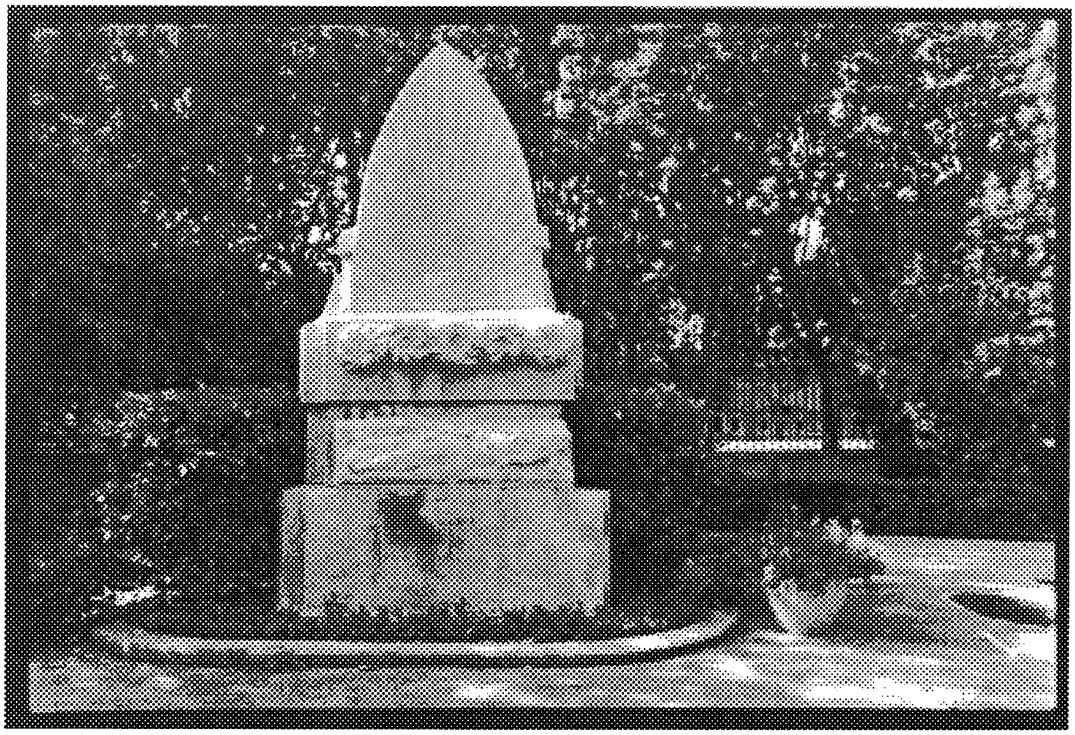


Photo 5 LUNEL par DARDE

d'un goût douteux qui cherche à s'imposer par le burlesque des attitudes des personnages représentés ».

À Soubès, Clermont-l'Hérault et Lodève, ce sentiment de deuil est exalté par la représentation conjointe d'un poilu mort et d'une compagne endeuillée. Le poilu est toujours traité à l'identique, dans son dernier sommeil, tel un gisant médiéval. Sa compagne affecte un deuil retenu. Drapée dans sa dignité, pleurant silencieusement, le visage ruisselant de larmes, elle veille le défunt à Soubès. À Clermont-l'Hérault, l'allure générale a changé et la femme, qui veille aussi, est troublante *(photo 6)*. Ses ailes déployées tapissent le fond de l'alcôve; nue et couverte de bijoux, telle une courtisane orientale, sa pose suggère une maîtresse regardant un amant endormi, l'un des biographes de Dardé évoque une sphinge, animal mythique qui renaît de ses cendres comme l'Amour. Alors faut-il voir dans ce couple étrange, le jeu subtil entre la vie et la mort ? La femme, le menton reposant dans le creux de la main, souriante et carnassière à la fois, paraît réfléchir à l'épouvantable gâchis que représente ce corps robuste offert à la guerre et désormais privé d'amour. Il fallait s'appeler Dardé pour mettre en scène Eros face à Thanatos sur un monument aux morts, et dénoncer la logique absurde de Mars !

Pour la ville de Lodève, Paul Dardé réalise un monument d'une grande ampleur qui reste l'une des rares allégories familiales représentées dans le département.[33] Ici, l'artiste inscrit son projet dans le cadre prestigieux du parc qui jouxte le palais épiscopal de la vieille cité. Il a mis en place un jeu de lignes verticales, courbes et horizontales qui devait intégrer le monument dans un environnement alliant à la fois la sculpture, l'ensemble architectural lui-même, et le paysage. En ce lieu, « il a plié son génie aux exigences du décor de sa ville [...] et en même temps aux circonstances que commandait l'hommage à rendre aux Morts de la Guerre. Deux dates, 1914-1918, à inscrire en pierre, pour un suspens d'éternité. »[34] Mais l'œil

du profane reste irrésistiblement attiré par la scène centrale : une veuve effondrée pleure sans retenue sur le corps gisant d'un poilu *(photo 7)*. L'attitude de cette veuve, au corps vrillé par la douleur, s'éloigne de toutes les postures officielles qui parsèment les monuments du département. Il n'y a pas de noblesse dans cette représentation, mais bien la montée d'un cri sans fin, comme on a dû en entendre dans cette région de Lodève. Dardé refuse le parti pris d'un Maillol qui écrivait sur ce thème : « J'ai supprimé tout détail. Avant tout, il ne faut pas que ce soit une bonne femme. Il faut se placer hors du temps, de ses travaux. Il faut que ce soit éternel. »[35] Dardé choisit au contraire l'ancrage dans le temps présent. Postées comme des sentinelles, témoins oculaires du drame, quatre femmes veillent, le visage impassible. Vêtues à la mode de l'époque, elles représentent toutes les catégories sociales et symbolisent l'ensemble du peuple français touché par le deuil. La présence de ces jeunes femmes suggère la situation de ces milliers de fiancées désormais seules, elles aussi. La solennité de leur attitude montre la tâche à accomplir : éduquer les prochaines générations — peu nombreuses[36] — et relever le pays. L'artiste et son entourage font corps avec l'ensemble, Alice Dardé ayant servi de modèle pour la veuve du pauvre. Les orphelins qui sont au pied du gisant sont traités de la même façon et l'un d'entre eux — l'orphelin du pauvre — n'est autre que Dardé enfant. À travers cet ensemble, Dardé affirme son appartenance à la Nation souffrante et meurtrie.

Dardé a choisi délibérément son camp, et les personnages vivants qu'il représente expriment soit une douloureuse retenue, soit un chagrin que l'on ne peut maîtriser. Ils s'éloignent de toutes les attitudes conventionnelles développées alors, refusant les poses figées ou pathétiques d'un Réal del Sarte à Ganges par exemple, ou le dynamisme emphatique d'Injalbert. C'est bien de la vie et de la mort qu'il s'agit, plus que de gloire et de renommée.

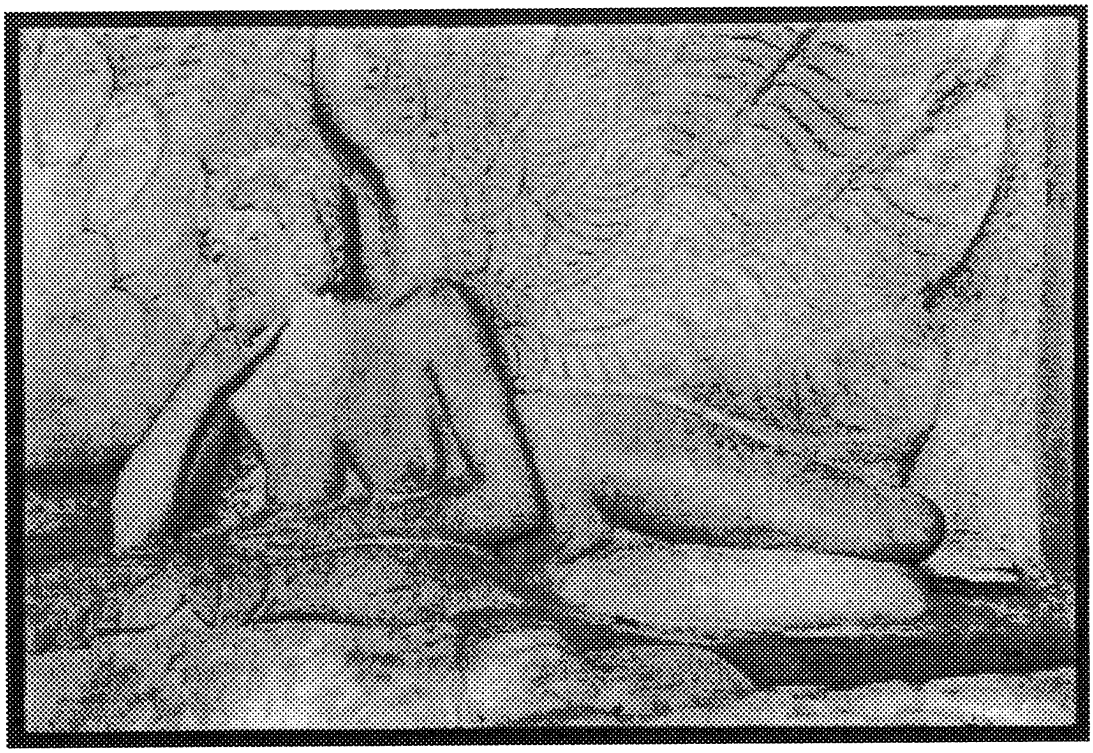


Photo 6 CLERMONT l' HÉRAULT (Détail) par DARDE

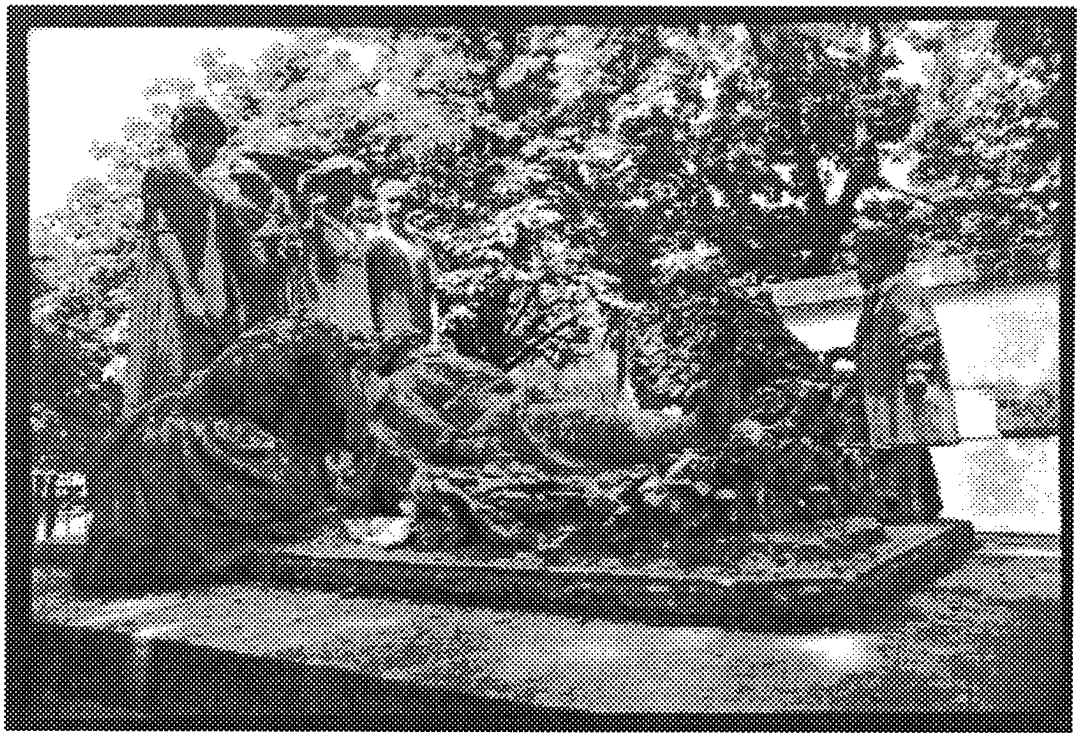


Photo 7 LODÈVE par DARDE

Avec de tels artistes, le patrimoine héraultais est de bonne tenue. L'antagonisme a permis la diversité. Le talent de chacun, mais aussi l'expérience vécue, ont assuré la multiplicité des solutions autour des thèmes abordés. Chaque artiste veut offrir à ses compatriotes une « mémoire de la guerre » qui est le fruit d'une épreuve personnelle et du cheminement d'une carrière.

Injalbert a profondément été marqué par la guerre de 1870-71 et il a douloureusement vécu celle de 14-18. Pour la commémorer, il donne le meilleur de lui-même, c'est pourquoi il reprend des sujets traités des années auparavant et qu'il s'investit dans des recherches esthétiques tout au long du conflit. Ponsonailhe avait noté dans sa biographie : « Il fallait oublier dans l'étude la douleur de la plaie saignante au flanc de la patrie morcelée, il fallait sur le terrain de l'Art conquérir une glorieuse revanche. »[37] Injalbert n'en démord pas et malgré son talent il ne peut guère s'éloigner des poncifs du genre. Son art de la mémoire de guerre est le fruit d'une accumulation d'expérience, d'une vie consacrée à la sculpture, mais sans véritable étincelle, sans grande nouveauté, comme l'écrivait Luc Ferry, ici « le sujet se meurt dans l'avènement de l'individu ».

Dardé a vécu la Grande Guerre, il a été confronté à ses horreurs. Sa santé mentale en a été affectée, on pensait même qu'il allait en perdre l'esprit. Ses dessins réalisés sur le front ne montrent que des soldats hébétés, blessés, amputés. Si Dardé a surmonté l'épreuve, c'est sans doute grâce à son ami russe Marc Boujanski qui le pousse à approfondir ses connaissances sur l'art; celui de l'Égypte surtout, tourné vers l'étude de la sérénité et la mort. L'art a sauvé Dardé; Sigmund Freud rappelle dans une de ses leçons que le patient peut surmonter sa névrose s'il possède le don artistique. « Il peut, au lieu de symptômes transformer ses rêves en créations esthétiques.

Ainsi échappe-t-il au destin de la névrose et trouve-t-il par ce détour un rapport avec la réalité. »[38] Alors Dardé a réglé ses comptes et, comme le soulignent deux de ses biographes, tout son effort tend « à s'affranchir d'une typologie traditionnelle et d'un symbolisme conventionnel qui, les années passant, se pétrifient en poncifs. »[39]

Du vieux maître biterrois ou de l'irascible lodévois, le temps semble donner raison au second. Sans doute parce que moins soumis aux aléas des écoles de pensée dominantes, il a su garder toute son authenticité, avec en plus le mérite, celui d'avoir œuvré seul et souvent contre tous. Ses sculptures portent en elles l'expression d'une volonté sans détour, et c'est cette réalité qui rallie les suffrages, car de nos jours « l'authenticité tend à n'être valorisée que lorsqu'elle s'accompagne soit du courage de la vertu, soit d'une authenticité de séduction, donc, lorsqu'elle est l'authenticité d'une richesse intérieure dont la manifestation suscite l'assentiment ou l'admiration d'autrui. »[40] Il est possible de déceler au travers des deux productions ce que Jean-Jacques Becker appelle la manifestation des « ruptures du consensus », qui marque ici la naissance d'une divergence profonde du regard que l'on porte sur la mémoire de la guerre. Mais par-delà cet antagonisme, les deux artistes ont eu en commun le même désir, celui d'honorer leurs compatriotes morts au combat, et ils ont contribué à doter le département de l'Hérault d'un patrimoine monumental d'une rare diversité.

Les clichés qui accompagnent cette publication sont de Jean-François Sanchez.

NOTES

1. Odon Abbal, *Les monuments aux morts de l'Hérault, 1914-1918*, Montpellier, UMR 5609 du CNRS, États-Sociétés-Idéologies-Défense, 1998, p. 55. Les obélisques représentent 36,9 % des monuments effectivement érigés.
2. Laure Gigou, « Le centenaire du Monument de Molière à Pézenas, œuvre d'A. Injalbert », *Histoire d'un centenaire : le monument d'Injalbert à Molière (8 août 1897)*, Les Amis de Pézenas, 1997, p. 13-71.
3. La biographie détaillée d'Injalbert a été minutieusement établie par Jean-Pierre Vanderspelden, *Injalbert statuaire — 1845-1933*, Béziers, Musée des Beaux-Arts, 1991, p. 1-19.
4. L'amiral est une personnalité en vue à Montpellier, qualifié de « superpatriote » par Dardé, il est l'un des membres les plus assidus du Comité départemental de secours aux prisonniers de l'Hérault. Pour sa biographie, Odon Abbal, *Les prisonniers de guerre 1914-1918 : prisonniers du Gard et de l'Hérault*, Montpellier III, thèse de 3ème cycle, 1984, p. 137.
5. Jacqueline et Henri Vallat, *Paul Dardé, sculptures, dessins et peintures*, Montpellier, Presses du Languedoc/J. Guilhem, 1993, p. 183.
6. Laurent Lloppez, « La garde mobile de l'Hérault : défendre le territoire national de Paris à l'Algérie », *Les Cahiers de Montpellier : Histoire et Défense*, 1996, n° 33, p. 31-61.
7. Charles Ponsonailhe, *Jean-Antoine Injalbert, l'artiste et l'œuvre*, Paris, Flammarion, 1892, p. 47-48.
8. *Ibid.*, p. 62.
9. Jean-Pierre Vanderspelden, *op. cit.*, pièce n° 0909.
10. *L'Illustration* du 18 mai 1918, par Henri Lavedan, p. 473.
11. Le Salon de 1918 pose surtout le problème de la représentation de la guerre, les sculpteurs ne semblent attirés que par les généraux, Philippe Dagen, *Le silence des peintres. Les artistes face à la Grande Guerre*, Paris, Fayard, 1996, p. 7-11.
12. Les archives privées d'Injalbert sont dans leur grande partie conservées au musée Fabréguat à Béziers. Nous profitons de l'occasion pour remercier la conservatrice Nicole Riche pour la qualité de son accueil.
13. Claude Digeon, *La crise allemande de la pensée française (1870-1914)*, Paris, Presses Universitaires de France, 1959.
14. L'expérience militaire de Dardé a été établie par des éléments réunis par plusieurs biographes. Christian Puech, *Paul Dardé, sculpteur-dessinateur de l'âme humaine*, Montpellier, Christian Puech, 1992, p. 52-54, Jacqueline et Henri Vallat, *op. cit.*, p. 44-45 et Bernard Derrieu, *Paul*

Dardé, sculpteur (1888-1963), Entretiens, Montpellier, Éditions de la Jonque, 1985, p. 29-30.
15. Jacqueline et Henri Vallat, *op. cit.*, p. 76.
16. Maurice Agulhon, *Marianne au pouvoir, l'imagerie et la symbolique républicaines de 1880 à 1914*, Paris, Flammarion, 1989, qualifie le département de « riche » lorsqu'il aborde les représentations féminines de la République, p. 229-232.
17. *Ibid.*, p. 65-66.
18. *Ibid.*, p. 346.
19. Louis Secondy *et al., Entre Coulazou et Mosson, dix villages, dix visages*, Montpellier, 1985, p. 386-387.
20. Julie Louvier, *Jean-Antoine Injalbert, Sculptures et dessins réalisés pour le sud de la France*, Mémoire de maîtrise, Montpellier III, 1997, p. 56. Louis-Antoine Barye (1796-1875), membre de l'Académie des Beaux-Arts en 1868, a réalisé plusieurs sculptures d'animaux.
21. *Cérémonie de l'inauguration du monument aux morts pour la France*, Mairie de Cournonterral, 1923, p. 14.
22. Carnet Injalbert, 11 août 1918.
23. Julie Louvier, *op. cit.*, p. 58.
24. Julie Louvier, *op. cit.*, p. 64, tiré de *l'Étendard Piscénois* du 7 novembre 1925, archives Paul Alliès.
25. Carnet Injalbert, 19 décembre 1918.
26. *Ibid.*, 18 octobre 1921.
27. Élisabeth Villeroux, *Plateau des Poètes, un jardin paysager*, Béziers, Services techniques municipaux, 1993, p. 78.
28. Dossier de presse Injalbert, article du 19 juin 1921, journal non identifié.
29. Bernard Derrieu, *op. cit.*, p. 50.
30. *L'Indépendant* du 3 octobre 1920.
31. G. Constantini, « Préhistoire du Larzac », *Larzac, terre inconnue*, Paris, Éditions Ouvrières, 1973, p. 159-165.
32. Jean-Charles Jauffret, « La question du transfert des corps, 1915-1934 », Les Oubliés de la Grande Guerre, *Supplément d'âme*, H-S n°3, 1998, p. 81-82.
33. Odon Abbal, *op. cit.*, p. 71-73.
34. Albert Poujol, « Le monument aux morts de Lodève, par Paul Dardé », *L'Art et les artistes*, n° 108, juin 1930, p. 309.
35. Annette Becker, *Les monuments aux morts. Mémoire de la Grande Guerre*, Paris, Errance, 1984, p. 60.

36. Annette Becker relève que « la France des monuments aux morts se montre sous un jour malthusien. On ne représente pas plus de un ou deux enfants. », *op. cit.*, p. 63.
37. Charles Ponsonailhe, *op. cit.*, p. 27.
38. Sigmund Freud, *Cinq leçons sur la psychanalyse*, Paris, Payot, 1988, p. 60.
39. Jacqueline et Henri Vallat, *op. cit.*, p. 76.
40. Luc Ferry, *Homo æstheticus, l'invention du goût à l'âge démocratique*, Paris, Grasset et Fasquelle, 1990, p. 362.

Frédéric ROUSSEAU
(Université de Montpellier)

ESSAI D'UNE HISTOIRE EUROPÉENNE DE LA GUERRE ET DE LA PAIX EN EUROPE AU XX^{ème} SIÈCLE

De la Grande Guerre à la guerre de Soixante-dix ans

Depuis une dizaine d'années, un certain nombre d'historiens, français notamment, ont proposé au public des *Histoires de l'Europe.* Cette floraison ne s'explique pas seulement par l'apparition d'une mode éditoriale; à l'heure où l'intégration abusivement appelée européenne de la partie occidentale de l'Europe semble s'accélérer, elle signale un intérêt renouvelé pour l'histoire de notre continent; elle témoigne aussi d'un réel effort d'ouverture aux autres, d'une plus grande attention portée aux peuples voisins, particulièrement ceux de l'est européen et des Balkans, qui ont en commun, avec nous, d'appartenir à la même aire de civilisation : l'Europe. Cependant, en dépit de l'avancée qu'elles constituent, ces différentes tentatives ont démontré toute la difficulté qu'il y a pour l'historien à changer de point de vue, à passer du point de vue national ou occidental au point de vue continental. Pour ne prendre qu'un exemple particulièrement frappant, dans *L'Europe, histoire de ses peuples* de Jean-Baptiste Duroselle[1], paru en 1990,

> 87% des lieux cités se situent à l'ouest de la ligne Lübeck-Trieste, 9% seulement à l'est, les 4% restant se rapportant à l'Europe du Nord.[2]

Est-il possible d'écrire une histoire de toute l'Europe ?

Une petite équipe de chercheurs réunie à l'initiative du Professeur Charles-Olivier Carbonell à l'Université Paul-Valéry de Montpellier tente actuellement l'expérience.[3] L'objectif de cette équipe n'est pas d'écrire une autre histoire de l'Europe, mais d'essayer de rédiger une histoire de l'Europe autre, une histoire qui ne juxtapose pas un certain nombre d'histoires nationales, mais qui au contraire privilégie systématiquement le point de vue paneuropéen. De la sorte, un événement, un phénomène, une innovation ne sont pris en compte que s'ils ont un retentissement, une diffusion intéressant tout le continent ou tout au moins une grande partie de celui-ci. Ainsi, pour une fois, les aires et les périodes de diffusion à l'échelle du continent européen prennent-elles le pas sur les dates et les lieux de naissance. L'accent est mis sur les expériences partagées par le plus grand nombre d'Européens. C'est en suivant ce parti-pris et en appliquant les quelques principes que nous venons d'énoncer que le XX^{ème} siècle, un siècle particulièrement dominé par la question de la guerre et de la paix entre Européens, a été revisité et remis en perspective.

Très rapidement, et irrésistiblement, porter un regard européaniste sur l'histoire de l'Europe conduit à relativiser la pertinence des découpages chronologiques traditionnels. 1914, 1918, 1939, 1945 sont quelques-unes des principales bornes chronologiques incontournables en France et plus largement en Occident. De fait, pour un Français, un Britannique, un Allemand, la Grande Guerre débute bien en 1914; et il est communément convenu de chaque côté du Rhin que les combats se sont achevés le 11 novembre 1918, avec la signature de l'armistice à Rethondes. Si l'on se place du point de vue français ou occidental, ces bornes chronologiques paraissent s'imposer comme des évidences. Mais il en va autrement si l'on embrasse tout le continent européen. En effet, la guerre qui débute en août 1914 trouve son origine dans les Balkans.

À l'échelle de l'Europe, dans un premier temps, l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo déclenche une crise balkanique. Or celle-ci n'est pas la première. Elle survient non seulement après plusieurs mois de tension, ponctués de plusieurs autres attentats, mais encore après deux guerres qui ont opposé en 1912 et 1913 la plupart des États des Balkans, Grèce, Serbie, Bulgarie, Roumanie. Dans les semaines qui suivent l'attentat de Sarajevo, États balkaniques et grandes puissances pensent pouvoir réussir, comme par le passé, à circonscrire le conflit à la région des Balkans. En cela ils se trompent, car très rapidement, par le simple jeu des systèmes d'alliances, les enjeux régionaux sont dépassés et échappent aux principaux intéressés; ils se trouvent également éclipsés par des enjeux d'ampleur beaucoup plus vaste, essentiellement occidentaux, mettant aux prises principalement la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne. En août 1914, ce qui aurait pu demeurer une crise, voire une guerre balkanique, dégénère en guerre européenne puis mondiale, une guerre qui selon les *Histoires de l'Europe* auxquelles il a été fait allusion plus haut, s'achève au matin du 11 novembre 1918...

Plus encore que la première, cette borne chronologique trahit l'occidentalocentrisme des auteurs occidentaux. En effet, si les combats s'achèvent effectivement à cette date sur le front occidental, à l'est du continent la situation demeure très troublée. L'état de guerre perdure. Dans cette partie de l'Europe, la Grande Guerre connaît un certain nombre de prolongements et de prolongations, et ceci pour deux raisons essentielles. La première découle du nationalisme ombrageux et agressif des jeunes États européens appelés à naître ou à renaître par les vainqueurs sur les décombres des Empires centraux vaincus et démembrés. La seconde est à mettre au compte de la croisade antibolchévique engagée par de nombreux États avant même la fin de la Grande Guerre.

Durant l'automne 1917, en effet, et plus encore en 1918, la croisade wilsonienne en faveur de la Démocratie, du Droit et de la Liberté, accouche, presque subrepticement, d'une nouvelle croisade militaire et idéologique dirigée cette fois contre le bolchévisme et ses prétentions universelles. Cette mutation de la guerre européenne conduit de nombreux États à intervenir militairement, notamment dans la guerre civile russe, mais aussi dans la guerre civile finlandaise. Dans ce dernier cas, les Blancs finlandais emmenés par Mannerheim, et déjà assistés par plusieurs centaines de volontaires suédois, doivent en grande partie leur salut à l'intervention de l'armée allemande contre les Rouges.

Dans la Lettonie voisine, peu après l'annonce de la capitulation allemande, les troupes bolchéviques parviennent à s'emparer de Riga alors que le gouvernement provisoire constitué en novembre 1918 trouve refuge auprès de la flotte britannique de la Baltique. Les Alliés confient le soin de contenir la poussée bolchévique aux... Allemands. Ces derniers vont d'ailleurs rapidement exploiter leur mission pour tenter de pérenniser une présence germanique dans cette région. Et ce n'est qu'après une année de sauvages combats, et grâce au soutien effectif de la flotte franco-britannique, que les Lettons parviennent enfin à s'émanciper de la tutelle de leurs différents prédateurs russes, Rouges et Blancs, et allemands.

En ces deux occasions, les clivages nationaux traditionnels sont littéralement transcendés par un clivage tout à fait inédit, de nature idéologique. Ainsi, avant même la fin des combats sur le front occidental, les États qui s'y affrontent à mort depuis plus de quatre années se retrouvent alliés contre un ennemi commun : le Rouge. L'idée d'intervenir en Russie est d'ailleurs venue relativement tôt à l'esprit des Alliés. Dépités par le retrait russe de la guerre qu'ils qualifient de trahison, mais surtout inquiets des projets d'extension de la révolution en Europe, les Alliés se consultent et réagissent rapidement.

Dès le 3 juin 1918, le Conseil supérieur de la guerre interallié décide d'affecter plusieurs milliers d'hommes à la lutte anti-bolchévique. La Grande-Bretagne, la France, la Grèce, l'Italie ainsi que d'autres pays européens y affectent des contingents plus ou moins importants. Pour couronner l'entreprise, d'octobre 1919 à janvier 1920, un blocus de ses côtes est infligé à la Russie bolchévique. Qu'est-ce qu'un blocus sinon un acte de guerre ?

Dès lors, l'Europe souffre d'une nouvelle et profonde fracture que l'armistice du 11 novembre 1918 ne referme pas. Dans toutes les régions de contact avec la Russie, les visées purement nationalistes rencontrent celles de la croisade anti-bolchévique et sont à l'origine de nombreux autres combats. À l'est du continent, tout d'abord, les Polonais conduits par le général Piłsudski rêvent de reconstituer la Grande Pologne, celle d'avant le partage de 1772; les Bolchéviques en ce qui les concerne, entendent récupérer les territoires perdus à Brest-Litovsk. Des combats acharnés s'engagent en 1919 pour le contrôle des provinces périphériques de la Russie occidentale. Après de multiples rebondissements et une dernière offensive, encouragée par la France et sanctionnée par le « miracle de la Vistule », victoire acquise le 15 août 1920, les Polonais parviennent à repousser profondément leur frontière vers l'est : le traité de Riga signé le 18 mars 1921 entérine le nouveau tracé qui, sans atteindre la frontière de 1772, déplace néanmoins de deux cents kilomètres vers l'est la ligne fixée précédemment par Lord Curzon.

Outre cette guerre russo-polonaise, de nombreux accrochages armés ont également lieu en Haute-Silésie entre des troupes polonaises et des corps-francs allemands. Plus au nord, dès le 12 novembre 1918, l'Estonie proclame son indépendance. Mais la Russie dénonce aussitôt les termes du traité de Brest-Litovsk qui lui avait arraché les provinces baltes, et pénètre dans le pays sur les talons de l'armée allemande. Une contre-

offensive estonienne, soutenue par la flotte britannique, et des volontaires finlandais, permet de repousser l'agression russe. Le traité de Tartu signé le 2 février 1920 octroie finalement l'indépendance à ce pays. Plus au sud, la Hongrie subit le gros appétit de ses voisins : ses régions périphériques sont envahies par plusieurs armées étrangères, roumaines à l'ouest, serbes au sud, tchèques au nord. D'août à mi-novembre 1919, Budapest est livrée par les Alliés à l'occupation de l'armée roumaine déjà autorisée à s'emparer de la Bessarabie russe. La liste n'est pas close...

Au sud-est, dans un contexte totalement différent, les Grecs se lancent dans une grande offensive contre la Turquie... De violents combats se poursuivent en Anatolie et en Thrace jusqu'en août 1922. Et puis, à ces nombreuses hostilités qui prolongent la guerre européenne, qui mêlent combats nationalistes et croisade antibolchévique, on pourrait encore adjoindre la guerre civile allemande, la guerre anglo-irlandaise, l'occupation de la Ruhr par les troupes franco-belges... Non, décidément, l'Europe ne retrouve pas la paix le 11 novembre 1918. Les différents événements qui viennent d'être brièvement recensés le montrent. Pour de nombreux Européens, non seulement d'anciens combats renaissent, mais de nouveaux apparaissent, comme à l'est, entre la Russie bolchévique et le reste de l'Europe. Ce combat-ci a d'ailleurs de l'avenir : il annonce la longue fracture de l'Europe et du monde; il annonce aussi la Guerre froide; à l'échelle plus strictement européenne, il marque la tentation de nombreux États européens d'exclure la Russie de l'Europe, et la création par conséquence, d'un nouveau foyer de tension.

Force est donc de constater que le temps historique de la France ou de la Grande-Bretagne ne coïncide pas avec celui de l'Europe; le seul fait de considérer tout l'espace continental conduit immédiatement à réinsérer la Grande Guerre dans un temps plus long. S'il faut absolument dater, découper le temps

en tranches, disons qu'au minimum, la guerre de 14 débute en 12. Quant à la fin de la guerre, il est clair que la date du 11 novembre ne traduit qu'une partie de la réalité historique européenne. Dans de nombreuses localités de Pologne, les monuments aux morts témoignent encore aujourd'hui des lacunes de cette périodisation occidentale. La date du 11 novembre 1918 concerne le front occidental et occulte les nombreuses prolongations de la guerre qui se déroulent plus à l'est et plus au sud; historiographiquement parlant, et lorsque l'on considère l'Europe et non plus une toute petite partie de celle-ci, la date du 11 novembre 1918 apparaît beaucoup moins pertinente. Dans une certaine mesure, cette borne chronologique s'avère même trompeuse en ce sens qu'elle tend à voiler la mutation fondamentale subie par la guerre au cours de l'année 1918. Avant même sa fin « officielle », celle proclamée par les principaux vainqueurs occidentaux — et constamment reprise depuis par les historiens de cette partie de l'Europe —, cette guerre change de nature. La généreuse croisade wilsonienne des États-Unis se transforme en croisade antibolchévique au mépris d'ailleurs du sixième point de leur programme de paix du 8 janvier 1918. C'est ainsi que des soldats français, entre autres, se sont retrouvés maintenus sous les drapeaux pour une autre guerre qui ne disait pas son nom, sur des fronts très orientaux, en Pologne, en mer Noire, ou sur le Dniestr comme un certain capitaine Conan rendu à la célébrité par un film récent et la réédition du roman de Roger Vercel.[4]

Mais pouvait-on avouer aux combattants que la guerre patriotique s'était muée à leur insu en guerre idéologique ? Comment exposer qu'au nom de la lutte antibolchévique, le barbare allemand pouvait du jour au lendemain devenir un allié fréquentable ? Avouer cela eût été désavouer, dévaloriser les sacrifices inouïs consentis par plusieurs millions d'Européens... Que dire à ces soldats partis défendre leurs patries et

transformés contre leur gré en troupes de maintien d'un certain ordre social européen ? Pouvait-on dire à leurs familles que leur patriotisme avait été détourné et utilisé à des fins sans grand rapport avec la défense nationale ? Non, bien sûr, certaines vérités n'étaient alors pas bonnes à dire. Ainsi qu'en témoignent les mutineries qui ont secoué quelques unités engagées dans la croisade antibolchévique, un certain nombre de troupes ont trop bien perçu la dimension idéologique des derniers combats, cette dimension ultime de la Grande Guerre.

Dès lors, il s'avère particulièrement délicat d'établir une chronologie européenne de la Grande Guerre. Nous avons vu à quel point elle ne coïncidait pas avec la chronologie occidentale. Elle apparaît à la fois beaucoup plus complexe, et beaucoup plus élastique. De fait, lorsqu'elle est appréhendée à l'échelle du continent tout entier, la croisade antibolchévique des années 1918-1920 inaugure un long conflit opposant la Russie au reste de l'Europe, un conflit qui prenant le nom de Guerre froide après 1945, ne trouve sa solution qu'à partir de la chute du Mur de Berlin en novembre 1989... Pour autant, peut-on avancer que l'Europe n'a pas connu de paix véritable depuis 1914 ?

Certains historiens, voyant dans la Seconde Guerre mondiale une réplique ou une conséquence du règlement de la Première ont été tentés de proposer la date du 8 mai 1945 comme celle marquant la fin véritable du premier conflit mondial. Mais cette date vaut-elle pour toute l'Europe ? Ne traduit-elle pas encore l'occidentalocentrisme incurable des Occidentaux ?

Certes, le 8 mai 1945 marque la victoire des Alliés sur le fascisme et le nazisme. Mais cette victoire a un coût chèrement payé par les Européens de l'Est puisque seule la partie occidentale du continent est effectivement libérée du totalitarisme. Le reste de l'Europe est abandonné aux Soviétiques et à leurs

chars. Pour les Européens et les Européennes de l'Est, en dépit des sacrifices endurés, la victoire de 1945 n'apporte pas la libération escomptée. Au contraire, 1945 et les mois qui suivent scellent leur mise sous tutelle russe et soviétique pour près d'un demi-siècle. À l'ouest, autour de la réconciliation exemplaire de la France et de l'Allemagne fédérale, la paix s'installe sous la protection des armes états-uniennes; une communauté européenne réduite à la partie occidentale de l'Europe est mise en chantier. Totalement différente est la réalité qui prévaut en Europe orientale; là, des États répondant aux ordres de l'occupant soviétique oppriment et répriment régulièrement leurs propres peuples, et parfois leur font la guerre aux fins de rétablir « l'ordre socialiste » contesté à Berlin, Varsovie, Budapest ou Prague... Ainsi, la *pax sovietica* qui règne en Europe orientale est-elle pour le moins contrainte et violente. En même temps, le conflit engagé vingt-cinq ans plus tôt par les Européens contre le bolchévisme est réactivé. L'Europe et les Européens vivent au rythme parfois effrayant de la course aux armements; divisé, le continent devient l'un des principaux fronts de la Guerre froide. L'érection du Mur de Berlin symbolise l'enfermement des Européens de la zone d'occupation soviétique. Ce n'est qu'en novembre 1989 que le rideau de fer, enfin, se lève. En conséquence, au regard de l'histoire européenne, l'année 1989 ne peut-elle pas apparaître comme une borne finale plus juste pour cette longue période durant laquelle l'Europe vit dans un état de guerre quasi permanent, scandé de quelques trêves armées ? À bien des points de vue, guerre gigogne, au sens où elle donne naissance à la guerre contre le bolchévisme, la guerre commencée en 1914 peut apparaître à l'échelle de l'Europe, une Très Grande Guerre qui ne s'achève qu'en novembre 1989. Dans toutes ses dimensions, patriotiques, nationales et idéologiques, cette guerre de Soixante-dix ans a profondément marqué tous les peuples du continent. Même si c'est à des titres divers, cette

Très Grande Guerre constitue une expérience commune à tous les Européens. C'est sur les ruines des totalitarismes européens que les Européens d'aujourd'hui peuvent imaginer et bâtir l'Europe de demain.

Paradoxalement, l'état de conflit et de guerre vécu par plusieurs générations d'Européens n'a ni éloigné ni séparé les Européens. Plus que jamais, par delà les peines, les souffrances, les deuils, cette expérience partagée a produit une mémoire partagée. Ainsi en est-il de la Grande Guerre et du long combat contre le totalitarisme sous toutes ses formes.

Car, par delà les batailles qui n'intéressent que tel ou tel État, telle ou telle nation, il existe bien une histoire commune de la Grande Guerre. C'est tout d'abord celle subie par des dizaines de millions d'Européens, qui ont connu l'enfer des tranchées, la boue, le feu, la peur, la solitude, la mort. C'est celle aussi de ces centaines de milliers de civils affamés, déplacés pour cause de guerre; parfois brutalisés, violentés, massacrés par les armées en campagne. C'est encore celle de ces millions de femmes devenues veuves, de ces millions d'enfants devenus orphelins. Cette histoire européenne de la Grande Guerre, c'est enfin celle des paysages dévastés, des villes ruinées, des villages rayés de la carte, des monuments incendiés. Ces enjeux humains ne sont certainement pas effacés par les enjeux nationaux étatiques. Les premiers fondent une véritable communauté européenne de la souffrance de guerre.

Ce schéma se répète, de manière amplifiée, dès la fin des années trente. En dépit de la diversité des destins plus ou moins précocement tragiques des États livrés aux bourreaux, une histoire commune faite d'oppression et de violence guerrière est infligée aux Européens. Tous les peuples de l'Europe martyrisée ont également en partage d'avoir résisté et lutté au nom des mêmes principes, des mêmes idéaux de liberté, de démocratie, de respect de l'individu. Ainsi, au plus fort des

dictatures totalitaires, des maquis FTP français au Syndicat Solidarność, du groupe étudiant antinazi de la Rose Blanche à Vaclav Havel et Andréi Sakharov, les résistants et dissidents européens se sont-ils référés sans cesse à ces valeurs qui au fil des siècles ont façonné l'européanité.

Une telle approche soulève toutefois un certain nombre de réticences. Est-il légitime de placer sur le même plan ce qui se déroule par exemple, en Bulgarie et en France ?

Du point de vue de l'histoire mondiale et européenne, l'histoire de la France n'est-elle pas plus importante que celle de la Bulgarie ? Ainsi posée, la réponse est évidemment affirmative. Mais à condition de considérer comme seul objet historique légitime et véritable l'histoire strictement hiérarchisée des États. L'approche européaniste n'a pas pour objectif de se substituer à ces histoires des Puissances. Elle propose simplement une autre mise en perspective dont la particularité consiste à mettre, pendant un instant, entre parenthèses, les frontières interétatiques.

Une autre objection consiste à suggérer qu'il serait artificiel, sinon a-historique, de gommer systématiquement toute référence étatique et frontalière; pourtant, l'étude de l'histoire du second millénaire de l'Europe montre à quel point le cadre étatique est lui-même artificiel, conjoncturel, souvent fort récent et peu définitif. Quel que soit le cadre étatique, quelle que soit son extension, les peuples composés de millions d'êtres anonymes ne demeurent-ils pas des acteurs historiques, au même titre que les bâtisseurs et les destructeurs d'empires ? Il nous semble, qu'à côté de l'histoire bataille de l'Europe qui marque les différends et insiste sur les différences existant et ayant existé entre les nations du continent, qu'à côté des histoires étatiques et interétatiques, il y a place pour une histoire européenne de l'Europe et de ses habitants, les Européens,

héritiers, acteurs et témoins d'une civilisation commune, l'européanité.

NOTES

1. Jean-Baptiste Duroselle, *L'Europe, histoire de ses peuples*, Paris, Librairie académique Perrin et Bertelsmann Lexicon Verlag, 1990, 423 p.
2. Charles-Olivier Carbonnel *et al.*, *Pour une histoire européenne,* Montpellier, Université Paul-Valéry, Montpellier III, p. 5.
3. Autour du Professeur Charles-Olivier Carbonell, Dominique Biloghi, Jacques Limouzin et Joseph Schultz collaborent à ce travail.
4. Roger Vercel, *Capitaine Conan*, Paris, Albin Michel, 1996, 284 p.

Rainer RIEMENSCHNEIDER
(Georg-Eckert-Institut, Braunschweig)

DE LA GUERRE À LA PAIX. UN CHANGEMENT DE PARADIGME : *LA BATAILLE DE VERDUN* DANS LES MANUELS SCOLAIRES ALLEMANDS 1917-1998

Introduction

Dans un colloque franco-polonais consacré à *Guerre et Paix en Europe,* une contribution allemande peut difficilement faire l'impasse sur les conflits mondiaux qui ont ponctué notre XX^{ème} siècle. Certes, la Deuxième Guerre Mondiale et les crimes nazis occupent le devant de l'espace public en Allemagne : ainsi, la « Querelle des Historiens », le *Historikerstreit* provoqué par les thèses de Ernst Nolte (1986); le débat autour du livre de Daniel Goldhagen, *Hitler's willing executioners,* et, récemment, les discussions au sujet du discours de Martin Walser lors de la réception du Prix de la Paix des Libraires Allemands (octobre 1998); il faudrait y ajouter, mais sans souci d'être exhaustif, le débat sans fin autour du projet d'un mémorial de l'Holocauste à Berlin et autour de l'exposition itinérante sur les Crimes de la *Wehrmacht*, l'armée régulière allemande, commis lors de la Deuxième Guerre Mondiale. Tous ces sujets polarisent l'opinion en Allemagne, et le poids émotionnel ainsi que l'engagement moral dont les débats sont chargés montrent que la mémoire historique est touchée à vif.

En comparaison, la Première Guerre Mondiale retient beaucoup moins l'attention aujourd'hui. Mais elle aussi avait connu des temps forts dans le débat public en Allemagne. Le livre-phare de l'historien Fritz Fischer, *Griff nach der Weltmacht* (1961), en mettant le doigt sur les responsabilités allemandes dans les origines de la guerre de 1914, s'inscrivit contre une tradition historiographique largement apologétique et déclencha une controverse d'une rare violence qui déborda vite le petit cercle des savants pour mettre en cause jusqu'aux fondements mêmes du consensus historico-politique dans la République fédérale d'alors. Les années soixante ont connu la contestation radicale de l'ordre établi; elle culmina dans le mouvement de 1967/68 et eut des conséquences durables. Les travaux de Fischer coïncidaient avec un changement de paradigme historiographique qui se caractérisait par un élargissement du champ de recherches vers les sciences sociales. La recherche sur la Première Guerre Mondiale (dorénavant : 1ère GM) en a profité également.[1] Ces dernières années, c'est l'histoire des mentalités, le vécu de la guerre, la vision « d'en bas » qui renouvelle considérablement nos connaissances de la guerre.[2]

La 1ère GM est depuis toujours un thème fort des manuels scolaires d'histoire allemands. Ce constat à lui seul mérite l'attention de la recherche, d'autant plus que les manuels scolaires, instruments par excellence de procédés d'apprentissage institutionnalisés, sont, par leur diffusion et leur longévité, un *mass media*. Ils sont destinés à transmettre à la jeunesse le savoir que la génération des adultes juge digne d'être transmis. Comme tout historien, un auteur de manuel d'histoire est avant tout de son temps : les influences idéologiques, les choix scientifiques, les contraintes de l'institution scolaire et les pratiques pédagogiques de l'époque où il écrit marquent le texte qu'il produit.[3] L'étude de la présentation de la Guerre dans le temps long, à savoir dans les manuels qui se

succèdent depuis la fin de la 1ère GM jusqu'à nos jours, permet de déceler les constantes, mais aussi les variations. C'est ce que nous tenterons de montrer. Notre étude est basée sur les manuels de l'école primaire, celle qui touchait le plus grand nombre de la population scolaire, aujourd'hui appelée *Hauptschule,* qui subsiste à côté du collège et du premier cycle des lycées.

Envisagée dans la longue durée historiographique depuis 1918 à nos jours, la présentation de la 1ère GM dans les manuels allemands fait apparaître un changement fondamental. Grosso modo, on peut distinguer une pédagogie de la guerre d'une part, et une pédagogie de la paix qui lui fait suite, d'autre part. La première va de la fin de la 1ère GM à la fin de la 2ème GM; la seconde, de 1945 à nos jours. La date pivot qui fait basculer la balance est donc 1945, date qui met fin au cauchemar de l'occupation nazie de l'Europe. Cette rupture est la cause d'une réorientation lente, mais profonde de la société allemande. Celle-ci prend ses distances par rapport aux traditions militaristes et nationalistes pour s'ouvrir aux idées démocratiques et libérales dans sa partie ouest-allemande, socialistes et antifascistes dans sa partie est-allemande. Tirant les leçons de la catastrophe nazie, la Constitution de la République fédérale élaborée en 1948 et promulguée en 1949 stipule que jamais plus le sol allemand ne sera le point de départ d'une guerre. Rarement maxime a rencontré autant de consensus dans la société allemande que celle-là. Elle fut un point de référence pour les auteurs de manuels, entre autres. C'est l'expérience de la 2ème GM vécue par les Allemands sur leur propre sol qui les a obligés à revoir fondamentalement leur attitude face à la guerre en général et aussi face à la 1ère GM. Il est inutile d'insister sur les conséquences que ce changement entraîna dans les rapports que l'Allemagne entretenait avec ses voisins : depuis 1945, l'Allemagne a cessé de prétendre à l'hégémonie en Europe, voire dans le monde, au profit d'une

réinsertion dans la famille des peuples, comme on disait au XIX^{ème} siècle, pour devenir ou redevenir un membre fiable de cette famille sur lequel on peut compter pour bâtir le monde de demain. Le reflet de cette rupture politique dans les manuels nous autorise à parler d'un *changement de paradigme pédagogique*.

Cette étude ne prend pour objet qu'un seul aspect de la présentation de la Grande Guerre : *la bataille de Verdun*. Nous avons choisi cet événement parce qu'il constitue un point culminant dans tout récit de la guerre. Sans aucun doute, les manuels ont contribué à conférer à « Verdun » ce caractère « emblématique »[4] dont parle Gerd Krumeich. Dans une étude remarquable, il montre que déjà les contemporains de la bataille, acteurs et témoins, avaient conscience de participer à un événement extraordinaire, fatidique, dont l'issue commanderait largement l'avenir. En effet, de par son enjeu stratégique, par ses dimensions de violence, d'effort continu, du nombre des victimes de part et d'autre, cette bataille occupe une place particulière dans la conscience collective. Verdun est un lieu de mémoire à la fois français et allemand avec, bien entendu, des significations différentes : pour les Français, Verdun signifie victoire, pour les Allemands, défaite. Cette différence commande essentiellement la représentation de l'événement dans les manuels des deux pays.

En effet, par le changement de paradigme pédagogique mentionné plus haut, les manuels allemands se distinguent des manuels français du primaire. Dans une étude menée parallèlement à celle-ci, Pierre Guibbert conclut, au terme d'une analyse de deux cent cinq manuels français, non sans étonnement, à

> la stabilité impressionnante de la parole scolaire sur Verdun : contrairement à ce que j'avais supposé a priori, [...] je n'ai pu enregistrer, en cinquante-quatre ans de

production scolaire, aucune inflexion notable du propos.[5]

Ces résultats contrastés de nos recherches me paraissent importants. Il y a d'excellentes raisons pour la discontinuité intervenue dans l'historiographie scolaire allemande. Les pages qui suivent en expliquent la raison.

Si je vous invite maintenant à visiter avec moi l'enfer de Verdun, je le ferai avec beaucoup de restrictions, vu la place nécessairement réduite. Quelques brèves remarques devront suffire ici. Je passerai en revue des manuels parus encore pendant la 1ère GM, puis ceux de la première République plus connue sous le nom de République de Weimar, ensuite ceux de la période nazie et enfin les manuels de l'époque actuelle depuis 1945.

Le Reich impérial

Une première constatation s'impose : le thème de la Guerre Mondiale a été introduit dans les manuels d'histoire alors même que la guerre se déroulait encore. Il s'agissait de l'histoire la plus immédiate. Prenons comme exemple l'ouvrage intitulé « Cahier d'élève des heures de guerre », *Schülerheft der Kriegsstunden,* de Hans Korsch (biblio. 1)[6] datant de 1917. Après un chapitre d'introduction sur les « causes » de la guerre, l'auteur décrit l'ensemble des actions militaires sur tous les fronts, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est et en Europe du Sud. Il consacre une page de texte à « Verdun » et fournit une carte représentant « Verdun et ses environs » (pp. 20-22). En comparaison avec les autres représentations de batailles contenues dans cet ouvrage, ce texte sur Verdun apparaît singulièrement sobre et réservé. L'élève n'y apprend rien des intentions liées à cette offensive; le texte parle de « la grande offensive de Verdun » qui a « commencé » en févier 1916. Dans un autre passage, on lit cette formule métaphorique

empruntée aux rapports de guerre officiels : « Verdun est resté longtemps la plaie ouverte de la France saignant à blanc ce grand corps. » Korsch constate laconiquement en conclusion :

> Verdun a été courageusement et farouchement défendu par les Français et nous ne l'avons pas pris. [...] Cet exploit a sans doute revigoré le moral de l'ennemi, mais il n'a pas de grande signification en soi.

Ce texte reflète une méconnaissance totale de l'effet psychologique que la défense victorieuse de Verdun a eu auprès des Français. En effet, cette résistance à l'ennemi a considérablement conforté le moral guerrier des Français et ranimé leur confiance dans un revirement positif du cours de la guerre. Le texte occulte aussi le fait que la bataille s'est soldée par la défaite de l'Allemagne. Il ne mentionne même pas le commandant en chef de l'armée allemande, von Falkenhayn, qui avait donné l'ordre d'attaquer Verdun. Son nom ne figure nulle part dans ce manuel scolaire (fig. 1). La galerie des « chefs d'armée et héros » placée en tête du manuel comporte de nombreux généraux de la guerre, mais pas Falkenhayn. Celui-ci est dès 1917 *persona non grata* chez les auteurs de manuels scolaires.

Deuxième observation se dégageant de ce manuel : la bataille de Verdun est mise en étroite relation avec la bataille de la Somme. Cela se justifie dans la mesure où l'assaut de Verdun était destiné à contrecarrer les plans anglais de concentration sur la Somme. Mais le motif véritable de nos auteurs de manuels est à mon sens tout autre. Tandis que Verdun ne représentait pas une heure de gloire pour l'armée allemande, la bataille de la Somme pouvait être dépeinte comme une victoire allemande, d'autant plus que les attaquants de la Somme n'étaient pas les Allemands, mais les Alliés — ce que les manuels ont toujours souligné par la suite. Le déroulement de la bataille est décrit par le menu sur presque cinq pages et les

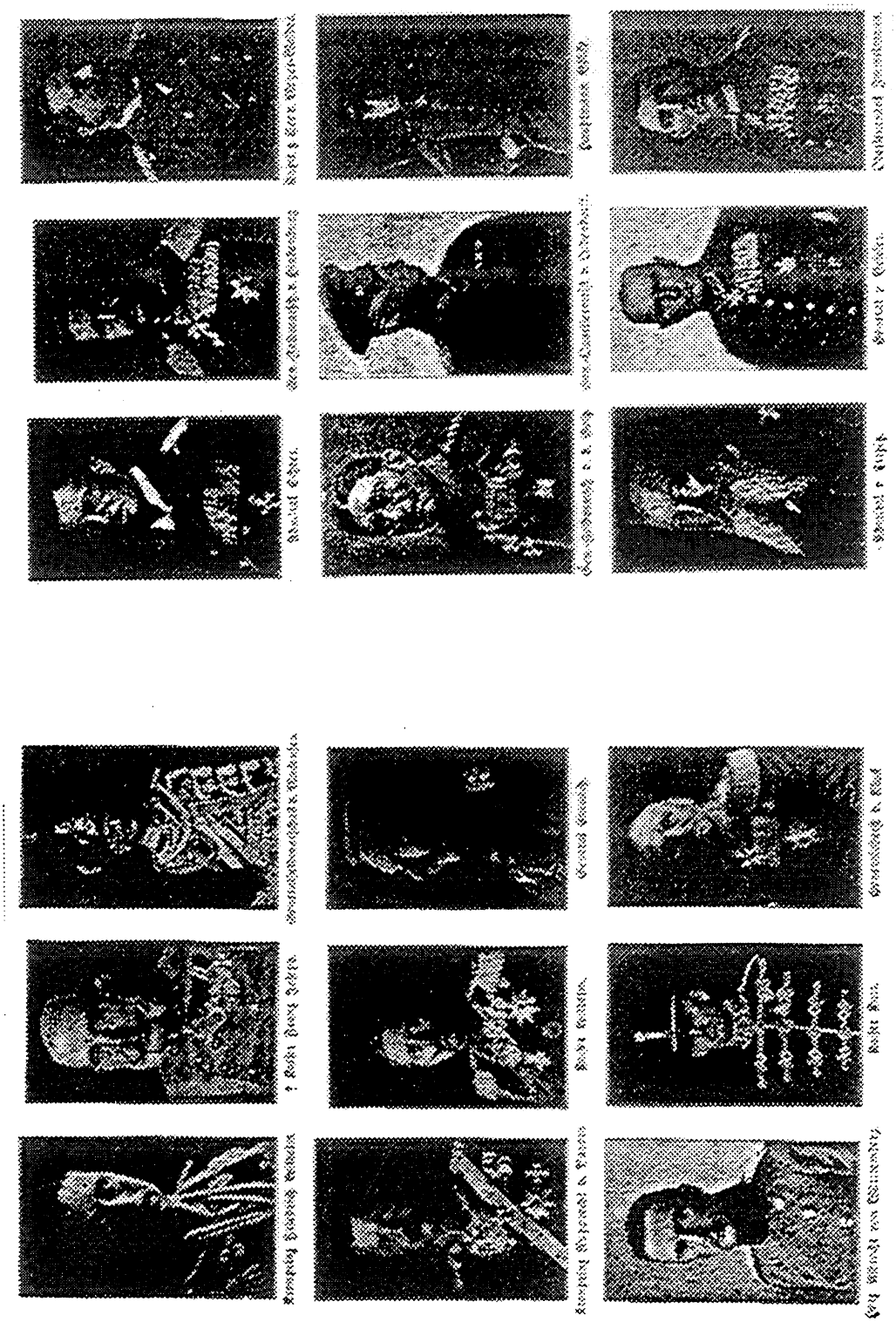


Fig. 1 La galerie des chefs d'armée et des héros, in: #1, p. 5-6.

deux batailles sont comparées encore une fois en conclusion, afin que s'en dégage un bilan positif, une victoire allemande, qui relativise le désastre allemand devant Verdun.

Ce type de présentation fera école. Nous le retrouverons dans de nombreux manuels de la République de Weimar et de la période nazie. Une troisième et dernière observation peut être faite : tandis que les pertes allemandes sont mentionnées dans ce manuel à mots couverts ou sous forme d'euphémismes, et même le plus souvent passées sous silence, les pertes ennemies sont recensées à chaque bataille, parfois même chiffrées de façon tout à fait exagérée. Les élèves allemands devaient en conclure que la guerre était seulement meurtrière pour l'ennemi. Mais pour désigner les troupes allemandes, on trouve des expressions telles que « charges intrépides » (p. 26).

La République de Weimar

Le nouveau régime républicain place l'enseignement de l'histoire sous le signe d'une réorientation, décidant en particulier de supprimer l'histoire traditionnelle des récits de batailles. Un arrêté du ministre social-démocrate de l'Éducation de Prusse portant sur « la réorganisation de l'enseignement de l'histoire » stipule :

> Il est primordial de ne plus abuser de l'enseignement de l'histoire [...] pour inciter le peuple à la violence, mais bien plutôt de le remplacer par un enseignement objectif et juste de l'histoire des civilisations. Tout enseignement tendancieux et erroné sur la Guerre Mondiale et ses causes est à proscrire. Tous les livres glorifiant la guerre en soi seront radiés des bibiothèques scolaires.

Un autre arrêté du 6 décembre 1919 prévoyait que tous les manuels d'histoire jusque-là en usage ne devraient plus être utilisés tant qu'ils n'auraient pas été soumis à « une révision

radicale ». Dans les instructions ministérielles se rapportant aux quatres années supérieures de la « Volksschule » (école primaire), il est indiqué en ce qui concerne l'histoire et l'éducation civique : « Les guerres devront être considérées dans leurs causes et leurs effets » (arrêté du 15 octobre 1922). L'objectif de ces instructions ministérielles[7] était d'empêcher que l'enseignement ne serve à magnifier la Guerre Mondiale. Au lieu d'une glorification des exploits guerriers allemands allant souvent de pair avec une dépréciation de l'ennemi, il s'agissait d'introduire un enseignement animé par un esprit de réconciliation entre les peuples, comme le prévoyait l'article 148 de la constitution de la République de Weimar. En conséquence, les récits de guerre et les « représentations de batailles », très répandues et populaires, devaient à l'avenir disparaître de l'enseignement de l'histoire.

Cette façon nouvelle de traiter des guerres suscita des résistances. Au milieu des années vingt, paraît la douzième édition d'un bestseller, le « Manuel pour l'enseignement de l'histoire », un livre du maître, *Handbuch für den Geschichtsunterricht* (biblio. 6), dans une version remaniée de Hans Korsch, en qui nous reconnaissons l'auteur des *Kriegsstunden* de 1917, étudiées ci-dessus. Korsch a rajouté pour l'essentiel à ce manuel un volet consacré à la Guerre Mondiale, justifiant expressément sa qualification à le faire par le succès que ses « Heures de guerre », *Kriegsstunden,* avaient connu auprès des enseignants et des élèves. La part du lion revient dans cet ouvrage au traitement de la Guerre Mondiale, qui couvre 143 pages, tandis que deux millénaires d'histoire allemande se partagent les 480 pages restantes. Près d'un quart du volume total du manuel est donc consacré aux quatre années de la Guerre Mondiale. Si l'importance purement quantitative du thème de la Guerre Mondiale est déjà impressionnante, l'intention pédagogique de sa présentation en classe ne l'est pas moins. Les propos de Korsch énoncés à cet égard

dans la préface revêtent pratiquement le caractère d'un manifeste. Contredisant ouvertement les lignes directrices officielles selon lesquelles les « représentations de batailles doivent être autant que se peut supprimées », Korsch expose sa propre position :

> Si l'auteur de cette version remaniée a aussi montré en plusieurs endroits comment nos glorieux ancêtres et contemporains ont courageusement combattu pour la liberté et la patrie, les raisons suivantes l'y ont conduit : il faut que nos jeunes prennent conscience du sérieux de la guerre, des sacrifices qu'elle exige et de l'âpre combat que nous avons mené au cours des siècles, si nous ne voulons pas faire d'eux des mous incapables.

Korsch introduit ses réflexions pédagogiques sur le traitement de la Guerre Mondiale par les mots suivants :

> Les temps de l'abattement et de la morosité sont révolus, où l'on ne voulait pas entendre parler de la Guerre Mondiale et des actes héroïques de notre magnifique et vénérable armée et marine. Forts d'une vie nationale dynamique et du sentiment de fierté qu'ils éprouvent pour une histoire à la grandeur héroïque presque inégalée, la plupart des Allemands ont redécouvert tout naturellement qu'ils ne se ressaisiront et ne réussiront qu'en faisant revivre et en cultivant les grandes traditions de leur passé, l'esprit de sacrifice et d'enthousiasme dont témoigne chaque épisode de la Guerre Mondiale [...] Lorsque nos enfants nous posent des questions sur le passé et nous demandent comment il se fait que nous soyons si pauvres, nous leur montrerons l'ancienne grandeur et splendeur de notre peuple et nous leur expliquerons que l'issue fatale a été due au surnombre des ennemis, quarante-six États contre quatre, et à l'abjecte trahison perpétrée au sein même de notre propre peuple. Nous voulons leur dire comment on nous a imposé le

> soi-disant traité de paix, dont nous souffrirons tant qu'il subsistera, et que le monde commence à réaliser que nous sommes, bien que vaincus, malgré tout les vainqueurs. (Korsch, préface, p. XII)

Cette citation renferme tous les grands thèmes qui doivent être traités en histoire dans les classes :

— l'armée allemande est restée invaincue sur les champs de bataille,

— mais elle a été abandonnée par de coupables lâchetés des gens restés au pays : c'est le mythe du « coup de poignard dans le dos », la *Dolchstoss-Legende,*

— l'Allemagne est la victime innocente d'une paix injuste (« le diktat de Versailles ») puisqu'elle n'était pas coupable d'avoir déclenché la guerre : elle a mené une guerre purement défensive, réactive, donc juste,

— la guerre juste et la paix injuste, voilà l'optique des manuels allemands de Weimar et, bien entendu, de l'épisode nazi.

L'enseignement de l'histoire doit servir à exalter la conscience nationale, ce qui signifie en rapport avec notre thème qu'il doit placer en son centre la Guerre Mondiale, souligner l'héroïsme de l'armée allemande invaincue et inciter ainsi les jeunes à s'armer moralement pour se défendre. Les propos de Korsch sont remarquables, en ce sens qu'il a diagnostiqué à l'époque un changement général d'opinion politique au sein de la société allemande et qu'il lui a donc paru indiqué de mettre à nouveau en relief les positions nationalistes dans l'enseignement de l'histoire. Ce revirement d'opinion n'était certainement pas sans rapport avec le changement du *Reichspräsident* (président du Reich). À la suite du décès de Friedrich Ebert, le 28 février 1925, les deux tours de l'élection présidentielle ont lieu les 29 mars et 26 avril et aboutissent à la nomination du maréchal Paul von Hindenburg, ce qui représente pour beaucoup d'Allemands un signe annonciateur de

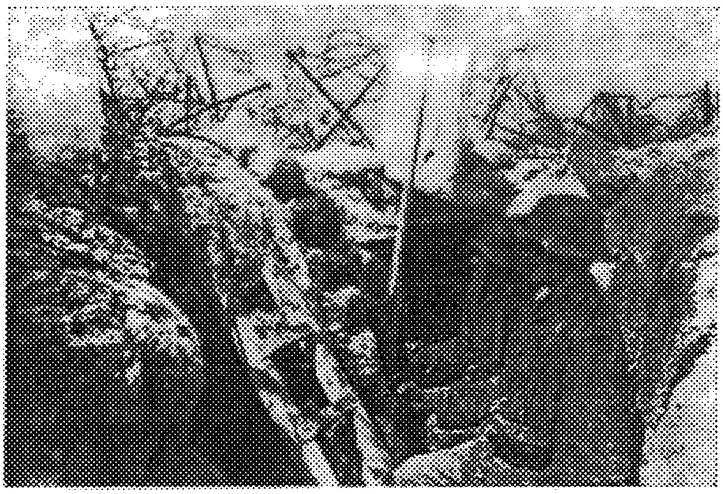
changements socio-politiques profonds redoutés par les uns, désirés par les autres. Korsch faisait certainement partie des derniers. En invoquant expressément à travers le remaniement du manuel sa conception de l'enseignement de l'histoire propagée pendant le Reich impérial mais officiellement désapprouvée, il opérait pour ainsi dire sous le manteau une restauration des traditions militaristes qui fut sans doute favorablement accueillie par la plupart des membres du corps enseignant. On peut y voir un facteur de déstabilisation de la culture politique de la République de Weimar qui venait tout juste de se ressaisir après avoir bravé bien des vicissitudes.

Au cours de cette même année 1925 qui vit le remaniement du manuel du maître de Hoffmann par les soins de Korsch, paraissait un nouveau manuel d'histoire destiné aux élèves et promis de son côté à un brillant avenir : le « Manuel d'histoire pour la jeunesse allemande », *Geschichtsbuch für die deutsche Jugend,* de Bernhard Kumsteller. Nous y trouvons pratiquement réalisées les idées propagées par Korsch : des représentations de batailles et la description du sérieux de la guerre et des sacrifices qu'elle impose. Sous le titre « Tentatives de percée à l'Ouest 1916/1917 », « Verdun » est traité sur une demi-page et la « bataille de la Somme » sur une page entière. La photographie a fait son entrée dans le manuel scolaire (fig. 2). Une photo couvrant une demi-page montre des soldats allemands équipés du casque d'acier et du masque à gaz « en première ligne des tranchées » entourées de réseaux de barbelés; une autre photo représente un « village détruit dans la région de la Somme », dont on ne voit que des ruines et plus un seul être vivant. Ces images suggèrent l'ordre et l'efficacité méthodique du côté allemand, la destruction et le chaos du côté français. Les événements eux-mêmes sont retracés en un récit captivant. Sous le titre « Verdun 1916 », nous lisons :

Depuis janvier 1916, d'importants effectifs allemands bivouaquaient dans les villages des environs de Verdun. Même le plus jeune des engagés volontaires le pressentait : « On passe à l'attaque. » Oui, il s'agissait de faire tomber Verdun, la plus solide forteresse française. En février, les troupes d'assaut allemandes renversèrent les tranchées françaises qui n'étaient en certains endroits qu'à cent mètres ou moins des Allemands, passèrent en trombe au travers de violents tirs de barrage, escaladèrent l'un après l'autre des sommets boisés, attaquèrent un fort de chars blindés. Mais les Français contre-attaquèrent sans relâche et martelèrent les nouvelles positions allemandes de tirs destructeurs. Les habitants de Metz entendirent en retenant leur souffle le crépitement des rafales. Les bois touffus furent déchiquetés, balayés, et firent place à un désert gris constellé de souches nues. Dans cet enfer, les Allemands devaient non seulement tenir leurs positions, mais tenter chaque jour de prendre d'assaut tel ou tel segment de tranchée. Ils parvinrent certes à s'approcher à six kilomètres de la forteresse; mais plus le temps passait, plus les chances de succès étaient disproportionnées aux immenses sacrifices exigés. C'est pourquoi l'état-major allemand décida à l'automne de cesser le combat, d'autant plus qu'il était urgent que les troupes allemandes entrent en action en d'autres endroits. Celles-ci durent même abandonner une partie du terrain conquis. Verdun avait sans aucun doute porté un rude coup à l'armée allemande; les Français se reprirent à espérer la victoire. (biblio. 7, p. 55)

C'est là tout le texte concernant Verdun. Il est suivi du récit deux fois plus long de la « bataille de la Somme ». Voici le passage consacré aux combats.

Six jours durant, à la fin du mois de juin, l'ennemi a pilonné les lignes allemandes. Les tranchées ont été



K. k. Grosses Hauptquartier. Verl. F. Bruckmann, A.-G., München
Im vordersten Schützengraben

K. k. Grosses Hauptquartier. Verl. F. Bruckmann, A.-G., München
Zerstörtes Dorf im Sommegebiet

Fig.2 << Dans la tranchée la plus avancée >> et
<< Village détruit dans la Somme >>, in: # 7.

> aplanies, les maisons et villages ont disparu dans des nuages de poussière rouge. Les troupes de défense, défigurées par le port des masques à gaz, sont accroupies dans de profondes galeries et derrière les épaulements de ce qui reste des tranchées. Elles ne savent pas si les unités voisines sont encore en vie, car les lignes téléphoniques ont été détruites par des éclats d'obus. La terre leur gicle à la bouche, leur éclabousse le visage. Autour des soldats, ce ne sont plus que hurlements, grondements, sifflements aigus, comme si l'air se déchirait. Toute pensée claire s'efface. Soudain, quelqu'un se dresse tout droit hors de son trou. Il retombe tout de suite. Il était devenu fou. Enfin, le feu diminue. Un cri venant du poste d'observation : « Ils arrivent ! » Beaucoup de soldats n'ont plus le temps de sortir de leurs galeries et sont faits prisonniers, mais nombreux sont aussi ceux qui affrontent les Anglais et les Français debout à la mitrailleuse, à la grenade à main, au fusil, à la baïonnette et à la crosse. Quand les assaillants ont percé une ligne de défense, une nouvelle ligne les arrête. (biblio. 7, p. 56)

Le ton est donné. Les manuels nouveaux qui paraissent au cours de ces années 1925 et suivantes tiennent le plus grand compte des préceptes de Korsch. L'expérience du front est placée au centre de leur récit, qui insiste sur l'énorme tension nerveuse à laquelle les soldats allemands étaient soumis dans les tranchées lors d'une attaque, sur les périls de la vie en tranchée, tels que certains en devenaient même fous. Les textes sont destinés à faire naître chez les élèves un sentiment de compassion pour les courageux soldats allemands, pour leur combat et leurs souffrances. Les manuels de Weimar procèdent à la réhabilitation de Verdun.

Les événements étaient généralement décrits dans la perspective du soldat de tranchée en première ligne — un angle

d'approche que l'on qualifie aujourd'hui volontiers d'« histoire vue d'en bas », *Geschichte von unten.*[8] Ce type de présentation des expériences de guerre vécues sur le terrain, dont l'objectif était de permettre au lecteur d'appréhender véritablement les événements, est apparu dans les manuels au milieu des années vingt et s'y est maintenu jusqu'à nos jours. Nous avons donc affaire ici à un principe de présentation constitutif que j'aimerais souligner ici tout particulièrement, parce qu'en recherche moderne sur la didactique de l'histoire prévaut l'opinion que l'historiographie de la guerre est presque exclusivement une « histoire vue d'en haut », *Geschichte von oben,* et tient beaucoup trop peu compte de la perspective de la vie quotidienne du soldat. Nous pouvons cependant constater que cette critique ne concerne pas les manuels scolaires de l'enseignement primaire. Au contraire : au cours des années, la présentation devient dans certains manuels de plus en plus concrète; l'horreur de la guerre y est montrée de façon de plus en plus explicite, en particulier l'enfer de la guerre de position. Ainsi, Füßler et Loos écrivent dans leur *Histoire du peuple allemand* :

> L'air est déchiré de bruits stridents, de craquements, de gémissements, de hurlements. Il absorbe tout bruit humain. C'est l'enfer sur terre. De nombreux assaillants jettent les bras au ciel et s'effondrent, mais de nouvelles grappes humaines déferlent sans cesse, se rapprochant de plus en plus. Les soldats sont bombardés de grenades à main, mais déjà ils sautent ici et là dans les tranchées démolies, et commence alors un terrible combat au corps à corps. Ici, un soldat est abattu à coups de crosse, là un autre est transpercé par une baïonnette. Crépitement des fusils. Des soldats grièvement blessés gémissent, hurlent, se roulent par terre dans leur sang, mais personne ne s'occupe d'eux. Les vivants piétinent leurs corps sans pitié. L'assaut se calme, l'ennemi doit battre en retraite;

l'attaque est repoussée. Pour combien de temps ? Les combats peuvent reprendre dans quelques heures. Peut-être prendront-ils alors un segment de tranchée, quelques centaines de mètres de terrain, mais que cela signifie-t-il pour la victoire ! Les blessés sont regroupés à la faveur de la nuit et transportés à la prochaine ambulance. Et derrière les lignes, les tombes s'alignent. Des milliers d'hommes dans la fleur de l'âge, partis l'espoir au cœur, gisent à présent sous de simples croix de bois. Jouissent-ils du repos éternel ? Déjà, la prochaine grenade peut déchiqueter leurs corps inanimés et les projeter en l'air... Voilà ce qui se passe sur le front de l'Ouest. Les hommes campent dans la crasse et la boue, harcelés par la vermine, souvent tourmentés par la faim et la soif. Plus d'un en vient à apaiser la soif qui le tenaille en buvant l'eau boueuse des trous d'obus aux relents de cadavre, et le paie par l'empoisonnement et la mort. D'autres deviennent fous, dans le déchaînement du feu roulant qui fait perdre les nerfs parce que l'on y est livré sans défense possible. Mais tous font corps et s'entraident; le terrible destin les a soudés pour en faire de loyaux camarades. Quand la poste militaire arrive, chacun se réjouit, qu'il y ait du courrier pour lui ou non. (biblio. 16, 1932, p. 213 sq.)

Les textes donnent une image de ce qu'ont été les effroyables peines, souffrances, privations, supplices et peurs des soldats du front. Les récits sont souvent tirés des lettres que les soldats envoyaient du front à leurs familles et qui ont été très vite publiées dans des recueils.[9] Cependant, ces manuels ne vont pas jusqu'à expliquer l'absurdité de la guerre de tranchée par sa cruauté. Ils essayent bien plutôt d'éveiller chez les élèves un sentiment de compassion, de compréhension pour les sacrifices que les soldats allemands ont faits pour leur patrie — et par là pour les générations futures. Un texte énonce l'idée

d'une communauté du front, qui exprime la solidarité des combattants dans les tranchées. Les nazis reprendront cette notion de communauté du front pour en faire la base de « la communauté du peuple », *Volksgemeinschaft* : l'idée de la communauté du peuple est celle des tranchées.[10]

Le national-socialisme

Considérons à présent les manuels de l'époque nazie. D'une façon générale, on peut constater que l'importance accordée au thème de la Guerre Mondiale augmente encore par rapport à l'époque de la République de Weimar : bien des livres consacrent à ce thème le double de volume. L'étude comparée des différentes éditions d'un même ouvrage avant et après 1933 fait apparaître clairement la nazification des manuels d'histoire, qui se traduit avant tout par une présentation de l'histoire placée sous le signe d'une nette militarisation, et cela déjà avant que n'éclate la Deuxième Guerre Mondiale. Cette militarisation est perceptible dans le choix des mots, dans le style (les phrases deviennent plus courtes et sont souvent rédigées en style télégraphique) et la présentation générale des manuels.[11]

En ce qui concerne la représentation des batailles, on peut remarquer que la conception de « l'histoire vue d'en bas » passe généralement au second plan dans les manuels nazis. Les descriptions concrètes des horreurs de la guerre, telles que nous les avons vues dans les manuels de la République de Weimar, cèdent la place à une héroïsation de la guerre, à sa stylisation en un combat existentiel fatidique, à la glorification des exploits militaires des soldats allemands. Cette stylisation de la guerre était-elle destinée à occulter la terrible réalité du danger de mort, de la souffrance et de la mort, pour faire plus facilement accepter aux jeunes l'idée de la guerre ? Deux observations permettent d'avancer cette supposition : la

préférence accordée à l'histoire de « la guerre vue d'en haut » d'une part, et la signification donnée aux « batailles de matériel » du front Ouest : le soldat allemand a défendu la patrie allemande dans les tranchées françaises.

En ce qui concerne « l'histoire vue d'en haut » : tandis que les manuels de la République de Weimar n'avaient fourni que quelques rares informations sur l'évolution stratégique de la guerre, les manuels de l'époque nazie replacent les grandes batailles dans le cadre des calculs et tactiques de l'état-major de l'armée. Dans ce contexte, le nom de Falkenhayn ressort de la trappe et son fameux *mémorandum de Noël* est parfois largement paraphrasé. Dans l'édition de 1937 de Füßler et Loos, les mots suivants sont prêtés à Falkenhayn :

> Je n'ai pas l'intention d'attaquer ici [à Verdun] et d'enfoncer tout le front. Nos forces n'y suffisent pas. Mais je veux porter un coup à cette artère vitale d'où le sang de l'ennemi s'écoulera peu à peu, l'affaiblissant. Nos attaques doivent avoir l'effet d'une pompe aspirante. Les Français finiront alors par reconnaître qu'ils ne peuvent pas nous vaincre et accepteront de conclure la paix. (biblio. 16, 1937, p. 319)

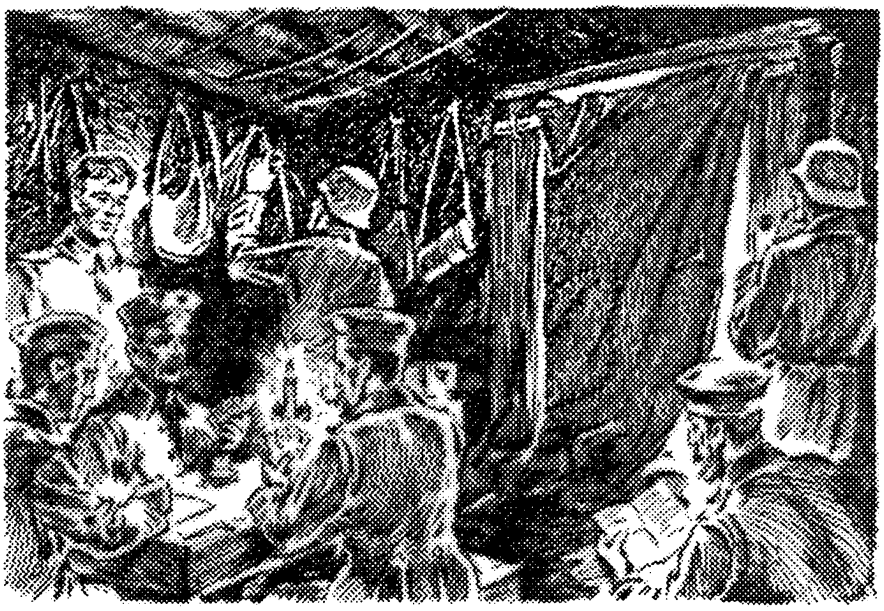
Des propos inhumains banalisent la tuerie, qui se transforme en processus neutre par l'utilisation de la métaphore technique de la « pompe aspirante ». Cet effet est renforcé par une illustration placée juste au-dessus de ce passage, formant un étrange contraste avec ce dernier (fig. 3). Le dessin à la plume montre des soldats allemands dans un abri de tranchée. C'est un tableau véritablement idyllique : trois soldats sont assis autour d'une table éclairée d'une bougie et jouent aux cartes, probablement au *skat* (jeu de cartes allemand très populaire). Un quatrième soldat les regarde debout par-dessus l'épaule. À l'autre bout de l'abri, un autre est assis, paisiblement absorbé dans sa lecture. Debout à côté de lui, un soldat casqué fume tranquillement la pipe et regarde un camarade

pendre sa sacoche à un crochet. L'image respire la paix, au beau milieu de la guerre. Qui penserait à faire un rapprochement entre ces hommes paisibles et une « pompe aspirante » ? Tous les manuels nazis défendent plus ou moins les batailles de matériel à l'Ouest en argumentant que le soldat allemand a combattu pour la patrie devant Verdun, près de la Somme et ailleurs. Plus encore, les manuels font maintenant entrer en ligne de compte le concept de race. La Guerre Mondiale est présentée comme la lutte historique des races pour l'hégémonie :

> Et le soldat allemand tient bon aussi près de la Somme. Épuisés jusqu'à en tomber, blessés, perdant leur sang, les survivants des formidables anciens régiments défendent le sol de la patrie face aux Australiens, aux Indiens, aux Canadiens et aux Nègres. L'Empire anglais déclare forfait devant ces soldats. (biblio. 7, 1934, p. 36)

La stylisation de la guerre a débouché sur la création de mythes et la construction de « l'homme nouveau », pour reprendre le titre d'un essai de Bernd Hüppauf.[12] Nous trouvons des allusions à l'idéologie de « l'homme nouveau » dans plusieurs manuels nazis. C'est le soldat qui a enduré la tempête d'acier de la bataille de matériel, qui agit impassiblement et accomplit son devoir parce qu'il le faut. La guerre trouve sa justification en elle-même, mais elle signifie bien plus en même temps : elle est l'héritage à transmettre aux générations futures, héritage que les nazis revendiquent pour eux. Selon eux, « l'homme nouveau » s'est forgé dans les batailles de matériel de la Guerre Mondiale et, en 1933, a sauvé l'Allemagne de l'irrémédiable déclin. Les professeurs doivent donc parler de Verdun dans cette optique :

> Verdun est aussi devenu un symbole, celui du plus acharné et du plus cruel des combats de guerre. [...] Il importe [...] de donner aux enfants une idée de l'atrocité



Im Unterstand.

Doch Falkenhayn sagte: „Gerade deshalb! Hier ist die wichtigste Stelle der ganzen französischen Front. Hier müssen die Feinde um jeden Schritt breit Boden kämpfen, wenn ihre Front halten soll. Ich habe nicht vor, hier durchzubrechen und die ganze Front aufzurollen. Dazu reichen unsere Kräfte nicht. Aber eine Wunde will ich in diese Lebensader schlagen, an der die Kraft des Feindes allmählich verblutet. Wie eine Saugpumpe müssen unsere Angriffe wirken. Dann werden die Franzosen einsehen, daß sie uns nicht bezwingen können, und zum Frieden bereit sein."

Im Norden begann der deutsche Angriff. Am 21. Februar brüllte aus **1000 Geschützen das Trommelfeuer** auf. Am folgenden Nachmittag hob sich der Feuervorhang und prasselte als **Sperrfeuer** auf die rückwärtigen Reservestellungen und die Anmarschwege. Die deutsche Infanterie rückte vor. Das Wetter war regnerisch und kalt. Um jedes Grabenstück, jeden Trichter wurde erbittert gerungen. Aber die Deutschen gewannen Boden. Eine Batteriestellung nach der anderen fiel in unsere Hände.

Der Befehlshaber von Verdun wollte seine Truppen vom rechten Maasufer zurücknehmen. Doch Joffre erwies sich als würdiger Gegner: „Jeder Führer, der den Befehl zum Rückzug gibt, wird vor ein Kriegsgericht gestellt", gab er bekannt.

Mit wütenden Stößen kämpften sich die Deutschen an die Festungslinie heran. Trotzig erhob sich in der Ferne der **Douaumont** (spr. Duomo[n]).

Fig. 3 << A l'abri >>. in: #16 (1937), p.319.

de cet événement et de l'importance qui s'y rattache, et de faire résonner à leurs oreilles des mots tels que Douaumont, Vaux, le Mort Homme, dans la tonalité que ces mots doivent avoir à jamais pour les Allemands. Le professeur racontera, fera la lecture aux élèves. Face à la portée des exploits allemands, le fait que les territoires conquis ont fini par être repris n'a pas d'importance. (biblio. 21, 1941, p. 194)

Les batailles doivent être traitées en classe et servir d'exemples édifiants. Ce même manuel du maître de 1941 préconise (p. 184) :

> Devant les yeux des enfants revivent les deux grands types de combattants allemands : celui de 1914, porté par l'enthousiasme, qui court vers la mort en chantant, le jeune homme de Langemarck, et celui de 1917, le vaillant combattant des tranchées qui fait son devoir sans mot dire. Nous laissons aussi parler aux enfants les voix des ennemis, qui expriment une respectueuse admiration des exploits allemands.

Le manuel propage ainsi une éducation à la guerre et l'enseignement de l'histoire opère une mobilisation des esprits pour les préparer à la mobilisation militaire qui, en fait, était le dessein du régime hitlérien depuis ses débuts.

On retrouve très souvent dans les manuels de l'époque nazie des phrases énonçant que les Allemands n'ont pas perdu la guerre. « Les invaincus de la Guerre Mondiale » est le titre d'un chapitre de l'ouvrage « Peuple et führer », *Volk und Führer,* de l'année 1943 (biblio. 23, 1943, p. 147). Ce manuel fait partie de ceux qui ont paru après la réforme des programmes d'enseignement de 1937 et qui sont littéralement imprégnés de l'idéologie nazie. Des formules telles que « Les invaincus de la Guerre Mondiale » sont classiques dans les manuels scolaires non seulement de l'époque nazie, mais aussi de la République de Weimar. À cet égard, on peut observer, en

ce qui concerne l'interprétation de la guerre, une nette continuité qui mène en droite ligne de Weimar au Troisième Reich. Le phénomène a fait l'objet d'études approfondies sous le concept de « défaite refoulée ».[13] Les manuels se sont donc fait l'écho, en l'amplifiant considérablement, d'un lieu commun largement admis dans la société allemande de l'époque. Ils n'admettaient pas que la guerre ait été irrémédiablement perdue à la fin de 1918.

De 1945 à nos jours

« L'homme est au-dessus de la technique ! » peut-on lire dans un manuel du maître de l'époque nazie (biblio. 21, 1941, p. 194). Cette phrase pose en postulat la supériorité des soldats sur le matériel. Cette affirmation déjà contestable après 1918 a pu être absolument réfutée comme contre-vérité à la suite des expériences de la Deuxième Guerre Mondiale. Le gigantesque déploiement et développement des armes de destruction massive ont réduit une fois de plus l'importance de l'homme dans la guerre. Cette expérience, ainsi que la défaite totale marquant la fin d'une nouvelle Guerre Mondiale globale, cette fois clairement déclenchée par l'Allemagne, ont abouti à un changement de perspective sur la guerre en général et par là aussi sur la Guerre Mondiale précédente, que l'on qualifiera désormais de Première Guerre Mondiale. L'année 1945 représente également une césure dans la conception de l'écriture de nouveaux manuels. Le lecteur enregistre tout d'abord avec soulagement que l'assommante et grandiloquente phraséologie nazie a fait place à une présentation des événements sobre, concrète, voire même quelque peu froide et distanciée. Si l'enseignement de l'histoire avait propagé avant 1945 une justification de la guerre, l'étude des guerres modernes de destruction massive est conçue après 1945 avant tout comme partie intégrante de l'éducation à la paix.[14] Dans les manuels d'après 1945, les

titres des passages concernant notre thème signalent déjà une attitude de distanciation critique face aux événements :
— « L'enfer des batailles de matériel » (biblio. 25, 26, 27, 29),
— « L'atrocité de la bataille de matériel » (biblio. 27, 34, 35),
— « L'horreur de la bataille de matériel » (biblio. 32, 33),
— « L'enfer de Verdun » (biblio. 25, 26, 29, 30, 36, 39, 40, 41).

Cette dernière expression revient le plus souvent, en particulier dans les livres les plus récents de l'époque. On lit dans la version d'un manuel du maître de 1975 : à côté de la problématique des buts de guerre,

> l'enseignant mettra au premier plan la transmission aux élèves de notions structurées sur le phénomène de « mécanisation de la guerre », *mechanized warfare,* qui se manifeste pleinement dans cette Première Guerre Mondiale du XX^{ème} siècle, sur le visage inhumain de la guerre moderne, le « monstre de la bataille de matériel » régi par sa logique propre, sur le caractère globalisant de la guerre, qui touche aussi bien les soldats que les civils. (biblio. 27c, 1975, p. 65 L)

Le récit des faits de guerre doit passer au second plan et le « caractère inhumain de la guerre » *(ibid.,* p. 67 L) sera mis en lumière. L'objectif pédagogique ne consiste pas à inciter les élèves à essayer de revivre sans jugement critique le drame des opérations de guerre, mais à leur faire prendre conscience de la situation des soldats dans les tranchées et de la manipulation propagandiste des « expériences du front » *(manuel du maître,* biblio. 35a, 1982, p. 20). Ce faisant, les élèves sont appelés à bien contrôler leurs émotions. Le but de l'enseignement de l'histoire ne doit pas être d'impressionner les jeunes par des récits de héros plus ou moins mythiques, mais de leur faire appréhender un passé traumatisant dont les dimen-

sions dépassent l'entendement. À cet effet, les enseignants disposent alors d'outils pédagogiques affinés et de manuels aux contenus plus différenciés — les auteurs en font de plus en plus usage après 1945. Ces manuels juxtaposent les textes explicatifs d'auteur et les sources de l'époque étudiée.[15] En ce qui concerne notre thème, il s'agit pour ces dernières essentiellement du courrier des soldats, des « lettres de poilus », dont des passages entiers sont reproduits.

Ainsi, les manuels procèdent à une sorte de partage des tâches : « l'histoire vue d'en haut », c'est-à-dire le contexte général des événements ainsi que le cadre interprétatif, est présentée dans le texte d'auteur — le texte écrit par l'auteur du manuel; « l'histoire vue d'en bas », les expériences et les horreurs de la guerre dans la perspective des soldats du front, est introduite dans les sources. L'atrocité de la guerre s'y exprime avec une authenticité qui vaut bien le style direct du texte de Füßler et Loos de 1931 cité plus haut. Mais surtout, la séparation méthodique de la raison et de l'émotion permet de conjurer la fascination que peut exercer la guerre sur de jeunes esprits.

Les manuels de l'après-guerre sont aussi caractérisés par un changement de perspective. L'ennemi y est présenté de façon nouvelle dans le contexte des combats. Il n'est plus seulement une notion abstraite, un simple uniforme, voire un chiffre, mais il est dépeint comme un homme de chair et de sang qui a, lui aussi, vécu la guerre et souffert, comme « nos » soldats. Cette *humanisation* de l'adversaire, si je puis m'exprimer ainsi, constitue un autre enrichissement didactique des manuels d'après-guerre. Elle s'exprime de différentes façons, comme par exemple par l'utilisation de photos (fig. 4), accompagnée dans le manuel du maître du commentaire suivant :

> Sur cette photo authentique des combats, sans doute la seule de son genre, un assaut des Français a fait progresser les soldats jusqu'à quelques mètres seulement

Am 3. November 1915 schrieb ein Soldat nach Hause:

„Nun kenne ich die Entwicklung des Stellungskrieges seit einem Jahr. Mit der Zunahme der neuen Kampfmittel und ihrer fortwährenden Verbesserung aber war man genötigt, immer tiefer in die Erde zu gehen. Immer unterirdischer wird der Krieg." (in: Christmann, Helmut: Quellensammlung, a. a. O., S. 43)

Qu

In der „Hölle von Verdun", einer der größten Materialschlachten des Ersten Weltkrieges, starben auf deutscher und französischer Seite etwa 100 000 Menschen.
Immer furchtbarere Kampfmittel wurden eingesetzt.

Verdun

„Zum Schluß feuerten die Franzosen wahrscheinlich Gasgranaten vor unser Loch. Auf einmal steht der Feldwebel auf, es wird ihm schlecht; ein paar weitere stehen auf und fallen um. Da schreit auch schon der Feldwebel: ‚Hinaus, hinaus, was noch kann!' Ich und die übrigen liegen auf unserm Tornister. Als wir aufstehen, fallen wir samt und sonders um. Ein Würgen ging los. Alles schnappte nach Luft. Alles wollte hinaus . . . Nach einer halben Stunde, um 10 Uhr abends, traten wir den Rückweg an, d. h. wir wankten zurück. Keiner konnte mehr gehen, alle fünf Minuten machten wir halt."
(in: Christmann, Helmut: Quellensammlung, a. a. O., S. 43)

Qu

In diesem modernen Materialkrieg war nicht mehr der einzelne Soldat entscheidend. Es kam immer mehr darauf an, wer die „wirkungsvollsten" Waffen, genügend Munition und überlegene technische Ausrüstung besaß. In dieser Hinsicht aber arbeitete die Zeit gegen Deutschland und seine Verbündeten.

Stellungskrieg an der Westfront 1917/18: Nach einstündigem Trommelfeuer bricht der Angriff französischer Infanterie vor den halbzerstörten deutschen Gräben und Drahthindernissen zusammen.

Fig.4:<< La guerre de position à l'Ouest 1917/18: Après la préparation d'artillerie, une attaque de l'infanterie française s'effondre devant les tranchées allemandes en partie détruites. >> In: #27c (1975), p. 67 L.

des lignes allemandes. Celles-ci ont été pratiquement aplanies par un pilonnage incessant; les Allemands sont accroupis dans des trous d'obus. L'attaque semble se figer sous le feu de la mitraille. Cette photo fera profondément éprouver à l'observateur attentif tout ce que la guerre a d'inhumain. Les soldats allemands que l'on aperçoit sur cette photo sont les survivants d'une manœuvre d'occupation d'une ligne de défense préparée par un pilonnage. Mais les attaquants, les « poilus », sont aussi les survivants d'une « vague d'assaut » mitraillée et démantelée devant les lignes allemandes. C'est presque un face à face, sans autre issue que la nécessité de tuer, la situation ne permettant pas d'autre alternative que « lui ou moi ». Cette photo a été prise en 1916 ou 1917 sur le front de l'Ouest, devant Verdun ou en Flandres. (biblio. 27c, 1975, p. 67 L)

Un autre mode d'humanisation de l'adversaire est l'insertion de sources françaises. Ainsi, on peut lire de la plume du soldat Lecuellé, dont le régiment d'infanterie avait dû repousser plusieurs attaques allemandes coup sur coup :

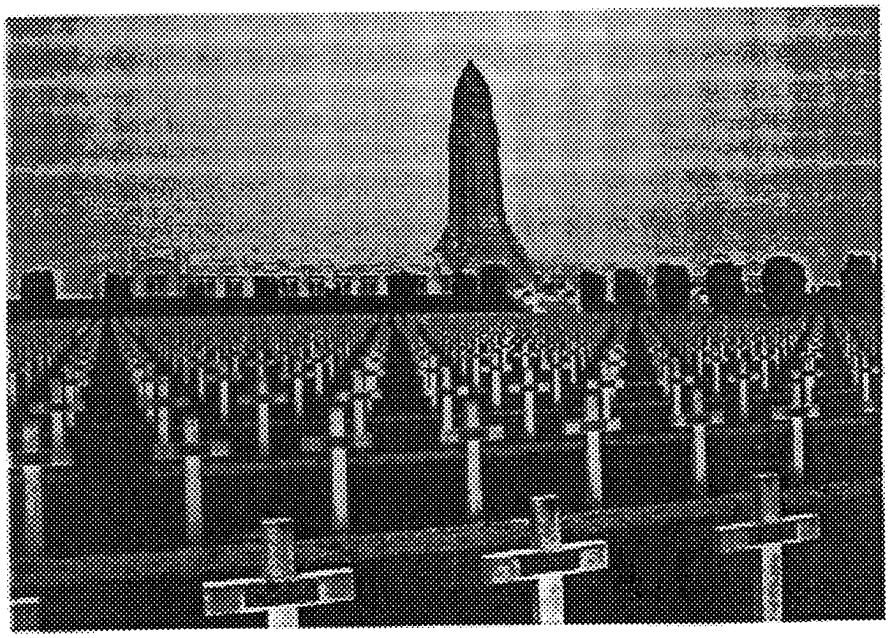
> Nous étions complètement assoiffés. Nous cherchions partout de l'eau et personne n'en avait. Un trou d'obus rempli d'eau verte puant le cadavre nous attirait, mais les Allemands nous tiraient dessus. Le trou fut bientôt constellé des corps inertes de ceux qui s'en étaient approchés en rampant... Il était étrange de voir voler des alouettes au-dessus de cette scène horrible. Elles virevoltaient au soleil en lançant leurs trilles... (biblio. 40, 1995, p. 133)

L'humanisation de l'adversaire est certainement liée au fait que Français et Allemands ont surmonté leur « haine héréditaire », qui appartient désormais à l'histoire, tout comme la Première Guerre Mondiale. Après Ernst Jünger, qui s'est éteint en 1998 à l'âge de 102 ans, il n'y a plus beaucoup d'anciens

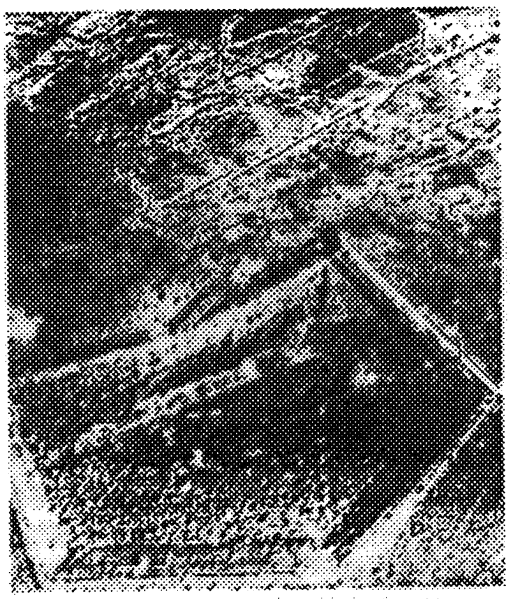
combattants des tranchées et de témoins oculaires des batailles de matériel de cette guerre. La confrontation a fait place à la coopération entre ces deux peuples. Le manuel récemment paru « Découvrir et comprendre », *Entdecken und Verstehen,* ne consacre pas moins de deux doubles-pages, donc quatre pages, à ce cycle des relations franco-allemandes des quatre-vingts dernières années. La première double-page a pour titre « Verdun - Lieu d'inhumanité », et présente une reproduction actuelle du cimetière militaire de Douaumont, avec son ossuaire unique au monde, ainsi que deux photographies contemporaines des ruines du Fort de Douaumont (fig. 5), suivies de textes et de sources sur la bataille de Verdun. La deuxième double-page est intitulée « Verdun - Lieu de réconciliation » et comporte deux photographies : sur la première, on peut voir le chancelier Adenauer et le général de Gaulle dans la cathédrale de Reims, en 1962; sur l'autre, le président Mitterrand et le chancelier Kohl se donnant la main dans le cimetière militaire de Verdun, en 1984 (fig. 6). Ces deux photographies sont très connues. Elles portent comme légendes des extraits des déclarations communes formulées lors de ces deux rencontres. Citons un passage de la déclaration de 1984 :

> Aujourd'hui, en ce 22 septembre 1984, le chancelier de la République fédérale d'Allemagne et le président de la République française sont réunis à Verdun pour s'incliner devant les tombes des soldats français et allemands morts à la guerre. Cet hommage commun rendu en ce lieu historique aux victimes des combats passés est le signe tangible que l'Allemagne et la France sont engagées sans retour sur la voie de la paix, de la raison et de la coopération. L'unification de l'Europe est notre but commun — nous y travaillons — dans un esprit de fraternité. (biblio. 40, 1995)

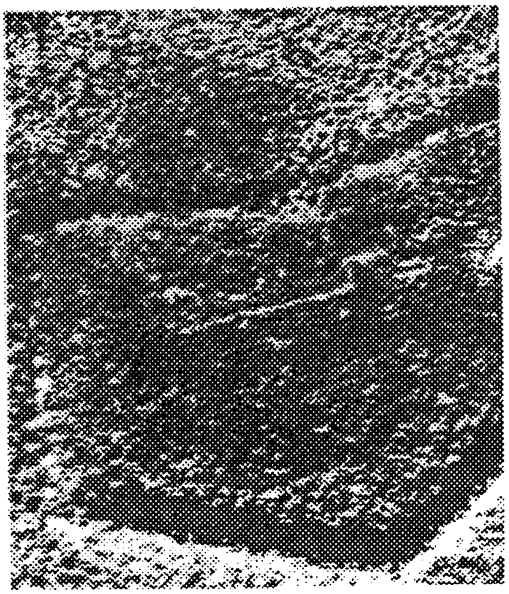
La dernière page comporte une « carte des champs de bataille de Verdun et des lieux commémoratifs » conçue pour



1 Französischer Soldatenfriedhof Douaumont mit Gebeinhaus. Foto.

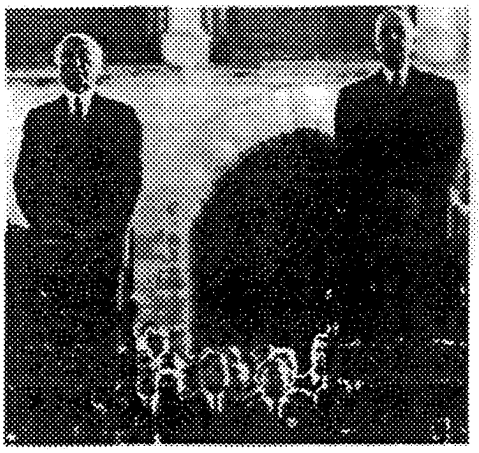


2 Fort Douaumont zu Beginn der Schlacht. Foto, März 1916.



3 Fort Douaumont im November 1916. Die Landschaft und das Fort sind völlig zerstört. Foto.

Fig. 5: << Le théâtre de l'histoire: Verdun-lieu d'inhumanité >>
1: Cimetière militaire français de Douaumont avec l'Ossuaire.
2: Le Fort de Douaumont au début de la bataille.
3: Le Fort de Douaumont en novembre 1916. Le paysage et le fort sont complètement détruits. In: #40 (1995), p. 132.



1 Der französische Staatspräsident Charles de Gaulle und Bundeskanzler Konrad Adenauer feiern in der Kathedrale von Reims im Juli 1962 einen Versöhnungsgottesdienst.

2 Der französische Staatspräsident François Mitterand und Bundeskanzler Helmut Kohl auf dem Soldatenfriedhof von Verdun. Juni 1984.

Zeichen des Friedens

Auszug aus der Gemeinsamen Erklärung des französischen Staatspräsidenten, Charles de Gaulle, und des deutschen Bundeskanzlers, Konrad Adenauer, vom 22. Januar 1963:

Q1 [Sie haben sich] ...

- in der Überzeugung, daß die Versöhnung zwischen dem deutschen und dem französischen Volk, die eine jahrhundertealte Rivalität beendet, ein geschichtliches Ereignis darstellt, das das Verhältnis der beiden Völker zueinander von Grund auf neugestaltet,
- in dem Bewußtsein, daß eine enge Solidarität der beiden Völker sowohl hinsichtlich ihrer Sicherheit als auch hinsichtlich ihrer wirtschaftlichen und kulturellen Entwicklung miteinander verbindet,
- angesichts der Tatsache, daß insbesondere die Jugend sich dieser Solidarität bewußt geworden ist und daß sie eine entscheidende Rolle bei der Festigung der deutsch-französischen Freundschaft zukommt,
- in der Erkenntnis, daß die Verstärkung der Zusammenarbeit zwischen den beiden Ländern einen unerläßlichen Schritt auf dem Wege zu dem vereinigten Europa bedeutet, welches Ziel beider Völker ist,
- mit der Organisation und den Grundsätzen der Zusammenarbeit zwischen den beiden Staaten, wie sie in dem heute unterzeichneten Vertrag niedergelegt sind, einverstanden erklärt

Aus der gemeinsamen Erklärung des Bundeskanzlers Dr. Helmut Kohl und des französischen Staatspräsidenten François Mitterand vom 22. September 1984 in Verdun:

Q2 ... Heute, am 22. September 1984, sind der Bundeskanzler der Bundesrepublik Deutschland und der Präsident der Französischen Republik in Verdun zusammengekommen, um sich vor den Gräbern der gefallenen Söhne Frankreichs und Deutschlands zu verneigen.

Mit ihrer gemeinsamen Ehrung der Toten vergangener Kämpfe setzen sie an historischer Stätte ein Zeichen dafür, daß beide Völker unwiederruflich den Weg des Friedens, der Vernunft und freundschaftlichen Zusammenarbeit eingeschlagen haben. Die Einigung Europas ist unser gemeinsames Ziel – dafür arbeiten wir – im Geist der Brüderlichkeit.

Fig. 6: << Le théâtre de l'histoire: Verdun-lieu de réconciliation >>

1: Le président de la République Française Charles de Gaulle et le chancelier fédéral Konrad Adenauer assistent à une messe de réconciliation en la cathédrale de Reims en juillet 1962.

2: Le président de la République Française François Mitterand et le chancelier fédéral Helmut Kohl dans le cimetière militaire de Verdun. 1984. In: #40 (1995), p. 134.

la préparation d'un voyage de classe. D'autres manuels récents contiennent également une documentation et des suggestions pour des excursions à Verdun (voir biblio. 41, 1995, p. 56)

Ainsi, d'un lieu de confrontation, Verdun est devenu un lieu de commémoration — non pas dans le but d'y puiser des forces pour de nouveaux affrontements, mais dans celui de surmonter définitivement les vieux antagonismes, afin de préparer un avenir meilleur. Français et Allemands ont compris qu'ils ont besoin les uns des autres. Et il est bon de constater qu'en Allemagne se fait progressivement jour la conviction qu'Allemands et Polonais, également, ont besoin les uns des autres. Soyons optimistes et regardons ensemble vers les horizons nouveaux d'une Europe qui soit à la hauteur des souffrances des générations passées dont nous sommes les héritiers.

La traduction des extraits de manuels a été réalisée par Isabelle Quillévéré.

NOTES

1. Pour un bilan récent, fondamental : *Der Erste Weltkrieg. Wirkung, Wahrnehmung, Analyse,* publ. sous la dir. de Wolfgang Michalka, München/Zürich, 1994. Plus spécialement, les études historiographiques de Wolfgang Jäger, *Historische Forschung und politische Kultur in Deutschland. Die Debatte 1914-1980 über den Ausbruch des Ersten Weltkrieges,* Göttingen, 1984; et de Ulrich Heinemann, *Die verdrängte Niederlage. Politische Öffentlichkeit und Kriegsschuldfrage in der Weimarer Republik,* Göttingen, 1983.

2. *Keiner fühlt sich hier mehr als Mensch... Erlebnis und Wirkung des Ersten Weltkriegs,* publ. sous la dir. de Gerhard Hirschfeld, Gerd Krumeich und Irina Renz, Essen, 1993; on y consultera avec profit le survol sur les grandes étapes de la recherche sur la Grande Guerre de G. Krumeich, *Kriegsgeschichte im Wandel,* pp. 25-42; également: Bruno Thoss, « Der Erste Weltkrieg als Ereignis und Erlebnis. Paradigmenwechsel in der

westdeutschen Weltkriegsforschung seit der Fischer-Kontroverse », in *Der Erste Weltkrieg,* (cf. note 1), pp. 1012-1044. *Kriegserfahrungen. Studien zur Sozial-und Mentalitätsgeschichte des Ersten Weltkriegs,* publ. sous la dir. de Gerhard Hirschfeld, Gerd Krumeich, Dieter Langewiesche, Hans-Peter Ullmann, Essen, 1997.

3. Les travaux de recherche sur les manuels scolaires sont légion; retenons pour notre sujet la thèse de Rainer Bendick, *Kriegserwartung und Kriegserfahrung. Der Erste Weltkrieg in deutschen und französischen Schulgeschichtsbüchern 1900-1939/45,* Freiburg et Düsseldorf, 1996, sous presse; R. Bendick, « Zur Wirkung und Verarbeitung nationaler Kriegskulturen. Die Darstellung des Ersten Weltkriegs in deutschen und französischen Schulbüchern », in *Kriegserfahrungen,* (cf. note 2), pp. 403-423; Klaus Bruckmann, « Erster Weltkrieg - Ursachen, Kriegsziele, Kriegsschuld. Fritz Fischers Thesen in deutschen Schulgeschichtsbüchern », in *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht* 32 (1981), pp. 600-617; Andreas Rinke, Reinhard Mucker, « Die Verarbeitung nationaler Katastrophen. Der 1. Weltkrieg als Beispiel für die Legitimationsfunktion von Geschichte in europäischen Lehrbüchern », in *Internationale Schulbuchforschung. Zeitschrift des Georg-Eckert-Instituts* 8 (1986), pp. 87-108; Pierre Jardin, « La légende du *coup de poignard* dans les manuels scolaires allemands des années 1920 », in *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire* n° 41 (1994), pp. 39-50; Pierre Guibbert, « Verdun, une vitrine républicaine », in *Traces de 14-18.* Actes du colloque de Carcassonne édités par Sylvie Caucanas et Rémy Cazals, Conclusions par Marc Ferro, Carcassonne, 1996, pp. 163-175.

4. Gerd Krumeich, « Verdun : un lieu pour une mémoire commune ? », in *Allemagne - France. Lieux de mémoire d'une histoire commune,* sous la dir. de Jacques Morizet et Horst Möller, Paris, 1995, pp. 121-140, p. 127.

5. Pierre Guibbert, « Verdun, une vitrine républicaine », (cf. note 3), p. 175.

6. Voir la bibliographie ci-après.

7. Jochen Huhn, « Geschichtsdidaktik in der Weimarer Republik », in *Gesellschaft, Staat, Geschichtsunterricht. Beiträge zu einer Geschichte der Geschichtsdidaktik und des Geschichtsunterrichts von 1500-1980,* sous la dir. de Klaus Bergmann et Gerhard Schneider, Düsseldorf, 1982, pp. 218-260.

8. Bernd Ulrich, « *Militärgeschichte von unten.* Anmerkungen zu ihren Ursprüngen, Quellen und Perspektiven im 20. Jahrhundert », in *Geschichte und Gesellschaft* 22 (1996), pp. 473-503.

9. Peter Knoch, « Feldpost - eine unentdeckte historische Quellengattung », in *Geschichtsdidaktik* 11 (1986), pp. 154-171; du même, « Erleben und Nacherleben : Das Kriegserlebnis im Augenzeugenbericht und im Geschichtunterricht », in *Keiner fühlt sich hier mehr als Mensch,* (cf. note 2), pp. 199-219; sur les éditions successives de ces recueils de lettres de soldats, cf. Manfred Hettling, Michael Jeismann, « Der Weltkrieg als Epos. Philipp Witkops *Kriegsbriefe gefallener Studenten* », in *Keiner fühlt sich hier mehr als Mensch,* (cf. note 2), pp. 175-198; pour une analyse globale : Bernd Ulrich, *Die Augenzeugen. Deutsche Feldpostbriefe in Kriegs- und Nachkriegszeit 1914-1933,* Essen, 1997.

10. H.-Elmar Tenorth, « Bildung und Wissenschaft im *Dritten Reich* », in *Deutschland 1933-1945. Neue Studien zur nationalsozialistischen Herrschaft,* sous la dir. de Karl Dietrich Bracher, Manfred Funke, Hans-Adolf Jacobsen, Düsseldorf, 1992, pp. 240-255, p. 243.

11. Rainer Riemenschneider, « Le discours historique nazi et les manuels d'histoire du III^{ème} Reich » in *Tréma* 14 (décembre 1998), IUFM de Montpellier, pp. 68-69 et 70.

12. Bernd Hüppauf, « Schlachtenmythen und die Konstruktion des *Neuen Menschen* », in *Keiner fühlt sich hier mehr als Mensch,* (cf. note 2), pp. 43-84.

13. Manfred Heinemann, *Die verdrängte Niederlage,* (cf. note 1).

14. Sur la réorientation de l'enseignement de l'histoire dans un esprit de paix et démocratique après 1945, les travaux abondent. Pour une excellente synthèse, cf. Horst Kuss, « Geschichtsdidaktik und Geschichtsunterricht in der Bundesrepublik Deutschland 1945/49 bis 1990. Eine Bilanz », in *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht* 45 (1994) pp. 735-758, et 46 (1995) pp. 1-15; plus spécialement, pour les nouvelles approches didactiques concernant le thème de la guerre : Peter Knoch, « Erleben und Nacherleben. Das Kriegserlebnis im Augenzeugenbericht und im Geschichtsunterricht », in *Keiner fühlt sich hier mehr als Mensch,* (cf. note 2), pp. 199-220.

15. Sur l'évolution du manuel scolaire d'histoire dans le contexte politique et pédagogique de la RFA : Rainer Riemenschneider, « Das Geschichtslehrbuch in der Bundesrepublik. Seine Entwicklung seit 1945 », in *Gesellschaft, Staat, Geschichtsunterricht,* (cf. note 7), pp. 295-312.

BIBLIOGRAPHIE

1. *Schülerheft der « Kriegsstunden »* von Hans Korsch, Leipzig 1917.
6. *Handbuch für den Geschichtsunterricht* von C. Hoffmann u. H. Korsch, Langensalza 1925.
7. *Geschichtsbuch für die deutsche Jugend, Volksschulausgabe* von Bernhard Kumsteller in Verb. mit Ulrich Haacke u. Benno Schneider, Leipzig 1925.
16. *Geschichte des deutschen Volkes 2 : Von 1648 bis zur Gegenwart,* Giessen ca. 1932.
21. *Handbuch für den Geschichtsunterricht an Volksschulen* von Ulrich Haacke und Ernst Ziemann, Leipzig 1941.
23. *So ward das Reich,* bearbeitet von Heinrich Blume, Reihe Volk und Führer, Volksschule, Frankfurt a. M. 1943.
25. *Demokratie im Werden : Geschichte der neuesten Zeit von 1849 bis in die Gegenwart,* bearbeitet von Gertrud Schulze, Berlin 1949 (Wege der Völker, 4).
26. *Spiegel der Zeiten, A, 5 : Die neueste Zeit,* von Martin Stellmann, Frankfurt a. M. 1958.
27. *Weltgeschichte der neuesten Zeit, 2 : Das Zeitalter der Weltkriege,* Braunschweig 1952.
27c. *Die Reise in die Vergangenheit,* Neubearbeitung, Lehrerausgabe 4 : Geschichte und Politik in unserer Zeit, Braunschweig 1975.
29. *Geschichtsdarstellung vom Altertum bis zur Gegenwart,* unter Mitwirkung von Georg Müller, hrsg. von Waldemar Hoffmann, Frankfurt a. M. 1960.
30. *Mit eigener Kraft,* Band 4 : Geschichte (usw.), Stuttgart ca. 1962.
32. *Unser Weg durch die Geschichte : NRW, 4, Die Welt gestern und heute : Von 1871 bis zur Gegenwart* von Hans Heumann, Frankfurt a. M. 1971.
33. *Geschichte für morgen, Hauptschule 2 : Die Grundlagen unserer Gesellschaft : 1500 – 1917,* von H. Heumann u. M. Müller, Frankfurt a. M. 1982.
34. *Geschichte entdecken :* Hauptschule, 7, Neuzeit, bearbeitet von Walther Bernecker, Bamberg 1984.
35. *Damals und heute, F : Von der Zeit des Imperialismus bis heute,* Hermann Burkhardt, Helmut Christmann, Gerd Noetzel, Stuttgart 1982.
35a. *Damals und heute, F : Lehrerband : Von der Zeit des Imperialismus bis heute,* von Hermann Burkhardt, Stuttgart 1982.

36. *Geschichte heute :* für Hauptschulen in Baden-Württemberg, Hans M. Gerst, Hannover 1985.
39. *Damals – heute – morgen. Geschichte/Gemeinschaftskunde,* bearbeitet von Gerlinde Bauer, Stuttgart 1994.
40. *Entdecken und Verstehen :* Geschichtsbuch für Rheinland-Pfalz, hrsg. von Thomas Berger, Karl-Heinz Müller, Hans-Gert Oomen, Band 3, Berlin 1995.
41. *Doppelpunkt : Geschichte/Gemeinschaftskunde,* Klasse 9, Hans M. Gerst, Hannover 1995.

Stefan MELLER, Ambassadeur de Pologne à Paris
(Université de Varsovie)

PIŁSUDSKI, RÉFÉRENCE POLONAISE HORS DU COMMUN

Johann Wolfgang Goethe avait l'habitude de dire que chaque œuvre littéraire se divise entre l'*Iliade* et l'*Odyssée*. Un philosophe polonais du XIX^{ème} siècle ayant vécu longtemps en France d'ailleurs, Juljan Klaczko, paraphrasa Goethe et dit que la vie de tout homme exceptionnel se divise en deux périodes : la première constitue « l'époque de l'héroïsme juvénile », « l'épopée de la lutte », tandis que la seconde constitue « l'époque de maturité de la recherche du chemin de retour » et « l'épopée de l'âge de fatigue et de nostalgie domestique ». Voyons un peu comment cette définition fonctionne dans le cas de Joseph Piłsudski.

Je ne vais pas entrer dans les détails de son histoire, car ce n'est pas le but de mon propos. Or, la question à poser est peut-être de savoir quels furent les liens entre ces deux hommes, si différents. Il me semble que ce lien, c'est l'idéologie : tous les deux furent idéologues « d'une certaine vision » de leur patries respectives. Essayons donc de voir de plus près comment se présentait une certaine vision de la Pologne de Joseph Piłsudski.

La guerre entre Berlin et Vienne en 1866 constitua un point crucial du moment où la partie de la Pologne occupée par l'Autriche, la Galicie, obtint plusieurs libertés au sein de la monarchie des Habsbourg et se transforma bientôt en Piémont polonais, d'où plusieurs décennies plus tard, les légions de

Piłsudski partirent lutter contre la Russie aux côtés des Autrichiens. Or, ce n'est par hasard si au début de sa carrière Piłsudski, candidat populaire et socialiste à la dictature, se référa à la personne de Garibaldi. Ce n'est pas par hasard non plus si après 1918 on le compara, en Europe, à Garibaldi. Or le contexte politique intérieur et international du Piémont polonais ne ressemblait presque en rien au Piémont italien. Il y avait quand même une certaine ressemblance entre les deux personnalités.

Ce n'est par hasard donc que dans les conférences qu'il prononça en 1912 à Cracovie à Sciences-Po, et consacrées à l'insurrection de 1863, Piłsudski se concentra sur deux éléments surtout : la société en manque d'État, et les relations entre celle-ci et le maquis.

D'une certaine manière, Piłsudski, bien que né en 1867, fut l'enfant spirituel de 1863 comme toute la génération d'hommes politiques polonais, intellectuels et artistes révoltés qui jouèrent un rôle énorme dans la création de la prise de conscience nationale sur le plan politique, social et moral. Le fait qu'une si grande partie d'intellectuels et d'artistes prirent part à l'organisation d'une insurrection à venir et ensuite dans des structures militaires illégales, fut probablement une des raisons de l'influence du mythe naissant de Piłsudski sur l'opinion publique. Il devint non seulement un homme politique connu, mais une légende littéraire, avec une sensibilité patriotique aiguë ayant, certes, pour source une attitude anti-russe, ce qui provoqua, entre autres, que le parti socialiste polonais ne voulut jamais coopérer avec la social-démocratie russe qui pendant trop longtemps ne se prononça pas sur le rétablissement de l'indépendance polonaise. La partie des socialistes polonais qui se décidèrent à la coopération avec les sociaux-démocrates russes créèrent un parti social-démocrate polonais, ou devinrent ensuite soit membres du parti bolchevique, soit communistes en Pologne après 1918. C'est le cas, par exemple

de Dzierżyński ou de Rosa Luxembourg. Mais, pour le dire brièvement, ce furent plutôt des idées de gauche qui prévalurent dans ce milieu post-insurrectionnel anti-russe. Et c'est le parti socialiste polonais qui mena la lutte active pour l'indépendance, lutte armée comprise.

On dit parfois que Piłsudski, après des années d'appartenance au mouvement, l'avait quitté en faveur uniquement de la lutte armée pour l'indépendance de la Pologne et qu'en conséquence il ne fut jamais un vrai socialiste. Les choses sont, je le pense, plus compliquées. Comme le soulignait l'intellectuel polonais de ma génération Marcin Krol, on ne peut appartenir à un parti politique pendant vingt ans uniquement dans le but machiavélique de le manipuler vingt ans après. Il me semble qu'il est plus raisonnable de penser qu'à l'époque où Piłsudski devint socialiste, son idée principale était qu'en comparant, à partir des territoires polonais, les forces de progrès et celles des anciens régimes, la Russie des tsars apparaissait comme la puissance la plus arriérée. Le socialisme européen fut, dans cette optique, l'allié naturel des Polonais.

> Il viendra le temps, écrivait Piłsudski, où entre la classe ouvrière polonaise et les tsars une lutte finale devra avoir lieu, une lutte non pas à vie, mais à mort [...] Il est nécessaire de savoir qui sont tous les ennemis des tsars à qui nous pourrions tendre la main en vue d'une lutte commune. Nous connaissons très bien un de ces ennemis, c'est le mouvement ouvrier international, dont nous constituons une partie [...] Le rôle historique du socialisme en Pologne est de défendre l'Occident contre le régime des tsars, réactionnaire et impérial.

Il aimait aussi à repéter

> qu'un socialiste en Pologne est obligé d'agir en faveur de l'indépendance de la Pologne et que l'indépendance de la Pologne est une condition primordiale de la victoire socialiste en Pologne.

Or, en même temps, Piłsudski fut persuadé qu'une guerre continentale entre les puissance serait beaucoup plus probable qu'une révolution européenne. Et c'est là que nous retrouvons le grand paradoxe de sa pensée et de son action. Il se lança dans la réflexion géopolitique où il trouva une vérité première : il n'y a que les États se trouvant dans un antagonisme meurtrier contre la Russie et prêts à jouer la carte polonaise qui puissent devenir de vrais alliés de la Pologne. C'est la raison principale pour laquelle Piłsudski se trouva, tout en les manipulant, du côté des Autrichiens. Une petite anecdote : lorsqu'en 1917, les Allemands voulurent que Piłsudski quitte le camp des Autrichiens pour le leur, le gouverneur-général allemand à Varsovie, von Beseler, promit à Piłsudski toutes les gloires du monde, de l'argent *etc.*

— Herr von Piłsudski, cria-t-il, vous rendrez un service immense à votre Patrie. Et Piłsudski, calme, lui répondit :

— Vous ne me comprenez pas, Excellence, vous ne voulez pas me comprendre. Si j'acceptais votre proposition, vous, Allemands, vous gagneriez un homme, et moi, je perdrais toute une Nation.

Piłsudski fut emprisonné en Allemagne et il sortit de prison au moment de la défaite allemande et de la libération d'une grande partie de la Pologne par les Polonais.

Or, revenons à la pensée de Piłsudski. Ce fut, sans aucun doute, cette longue réflexion qui transforma Piłsudski de militant de parti en soldat révolutionnaire ou insurrectionnel selon les circonstances. La révolution de 1905 et surtout la guerre entre le Japon et Russie le poussèrent encore plus dans cette direction. Il avalait des livres sur Napoléon, ceux de Clausewitz; il suivait attentivement et avec passion les théâtres des guerres contemporaines. La guerre européenne, après laquelle la Pologne pourrait donc retrouver son indépendance, devint le centre de sa pensée et de son action à venir. Le centre de son action devint donc la création d'une armée, mais d'une

armée différente; toute une nation insurgée devait devenir une armée nationale. Chaque Polonais devait devenir soldat de la libération nationale, indépendamment de ses opinions politiques et idéologiques. Voilà le lien et la transformation qui s'effectua entre la pensée socialiste et celle dévouée entièrement à l'idée indépendantiste.

Revenons aux conférences de Piłsudski en 1912 sur l'insurrection de 1863 à Cracovie, située dans l'empire des Habsbourg, libéral alors. Il y prôna surtout le fait qu'il était impossible de créer un vrai maquis sans un lien étroit entre le peuple et les dirigeants du mouvement, car toute armée révolutionnaire doit s'identifier d'une manière très intime à des buts aussi bien nationaux que sociaux. J'ai appris beaucoup plus tard que l'un des compagnons polonais de Mao-Ze-Dong lui avait parlé de ces cours; pendant la Seconde Guerre Mondiale, les Polonais de la Résistance en France les transmettaient aussi à leurs amis français. Ces cours conservaient quelque chose de la définition de l'écrivain polonais Wacław Berent qui disait que la noblesse polonaise du temps des insurrections polonaises constituait le quartier général des révolutions européennes, d'autant qu'après les défaites polonaises, on la retrouvait partout où il y avait des luttes armées contre les oppresseurs.

Mais la leçon que tira Piłsudski de l'insurrection de 1863 fut, semble-t-il, plus compliquée. Il comprit en même temps deux vérités que l'on pourrait considérer comme contradictoires : la première était que, comme nous aurions tendance à le dire aujourd'hui, l'insurrection rende impossible aux Russes la *finlandisation* de la Pologne; la seconde était que, quand bien même l'insurrection pourrait être déclenchée sur les terres polonaises, il fallait s'en garder et attendre patiemment le résultat de la Grande Guerre, tout en préparant les cadres d'une future armée et se servir des Autrichiens dans ce but.

Tant que cette action et cette image avaient correspondu à la vision positive et aux nécessités de la raison d'État en France

— la lutte contre l'ennemi commun —, ces milieux avaient joui de la sympathie française. Les choses changèrent au moment où Piłsudski devint le symbole de la coopération polonaise avec l'Autriche pendant la Grande Guerre. Et ceci demande explication.

La pensée indépendantiste eut un effet de choc et d'éblouissement inévitable pour tous ses partisans, car jusqu'au début du XX^{ème} siècle, elle avait été surtout basée sur des états d'âme et de cœur. Le programme, le vrai programme visant une rationalisation de la situation réelle des Polonais ne faisait qu'apparaître. On rêvait plus que l'on ne pensait à une lutte armée dans un avenir proche. Et ce furent surtout les socialistes, et encore, faut-il ajouter, les jeunes socialistes qui se consacrèrent à ce rêve. Probablement, cela fut plutôt le résultat de la jeunesse que d'une mûre réflexion. Piłsudski, par exemple, dit plus tard, après 1918, qu'à l'âge de sept ou huit ans, il décida qu'à quinze ans, donc à l'âge où il pourrait déjà se considérer comme adulte, il proclamerait l'insurrection et chasserait les Russes de sa terre natale. Et quelles aventures ensuite ! Cinq ans d'exil en Sibérie, une fois encore l'arrestation et la prison où il simula une maladie psychique, ce qui lui permit de s'évader. Enfin, à côté de ses activités politico-militaires, l'attaque d'une banque russe pour trouver les moyens de la lutte contre l'oppresseur. Le révolutionnaire, le chef militaire insurrectionnel se transforma donc en homme d'État en même temps que la Pologne qu'il dirigeait devenait indépendante. C'en fut la conséquence automatique. Le conspirateur devint chef de l'État, et le chef de l'État devint non plus le stratège d'une lutte pour l'indépendance, mais le stratège de la survie d'un État confronté à des voisinages douteux, ceci dans le but primordial d'organiser cet État déchiré pendant cent vingt-trois ans entre trois puissances. Il n'y eut, à vrai dire, qu'une seule année de répit. Comme le dit Lewis Namier : on essayait de contruire la Pologne pendant

que la Russie et l'Allemagne s'étaient endormies. Mais pour si peu de temps. Quelle grande tâche que de ramasser des morceaux brisés et de les transformer en République une et indivisible ! Et tout cela commence juste après les ravages d'une guerre impitoyable pour les trois parties de la Pologne où les armées opposées se comportent toujours en occupant. Et toute cette œuvre est accompagnée au début par la guerre contre la Russie bolchevique dont un des généraux, Toukhatchevski, proclama : « Vers l'Occident ! C'est sur le cadavre de la Pologne blanche que mène la route vers l'incendie mondial ! »

Avec le rôle des volontaires organisant une armée polonaise avant 1918, avec le rôle de l'armée défendant l'indépendance du pays après 1918 sur les fronts, et le rôle des insurgés contre les Allemands dans la région de Poznań ou en Silésie, rien d'étonnant à ce que le rôle de l'armée dépassât en Pologne, entre les deux guerres, le cadre strict de l'activité militaire. Et le symbole de cette armée issue d'une armée populaire fut Piłsudski.

Lorsque en 1926 Piłsudski organisa son coup d'État dramatique, tous ces éléments comptèrent, sans oublier le fait que ce fut l'ancien socialiste, soutenu même par les communistes polonais, qui s'opposa à une coalition de droite au pouvoir. Piłsudski fut certainement un anticommuniste farouche, surtout quand les communistes en Pologne devinrent le bras de Moscou. Il rejetta donc leur appui d'une manière catégorique; en revanche, ils payèrent ce soutien de leur vie, car ce fut la raison principale de leur liquidation par Staline au cours des années trente.

***

Essayons un peu de voir s'il reste quelque chose de la pensée de Joseph Piłsudski à l'époque actuelle.

Lorsque nous réfléchissons aujourd'hui sur les lien éventuels entre la chute de l'Union Soviétique et la réflexion de Piłsudski sur la Pologne et l'Europe orientale, nous voyons que cette leçon n'est pas à négliger. Piłsudski ne fut certainement pas nationaliste au sens chauvin du mot. Son idée de fédération avec les Ukrainiens et les Lithuaniens, entre autres, ne fut pas dictée par l'inimitié de ces nations.

Or, quoi qu'il en soit, elle fut perçue comme un signal de l'impérialisme polonais, ce qui fut inacceptable pour ces nations qui, bien qu'elles apparussent plus tardivement que les autres sur l'échiquier européen, avaient déjà pris conscience de leur identité nationale tout comme les autres. Bref, après la naissance d'autres nations que la nation polonaise au sens moderne du terme, l'idée d'une Pologne jagellone ne fut plus acceptable par les autres. Mais répétons-le, Piłsudski voulait la rénovation d'un État multinational, non la création d'un empire polonais où d'autres nations soumises auraient eu à souffrir du joug polonais.

C'est précisément en se basant sur cette leçon malheureuse pour nous tous que le grand Jerzy Giedroyć n'avait jamais cessé de prévoir et d'avoir la certitude que la création que fut l'Union Soviétique n'était pas viable au sens de la longue durée. Son idée vint longtemps avant Hélène Carrère d'Encausse et de surcroît, il en fit une politique réelle, celle qui en Europe soviétisée, mena à la destruction de l'empire et à la création de nouveaux États indépendants. C'est l'ancienne leçon polonaise qui servit d'exemple. Dois-je rappeler que l'opposition polonaise fut peut-être la première à réclamer le droit à l'indépendance de tous nos voisins ? Le paradoxe heureux, c'est que tout en vouant un culte à la personne de Joseph Piłsudski qui contribua largement à la création d'une Pologne indépendante en 1918, les Polonais n'oublièrent pas la leçon que je viens de mentionner.

Puisque nous venons d'aborder ce sujet crucial d'une certaine idée de la monarchie des Jagellons placée dans la réflexion politique polonaise du XX^{ème} siècle, essayons d'en dire un peu plus. Cette idéologie put paraître, et fut en effet passionnante pendant assez longtemps, car elle acceptait de fait une nation plurielle comme on dirait aujourd'hui en France. Or, elle était déjà anachronique à l'époque de Piłsudski avec la formation des nations modernes, autres que la polonaise. Mais elle ne fut jamais tournée contre ces nations ou ethnies. En revanche, elle peut rester, en tout cas, à mon avis, un système de référence dans une définition à refaire des relations entre les nations de notre coin de continent. Le paradoxe veut qu'il faille introduire dans cette nouvelle définition la réflexion du grand antagoniste de Piłsudski, à savoir Roman Dmowski, chef de file de la pensée nationaliste polonaise moderne. Dmowski fut l'un des premiers à comprendre d'une manière profonde l'apparition de l'État-Nation. C'est pour cette raison qu'il se prononça contre l'idée fédéraliste, et fut plutôt tenté par l'assimilation des ethnies slaves se trouvant dans l'espace de l'État polonais, tout en excluant de ce raisonnement les Juifs, mais ceci est une autre histoire qui ne concerne pas Piłsudski qui excluait l'antisémitisme de sa réflexion à tous les niveaux. En marge de ceci, je voudrais dire que souvent nous autres Polonais ou habitants de l'Europe centrale et orientale, nous rencontrons une incompréhension lorsque nos définitions de la nation se heurtent à la notion républicaine de la Nation où il n'y a pas d'espace pour les minorités; donc la description du phénomène dans l'autre partie du continent s'avère souvent curieuse parce que non conforme aux définitions françaises.

Piłsudski considérait la polonité d'une manière qui n'avait rien de nationaliste. Ce fut plutôt un retour aux formules anciennes : Polonais fut qui servait le roi de Pologne où habitaient plusieurs nations ensemble. Lui-même se considérait

comme étant Lithuanien, tout comme Adam Mickiewicz, et aucun des deux n'y voyait contradiction.

Disons donc quelques mots sur les différences essentielles telles que nous les voyons entre la notion républicaine de nation et le concept polonais.

Dans les langues européennes occidentales, le mot *nation* désigne non seulement des communautés politiques, nationales, mais aussi des communautés ethniques sans statut politique. On pense et dit souvent dans les livres consacrés à ce problème dans la littérature occidentale qu'à l'ouest, avec les Lumières, s'est développé un nationalisme politique, rationnel et progressiste, tandis qu'en Europe de l'est s'est développé un nationalisme ethnique, autoritaire et induit par un complexe d'infériorité. Si on y ajoute la réaction romantique (avec tout ce qu'elle comporte d'irrationnel), nous nous retrouvons presqu'à la porte du fascisme.

On laisse de côté dans cette analyse le fait que dans la république nobiliaire polono-lithuanienne, le sens de la nation fut surtout politique, et non pas ethnique. La *szlachta* avait une idéologie républicaine, et le concept de nation fut étroitement rattaché à une activité civique, à des droit et à des obligations émanant de la constitution, à une volonté commune de toute la *szlachla* dissociant l'appartenance à la nation nobiliaire de l'appartenance ethnique. Pensons seulement qu'il y avait en Pologne autour de 10% de nobles (dont beaucoup de pauvres), et 25% de la population parlant la langue polonaise. L'idée fondamentale des auteurs de la Constitution du 3 mai fut de faire de toutes les couches sociales des milieux intégrés de la même manière au concept de nation. C'est, entre autres, la raison pour laquelle les Juifs convertis devenaient membres de la communauté nobiliaire polonaise. C'est aussi la raison pour laquelle la notion de minorité nationale fonctionnait avec toutes ses conséquences, et personne ne s'étonnait du fait qu'un citoyen polonais ne parle pas la langue polonaise. Ce n'est que

plus tard, mais aussi d'une manière différente de ce que l'on retrouve dans les clichés, que se fit la recherche d'une nouvelle définition de la polonité. Paradoxalement, c'est la droite qui tenta d'introduire la notion républicaine de la nation au sens occidental du mot, ce qui se heurta à une tradition libérale et força les forces politiques polonaises à répondre à la question fondamentale, à savoir qui était polonais et qui ne l'était pas, mais c'est un autre débat.

Y a-t-il donc un lien entre le général de Gaulle et le Maréchal Piłsudski ? À premier abord, on serait tenté de répondre par la négative. Le premier fut un officier de carrière, talentueux, certes, dans son métier de militaire, toujours au service de l'État, mais qui devint homme politique, un des plus connus au monde, un peu par hasard, après l'effondrement politique et militaire de 1940. Cela le mena à devenir le commandant en chef de cette partie de l'armée française qui se battit contre les nazis, et ensuite le chef de la République française, ainsi que le patron spirituel d'une morale politique par rapport à la France et à l'Europe des Nations.

L'autre apparut dans la vie polonaise comme étant révolutionnaire surtout, révolté contre l'occupant russe, prenant part à la vie intellectuelle du partie socialiste clandestin, à l'époque, la seule force active dans la lutte contre le tsar et son empire, ennemi acharné de cet État et de cette armée, et devint finalement le créateur d'une armée polonaise clandestine, et ensuite le chef de l'État polonais indépendant.

On disait de Piłsudski, en Pologne, citant, paraît-il, ses propres propos, qu'il avait quitté le train du socialisme à la gare de l'indépendance. C'est à ce moment que je vois un parallèle avec le général de Gaulle : il s'agit du rôle à attribuer à la relation entre la Nation et l'État indépendant, et les décisions à prendre au tournant de l'histoire comme ce fut le cas de de Gaulle en 1940 et en 1958, et de Piłsudski à plusieurs

reprises jusqu'en 1920 et ensuite en 1926. Le 1940 du Général correspond à toute une époque d'avant 1918 chez Piłsudski.

On dit parfois du général qu'il fut mystique. On ne le dit pas de Piłsudski. Or, il me semble que l'on peut d'une certaine manière le dire dans les deux cas. Je pense précisément à la situation après le coup d'État de 1926, lorsqu'à un certain moment, on pensait que Piłsudski découragé pourrait de nouveau se retirer de la vie politique. Quelqu'un dit alors à Joseph Czapski : « N'aie pas peur, il ne partira pas. Les cadavres le tiennent. » Il s'agissait des cadavres des soldats polonais tombés des deux côtés de la barricade en 1926. N'est-ce pas un état d'âme similaire qui incitait le général de Gaulle à réfléchir et à agir autour de 1958 et après ? Le rêve de grandeur nationale interrompu par des factures chères à payer dans la solitude.

Pierre BARRAL
(Université de Montpellier)

CHARLES DE GAULLE ET LA POLOGNE 1920-1970

Charles de Gaulle, comme tous les jeunes gens de son milieu catholique et patriote, a été élevé dans l'admiration du maréchal Poniatowski, du poète Mickiewicz et du romancier Sienkiewicz. Si la France est, pour lui, « vouée à une destinée éminente et exceptionnelle », la Pologne lui paraît une amie privilégiée. En trois moments décisifs, il est amené à défendre sa cause, comme officier, puis comme dirigeant politique. Et, comme toujours chez lui, l'homme d'action se double d'un homme de plume et de verbe. Des textes significatifs sont à glaner dans les *Discours et messages,* dans les *Lettres, notes et carnets,* dans les *Mémoires de guerre.* On les expliquera par les souvenirs de témoins retrouvés et par les indications de Jean Lacouture dans sa riche biographie, *De Gaulle.*

Dans la bataille de la Vistule

On sait que le capitaine de Gaulle, jeune chef ardent et exigeant, déjà blessé deux fois, a été fait prisonnier le 2 mars 1916, sur le front de Verdun. Il a souffert « de finir ainsi la campagne » : « pour un officier français, écrivit-il aux siens, l'état de prisonnier est le pire de tous. » Et quand la guerre se termine, il ressent « plus amer que jamais le regret indescriptible de n'y avoir pas pris une meilleure part. » Aussi est-il anxieux de ne pas rester longtemps « un revenant » et de

reparaître sur un théâtre encore actif. Ce pourrait être l'armée d'Orient, maintenue face au foyer de la Révolution bolchevique; c'est en fait la mission militaire envoyée en Pologne pour y soutenir la reconstitution d'une armée nationale après un siècle de partage. De Gaulle y passe plus d'un an, d'avril 1919 à octobre 1920. « Le romantisme polonais » compte peu, nous dit Jean Lacouture, il s'agit plutôt de retrouver la sérénité : « L'année de Pologne aura été — ce que je la destinais à être — une restauration militaire pour moi. »

À son arrivée, il est nommé instructeur à l'école d'infanterie de Rembertów, près de la capitale. S'il a le désagrément de se faire voler une somme importante, il reçoit un grade temporaire de commandant. On recueillera plus tard le témoignage d'un de ses élèves *(En ce temps-là, de Gaulle,* n° 26) :

> Tout ce qui était progression des troupes et combat était strictement réservé au chef de cours, le commandant de Gaulle. C'était un conférencier brillant, écouté avec la plus vive attention et il savait déjà détendre l'auditoire de temps à autre, par un bon mot inattendu, à l'emporte-pièce... De temps en temps, le commandant de Gaulle quittait les thèmes du combat proprement dit et faisait une conférence sur des sujets plus généraux. La plus belle, intitulée *La défaite question morale* était vraiment d'une grande classe. Les rapports de de Gaulle avec les autres instructeurs français... étaient des plus réservés... de Gaulle, lui, allait peu à Varsovie et, lorsqu'il en revenait, il me parlait philosophie... Il me dit une fois, sur le pas de la porte du chalet où il habitait : « Medvecki, voyez-vous, nous sommes la génération des catastrophes. » À ses camarades, il déclare, dans un exposé conservé : « Nous voulons une forte Pologne, d'abord parce que c'est la solution de la justice... Et puis, c'est notre intérêt national... »

Ensuite c'est la guerre avec la Russie soviétique et ici nous disposons de son carnet de campagne. Lacouture, bien informé, nous indique en effet qu'il est l'auteur du texte, signé de trois étoiles, que publie la *Revue de Paris,* le 1er novembre 1920. Les notations sont concrètes, animées d'une passion retenue, formulées dans un style nerveux.

Au printemps 1920, l'offensive vers Kiev déchaîne « l'ivresse du triomphe » :

> Ce peuple, naturellement fier et dont les séculaires souffrances ont rendu la fierté maladive, parut perdre d'un seul coup le sens des réalités... Nous écoutions paisiblement, citoyens d'un vieux peuple chargé de gloires anciennes et récentes, qui sait ce qu'il faut les payer pour qu'elles durent.

Puis à l'été, l'Armée Rouge semble prendre l'avantage.

> Quel changement ! Sur toutes les figures, n'est-ce pas l'angoisse qu'on lit ? L'angoisse, je ne l'ai jamais rencontrée chez ce peuple placide, mais c'est la résignation, pire. Je l'ai remarqué bien souvent chez les Slaves, le sentiment du péril ne les surexcite pas, il les abat. Plus la crise approche, moins ils réagissent... Nous, officiers de la Mission militaire, nous suivons les événements décisifs avec un intérêt passionné, le cœur rongé de n'y pouvoir prendre une part directe.

Enfin le 15 juillet, « voici l'ordre tant attendu : le Gouvernement français autorise ses officiers à prêter leur concours direct pour la défense du territoire polonais. » De Gaulle voit agir près de l'état-major « les deux grands chefs qui représentent à Varsovie l'expérience française », il salue « le calme profond, la lucidité attentive d'un Henrys, l'imagination précise et vigoureuse d'un Weygand. » Lui-même accompagne le général Bertrand sur le front sud, que commande Rydz-Śmigły, un proche de Piłsudsky, peintre promu général à trente-deux ans. Il se félicite de voir coopérer ainsi

l'armée polonaise, toute jeune, plus assurée qu'expérimentée [et] la nôtre, rompue à la guerre sous toutes ses formes et habituée par les longs et durs efforts à n'agir qu'avec méthode, à ne rien laisser au hasard de ce qu'on peut lui enlever par conseil et par prévoyance.

Ses notations saisissent avec finesse les particularités de ce théâtre d'opérations.

Les effectifs très faibles sont répartis en ligne sur une étendue démesurée. L'adversaire qui se porte en avant trouve toujours entre les groupes du défenseur des trous immenses par où il passe... Les allées et venues surprenantes des bolcheviks, des Polonais, de Koltchak, Denikine, Youdenitch, Wrangel, Petlioura, se déroulent à la manière des romans russes qui paraissent sans cesse sur le point de finir et qui recommencent toujours. Les Allemands seuls ont su tenir ce front gigantesque avec des moyens réduits... Les Allemands savaient faire la guerre.

Quant à la population civile, elle subit :

Le paysan se replie sur lui-même, ayant trop souffert dans sa famille et dans ses biens, préoccupé seulement de soustraire aux impitoyables réquisitions les dernières poules, le suprême pourceau, le vieux cheval qui lui reste... Dans l'âme obscure du laboureur demeure une seule passion : la haine du soldat, qu'il soit de Lénine, de Petlioura, de Denikine ou de Piłsudski.

Et de Gaulle observe aussi

le grouillement caractéristique des juifs polonais entassés là comme partout dans d'affreuses masures, cherchant en dépit des quolibets et des brutalités à trafiquer de quelque chose.

Pour lui, le succès de la contre-offensive engagée dépend du facteur moral.

> Enfin le sentiment de l'offensive renaît dans les rangs de nos alliés... Voici que de haut en bas les âmes se redressent. Le commandement, frappé d'abord comme de stupeur, a repris possession de lui-même : sa volonté de vaincre apparaît à nouveau et du même coup, voici que des renforts, des munitions, des vivres commencent à parvenir aux troupes. L'ordre se remet dans les esprits et dans les rangs, la confiance revient danc le cœur du soldat et le chant dans sa gorge.

Finalement, « l'effort des Russes sur Varsovie s'est brisé sur les tranchées, qu'enfin nos alliés ont consenti à creuser. » Et « la foule gronde d'une joie contenue. Dans les yeux de ce peuple, on sent la juste fierté de la première grande victoire de la Pologne renaissante. » De Gaulle admire, mais avertit : « Vous avez l'ardeur de beaucoup de chefs et la bonne volonté de la troupe. Maintenant il faut acquérir le savoir » et aussi « admettre l'Organisation et apprendre la Méthode », avec des majuscules. Il rédige deux rapports à ses chefs, qui ne cachent pas les déficiences. Et il conclut pour les siens :

> Cette pauvre Pologne est toujours bien inquiète et bien à plaindre. En la quittant définitivement, j'emporterai comme résultat de mes impressions qu'il sera bien difficile de la faire vivre.

Face à Staline

La Pologne revit, mais vingt ans plus tard, elle subit une effrayante tragédie, que de Gaulle évoquera dans ses *Mémoires de guerre*. En 1939, l'alliée

> était foudroyée en deux semaines par les Panzerdivisions et les escadres aériennes. Il était vrai que l'intervention soviétique hâtait l'écrasement des Polonais. (I, I)

Puis à Londres, le chef de la France Libre sympathise avec le général Sikorski, « homme de grand caractère [...] investi

de tout le pouvoir dont puisse disposer un État en exil. » Il s'inquiète toutefois d'observer chez ses compagnons

> une sorte de doctrine du pire où leur désespoir puisait d'enivrantes illusions, comme la musique de Chopin tire le rêve de la douleur [...] une psychologie à ce point passionnée qu'elle provoquait la surenchère entre eux, l'incertitude des alliés, l'irritation des Soviets. (I, VII)

Et quand le Kremlin est accusé du crime de Katyn (« non sans apparence de raison »), les Polonais se livrent « de nouveau à l'aversion et à la crainte que leur inspiraient les Russes », Staline rompt avec le gouvernement en exil et dès qu'il le peut, installe à Lublin un Comité de libération sous son influence. « J'estimais, écrira de Gaulle en 1956, que son intention d'instituer à Varsovie la dictature de ses dévots devait être contrecarrée » (alors que le déplacement des frontières « était fort acceptable »). Mais devant

> cette opération d'asservissement de la Pologne [...] l'Amérique choisissait de se taire, la Grande-Bretagne cherchait une formule, la France n'avait pas voix au chapitre. (II, VI)

En mars 1944, de Gaulle salue en Italie « dans un secteur proche du nôtre » l'armée Anders « qui prodigue sa bravoure au service de son espérance » (II, VII), mais sur ce sujet délicat, il se trouve brutalement affronté aux exigences soviétiques quand il se rend à Moscou en décembre. Dans le dialogue fameux avec Staline, bientôt « vint au jour le véritable enjeu du débat. Comme nous nous y attendions, il s'agissait de la Pologne. » (III, II) Considérons de préférence, comme source plus directe, le procès-verbal dressé par le diplomate Roger Garreau et publié en annexe des *Mémoires de guerre.*

> Pendant très longtemps, expose le 6 décembre le président du Gouvernement provisoire, la France a essayé de maintenir une Pologne indépendante entre les États voisins. Elle n'y a pas réussi. La Pologne a dis-

paru. Après la derniére guerre, la France a désiré une Pologne susceptible de s'opposer à l'Allemagne... La politique de Beck — et des gens qui lui ressemblent — nous a vivement mécontentés et nous a mis gravement en danger, vous et nous [...] Nous n'avons aucune objection contre la ligne Curzon, si la Pologne reçoit à l'Ouest des compensations. Cependant nous croyons que la Pologne doit rester un État indépendant.

Pour sa part, le maître de l'URSS met en avant les exigences de sécurité :

au cours des trente dernières années, la Pologne a servi deux fois de corridor, de couloir, à l'armée allemande pour envahir la Russie. Cela ne peut pas continuer. Il faut que ce couloir soit fermé et il faut que ce soit la Pologne elle-même qui ferme ce couloir.

Car il se veut rassurant :

Pour cela, il faut une Pologne forte, indépendante, démocratique... Nous avons intérêt à une Pologne forte... L'amitié polono-russe est pour la Pologne et pour la Russie la meilleure garantie contre une menace allemande.

Jean Laloy, le diplomate interprète, racontera sa stupéfaction d'avoir eu à traduire, dans le discours russe : *Les peuples slaves doivent être indépendants et libres* : « je crois marcher sur un abîme : Pense-t-il ce qu'il dit ?... Et s'il ne le pense pas, comment peut-il ? » De Gaulle marque le point : « Je suis d'accord avec ce qu'a *dit* le maréchal Staline. » *(Revue des études slaves,* 1982)

Le surlendemain, Staline dévoile son jeu en liant tout accord franco-soviétique à la reconnaissance officielle d'« une autre Pologne, grande, forte, amie de la France et de l'Union Soviétique parce que démocratique » :

Si vous partagez cette manière de voir, faites un arrangement avec Lublin et, alors, nous pourrons

> conclure un pacte avec vous [...] Churchill sera évidemment froissé, ajoute-t-il avec cynisme. Cela ne fera qu'une fois de plus. Lui aussi m'a offensé bien souvent.

De Gaulle répond sèchement « que cette proposition présente peu d'intérêt » et il interrompt la conversation. S'il accepte de recevoir les dirigeants du Comité prosoviétique, il manifeste à leur égard une froideur sans concession. À Staline, il les qualifie comme « un groupe utilisable, mais pas la Pologne indépendante. » Ultérieurement, il les présentera comme des « partisans, tendus dans leur querelle et dans leur ambition, soumis à une évidente appartenance communiste et tenus à répéter des couplets préparés pour eux. »

Pendant le banquet de clôture, dont le récit est un célèbre morceau d'anthologie, les diplomates s'agitent fébrilement. Le ministre Georges Bidault demande une contrepartie sur le Rhin, sans succès. Finalement, les Soviétiques mesurant l'intransigeance de leur hôte, s'accommodent de ses conditions. Un pacte est conclu, signé et publié, sans aucune référence polonaise. À la fin du mois seulement, un bref communiqué annoncera l'arrivée à Lublin d'un délégué chargé de « nous informer de la situation », le commandant Christian Fouchet. Son chef lui dit en peu de mots :

> Là-bas, vous allez être la France pour tous les Polonais et la France pour nos soldats libérés. Vous me raconterez le plus vite possible ce qui se passe et comment vous voyez les choses. Pour le reste, vous vous débrouillerez ! » *(Au service du général de Gaulle,* 1971)

Plus tard, Fouchet, devenu un ministre influent, retiendra de cette expérience : « J'ai vécu avec le peuple polonais pendant deux mois. On haïssait les Russes, mais c'est l'Allemagne qu'on craignait. » *(C'était de Gaulle,* éd. A. Peyrefitte, II, 1997, p. 226)

À la veille de la Conférence de Yalta, le président du Gouvernement provisoire répète le 25 janvier 1945 :

> La France, actuellement, compte que la nation polonaise elle-même révèlera sa volonté. C'est d'après cette volonté que la France poursuivra, ou changera, s'il y a lieu, sa politique. Pour le moment, le peuple polonais n'a pas eu le moyen d'exprimer ses intentions. Nous verrons !

La rencontre des Trois Grands aboutit, on le sait, à un compromis ambigu et précaire sur le sujet. De Gaulle, tenu à l'écart, prend ses distances et cite « la nation polonaise » la première de celles qui ont vocation à l'indépendance. Le 12 octobre encore, il renouvelle ses réserves :

> La France a toujours été l'amie de la Pologne... Les informations que nous avons sur ce pays, bien qu'elles soient assez rares, concourent toutes à nous faire sentir combien la masse de la nation polonaise est restée proche de notre nation... Il est certain que la situation de fait rend actuellement malaisés les rapports pratiques entre les deux pays. Nous espérons que cette situation s'améliorera.

Dans l'affrontement de la Guerre Froide

Bientôt, avec l'échec de l'expérience Mikołajczyk, toute incertitude est dissipée et la Pologne apparaît solidement arrimée dans le bloc de l'Est. De Gaulle, désormais en marge, veut « rassembler tous les vrais Français [...] pour réformer l'État républicain » et « pour refaire l'Europe dans l'équilibre et dans la liberté,... en toute indépendance. » À Rennes, le 27 juillet 1947, il s'en prend avec âpreté aux « séparatistes » liés à Moscou et à « la Russie soviétique » qui « a établi... sur certains pays... un régime totalitaire qui n'est que la dépendance et l'émanation du sien. » Or la Pologne ouvre la liste de

ces clients sur qui le Kremlin combine « sa pression militaire et économique avec l'action intérieure d'hommes qui lui sont entièrement soumis. » Ainsi est né

> un formidable groupement d'États dont il serait vraiment dérisoire de prétendre qu'aucun d'eux soit indépendant [...] un bloc de près de quatre cents millions d'hommes [...] une pareille agglomération menée par un pareil système !

Quand le général revient au pouvoir et fonde son régime, il ne reprend pas un ton aussi polémique. Mais dans un premier temps, il s'insère dans l'Alliance Atlantique que lui a léguée la IV^{ème} République. Il écarte catégoriquement une proposition de la Pologne populaire visant à interdire en Europe centrale tout armement nucléaire. Ce plan, habilement conçu par Adam Rapacki, ministre de Gomułka, « ne nous dit rien qui vaille. » Car il aboutirait à neutraliser l'Allemagne, avec laquelle le président français consolide la réconciliation engagée par Robert Schuman et, dans la deuxième crise de Berlin, il prône une ferme résistance aux invites de Khrouchtchev. Toutefois, précise-t-il le 25 mars 1959, il attend du peuple allemand « que celui-ci ne remette pas en cause ses actuelles frontières, à l'ouest, à l'est, au nord et au sud » : cette reconnaissance implicite de la ligne Oder-Neisse est appréciée à Varsovie.

La V^{ème} République ne peut ébaucher une politique polonaise qu'après 1965. Plus libre d'agir depuis la fin de la guerre d'Algérie, elle fronde l'hégémonie des États-Unis et elle cherche à assouplir ses relations avec l'Est. Ce n'est certes pas un retournement d'alliances, seulement une tentative pour desserrer les disciplines rigides de la Guerre Froide. Dans cette orientation, de Gaulle effectue en juin 1966 une visite officielle en Union Soviétique. Ce préalable rempli, il se tourne vers les autres États communistes et, tout naturellement, il commence par la Pologne. Ce voyage se déroule en septembre 1967, deux mois après celui du Québec. Le parallélisme n'est pas fortuit :

de part et d'autre, il s'agit d'encourager la volonté d'autonomie vis-à-vis d'un « grand frère » impérieux. De Gaulle admire la reconstruction de la capitale, participe à une messe à Gdańsk, parcourt bouleversé le camp d'Auschwitz. En même temps, parlant aux dirigeants, à l'Université de Cracovie, à la radio, il ordonne les thèmes selon un plan mûrement médité.

Le premier axe est l'évocation d'une

> amitié, bien des fois séculaire [...] L'influence des reines françaises Marie-Louise de Gonzague et Marie-Casimire, mais surtout l'action des maîtres polonais les plus brillants et les plus convaincus, ont fait que la culture et la langue françaises furent, ici, en singulier honneur.

Et la France vénère en retour « la patrie de Mickiewicz, de Słowacki, de Chopin, de Sienkiewicz, de Marie Skłodowska et de tant d'autres talents et génies. » Enfin, dans la deuxième guerre mondiale, les deux nations, alliées, connurent également

> la douleur du revers, l'épreuve de l'oppression, l'ardeur de la résistance, enfin la joie de la victoire, celle-ci payée, sur votre sol, d'un prix terriblement lourd [...] Comme deux rochers, éloignés, mais que le même océan a, tour à tour ou à la fois, battus de ses tempêtes, voici que la Pologne et la France se voient l'une et l'autre debout, toujours pareilles à elles-mêmes et décidées à le rester.

Le visiteur dit en outre « l'émotion de me retrouver, au soir de mon existence, dans ce cher et noble pays où j'ai servi dans ma jeunesse » et il prononce quelques mots en polonais : « Niech żyje Polska, nasza droga, szlachetna, mężna Polska ! » [Vive la chère, la noble, la vaillante Pologne !]

Les divergences présentes ne sont pas masquées pour autant.

> Certes, la Pologne et la France ne se sont pas toujours accordées. Certes, aujourd'hui même, elles ne s'identifient pas, notamment pour ce qui concerne la nature de

leurs pouvoirs publics [ou pour les] conditions intérieures et extérieures diverses qui les distinguent politiquement.

Formules diplomatiques, mais transparentes sur le contraste des régimes et sur le jeu des alliances. Mais la Pologne est jugée, « quelles que soient les contingences politiques où elle se trouve, aussi convaincue que jamais de sa personnalité nationale. » Tout en confirmant son appui à « des frontières bien justifiées et déterminées », de Gaulle assume explicitement le choix fait par la France,

> après l'effondrement du Reich et dès lors que l'Allemagne en renie les méfaits, d'avoir avec son voisin d'Outre-Rhin de francs rapports de réconciliation.

Le terrain est ainsi préparé pour livrer le message :

> La sécurité véritable de chaque État de notre continent ne saurait évidemment résulter de l'affrontement de deux blocs dressant l'un face à l'autre des forces en garde et des pactes opposés. Au contraire, que viennent à s'établir entre tous, de l'Atlantique à l'Oural, une politique et une pratique délibérées de détente, d'entente et de coopération ! [...] Ne peut-on espérer qu'ainsi se fonde progressivement, pour la sécurité commune, un ordre européen auxquels participeraient et que garantiraient solidairement tous les pays du continent ? [...] Pour vous comme pour nous, ce progrès, parce qu'il est un tout humain et universel, implique non seulement un grand effort intérieur, mais aussi une active coopération extérieure. Mais, pour vous comme pour nous, il est essentiel que cette coopération en soit une, et non pas l'absorption par quelque énorme appareil étranger.

Władysław Gomułka, communiste et anti-allemand, se doit bien sûr de rappeler devant la Diète les vues orthodoxes :

> La Pologne renaissante a tiré toutes les conclusions qui découlent de ses expériences historiques. L'Alliance

avec l'Union Soviétique, jointe aux traités conclus avec les États socialistes d'Europe orientale, est la pierre angulaire de la politique de la République populaire de Pologne.

Si le secrétaire général ne semble pas avoir fait plus de concessions en particulier, il aurait chuchoté au départ, d'après le commandant d'Escrienne, aide de camp : « Je souhaite que ce soit possible un jour ! »

Quant à l'opinion, Jean Lacouture communique ses impressions de reporter :

> La ferveur populaire est évidente. Et elle redoublera au fil des jours, quand il apparaîtra plus clairement que l'homme du *Québec libre* n'est pas venu prôner, sur ces terres implacablement martelées par les colonisateurs, la résignation à l'ordre de Yalta.

Effectivement, il avait confié deux ans plus tôt à Alain Peyrefitte : « L'Est bougera tôt ou tard. Il faut l'aider à bouger », et il pensait d'abord à la Pologne, en même temps qu'à la Roumanie *(C'était de Gaulle,* II, p. 317). D'Escrienne rapporte aussi un toast près de Gdansk :

> La France... espère que vous verrez un peu plus loin, un peu plus grand peut-être que ce que vous avez été obligés de faire jusqu'à présent. Les obstacles qui vous paraissent insurmontables, sans aucun doute vous les surmonterez. Vous comprenez tout ce que je veux dire.

Lidia MILKA-WIECZORKIEWICZ
(Ministère des Affaires étrangères de Pologne)

GROUPEMENT SPÉCIAL DES POLONAIS À TADLA (MAROC) EN 1941

« Voilà comment on nous traite maintenant sous le Drapeau de la France après avoir combattu ensemble avec le Drapeau de la Pologne ». C'est avec ces mots que les Polonais manifestèrent leur mécontentement après avoir vu Zbigniew Skoplak sortir de l'hôpital de Casablanca pour être transféré, menottes aux mains, par la Gendarmerie, du DIM (Dépôt des Isolés Métropolitains de Casablanca) à Kasba Tadla le 21 mai 1941.[1]

La citation ci-dessus est extraite du recueil déposé aux Archives du château de Vincennes — Service historique de l'armée de terre, intitulé Groupement spécial des travailleurs polonais du Tadla (1941). La documentation porte sur les Polonais, notamment les soldats et les officiers de réserve, qui après la défaite de la France, lors d'une évacuation clandestine, étaient parvenus au Maroc où ils furent regroupés par les autorités du Protectorat au camp de Kasba Tadla à 200 km au sud de Casablanca.

Le gouvernement de Vichy avait procédé à la démobilisation de l'Armée Polonaise à la fin du mois de juillet 1940. Des centres de démobilisation avaient été créés auprès des camps polonais de Toulouse, Marseille, Lyon, Vichy, Limoges et Auch — pour les soldats revenant avec du retard de la captivité nazie ou bien affluant de Suisse où la 2ème Division d'Infanterie avait été internée. Les soldats en démobilisation touchaient une rémunération : une prime de démobilisation et leur solde. À

l'heure de la démobilisation, les autorités militaires françaises donnèrent l'ordre d'organiser des compagnies de travail qui devaient regrouper les soldats ainsi que les sous-officiers demeurant sans travail. Les militaires venant de Pologne étaient les premiers concernés, ainsi que ceux qui n'envisageaient pas de rentrer chez eux en zone occupée. Incorporés dans les compagnies de travail, ils étaient censés couvrir les frais du gîte et du couvert par une partie de leur rémunération. Les officiers à leur tour devaient bénéficier d'une allocation dont le montant variait en fonction du grade. Ils avaient également droit aux logements particuliers ou bien aux foyers pour officiers expressément mis en place. Si les militaires applaudirent l'ordre de démobilisation, ils affichaient en revanche une certaine hostilité pour le concept des compagnies de travail. Ils se soumirent alors volontiers à l'appel à l'évacuation lancé par les autorités polonaises de Londres.[2]

La décision d'une évacuation collective fut prise après que le gouvernement français eut entrepris les pourparlers de capitulation. Le 18 juin 1940, le général Władysław Sikorski, premier ministre du gouvernement polonais (depuis le 30 septembre 1939) et commandant en chef (depuis le 7 novembre 1939), s'envolait de Bordeaux vers Londres où le lendemain il s'entretenait avec Winston Churchill. À l'issue de cet entretien, les deux parties exprimèrent publiquement leur ferme volonté de combattre l'occupant et le commandant en chef, pour sa part, lançait un appel à l'intention des troupes polonaises afin qu'elles atteignent les ports atlantiques et méditerranéens ou bien la Suisse neutre. Churchill dépêcha des bâtiments et navires britanniques dans les ports français et mit en place de dispositifs de déploiement en Écosse. Des unités polonaises de la Marine de guerre participèrent également à l'action, notamment *Błyskawica* et des bateaux de commerce et de pêche. L'opération s'appliquait aux institutions du Ministère des Affaires Militaires comme à l'État-Major Général et aux déta-

chements au-delà du front, focalisés en trois sites : dans la région de Coëtquidan[3], celle de Parthenay et Saintes, et dans la vallée du Rhône. Les pilotes étaient évacués particulièrement depuis les ports de la Méditerranée (Vendres et Sète) vers l'Afrique du nord, pour parvenir enfin en Angleterre. Cette action de retrait dirigée par un état-major expressément nommé, avec le général Marian Kukiel à sa tête, cessa le 25 juin 1940. Au total, 19 451 soldats (sur 84 500 personnes mobilisées dans l'Armée Polonaise) et 3 000 civils furent évacués en Angleterre et en Écosse.[4]

Dans les dernières journées du mois de juin 1940, la Brigade Indépendante des Chasseurs des Carpates (319 officiers et 3 437 soldats), commandée par le général Stanisław Kopański, faisant partie de l'Armée du Levant, passa depuis la Syrie jusqu'à la Palestine où elle renforça les troupes britanniques.

Par crainte d'être retenus, dix navires et bateaux polonais quittèrent à leur tour les ports d'Afrique occidentale française; de même, deux navires d'école *Iskra* et *Wilia* démarraient du Port Lyautey au Maroc (actuelle Kenitra), où ils étaient ancrés depuis l'automne 1939.[5]

Les militaires des détachements combattant en France métropolitaine, ayant échappé à l'emprisonnement et parvenus dans le midi de la France, furent évacués clandestinement. Depuis le mi-août, sur la recommandation du général Julian Kleeberg, elle était dirigée par le commandant Mieczysław Słowikowski, futur chef de l'office de renseignements polonais *L'Afrique du nord* (mai 1941-septembre 1944). L'évacuation s'avéra difficile étant donné qu'après un long intervalle de désorganisation, les autorités françaises avaient repris leurs fonctions. Or, des mesures avaient été prises qui entravaient la circulation des personnes et spécialement celle des ressortissants pour qui le déplacement d'un département à l'autre était interdit. Le franchissement en train demandait une

autorisation spéciale, nommée *sauf-conduit,* délivrée par la gendarmerie qui surveillait les gares. Les préfectures se trouvaient sous l'œil vigilant et non officiel de la gestapo. Par ailleurs, les consulats étrangers menaient une politique rigoureuse de visas. La situation s'aggrava, le 1er octobre 1940, avec la fermeture, requise par les autorités de Vichy appuyées par les nazis, de l'Ambassade de Pologne et de tous les consulats polonais dans la zone non occupée. À leur place, des Offices Polonais furent installés, et à celle de l'ambassade, la Direction Générale des Bureaux Polonais.

La frontière franco-espagnole était longtemps restée l'itinéraire principal pour l'évacuation clandestine des soldats. Cependant, des particuliers, voire des groupes entiers, tombaient trop souvent dans des embuscades pour être ensuite déportés au camp de mauvaise renommée, Miranda del Ebro, ce qui força les organisateurs à trouver d'autres solutions. La voie maritime demeurait seule ouverte. Les transferts par bateaux à moteur, bateaux de pêche ou embarcations moins importantes échouaient à cause d'un contrôle portuaire sévère, l'interdiction de sortie en mer sans autorisation de la Commission d'Armistice, et la pénurie du fuel au marché noir. Deux directions d'évacuation étaient alors prises : à travers l'Afrique du nord, ou bien à travers la Syrie et le Liban. La seconde étant éloignée et peu fréquentée, le choix portait plutôt sur l'Afrique du nord.

Les soldats faisaient donc l'objet de *contrebande,* transportés par les marins des bateaux de commerce faisant la navette entre Marseille et les ports de Tunis, Bône, Alger et celui de Casablanca. Le tarif de la *croisière* oscillait en fonction du nombre de personnes transportées entre 100 F et 300 F. Le Maroc et le port de Casablanca passaient pour les endroits les moins dangereux. En novembre 1940, des officiers furent dépêchés sur la côte africaine afin de recevoir les soldats qui débarquaient, de les installer dans des repaires préparés à cette

intention et, peu après, de les transférer à Casablanca. Le sous-lieutenant Krasiński se rendit donc à Tunis, le lieutenant S. Gordon à Alger, le capitaine dipl. Jan Krzyżanowski et l'officier asp. Kazimierz Badeni, à Casablanca. De juillet 1940 à mai 1941, furent ainsi évacués plus de 2 500 soldats de grades divers.[6] Tadla était alors l'un des endroits de groupement des Polonais au Maghreb.

L'ensemble archivistique consacré au groupement des Polonais à Kasba Tadla compte 129 pages et contient principalement la documentation officielle du groupement, y compris le courrier détaillé échangé entre le commandant du camp et les services particuliers du Protectorat : les Services de Sécurité Publique, le Dépôt des Isolés Métropolitains et l'État-Major 2ème Bureau. Ce courrier est composé entre autres : des notes de service et de renseignement, des comptes rendus, des communiqués, des états nominatifs, des feuilles de renseignements et de déplacement, des messages et des télégrammes, des enquêtes, des procès-verbaux, des demandes de recherches, ainsi que des dossiers médicaux, des réclamations, des demandes de libération et d'autorisation de séjour.

L'analyse des effectifs permet de constater que plus de deux cents Polonais ont été en résidence surveillée à Kasba Tadla, dont les deux tiers issus de l'ancienne Armée Polonaise. À peine une partie des soldats s'y est retrouvée directement, le reste a été déplacé d'autres camps : El Ayachi à Azemmour, Aît Ouaritane à Marrakech, Colomb Bechar, Bou Arafa, Oujda, Imfout, Agdz, Berguent, ou de résidence forcée à Zagora. Un groupe de cinq personnes de l'ex-Armée Polonaise, refoulées de Dakar, a été expédié à Tadla après l'arrivée du vapeur *Asie* à Casablanca le 15 mars 1941.[7]

L'installation des travailleurs étrangers, des ex-militaires, tout comme des internés civils dans les camps particuliers était assurée par le Dépôt des Isolés Métropolitains. C'est par l'intermédiaire du DIM de Casablanca qu'une partie des

Polonais a été, à son tour, transférée de Tadla vers les camps d'Oujda, Berguent, Bou Arafa, Monod, Oued-Akreuch, Setat, Erfoud, à la résidence forcée à Zagora et à Rabat ainsi qu'aux camps situés en Algérie : à proximité de Boghar, Colombe Mechara et Mascara. Ainsi les effectifs du groupement à Tadla étaient-ils variables.

Suivant la suggestion du capitaine Bard, commandant du DIM de Casablanca, approuvée par le général de Brigade, commandant la Division Territoriale de l'État-Major 2ème Bureau à Casablanca, le Groupe des Travailleurs Polonais du Tadla fut composé comme suit :

— un chef de Groupe :	capitaine Doucin
— un adjoint au chef de Groupe :	lieutenant Senegat
— deux surveillants-chefs :	adjudant-chef Gautier
	aspirant Buslowicz
— six surveillants :	sergent-chef Forge
	aspirant Klejbor
	aspirant Kowalski
	aspirant Lang
	aspirant Pelipejko
	aspirant Wojtanowicz.[8]

Le problème majeur que devait affronter le commandement du camp était celui des évasions. Dans le dossier, on mentionne soixante-cinq évasions, auxquelles les surveillants ont largement participé. D'après la documentation, c'est l'aspirant Michał Busłowicz, surveillant-chef, qui prit les devants : il partit en absence illégale avec trente-cinq travailleurs au passage du groupement à Casablanca en juillet 1941.[9]

Quelles étaient les causes des évasions ? L'analyse des rapports policiers ne nous permet pas forcément de fournir une réponse crédible à la question. Ainsi, à titre d'exemple, les douze anciens militaires, arrêtés par la gendarmerie le 25 juillet 1941 sur la plage des Zénatas, à proximité de Fedala (actuelle

Mohammedia), se référaient pour la plupart à la version du sous-lieutenant Stanisław Marek :

> J'affirme que nous étions campés à cet endroit pour notre plaisir seulement, et nous n'avions nullement l'intention de nous embarquer pour quitter clandestinement le Maroc. Je perçois d'ailleurs au camp un traitement mensuel de 900 F. Je n'ai aucune raison de vouloir m'enfuir.

Cependant, l'aveu du soldat, Józef Borowiec, paraît plus crédible :

> Sachant que je devais être dirigé sur le Sahara pour les travaux du trans-saharien, j'ai décidé de quitter le camp... J'ai été blessé au cours de la campagne 1939-1940 dans la région parisienne. Je n'ai jamais eu de mauvaises intentions à l'égard de la France que je considère comme ma seconde Patrie. Je certifie n'avoir quitté le camp de Kasba-Tadla que par crainte d'être envoyé dans le désert.[10]

Le capitaine Doucin dans son rapport secret du 4 août 1941 sur les travailleurs déserteurs a porté un jugement convaincant sur la situation.

> D'après certains renseignements, écrivait-il, le lieutenant Polaniecki et l'aspirant Buzlowiecz étaient de connivence pour faciliter l'évasion des travailleurs de l'ancienne Armée Polonaise.

Il attirait l'attention sur le rôle du commandant Wysoczański :

> Lui-même ne serait pas étranger à la chose, il aurait tenu des propos assez troublants lors de son dernier passage à Kasba Tadla, disant notamment : « Je voudrais bien me débarrasser de Polonais ex-légionnaires, mais j'ai encore besoin d'eux pour masquer mes opérations; je ne pourrai le faire que plus tard. »

Il exprimait sa conviction que

> les officiers polonais cherchent par tous les moyens à faire partir les travailleurs de l'ancienne Armée Polonaise; les Polonais ex-légionnaires ne les intéressent nullement.

En conclusion, il soulignait la nécessité

> de prendre des mesures de toute urgence pour mettre un terme à une situation qui n'a que trop duré et qui risque de prendre des proportions inquiétantes si l'on n'y met bon ordre.[11]

Doucin ne se trompait pas dans son jugement sur le rôle du commandant Wysoczański. Or, celui-ci, ancien officier des Brigades Internationales, avait été désigné par le général Kleeberg pour prendre le commandement du camp des soldats évacués en Afrique du nord. Il est resté pourtant à Casablanca et a envoyé à Kasba Tadla les membres de l'organisation de l'évacuation clandestine de France : le capitaine Tonn, l'aspirant Badeni et le capitaine Krzyżanowski. Tous les trois, en conflit avec Wysoczański, collaboraient avec l'Office de renseignements polonais dirigé d'Alger par le commandant Słowikowski, pseudonyme Rygor. Outre ces trois personnes, deux autres membres de l'organisation de l'évacuation clandestine apparurent au camp : le capitaine Władysław Iwanowski et le capitaine Kubicki.[12]

Il semble que les services policiers du Protectorat ne soient pas arrivés à découvrir le rôle des officiers cités ci-dessus. Les matériaux archivistiques ne signalent que l'absence illégale d'Iwanowski, Krzyżanowski et Badeni en octobre 1941, tandis que Tonn et Kubicki sont cités exclusivement sur les listes des effectifs. Le dossier contient en revanche des traces de la surveillance des civils soupçonnés d'avoir apporté leur aide aux déserteurs. Dans la nombreuse communauté polonaise peuplant Casablanca, Leon Kotarba et Maria Cykowska suscitaient une méfiance particulière. Or, une note sur Kotarba,

munie de la mention « très secret », finit par l'affirmation suivante :

> De l'enquête à laquelle il a été procédé, rien d'irrégulier dans sa conduite et particulièrement dans ses relations possibles avec des déserteurs polonais, n'a pu être relevé.[13]

Dans une note confidentielle sur l'affaire Maria Cykowska, née Weiss, « soupçonnée de donner asile aux officiers polonais évadés de Kasba Tadla », on constate que « d'après les renseignements recueillis aucun élément étranger ne viendrait lui rendre visite. »[14] Toutefois il n'est nullement mentionné le cas de Mme Goworowska, collaboratrice du Service de renseignements polonais en Afrique du nord. Tout en tenant une grande pharmacie en ville, elle hébergeait des soldats polonais. C'est chez elle qu'un poste émetteur radiophonique, « orgue de Barbarie », fourni par Tonn était déposé.[15]

Cependant, le 2ème Bureau francais connaissait sans doute le colonel January Grzędziński, officier d'État-Major du général Sikorski ainsi que premier chef du camp militaire à Coëtquidan en Bretagne (22 septembre-30 novembre 1939), affecté aux Polonais en vertu de l'accord signé à Paris le 9 septembre 1939 portant sur la formation en France d'une division polonaise. À partir du 20 septembre, les premiers groupes y étaient conduits, sortis des 20 000 bénévoles qui au déchaînement de la guerre s'enrôlaient dans l'Armée Polonaise.[16]

Le nom de Grzędziński est mentionné dans le dossier du Groupement Spécial de Tadla. Il constitue l'objet d'une note de renseignement confidentielle[17] d'où il résulte que

> le nommé Grzędziński January, arrivé à Casablanca en 1941 sur le s/s *Aleine* en provenance de Dakar, a présenté un passeport diplomatique se déclarant : colonel et conseiller d'ambassade, aryen, catholique.

L'auteur de la note donne un démenti à l'affirmation ci-dessus :

a) il est israélite b) il n'est pas colonel c) il n'est pas diplomate [fragment illisible — LMW] e) il a été désavoué par l'autre Polonais f) lors d'un précédent séjour à Casablanca il a escroqué 14 000 à M. Torre, ex-consul de Pologne.

La remarque « le nommé Grzedzinski est aujourd'hui une personne de 25 ans » témoigne de ce que les services français connaissaient bien l'âge du colonel né en 1891. De là, les « conclusions » de la note (« individu intrigant et malhonnête. Indésirable au Maroc ») étaient flagrantes. Elles s'appliquaient par ailleurs à Danielle, qui se prétendait la femme de January Grzędziński.[18]

Toujours est-il que le vrai colonel Grzędziński, après la défaite de la France, est effectivement arrivé au Maroc et s'est installé pendant plusieurs années à Casablanca, ce qui résulte nettement de son dossier personnel conservé à l'Ambassade de la République de Pologne à Rabat. Ce qui est encore plus intéressant, c'est qu'un grand publiciste polonais, Stefan Kisielewski, écrivait au mois de mars 1975 pour la cérémonie des funérailles de Grzędziński :

> Parmi ses nombreux titres, décorations et les vicissitudes de la fortune, une chose peu habituelle était évoquée : « prisonnier des camps de concentration français au Maroc ». C'est fort ![19]

Compte tenu du document cité, le séjour du colonel à Kasba Tadla semble être un malentendu évident.

La présence d'un groupe d'anciens militaires polonais au Maroc était d'autant plus gênante pour les autorités du Protectorat qu'elle n'échappait pas à l'attention de la Commission d'Armistice allemande fort représentée. Les tentatives d'une action concertée faite auprès des Allemands avaient échoué. Une lettre conservée dans le dossier en témoigne de façon indéniable, celle du chef de la Commission d'Armistice, Teodor Auer, du 22 juillet 1941, qui aurait été adressée au

Résident général, Charles Noguès. Auer, en réponse à la lettre n° 134/Cab. du 18 juillet, adressée à M. le consul de Suède, qui lui avait été transmise par le Consulat d'Espagne, y affirmait hardiment :

> Mon Gouvernement ne reconnaît pas l'existence d'un « officier polonais ». Le Gouvernement français s'est engagé à dissoudre tous les anciens Consulats polonais; du côté allemand, on a particulièrement insisté sur le fait que des organismes semblables aux consulats, comme celui de « l'Office polonais » ne sont pas autorisés.

En outre, il demandait « de lui faire connaître dans quel but on devait vérifier l'aptitude au service des anciens militaires polonais. »[20]

En octobre 1941, les anciens militaires polonais furent transférés de Kasba Tadla à Mascara en Algérie, où les officiers furent installés dans un hôtel et les simples soldats dans un camp aux conditions pénibles. On retrouve parmi les officiers entre autres le capitaine dipl. Tonn, le capitaine dipl. Krzyżanowski et l'officier asp. comte Badeni. Le 1er octobre 1941, le commandant Wysoczański, séjournant jusqu'à ce moment-là à Casablanca, les rejoignit. Un mois plus tard, Wysoczański tentait d'organiser une évasion collective du camp des anciens militaires polonais à bord d'un navire qui devait venir de Gibraltar.

D'après le rapport du lieutenant Gordon, pseudonyme *René,* mentionné plus haut, membre de l'organisation de l'évacuation clandestine de France, et ensuite du réseau de *Rygor,* la côte recouverte de forêts à proximité de la localité de la Macta, au milieu de la baie d'Arzew (entre les ports d'Arzew et Mostagan), devait être un lieu de rassemblement. En l'espace de trois jours (1er-3 novembre), des groupes de militaires y sont arrivés en train afin de rejoindre ceux qui s'impatientaient pour l'embarquement. Le rassemblement de quelques centaines de militaires sur une étendue limitée devait forcément attirer

l'attention des Français, d'autant que le camp et l'hôtel étaient vides. En conséquence, les unités de l'armée et de la gendarmerie ont encerclé la côte. À part le commandant Wysoczański et quelques autres officiers qui ont eu la chance de s'embarquer, les déserteurs ont été saisis et renvoyés en punition au camp Mecharia situé plus loin au sud. D'où ils ont été déplacés à Colombe Mechare pour les travaux de construction du chemin de fer Alger-Niger.

Le comte Emeryk Hutten Czapski, délégué du gouvernement de la République de Pologne pour l'Afrique du nord, plaida pour une amélioration de la situation des militaires de Colombe Mechare. Grâce à ses démarches, il obtint le transfert du camp polonais sur le territoire du Maroc du sud, à Erfoud, où les conditions de vie semblaient meilleures. À la suite d'une intervention du gouvernement polonais à Londres, après le débarquement des alliés en Afrique du nord, le 6 décembre 1942, le camp entier fut transporté en Écosse.[21] Ainsi s'achevaient les pérégrinations des militaires pour qui l'évacuation de la France en passant par l'Afrique du nord jusqu'en Écosse (où des unités de l'Armée Polonaise se formaient) avait duré deux ans et demi.

NOTES

1. Le capitaine Doucin, commandant le Groupement Spécial des Travailleurs polonais du Tadla à Monsieur le général commandant la Division Territoriale de Casablanca, État-Major 2ème Bureau, N° 526 D du 26 mai 1941 [dans :] Service historique de l'armée de terre, Vincennes, sygn. 3 H 1322 (cité plus loin SHAT).
2. Voir M. Z. Rygor Słowikowski, *W tajnej służbie.* [In secret service] *Polski wkład do zwycięstwa w Drugiej Wojnie Światowej* [The Polish contribution for victory in the Second World War], Londres, 1977, pp. 26-28.
3. Voir W. Biegański, *Zaczęło się w Coëtquidan. Z dziejów polskich jednostek regularnych we Francji,* Warszawa, 1977, pp. 254-264.

4. *Id., Wojsko Polskie we Francji 1939-1940*, Warszawa, 1967, pp. 351-335.
5. Étant donné que les marins de l'*Iskra* et de la *Wilia* avaient été transportés en Angleterre dès novembre 1939, les équipages furent recrutés parmi les réfugiés polonais, militaires et civils, les pilotes compris, arrivant de France. La plupart des 1 200 pilotes évacués de France vers Oran, qui se retrouvèrent finalement à Casablanca, embarquèrent sur deux navires anglais le 2 juillet 1940. Le Consulat de Pologne à Casablanca envoya le reste à Port Lyautey afin de s'embarquer sur la *Wilia.* Les deux navires atteignirent Gibraltar le 5 juillet 1940, après quoi la *Wilia* fut réintégrée au convoi des cinq bateaux qui ramenaient les aviateurs polonais d'Afrique en Angleterre. Voir J. Pertek, *Wielkie dni małej floty*, Poznań, 1972, pp. 218, 249-264.
6. Voir M. Z. Rygor Słowikowski, *op. cit.*, pp. 31-52.
7. Les documents ne mentionnent pas le camp d'Aîn-Chok. Dans les archives de l'Ambassade de Pologne à Rabat, a été épargnée une lettre du 20 juillet 1940 du Chancelier du Consulat Honoraire à Casablanca, adressée au Contrôleur Civil Longin, responsable de la Région Civile de Casablanca, sur les ressortissants polonais qui s'y trouvaient.
8. Du capitaine Bard, commandant du DIM de Casablanca à Monsieur le général de Brigade, commandant la Division Territoriale, État-Major 2ème Bureau, Casablanca, le 16 avril 1941 [dans :] SHAT.
9. Voir entre autres, Télégramme Officiel N° 698/D du 18 juillet 1941 et Message Postalisé du commandant Groupement Polonais Berguent à général commandant Division Territoriale État-Major 2ème Bureau, N° 688/S. D. du 19 juillet 1941. *Ibid.*
10. Procès-verbal de la gendarmerie nationale (brigade de Fédala) n° 293 du 25 juillet 1941 constatant la découverte et l'arrestation de douze travailleurs étrangers. *Ibid.*
11. Rapport du capitaine Doucin, commandant le Groupement Spécial des Travailleurs polonais du Tadla au sujet des Travailleurs déserteurs, n° 731/S. D. du 4 août 1941. *Ibid.*
12. Voir M. Z. Rygor Słowikowski, *op. cit.*, pp. 50, 54, 78 et 87.
13. De l'inspecteur Audy Yves à Monsieur le chef de la 2ème Brigade Mobile, Casablanca, le 5 septembre 1941. *Ibid.*
14. Du commissaire, chef de la Police Administrative à Monsieur le commissaire divisionnaire, chef de la Sûreté Régionale, Casablanca, le 15 décembre 1941. *Ibid.*
15. Voir M. Z. Rygor Słowikowski, *op cit.*, p. 158.
16. Voir W. Biegański, *op. cit.*, pp. 62-63, 153-167.

17. Une note de renseignement manuscrite avec une mention *confidentiel,* sans date ni signature [dans :] SHAT.
18. Le colonel Grzędziński, d'après son dossier personnel conservé à l'Ambassade de Pologne à Rabat, était divorcé. Les coordonnées de Danielle, qui se prétendait sa femme, sont contenues dans la *Fiche à remplir par chaque hébergé. Ibid.*
19. Stefan Kisielewski, *Dzienniki,* Warszawa, 1996r., p. 836.
20. Lettre d'Auer du 22 juillet 1941, adressée *«Monsieur le général»*, ayant pour objet : « anciens militaires polonais réformés » [dans :] SHAT.
21. W. Z. Rygor Słowikowski, *op. cit.,* pp. 152, 164, 368, 386.

INDEX DES NOMS POLONAIS

Adamczyk Czesław : 2ème classe; vient du groupement *B.*

Adles Bronisław : démobilisé; affecté au Groupe de travailleurs étrangers n° 10 à Oued-Akreuch, le 25 mars 1941; signalé en absence illégale.

Archutowski (Archtowski) Henryk : sous-lieutenant; parti en absence illégale de Berguer avec cinq Polonais (juillet 1941); en absence illégale (octobre1941).

Badeni Kazimierz : aspirant; vient de l'Armée Polonaise; en absence illégale (septembre-octobre 1941).

Bass Philippe : ex-EVDG du Camp d'El Ayachi à Azemmour; transféré le 15 avril 1941 sur DIM de Casablanca.

Berger-Jankowski Stanisław : vient de l'Armée Polonaise; en absence illégale (juillet 1941).

Berniker Stefan : 2ème classe; vient du groupement *B.*

Berwicki Władysław : vient de l'Armée Polonaise; en absence illégale (juillet 1941).

Biegajski Stefan : vient de l'Armée Polonaise.

Bienenfeld Abraham : ex-EVDG; vient du Camp d'El Ayachi à Azemmour; transféré sur le DIM de Casablanca.

Boisse Stanisław : 2ème classe; vient du groupement *B.*

Borowiec Józef : vient de l'Armée Polonaise; né le 23 mars 1919 à Borysłów, fils de Władysław et de Maria Stankiewicz; en absence illégale (juillet 1941); arrêté le 25 juillet 1941.

Borysewicz : sous-lieutenant; de nationalité belge; en mai 1941 interné au camp d'Agdz comme étranger; assimilé à un prisonnier de guerre; soumis au régime des internés libérés sur parole; en résidence forcé à Rabat.

Brammer Herbert : ex-EVDG du Camp d'El Ayachi à Azemmour; transféré le 15 avril 1941 sur DIM de Casablanca.

Brocles Jarosław : ex-EVDG du camp d'El Ayachi à Azemmour; transféré le 15 avril 1941 sur DIM de Casablanca; dirigé sur Bou Arafa au bien Colomb.

Broniarczyk Józef : 2ème classe; vient du groupement *B.*

Buchta Paweł : 2ème classe; vient du groupement *B.*

Budzienny Stanisław : dirigé sur Oujda le 15 avril 1941.

Burstyka : il ne s'est jamais présenté au 62ème Escadron Mixte du Train.

Busko Protar : dirigé sur Oujda le 15 avril 1941.

Busłowicz (Buslowicz) Michał : né le 9 juin 1912 à Hyrckiewic [?]; aspirant; parti en absence illégale au passage du groupement à Casablanca (12 juillet 1941); en absence illégale (septembre 1941).

Carnys Wiktor : vient de l'Armée Polonaise.

Cheiminiak Władysław : lieutenant; Mascara; sous réserve (octobre 1941).

Chmielewski Damazy : 2ème classe; vient du groupement *B.*

Chmielewski Kazimierz : 2ème classe; vient du groupement *B.*

Chopcian Józef : vient de l'Armée Polonaise; né le 7 octobre 1910 à Boutznniow [?]; fils de Michał et de Katarzyna Kwiatkowska; en absence illégale (juillet 1941); arrêté le 25 juillet 1941.

Chrzanowski Edward : 2ème classe; vient du groupement *B.*

Chrząstowski Edward : capitaine; il commande le détachement polonais de Kasbah-Tadla en septembre 1941.

Chrząstowski Juliusz : lieutenant.

Chrząstowski Stanisław : lieutenant.

Chrząstowski Wacław : capitaine.

Coracy Zenon : 2ème classe; vient du groupement *B.*

Corak Tadeusz : vient de l'Armée Polonaise.

Crezatowski Mosaw : capitaine.

Cykowska Maria, née Weiss : née le 2 octobre 1896 à Varsovie.

Czapski Kazimierz : vient de l'Armée Polonaise; en absence illégale (juillet 1941).

Dobrowolski Jan : démobilisé; il s'est évadé du DIM le 2 avril 1941; arrêté par la Sûreté le 21 avril.

Domagała Józef : en absence illégale (juillet 1941).

Durkowski Józef : vient de l'Armée Polonaise.

Dworakowski Kazimierz : capitaine; dirigé sur Berguent le 14 juillet 1941; parti en absence illégale avec cinq Polonais; arrêté à Kasbah-Tadla le 1er septembre 1941.

Dyba Józef : 2ème classe; vient du groupement *B*.

Dyzma Mieczysław : dirigé sur Oujda le 15 avril 1941.

Dzieciątko Henryk : vient du Camp d'El Ayachi à Azemmour.

Ehrmann Rudolf : ex-EVDG du Camp d'El Ayachi à Azemmour; transféré le 15 avril 1941 sur le DIM de Casablanca.

Einhorn Joseph : ex-EVDG du Camp d'El Ayachi à Azemmour; transféré le 15 avril 1941 sur le DIM de Casablanca.

Emker Wily : ex-EVDG du Camp d'El Ayachi à Azemmour; transféré le 15 avril 1941 sur le DIM de Casablanca.

Fell Franciszek : né le 28 mars 1882; 2ème classe; venant d'Azemmour; déserteur du 29 août 1941.

Filipecki Witold : le 14 janvier 1942 dirigé sur Sidi el Ayachi.

Filipkowski Eligiusz : né le 18 novembre 1904 à Kammiskoie (Russie), fils d'Antoni et d'Elżbieta Dziemianowicz; vient de l'Armée Polonaise; en absence illégale (juillet 1941); arrêté le 25 juillet 1941.

Friedmann Leopold : ex-EVDG du Camp d'El Ayachi; transféré le 15 avril 1941 sur le DIM de Casablanca.

Fronia Franciszek : 1ère classe.

Gackowski Jan : lieutenant; placé en résidence forcée à Zagora, ayant signé une déclaration aux termes de laquelle désire être remis aux autorités du Reich pour être employé comme travailleur en Allemagne; dirigé sur Casablanca (au DIM) en avril 1941; rapatrié (juillet 1941).

Garnys Wiktor : en absence illégale (juillet 1941).

Głokowski

Górak (Gorak) Tadeusz : 2ème classe; né le [?] mars 1918 à Lwów, fils de Józef et d'Agata Kuźniar; en absence illégale (juillet 1941); arrêté le 25 juillet 1941; déserteur du 12 septembre1941.

Górecki (Gorecki) Moszek : né le 23 février 1914 à Nowy Dwór, fils de David et Polar Kochenvasseur; ex-légionnaire du 2ème Région Étranger d'Infanterie; il a quitté sans autorisation le camp sud de Kasbah-Tadla, s'est présenté au Régiment à Marrakech le 25 juillet 1941, dirigé le même jour sur Kasbah-Tadla, remis au bureau de garnison de Oued Zem, ne s'est pas présenté au Centre d'hébergement; recherché à partir du 25 août 1940; s'est présenté à Lomb Béchar — Groupement *B* des Travailleurs Étrangers-groupe n° 23.

Grzędzińska Danielle : née le 11 octobre 1919 à Wigielz, nationalité polonaise.

Grzędziński January

Gutkowski Tadeusz : vient de l'Armée Polonaise; en absence illégale (juillet 1941).

Guz Władysław : né le 12 février 1918 à Kosmov, fils de Franco et Mariana Kazimerka; travailleur étranger, en novembre 1941 au groupe de travailleurs n° 9 à Imfout; en absence illégale le 24 octobre 1941; disant vouloir contracter un engagement dans la Légion Étrangère.

Hall Herbert : le 13 janvier 1942 venant de la Division Territoriale de Casablanca; le 18 octobre 1942, dirigé au Groupe des Travailleurs Étrangers à Bou Arafa.

Hryniszyn Jan : vient de l'Armée Polonaise.

Hunka Stanisław : né le 5 septembre 1893; 2ème classe; l'Armée Polonaise; déserteur du 29 août1941.

Hunick (Husnick) Kurt : détaché à la Chefferie du Génie de Casablanca, le 23 avril 1943 a été mis en route sur Camp Monod.

Iwanowski Władysław : né le 18 février 1913 à Biała Podlaska; capitaine venant de l'Armée Polonaise; refoulé de Dakar; arrivé le 15 mars 1941 à Casablanca par le vapeur *Asie*; dirigé à Kasba Tadla; en absence illégale (octobre 1941).

Iwasieczk Jan : dirigé sur Oujda le 15 avril 1941.

Izylowski Czesław : vient de l'Armée Polonaise.

Jankowski Antoni : né le 18 décembre 1893 à Libawa, fils de Jean et d'Anna Gielżymka; militaire de carrière, vient de l'Armée Polonaise; en absence illégale (juillet 1941); arrêté le 25 juillet 1941.

Jankowski Bronisław : vient de l'Armée Polonaise.

Jankowski Stefan

Janta-Lipiński (Lipinski) Florian : vient de l'Armée Polonaise; en absence illégale (juillet 1941);

Jaraska : en mai 1941 au Camp de travailleurs étrangers internés civils d'Aît Ouaritane à Marrakech; venu d'Ouarzazate au DIM de Casablanca, il a été mis en route sur Kasba Tadla le 30 mai 1941.

Jirus Louis : ex-EVDG du Camp d'El Ayachi à Azemmour; transféré le 15 avril 1941 sur le DIM de Casablanca; dirigé d'Oujda à Kasba Tadla en avril 1941 — manquant à Fès.

Juskiewicz Stefan : vient de l'Armée Polonaise.

Józefkowicz Kazimierz : lieutenant.

Karczyński (Kartzynski) Józef : vient d'Azemmour.

Kic Witold : vient de l'Armée Polonaise.

Kirmiński Bolesław

Klejbor (Kleybor) Stanisław : aspirant; en absence illégale (septembre-octobre 1941).

Knapp Józef : ex-EVDG du Camp d'El Ayachi à Azemmour; transféré le 15 avril 1941 sur le DIM de Casablanca.

Kock Zoltan : ex-EVDG du Camp d'El Ayachi à Azemmour; transféré le 15 avril 1941 sur le DIM de Casablanca.

Kołosowski Stanisław : né le 13 mars 1914 à Barnoszcze; sergent, vient de l'Armée Polonaise; refoulé de Dakar, arrivé à Casablanca le 15 mars 1941 par le vapeur *Asie*; dirigé à Kasba Tadla; en absence illégale (juillet 1941).

Konewko Stefan : 2ème classe; vient du groupement *B.*

Korona Chaim

Kosatka Władysław : né le 1er avril 1912 à Łódź; fils de Wojciech et d'Antonina Zawieja; vient de l'Armée Polonaise; en absence illégale (juillet 1941); arrêté le 25 juillet 1941.

Kotala Antoni : né le 14 novembre 1916 à Lwów; fils d'Antoni et de Katarzyna Kemerec; vient de l'Armée Polonaise; en absence illégale (juillet 1941); arrêté le 25 juillet 1941.

Kotarba Leon : né le 2 avril 1891; fils de Pierre et Prawda Regina; arrivé au Maroc en mars 1925.

Kowalski Tadeusz : aspirant; en absence illégale (septembre-octobre 1941).

Koza Roman : 2ème classe; vient du groupement *B.*

Kozakowski (Kozarowski) Roman : ex-EVDG du Camp d'El Ayachi à Azemmour; transféré le 15 avril 1941 sur le DIM de Casablanca; dirigé sur Bou Arafa ou Colomb.

Kozula Jan

Krojna : vient de l'Armée Polonaise; recherché à partir du 16 octobre 1941.

Krzyżanowski Jan : capitaine; en absence illégale (septembre-octobre 1941).

Kubicki Tadeusz : ex-EVDG; dirigé d'Oujda à Kasba Tadla en avril 1941 — manquant à Fès.

Kubicki Zbigniew : ex-EVDG du Camp d'El Ayachi à Azemmour; il a été conduit le 12 mars 1941 sur le DIM de Casablanca.

Kuźmiński (Kurmiński) Bolesław : aspirant; en absence illégale (septembre-octobre 1941).

Landes Ernest : 2ème classe; vient du groupement des travailleurs *A.*

Landesman Rafael : vient de l'Armée Polonaise; en absence illégale (juillet 1941).

Lang Tadeusz : aspirant.

Litwinowicz (Litwinowiez) Antoni

Lisko (Lysko) Paweł : vient de l'Armée Polonaise; en absence illégale (juillet 1941).

Machaj (Machacj) Jarosław : ex-EVDG du Camp d'El Ayachi à Azemmour; transféré le 15 avril 1941 sur le DIM de Casablanca; dirigé sur Bou Arafa ou Colomb.

Marek Stanisław : sous-lieutenant, né le [?] janvier 1916 à Sosnowice-Lick, fils de Franciszek et Góznowska Józefa; dirigé sur Berguent le 14 juillet 1941, parti en absence illégale avec cinq Polonais; arrêté le 25 juillet 1941; parti en absence illégale d'Oujda à la suite d'une permission de 24 heures (juillet 1941); en absence illégale (octobre 1941).

Markowski Karol : aspirant; en absence illégale (septembre-octobre 1941).

Martyniak Wasyl : dirigé sur Oujda le 15 avril 1941.

Matenko Jan : vient de l'Armée Polonaise; en absence illégale (juillet 1941).

Mazur Zbigniew : venant à Kasba Tadla le 6 juin1941.

Mazur Zygmunt : vient de l'Armée Polonaise.

Mezl Jarosław

Mielec Andrzej : vient de l'Armée Polonaise, sergent, né le 29 janvier 1914 à Wilno; refoulé de Dakar, arrivé le 15 mars 1941 à Casablanca par le vapeur *Asie*; mis en route par le DIM de Casablanca sur Kasba Tadla le 30 mai 1941; en absence illégale (juillet 1941).

Mink Werner : ex-EVDG du Camp d'El Ayachi à Azemmour, transféré le 15 avril 1941 sur le DIM de Casablanca.

Mizerka Henryk : vient de l'Armée Polonaise, né le 20 juillet 1912 à Bydgoszcz, fils de Józef et de Wiktoria Baranowska; en absence illégale (juillet 1941); arrêté le 25 juillet 1941.

Molusek Józef : ex-EVDG du Camp d'El Ayachi à Azemmour, transféré le 15 avril 1941 sur le DIM de Casablanca; dirigé sur Bou Arafa au bien Colomb.

Mostowski Stanisław : vient de l'Armée Polonaise; en absence illégale (juillet 1941).

Mościcki Wacław : vient de l'Armée Polonaise.

Nawojski Zdzisław : sous-lieutenant; en résidence forcée à Zagora (juillet 1941); transféré de Casa à Mascara le 1er octobre 1941.

Neumann Gustaw

Neumann Stanisław : né le 7 mars 1902 à Varsovie, entré au camp d'El Ayachi le 22 novembre 1940, sorti le 6 avril 1941; dirigé à Kasba Tadla.

Niessner Étienne : ex-EVDG du Camp d'El Ayachi à Azemmour transféré le 15 avril 1941 sur le DIM de Casablanca.

Nurmbergue Jean : ex-EVDG du Camp d'El Ayachi à Azemmour, transféré le 15 avril 1941 sur le DIM de Casablanca.

Olczak Ignacy : dir. sur Oujda le 15 avril 1941.

Olszewski Henryk : vient de l'Armée Polonaise; caporal-chef; dirigé sur le DI d'Oujda le 25 septembre 1941.

Orawski Karol : vient de l'Armée Polonaise; en absence illégale (juillet 1941).

Paluszak Maciej : en absence illégale (juillet 1941).

Pasierb Jan : 2ème cl.; du groupement *B.*

Paszek Ignacy : 2ème cl.; du groupement *B.*

Pelipejko Borys : aspirant (sous-lieutenant); dirigé sur Berguent le 14 juillet 1941, parti en absence illégale avec cinq Polonais; en absence illégale (octobre1941).

Perling Edmond : ex-EVDG du Camp d'El Ayachi à Azemmour transféré le 15 avril 1941 sur le DIM de Casablanca.

Piątkowski Zbigniew : sous-lieutenant; Mascara, sous réserve (octobre 1941).

Piesiak Mieczysław : vient de l'Armée Polonaise.

Pilarczyk Marian : vient de l'Armée Polonaise, né le 7 juillet 1915 à Łuck, fils de Jan et de Kazimiera Baseńska; en absence illégale (juillet 1941); arrêté le 25 juillet 1941.

Piliński Józef : vient de l'Armée Polonaise; en absence illégale (juillet 1941).

Piskorz-Waldyński Ryszard : aspirant; contracté en engagement à la Légion Étrangère (juillet 1941).

Plichta Marian : sous-lieutenant.

Pokorski Władysław : 2ème cl.; du groupement *B*.

Polaniewski (Poloniecki) Bernard : sous-lieutenant (lieutenant).

Polanowski Stefan : 2ème cl.; du groupement *B*.

Popper Heinhorn Stefan : ex-EVDG du Camp d'El Ayachi à Azemmour transféré le 15 avril 1941 sur le DIM de Casablanca.

Pruss Józef : dirigé sur Oujda le 15 avril 1941.

Przysiecki Tadeusz : vient de l'Armée Polonaise, caporal-chef, né le 9 février 1906 à Skiry; refoulé de Dakar, arrêté à Casablanca le 15 mars 1941 par le vapeur *Asie*; dirigé à Kasba Tadla; en absence illégale (juillet 1941).

Rebiński (Ribenski) Jan : 2ème cl.; du groupement *B*; dirigé sur Berguent avec les Travailleurs Polonais dans la première quinzaine de juillet 1941.

Reicher Leopold : provenance d'Azemmour.

Reuter Walter : ex-EVDG du Camp d'El Ayachi à Azemmour, transféré le 15 avril 1941 sur le DIM de Casablanca.

Rieger Jerzy : sous-lieutenant, né le 19 juin 1919 à Lwów, fils de Roman et de Mizeidja [?] Wanda; arrêté le 25 juillet 1941 par la gendarmerie nationale, conduit à la Prison civile de Casablanca, où il a été écroué; en absence illégale (septembre-octobre 1941).

Rigler Adolphe : ex-EVDG du Camp d'El Ayachi à Azemmour transféré le 15 avril 1941 sur le DIM de Casablanca.

Roehr : capitaine, en octobre 1941 dirigé à Oujda.

Rozenwurcel David : ex-légionnaire; Polonais, né le 28 avril 1905 à Varsovie de Szmul et Warhaftig Elka; engagé le 5 février 1939 pour la durée de la guerre au 3ème RE, il fut dirigé par la suite sur le Groupement de travailleurs étrangers de Bou-Arfa le 22 septembre 1940; démobilisé le 8 mars 1941; 24 juin 1941 transféré au camp de travailleurs étrangers de Kasba Tadla.

Rusinkiewicz Wilhelm : sous-lieutenant.

Rybak Aleksander : 2ème cl.; du groupement *B*.

Rządkowski Bolesław : sous-lieutenant, né le 17 août 1916 à Geziena [?], fils de Ynias et de Telk Lenard; arrêté le 25 juillet 1941; en absence illégale (septembre-octobre 1941).

Rzeplewski

Sadziak Józef : 2ème cl.; du groupement *B*; dirigé sur Oujda le 15 avril 1941.

Samolik Roman : aspirant; en absence illégale (septembre-octobre 1941).

Schwarz Jakub : ex-EVDG du Camp d'El Ayachi à Azemmour, transféré le 15 avril 1941 sur le DIM de Casablanca.

Semaniak Jan : 2ème classe; né le 2 juin 1907; engagé en mai 1938 à Paris au titre du 1er Régiment Étranger d'Infanterie, passé le 23 novembre 1938 au 3ème REI à Fez; envoyé en février 1941 sur un camp à proximité de Boghar (Algérie) pour y attendre sa libération définitive; renvoyé au bout de trois semaines environ sur le Maroc en détachement; demeuré au DIO d'Oujda pendant trois semaines environ; il s'est présenté au DIM de Casablanca le 30 avril 1941; dirigé à Kasba Tadla; déserteur du 29 août 1941.

Siewczyński (Siewczynski) Wacław : démobilisé; il a établi une demande de rapatriement en mars 1941; il faisait partie d'un convoi contrôlé à la sortie d'Oujda le 2 avril 1941.

Skibniewski *vel* Kot-Skibniewski Roman : lieutenant.

Skoplak Zbigniew : démobilisé; il s'est évadé le 2 avril; arrêté par la Sûreté le 21 avril.

Skorzewski Jan : dirigé sur Oujda le 14 avril 1941.

Skórzyński (Skorzynski) Piotr : en absence illégale (juillet 1941).

Skórzyński (Skorzynski) Stanisław : vient de l'Armée Polonaise.

Skulimowski Józef : vient de l'Armée Polonaise.

Słomkowski Aleksander

Słomkowski Feliks : incorporé au Groupe de Travailleurs Étrangers n° 9 à Imfout; en absence illégale en novembre 1941; né le 25 mai 1919 à Obrabek, fils d'Alexandre et de Henriette Karolak, appartenant à la classe 1939, n° Mle 208, du Recrutement de Versailles; il a déclaré qu'il désire se rengager dans la Légion Étrangère (p. v.).

Smiezinski Bolesław : sous-lieutenant.

Smyezynski (Smersizki, Smerdzyski) Stanisław : vient de l'Armée Polonaise; sous-lieutenant; 1ère classe; né le 17 septembre 1916; dirigé sur le DI d'Oujda le 25 septembre 1941.

Smyczyński

Sobański (Solański) Jan : 2ème cl.; du groupement *B*; dirigé sur Oujda le 15 avril 1941.

Sonnenschein Henryk : ex-EVDG du Camp d'El Ayachi à Azemmour.

Sulewski Tadeusz : vient de l'Armée Polonaise; né le 25 avril 1914 à Volno [?], fils de Stanisław et de Helena Gromadzka; sollicite son rapatriement en Pologne.

Sungel Jan : dirigé sur le DI d'Oujda le 26 septembre 1941.

Sut Henryk : vient de l'Armée Polonaise.

Sylwestrowicz Janusz : vient de l'Armée Polonaise; en absence illégale (juillet 1941).

Szarzyński Bronisław : aspirant; en absence illégale (septembre-octobre 1941).

Szczepaniak Stanisław : 2ème cl.; du groupement *B*.

Szczerbik Dobrosław : aspirant.

Szczurek Władysław : vient de l'Armée Polonaise.
Szmigiel Jan : sergent-chef; dirigé sur le DI d'Oujda le 25 septembre 1941.
Szydełko Tadeusz : vient de l'Armée Polonaise.
Szyszyński Walenty (Valentin)
Środa Jan : vient de l'Armée Polonaise; né le 21 décembre 1911 à Kaziny, fils de Prokop et de Maria Chabieb; en absence illégale (juillet 1941); arrêté le 25 juillet 1941.
Taraska Ludwik (Luis) : 2ème classe; dirigé sur le DI d'Oujda le 25 septembre1941.
Tomalak Czesław : 2ème classe; du groupement *B.*
Tonn Marian : capitaine; vient de l'Armée Polonaise.
Urba Bronisław : vient de l'Armée Polonaise.
Wacnick Stanisław : sous-lieutenant; Mascara, sous réserve (octobre 1941).
Wajngarten Izrael
Wajngarten Jankiel : ex-EVDG du Camp d'El Ayachi à Azemmour, transféré le 15 avril 1941 sur le DIM de Casablanca.
Wajsberg Izrael : ex-EVDG du Camp d'El Ayachi à Azemmour, transféré le 15 avril 1941 sur le DIM de Casablanca.
Weyers Jerzy : provenance d'Azemmour; en absence illégale (juillet 1941).
Więcław (Wieclaw) Florian : vient de l'Armée Polonaise; sergent, né le 19 août 1913 à Równe; refoulé de Dakar, arrivé à Dakar le 15 avril 1941 par le vapeur *Asie*; dirigé à Kasba Tadla; en absence illégale (juillet 1941).
Widlo (Wildo) Roman : vient de l'Armée Polonaise; en absence illégale (juillet 1941).
Wierzbicki Bernard : vient de l'Armée Polonaise; en absence illégale (juillet 1941).
Wysoczański Michał : commandant; Mascara, sous réserve (octobre 1941); en octobre 1941 dirigé à Oujda.
Wiszniewski Władysław : provenance d'Azemmour.
Włodarczyk Stefan : vient de l'Armée Polonaise.

Wojciechowski Jerzy : vient de l'Armée Polonaise.

Wojtanowicz Lucjan : aspirant; dirigé sur Zagora (juillet 1941); parti en absence illégale de Berguer avec cinq Polonais (juillet 1941); dirigé sur Kasba Tadla le 26 août 1941; transféré à Zagora le 28 août 1941; en absence illégale (septembre et octobre 1941).

Wolański Jan : caporal; du groupement *B*.

Wołczek (Wolczek) Władysław : vient de l'Armée Polonaise; en absence illégale (juillet 1941).

Wołoszański Aleksander : aspirant.

Wróbel Tadeusz : lieutenant.

York Franz : ex-EVDG du Camp d'El Ayachi à Azemmour, transféré sur le DIM de Casablanca.

Zabłocki Wacław : sous-lieutenant; dirigé sur Berguent le 14 juillet 1941; parti en absence illégale avec cinq Polonais; en absence illégale (octobre 1941).

Zawieja Antoniana

Zieliński Jan : vient de l'Armée Polonaise.

Zieliński Ryszard : vient de l'Armée Polonaise; en absence illégale (juillet 1941).

Zoliniack Teodor : 2ème classe; du groupement *B*; dirigé sur Oujda le 15 avril 1941.

Zubicki Zbigniew

Żurek Stanisław : 2ème classe; du groupement *B*; dirigé sur Oujda le 15 avril 1941.

Alain CHANTE
(Université de Montpellier)

LA GUERRE MONDIALE CHEZ LES ANIMAUX DE CALVO (1945) : UNE MÉDIATION NÉCESSAIRE

Lorsque Victor Dansette et Calvo se lancèrent, en 1944 et 1945, dans un récit illustré de la seconde guerre mondiale, *La Bête est Morte !,* l'entreprise pouvait paraître ardue, mais nécessaire.

Coupée de l'information par la censure et la propagande, la population française n'avait qu'une connaissance lacunaire des événements et à plus forte raison les enfants, isolés de surcroît par leur « innocence » garantie par la censure parentale. Il fallait au plus vite informer, expliquer et surtout réorienter. Non pas désigner les « méchants », leur défaite en cours éliminant toute équivoque, mais souligner leurs actions impardonnables et inexpiables et surtout révéler les héros, glorifier les exploits individuels et les généraliser, témoigner de leur ancienneté et de leur nombre. Il fallait aussi réduire, voire occulter ce qui pourrait diviser le peuple français ou l'opposer à certains alliés.

Pour s'adresser aux enfants, les auteurs ont utilisé une double distanciation : la guerre est déjà lointaine, évoquée par un grand-père qui a déjà raconté cent fois la perte de sa jambe sur la ligne « Livarot », et se trouve racontée par le biais d'une série animalière. L'Histoire devient une fable, à mi-chemin entre La Fontaine et Walt Disney, dont le dessin animé

déguisant le Grand Méchant Loup en Hitler a pu servir de modèle.

À ce titre, il paraît intéressant d'étudier le symbolisme animal choisi, entre tradition et contexte. Mais l'essentiel est dans le filtrage, la présentation parcellaire, la mise en images (aux deux sens du mot) forte, dans cet effort de transformer des événements si proches en un mythe « à raconter aux petits enfants ».

I. Le symbolisme animalier

Le choix de figures animalières peut s'expliquer de plusieurs façons : d'une part le désir de transformer l'Histoire en fable, support jugé le plus adéquat pour s'adresser à des enfants et pour leur faire passer une réalité édulcorée sous forme de morale, en se plaçant sous l'ombre de La Fontaine, omniprésent dans les manuels scolaires.

Mais aussi sans doute le désir de Calvo de rester dans son style, lui qui était habile à faire vivre des animaux (Patamousse, Moustache et Trotinette) voir à anthropomorphiser une automobile *(Les aventures de Rosalie).*

Mais le choix des animaux symboliques renvoie à plusieurs logiques qui s'entrecroisent.

Les Allemands

L'Allemagne, c'est la Barbarie, selon une tradition bien ancrée en France depuis la première guerre mondiale, voire la guerre de 1870. Le pays est représenté sous la forme d'une grande forêt sinistre, « toute noire ». Les habitants, dont on souligne « qu'ils n'ont pas la même tête que nous [...] voulaient tout manger autour d'eux ».

Le besoin d'un animal carnassier habitant la grande forêt oriente tout naturellement vers le loup. Rare en France, mais assez répandu en Allemagne où les forêts mixtes couvrent la

moitié du territoire, le loup a dans le folklore européen un aspect infernal marqué. Ce symbole de la gueule monstrueuse, du dévorateur a sa place dans les cauchemars et dans la littérature enfantine.

Dans la guerre des animaux, il est difficile de savoir si les loups représentent les Allemands ou l'armée allemande, car on ne voit aucun civil, ni aucun enfant : on mentionne que dès leur plus jeune âge, ils sont embrigadés et entraînés. On remarque toutefois que l'aviation est constituée par d'autres animaux, des rapaces, des éperviers (et non des aigles, qui pourraient renvoyer à Napoléon ou à l'Amérique) que l'on trouve aux commandes d'avions de pacotille, image classique en BD que ces oiseaux anthropomorphisés incapables de voler sans machine, mais toujours génétiquement destinés à voler. Plus loin, c'est la machine elle-même qui devient animal avec le sous-marin-poisson torpille et les V1, vampires sanguinaires et cruels. On signale aussi que les loups sont suivis d'autres carnassiers, mais sans indiquer s'il s'agit de soldats du même pays ou d'autres pays alliés.

Passant du symbolisme à la caricature, on trouve des figures particulières avec un cochon au ventre constellé de décorations qui représente clairement Goering — le cochon incarne traditionnellement l'ignorance, la gourmandise, l'égoïsme « prenant son plaisir dans la fange et le fumier » (St. Clément d'Alexandrie citant Héraclite) — et un putois incarnant Goebbels, jouant sur l'image dépréciative du « puant » et surtout sur sa fonction de spécialiste de la propagande car « il crie comme un putois ».

Enfin, on trouve une autre allusion aux images caricaturales de la deuxième guerre avec les « sauterelles et doryphores qui dévoraient nos fruits et nos récoltes ».

Les Italiens

Le symbole de Rome, la louve, aurait pu s'apparier avec le loup allemand. Mais cela pouvait créer des confusions. On peut aussi penser que la louve romaine, nourricière, n'est pas assez « méchante » pour un ennemi. Ce serait aussi admettre la réalité des prétentions de Mussolini, celles de rejoindre la grandeur de la Rome antique, et ce serait placer l'Italie au même niveau que l'Allemagne. Or, il n'en est rien pour les auteurs, qui soulignent qu'« elle s'est ruée à la curée alors que nous demandions grâce [...] elle nous prenait déjà pour un cadavre ». Ce comportement nous oriente vers la hyène, animal charognard, qui ne sort que la nuit, réputé lâche. Simplement, la hyène sera « revêtue d'une peau de louve ». On peut aussi noter qu'avec la Libye et l'Éthiopie, l'Italie avait un lien avec l'Afrique, domaine géographique de la hyène.

Les Japonais

Ils apparaissent comme des singes, figure qui mêle plusieurs concepts : « ils sont jaunes et petits [...] laids et vaniteux [...] c'est un peuple grouillant [...] qui singeaient les méthodes des Barbares ».

Les Français

La France est le seul pays à avoir droit à un peuple très diversifié. Au début de l'Histoire, elle est présentée comme un « petit bois et une clairière », opposée à la grande forêt des Barbares. C'est donc tout un petit peuple qui s'y agite avec des lapins (sans jamais de connotation de peur), des écureuils, des grenouilles, des souris, un chat, des abeilles (symbole de l'activité), des cigales musiciennes, « baby » l'agneau, des oiseaux, une tortue, un serpent, sans symbolisme particulier.

Avec la guerre, on assiste à une spécialisation. Les lapins constituent l'infanterie, les grenouilles la marine, les « alouet-

tes, hirondelles, pigeons », l'aviation. Curieusement le « coq gaulois » n'est jamais cité.

Puis les circonstances font apparaître les chamois et les isards en chasseurs alpins, et les léopards, « nos frères de contrées ensoleillées ». On remarquera que n'apparaît pas un équivalent en Indochine. On trouve aussi un centaure vêtu de noir, incarnation des saint-cyriens.

Reste l'image de la cigogne, qui est triple :

— elle représente les habitants de l'Alsace annexée et martyrisée (p. 39),

— elle incarne les aviateurs « portés par les vents de la Résistance » qui gagnent l'Afrique du Nord,

— enfin, le mélange de l'image du nationalisme et de l'image de la résistance, associées à la taille du personnage permet à de Gaulle, porteur de la Croix de Lorraine, d'endosser le costume de ce symbole christique, antisatanique, car mangeur de serpent.

Les Anglais

Les Anglais s'incarnent dans le bull-dog. Cela renvoie à la fois à John Bull et à l'image du chien synonyme de fidélité, de loyauté, de défense de son territoire, celle de bull-dog renforçant le côté tenace et accrocheur. Il n'y a pas d'hiatus entre les Anglais et leur chef, Churchill se reconnaissant simplement à son cigare.

Les Américains

Les symboles politiques offerts par le système électoral américain (l'âne et l'éléphant) étant sans conteste incompréhensibles pour des enfants, les auteurs se sont tournés vers un symbole animalier plus orienté vers la géographie. L'Amérique du Nord est à l'état naturel le domaine du bison. Cet animal est symbole d'abondance et de prospérité chez les Indiens, ce qui rend bien la force économique du pays, sa charge est redou-

table, irrésistible (ce dont on avait besoin), et enfin il rumine, ce qui peut renvoyer au chewing-gum.

Les Soviétiques

Là aussi, l'aire géographique prédomine. L'URSS, le pays du froid et de la neige, le pays qui triomphe par le froid et la neige (de Hitler comme de Napoléon) est donc peuplé d'ours blancs. On peut aussi noter la proximité des vocables : OURS, URSS. L'ours est, comme le bison, symbole de force. Certes il est traditionnellement jugé brutal, sauvage, ce qui aurait pour effet de le placer du côté du loup. Mais sa blancheur, une « tête » sympathique, le fait qu'on puisse l'apprivoiser, le fait aussi qu'il soit un animal gentil, un « nounours » de poids dans l'univers de Walt Disney le rendent très positif.

Les autres

Les derniers pays cités, à peine signalés présentent un symbolisme varié : on utilise la symbolique des armoiries pour la Belgique qui est peuplée de lions. On retrouve le lion en Éthiopie, car il s'agit du roi des animaux et que le pays est dirigé par le Négus, le roi des rois.

Pour le Danemark, le chien « danois » s'imposait.

Pour les Pays-Bas, on joue sur l'activité économique : c'est le pays des pâturages, du lait, donc peuplé de vaches.

On trouvera aussi des animaux emblématiques : le kangourou pour l'Australie, l'éléphant pour l'Inde, pouvant aller jusqu'au merveilleux avec le dragon pour la Chine.

Enfin, on notera une particularité : les Polonais, « nos amis de l'autre côté de la Barbarie », sont présentés à l'identique des Français sans spécificité. Les actions allemandes en Autriche et en Tchécoslovaquie ne sont pas signalées.

II. L'impossible camouflage

Le début de l'histoire fleure bon la série animalière, où tout se trouve réduit aux dimensions des « petits animaux de nos forêts et de nos champs ».

Le pays d'abondance se trouve réduit à la clairière de Fleury-la-Forêt, la Barbarie est « de l'autre côté du torrent », les armes sont des lance-pierres et des pistolets à bouchon, et la ligne Livarot un assemblage de terriers.

Et puis le récit est pris dans une spirale réaliste : du matériel de guerre apparaît, tanks (p. 24), avions (p. 27), bateaux, bombes, fusils (p. 33); les références géographiques deviennent précises : on note un « via Berlin » sur un wagon p. 39, la mention « URSS » sur une carte p. 41, et puis brutalement les localisations affluent sur des cartes ou des panneaux indicateurs : Bakou, la Mer noire, la Caspienne, Bir Hakeim, le Grand Sasso, l'Italie, Saint-Céré, Caen, Saint-Lô, la Normandie.

L'argument de départ est bien oublié : c'est bien de la seconde guerre mondiale qu'il s'agit et non d'une guerre fictionnelle des animaux. Une quantification des motifs et des personnages se révèle fort intéressante.

On note un équilibre militaire entre les deux camps : les armées alliées sont présentes 64 fois, les armées ennemies 65 fois (sur 250 vignettes). Par contre au niveau des civils, les peuples de « notre côté » sont représentés 59 fois (permettant un équilibre civils-militaires), alors que la notion de civils n'apparaît pas chez les ennemis. Si l'on détaille, on voit que l'armée allemande domine, étant citée 50 fois, contre 8 mentions de l'armée japonaise, 4 de l'armée italienne, 3 des collaborateurs français. À l'inverse, les alliés sont divers, avec 24 mentions de Français (armée française 8, troupes françaises d'Algérie 7, maquisards 9), 21 d'Anglais (7 pour la marine,

14 pour le reste de l'armée), 12 pour les Américains et 7 pour les Russes.

Au niveau des peuples, les Français dominent, vu l'orientation donnée par le narrateur (45 citations), les peuples anglais et russe n'apparaissant que 5 fois chacun.

Au niveau des personnalités (jamais citées nommément, mais faciles à découvrir), 38 mentions concernent les Allemands et leurs alliés (Hitler 15, Goebbels 8, Mussolini 8, Rommel 7) et 35, le camp allié (Churchill 14, Roosevelt 9, Staline 8 et de Gaulle seulement 4).

On distingue donc un album très anglophile où de Gaulle est important, mais pas fondamental.

III. Des faits orientés et filtrés

L'avant-guerre est idéalisé

L'avant-guerre, c'est

> ce temps où nous vivions heureux dans ce pays d'abondance [...] où la construction des nids marchait bon train, entraînant la prospérité du pays [car] quand le bâtiment va, tout va [où] les moins riches pouvaient se nourrir à bon marché, car cette contrée privilégiée non seulement jouissait d'un sol naturellement fertile et d'un climat idéal, mais encore possédait une race de paysans laborieux qui faisaient la richesse du pays [...] où nous vivions dans une liberté totale dont personne n'abusait vraiment. Ah ! la belle époque !

Comme on le voit, pas de crise économique, pas d'affrontement droite-gauche, pas de scandales, pas de manifestations. Mais finalement, un idéal pas si éloigné des valeurs que Pétain mettra en avant : « une race », des « paysans », « du travail ».

Les causes de la défaite

— L'affaiblissement de l'esprit national

Nous étions si heureux que le mot patrie ne signifiait rien. Les jeunes furent appelés à servir dans notre armée. Ils avaient là l'occasion de s'entraîner à se défendre et d'acquérir l'endurance et la discipline, malheureusement beaucoup s'entraînaient surtout à tirer au flanc [...] on avait construit un grand mur, et on avait fini par s'endormir paisiblement derrière ce mur confortable.

— Le manque de préparation

Nous ne nous étions pas préparés à la guerre [...] Nous n'avions pas su tirer les enseignements de la catastrophe arrivée à nos amis de l'autre côté de la Barbarie [...] Nous étions débordés par le nombre et la puisssance du matériel.

— L'esprit de trahison

Les oiseaux de mauvais augures et mauvaises langues répétaient les paroles des faux prophètes. Les meilleurs d'entre nous finissaient par ne plus savoir où était leur devoir [...] Une intolérable atmosphère de trahison paralysait les dernières volontés de résistance [...] La population encombrait les routes en fuyant et gênait les mouvements de notre armée déjà bien assez désorganisée et trahie.

— La duplicité allemande

Les Allemands usent de procédés « déloyaux et cruels » : ils brandissent un drapeau blanc avant d'attaquer, ils envoient de faux officiers (en uniforme français) qui donnent des ordres pour désorganiser la défense, ils « tirent sur les services d'ambulance » et sur les soldats désarmés.

On voit donc apparaître pêle-mêle, parmi les explications, des images traditionnelles de l'Allemand cruel datant de la première guerre, voire de la guerre de 1870, et surtout des

arguments avancés les uns par de Gaulle, les autres par Pétain en 1940.

Une défaite héroïque

Malgré une situation intenable, les Français ont lutté vaillamment jusqu'au bout, sauvant l'honneur du pays.

> Des milliers d'entre nous sont tombés héroïquement [...] Les nôtres n'ont reculé que sur des ordres formels ou quand ils n'avaient plus de munitions [...] de nombreux détachements encerclés se sont défendus pendant plusieurs semaines [... ayant] fait le sacrifice de leur vie.

Sur la ligne Livarot,

> les Barbares nous rendirent les honneurs quand, épuisés et pareils à des fantômes, nous sortîmes enfin de nos galeries enfoncées.

La Pologne

On insiste sur l'identité de situations.

> Le grand Loup s'était fait les dents sur ces nichées inoffensives... Surpris, désorientés, nos pauvres amis furent anéantis en peu de temps, mais ils ne succombèrent qu'après des prodiges d'héroïsme.

L'accord germano-soviétique n'est pas éludé, mais positif : le grand Loup

> avait pris la précaution d'aller lécher les pattes du grand Ours. Celui-ci, sans se méprendre le moins du monde, mais préférant prendre le temps de préparer une riposte à sa taille, ne rejeta pas la proposition de trêve.

On oublie *seulement* de mentionner l'invasion de la Pologne par l'URSS.

Les Anglais

Les Anglais sont « nos alliés »; à ce titre, tout ce qui pouvait poser problème est occulté. Mers el-Kébir est ignoré et Dunkerque, l'objet d'une mise au point énergique :

> Nos fidèles alliés Bull-dogs n'avaient pas eu le temps d'arriver en grand nombre. Il avait été d'ailleurs bien entendu que nous nous chargions de la lutte sur terre [...] Ils se battaient à un contre dix et défendaient notre sol comme s'il avait été le leur [...] Ils réussissent cette prouesse de regagner leur pays, sauvant en même temps une bonne partie d'entre nous.

On insiste ensuite sur l'héroïque bataille d'Angleterre, en soulignant

> sans l'intervention des Bisons et des Ours, la guerre était sans doute perdue, mais sans la résistance initiale des Dogs, elle n'aurait pu être gagnée.

L'URSS en exemple

Toute la guerre en URSS est présentée comme la réalisation d'une stratégie très organisée de Staline :

> Le Grand Ours veillait ! À tous il parut céder, mais il savait bien qu'il ne cédait en fait que du vent et de l'espace pour se donner le temps de la riposte.

Mais surtout l'URSS est donnée comme un modèle :

> Il devenait de plus en plus évident que le pays des Ours allait jouer un rôle de premier plan dans le concert des nations unies. Il le devait à la sagesse du Grand Ours, mais aussi au formidable travail que des millions d'Ours avaient fourni depuis vingt ans [...] Cette loi du travail — si nécessaire ailleurs — avait été comprise par ce pays qu'on disait arriéré et qu'on retrouvait à l'avant-garde. Seul un travail obstiné, poussé jusqu'à l'héroïsme pouvait refaire un grand pays. Voilà une leçon que nous devrons bien méditer pour notre compte.

Les Juifs

On notera le souci louable d'éviter toute discrimination : pas de symbolisme animal particulier, ils sont représentés par des lapins, comme tous les Français. Mais le texte précise une différence : « certaines tribus d'animaux spécifiques que nous hébergions et à qui nous avions bien souvent ouvert nos portes ». Ils ne sont donc pas présentés comme « de chez nous ». On évoque même la notion de race. Les loups mirent en place « un plan de destruction des races rebelles ». L'adjectif est développé, donnant une version très parcellaire, et même fausse :

> l'anéantissement de ces foules inoffensives qui n'avaient commis d'autre crime que celui de ne pas se soumettre à la volonté de la Bête.

Les camps sont évoqués :

> des centaines de milliers d'animaux inoffensifs furent expédiés vers les fameux camps de la mort d'où l'on n'en vit jamais aucun revenir,

mais leur origine devient une réaction :

> un redoublement d'activités [dont ces camps] fut la riposte des Barbares à l'intensification de la résistance des peuples opprimés. (p. 69)

Les femmes

Dans ce récit guerrier, les femmes sont peu présentes. Les auteurs soulignent avec admiration et étonnement leur rôle dans certains pays : en URSS, à Stalingrad, où

> des Ourses, je dis bien des Ourses, femelles splendides et héroïques continuaient à forger jour et nuit les armes nécessaires aux mâles combattants,

et en Angleterre où

> les Dogs femelles comblèrent les vides : on les vit tourner des obus, conduire des trains, extraire le charbon,

éteindre les incendies, faire la police, déblayer les décombres, soigner les blessés et même servir aux armées dans des corps auxiliaires.

Mais l'image de la Française reste loin de cette capacité à remplacer les hommes : on ne voit que des religieuses infirmières, des mères portant leurs enfants en pleurant et tout de même, une jeune fille dévouée servant comme secouriste pendant les bombardements de 1944.

Le relèvement français

Tout est outrageusement positif dans le comportement des Français pendant l'occupation :

— Pendant l'exode de 40 :

quelle magnifique solidarité se révélait. Partout on accueillait à pattes ouvertes les malheureux réfugiés. On les couchait, on les ravitaillait, on les consolait.

L'épreuve est jugée féconde :

au moment où tout s'effondrait, nous avons senti remonter au fond de nous-mêmes, cette croyance invincible dans les destinées de notre pays [...] Nous sentions notre âme renaître de ces cendres.

Pour cela, la religion est un puissant levier : parmi les captifs,

j'en sais qui retrouvèrent les prières de leur enfance pour implorer le Dieu qu'ils avaient négligé depuis des années.

À l'arrière,

des millions de petits animaux pacifiques faisaient monter vers le ciel une prière ardente [...] Un papa rossignol et une maman alouette lançant au ciel les plus beaux cantiques pour attirer sur notre armée la faveur du Très-Haut.

— L'esprit de résistance s'incarne chez tous :

> Nos vaillantes cigognes avaient quitté le sol natal pour lutter alors que nous avions choisi d'y rester pour souffrir, mais nos espérances étaient pareilles et nos volontés identiques.

On évoque une seule fois le gouvernement de Vichy :

> le Grand Loup essayait de nous duper en remplaçant nos vrais chefs par des traîtres qui acceptaient de nous gouverner au profit de l'envahisseur,

mais parle-t-on ici de Pétain ou de Laval ? De toute façon aucune image ne présente ces « traîtres », aucun couplet vengeur n'excite l'opinion. De toute façon, ils n'étaient pas écoutés, puisque « bientôt notre hostilité pour ne pas être officielle n'en devint pas moins totale ». Personne n'a failli. Certes, certains ont paru collaborer :

> débordés de besogne, les loups confièrent la garde des futurs suppliciés à des policiers ou des gendarmes de chez nous. Or la solidarité nationale étant plus forte que les représailles, les geôliers s'entendaient à merveille pour fournir aux prisonniers des occasions de s'évader.

La torture est le fait des seuls Allemands — et pas de Français collabos — par le fouet, la baignoire, l'électricité, « l'arrachage des ongles, des yeux et des oreilles étant des raffinements réservés à ceux qu'ils avaient décidé d'achever ». On évoque aussi Tulle et Oradour, avec des images destinées à frapper les jeunes esprits pour toujours.

IV. Inquiétudes pour l'avenir

Cette France héroïque, unanime et régénérée, soutenue sans discussion par des alliés puissants ne pouvait que déboucher sur la Libération de son sol. Elle l'obtient en retrouvant ses valeurs et son passé, l'image de couverture plagiant le tableau célèbre des barricades de 1848. Pourtant la conclusion de

l'ouvrage est plus réservée. Pas d'optimisme béat, de triomphalisme facile. Les auteurs semblent mécontents et inquiets de certaines prises de position. L'unanimité n'est plus de mise.

On ressent un besoin de solidarité :

> il faut que chacun d'entre nous sente les nécessités d'une solidarité totale envers les malheureux sinistrés. Ce n'est pas une question de Charité, mais de Justice. Nous ne pouvons jouir de la Libération sans avoir réparé les désastres qu'elle a coûté à tant des nôtres.

On a peur d'un retour du mal :

> vous verrez qu'il se trouvera demain un nouveau maître de la Barbarie pour essayer de séduire à nouveau les Dogs. Puissent nos amis n'avoir pas la mémoire courte.

Le « à nouveau » évoque une politique d'avant-guerre qui a été soigneusement cachée, et le futur craint montre une politique anglaise déjà inquiétante.

Ce que l'on craint, c'est la tendance à différencier les Allemands des nazis :

> mes chers petits enfants, n'oubliez jamais ceci : ces loups qui ont accompli ces horreurs étaient des Loups normaux, des Loups comme les autres. Ne croyez pas ceux qui vous diront que c'étaient des Loups d'une secte spéciale. Il n'y a pas de bons et de mauvais Loups : il y a la barbarie qui est un tout et ne comporte qu'une seule race, celle des monstres, des bourreaux, des sadiques, des tueurs.

Et l'ouvrage se termine par un appel prophétique : n'acceptez pas le révisionnisme :

> pourquoi faut-il que déjà des voix s'élèvent pour s'apitoyer sur le sort des Loups, pour minimiser leur barbarie et qui sait demain peut-être, pour nier leurs atrocités. Mes petits enfants, ne relâchez pas votre méfiance, demeurez vigilants à tout ce qui se passe autour de vous.

Conclusion

On se trouve donc devant une bande dessinée pour enfants aux images fortes, au texte puissant, convaincu, entraînant, qui montre combien la BD peut être un véhicule d'idées, voire de propagande.

Sous la forme d'un récit classique, où l'on retrouve les étapes habituelles (épreuve qualifiante : le courage dans la défaite de 40; épreuves principales, épreuve glorifiante : la libération de Paris), on souligne les alliances, on insiste sur des valeurs d'exemple (le Soviétique), on occulte des épisodes (Mers el-Kébir) ou on les arrange (Dunkerque) et on finit par des craintes qui témoignent que la liesse et l'unanimité de la Libération cachent bien des dissensions.

Au total, cette œuvre se montre (se veut !) comme un témoignage, mais aussi comme un acteur de son époque.

Marcin KULA
(Université de Varsovie)

QUELQUES DIFFICULTÉS AVEC LA MÉMOIRE COLLECTIVE DE LA DERNIÈRE GUERRE EN POLOGNE

Les problèmes que rencontrait, et que rencontre toujours, la mémoire collective de la deuxième guerre mondiale se présentent de façon totalement différente en Pologne et en France. La question de la collaboration n'est pas sur les bords de la Vistule un problème à affronter. Certes, il y a eu en Pologne des actes de traîtrise. Ainsi ont été liquidées plusieurs unités importantes de la Résistance antinazie. De temps en temps, on reproche aux communistes — à tort ou à raison, ce n'est pas à nous d'en juger — d'avoir livré aux nazis telle ou telle unité de la Résistance non-communiste. Il y a eu des assassinats entre les représentants de différentes organisations de la Résistance. Le nombre de délations aux organes allemands concernant des questions de peu d'importance, souvent quotidiennes, était beaucoup plus grand que le public ne s'imagine et ne veut s'imaginer.

Néanmoins, tous ces phénomènes ne constituent pas un problème intellectuel : ils ont été dès le début considérés par le public comme actes de traîtrise, donc sans aucun doute blâmables. En revanche, à la différence de la France, en Pologne, il n'y a eu ni une collaboration massive, ni un État collaborateur amenant inévitablement nombre de ses fonctionnaires à collaborer avec l'occupant. On peut discuter si ce sont les Polonais qui se sont montrés si généreux qu'aucune structure para-

étatique de collaboration n'a été établie en Pologne, ou bien si ce sont les nazis qui n'en avaient pas besoin — toujours est-il qu'une telle structure n'a pas vu le jour.

Les organes peu nombreux de l'État d'avant-guerre qui continuaient de fonctionner durant l'occupation sous une forme résiduelle (police, administration municipale, pompiers) n'ont pas perdu leur bonne réputation. Très souvent, ils agissaient de différentes façons au bénéfice de la population et de la Résistance plus qu'au bénéfice de l'occupant. Le rôle des organes de l'autogestion juive dans les ghettos a été évoqué à plusieurs reprises lors de la discussion sur l'occupation. Par exemple, lors de la campagne antisémite de 1968, les Judenrats ont été accusés d'avoir collaboré avec les nazis. Néanmoins, ce problème n'a pas beaucoup ému le public : la vie interne de la collectivité juive pendant la guerre lui a toujours été indifférente, et toute cette affaire n'a été qu'un des arguments de la campagne antisémite. C'est plutôt cette campagne qui était à l'époque le problème du public (dans le sens du choix entre appui et opposition à cette campagne), et non le problème concret des Judenrats.

Si l'on persiste à considérer le problème de la collaboration comme un problème pour les Polonais, alors, au mieux, on pourrait examiner les attitudes d'une partie de la société envers l'URSS sur les territoires de la République de Pologne occupés par l'Armée Rouge après le 17 septembre 1939. À la différence des Allemands, les Soviétiques cherchaient la collaboration de la population (il s'agissait, certes, d'une collaboration très spécifique et à des conditions imposées par eux). À la suite de ce qu'ils ont obtenu, on entend aujourd'hui des voix reprochant par exemple aux professeurs d'avoir continué leur enseignement à l'Université de Lvov sous l'occupation soviétique. Déjà à l'époque se sont fait entendre, et se font toujours entendre, les accusations adressées à la population juive locale d'avoir collaboré avec l'envahisseur russe, ajoutant

cet épisode plus ou moins significatif à la vision, fréquente en Pologne, du communisme perçu comme une invention diabolique des Juifs.

Néanmoins, la collaboration des Polonais avec les autorités soviétiques n'est pas non plus le problème principal pour le public polonais actuel. En raison des événements historiques qui ont suivi, l'occupation soviétique est moins présente dans la mémoire de la société; les faits relatifs à la collaboration dans les régions Est de la Pologne sont incorporés dans le problème général du rôle des communistes dans l'histoire récente de la Pologne et des péchés de la Russie contre la Pologne, et l'éventuelle collaboration des non-communistes avec l'URSS sur les territoires occupés après le 17 septembre 1939 n'a pas duré, étant donné les représailles soviétiques.

* * *

Le problème de la collaboration n'est pas un problème intellectuel dans le cadre de la réflexion sur la guerre et l'occupation; en revanche, le nombre des autres problèmes difficiles a longtemps été, et reste toujours, illimité. Cela résulte de la tentative communiste d'essuyer des plans entiers de la mémoire collective.

Pendant des années, toute une gamme de questions liées aux relations de guerre avec l'URSS n'a été ouvertement posée ni à l'oral, ni par écrit (ou bien on les a posées de façon absurde). On n'évoquait ni le pacte Ribbentrop-Molotoff, ni les mots de ce dernier traitant la Pologne « d'embryon difforme du Traité de Versailles »[1], ni l'occupation susmentionnée des régions de l'Est de la Pologne par les Russes. Naturellement, personne ne soulevait la responsabilité de Staline, ni le terme « d'occupation soviétique ». Chose curieuse et caractéristique, la motivation russe officielle de 1939 elle-même n'a pas été soutenue (les troupes soviétiques sont entrées en Pologne

pour protéger leurs frères slaves !). Le problème était tout simplement passé sous silence, ce qui menait à des absurdités. Sur les cartes illustrant la campagne de septembre 1939 exposées au Musée Historique de Varsovie, seules les avances des troupes allemandes étaient marquées; et pourtant il est impossible de comprendre cette campagne sans savoir que les Russes étaient entrés en Pologne de l'autre côté.

Des années durant, on passa sous silence l'histoire des Polonais vivant sur les territoires occupés par l'URSS (persécutions, déportations, établissement dans des conditions terribles à l'Est ou dans les goulags). Là aussi, si l'on voulait prendre à la lettre cette version de l'histoire pleine de trous comme un fromage suisse, elle serait nécessairement incompréhensible, même en ce qui concerne les points accentués par l'historiographie communiste de façon très positive. Les textes officiels évoquaient par exemple en termes superlatifs la création, à un certain moment, au fond de l'URSS, de troupes militaires polonaises liées à l'Armée Soviétique et restant sous le commandement des communistes; c'est elles qui allaient constituer l'embryon de la future armée de l'État polonais communiste. Il paraît donc logique de se demander comment tous ces Polonais avaient pu échouer au fin fond du « Pays des Soviets ». On aurait pu dire qu'ils avaient été déportés pour les sauver des nazis, ou inventer autre sottise du genre. Mais on se taisait. On ne saura jamais combien de propagandistes communistes n'ont pas évoqué cette question en toute conscience de cause, décidant qu'il leur était impossible de le faire, et que les gens, de toute façon, étaient bien au courant, combien de propagandistes ont voulu cyniquement « corriger » l'histoire, et combien étaient ceux qui n'attachaient aucune importance à leurs propres mots qu'ils considéraient comme le moyen de s'accrocher à leur assiette de beurre.

Chose curieuse, la façon de présenter les déportations organisées par les communistes a commencé a évoluer avec le

temps. La peur de l'époque stalinienne, peur que les propagandistes ressentaient, eux aussi, est passée; de nouvelles générations ont fait leur apparition sur la scène, mieux éduquées, plus proches des moyennes mentales de l'ensemble des Polonais et sans le feu sacré dans les yeux. Ces générations ont même donné naissance au chauvinisme anti-russe. Les uns ont commencé à ressentir le besoin d'écrire une version plus exhaustive (plus vraie) de leur propre épopée, d'autres s'intéressaient à l'histoire, d'autres encore ont compris qu'une propagande efficace devait rester en relation avec la réalité, quelle qu'elle fût. En conséquence, une série télévisée a été tournée présentant par exemple les soldats polonais luttant contre les nazis aux côtés de l'Armée Rouge depuis l'URSS jusqu'à Berlin. Cette série comprenait, certes, des éléments de vérité, mais elle était profondément déformée, ne serait-ce que par les silences, et vantait avec insistance l'amitié polono-russe.

L'évaluation des conséquences d'actions comme par exemple le tournage de la série susmentionnée est difficile. Elles ont été sûrement moins graves que celles de la création artistique de l'époque stalinienne; néanmoins, étant beaucoup plus assimilables, ces actions déformaient profondément la perception de l'histoire. La série en question a été si bien faite qu'elle reste toujours très populaire auprès du jeune public.

Plus tard, au crépuscule de l'époque communiste, les propagandistes communistes se sont rappelé la vérité historique au moment où ils ont décidé qu'elle pouvait leur servir *in extremis*. Lorsque le général Jaruzelski a été accusé d'être traître à la patrie pour avoir envoyé les chars contre ses compatriotes (certains avançaient même qu'il l'avait fait dans l'intérêt de Moscou), la propagande a rappelé le curriculum vitæ très polonais du général qui a passé, lui aussi, sa jeunesse du temps de la guerre en URSS.

La question-clé des relations de guerre polono-russes qui fut passée sous silence par les communistes était bien l'assassinat des prisonniers de Katyn et de quelques autres camps où les Russes avaient groupé les officiers polonais internés. Chose curieuse, le traitement de cette question par les autorités était ridiculement dénué de tout esprit de conséquence. Selon la version officielle, l'assassinat avait été perpétré par les nazis, et il n'était pourtant pas évoqué parmi les autres crimes nazis commis en Pologne. À la différence des autres lieux de crime, personne n'allait déposer de gerbes à Katyn.

Contrairement aux autres questions que les communistes ont réussi à effacer de la mémoire collective, le crime de Katyn y resta profondément ancré, quoiqu'il soit impossible de dire si les jeunes générations, notamment celles qui habitent de petits villages, n'ont pas commencé à en perdre conscience. Chose curieuse, là aussi, les communistes *in extremis* ont changé de front : au crépuscule du communisme, ils ont commencé à se présenter comme ceux qui allaient dire à la nation la vérité sur Katyn. Une commission fut constituée au sein du parti communiste qui devait arracher aux Russes la vérité. Cette approche de l'histoire était aussi instrumentale que celle qui consistait à nier le crime de Katyn, même si elle allait dans un meilleur sens.

Une autre question relevant des relations de guerre entre la Pologne et l'URSS concernait le refus par l'Armée Rouge, arrêtée sur l'autre bord de la Vistule, de porter secours à l'Insurrection de Varsovie (1944). Le raisonnement de Staline était cynique : il savait bien que, du point de vue politique, cette insurrection avait été déclenchée pour que la Résistance polonaise, liée au Gouvernement polonais à Londres, puisse prendre le pouvoir dans la capitale avant l'entrée des Russes. En conséquence, il a efficacement paralysé ce plan. Il était conscient des avantages de l'élimination des élites politiques et intellectuelles par les mains des Allemands, et il a laissé faire.

Les insurgés moururent, et la ville tomba en poussière sous les yeux des Russes — et bien évidemment, il était interdit d'en parler. L'échec de l'insurrection a été mis sur le dos de ceux qui l'avaient déclenchée.

Dans ce cas aussi, avec le temps, la vision devint de moins en moins cohérente. Pour les besoins politiques locaux des communistes, les autorités décidèrent de commémorer les débarquements organisés par les troupes polonaises restées de l'autre côté de la Vistule aux côtés de l'Armée Soviétique. Il est jusqu'à présent difficile de dire quel était l'objectif de ces débarquements, étant donné que le gros des troupes du front n'a pas bougé. Néanmoins, après des années, il était commode de les célébrer. En commémorant cet épisode, tout en éliminant des solennités quelques participants déjà incommodes à l'époque, les autorités voulaient sans doute améliorer la vision du communisme en tant que régime polonais — et peut-être apaiser la mauvaise conscience des communistes ayant survécu...

Avec le temps, la propagande a ajouté aux sottises divulguées au sujet de l'Insurrection de Varsovie d'autres bêtises, peut-être aussi idiotes, mais moins agressives. Un historien racontait par exemple que Staline n'avait pas su tout de suite le déclenchement de l'insurrection à Varsovie. Lorsqu'il l'apprit par les Polonais arrivés de Londres, il aurait appelé le chef du front local, celui-ci, ayant grimpé personnellement sur la cheminée la plus proche et regardé Varsovie à travers la Vistule, l'aurait informé que la ville était calme (la cheminée s'étant avérée de toute évidence trop basse !). Sans doute l'historien qui racontait de telles balivernes ne se rendait-il pas compte qu'il ridiculisait ainsi l'une des plus puissantes armées du monde en prétendant que son chef ne savait pas ce qui se passait de l'autre côté du fleuve, en temps de guerre.

Une autre question, relevant des relations polono-soviétiques pendant la guerre, qu'il était interdit d'évoquer

sous les communistes, était la façon dont étaient traités par les Russes (et, à quelques nuances près, par le régime communiste polonais) les commandants et les soldats de la Résistance antinazie. Nous allons y revenir plus loin. On a passé également sous silence le comportement de l'Armée Soviétique envers la population sur le territoire polonais, le pillage, le sentiment d'impunité des soldats soviétiques. Au contraire, dans la plupart des villages, même très petits, les autorités ont érigé des monuments de gratitude à l'armée dite libératrice. Un tel procédé provoquait des attitudes très négatives auprès de la population, donc *de facto* offensait la mémoire des soldats soviétiques ayant combattu contre les nazis et péri en Pologne. Plus tard, au fur et à mesure que le communisme polonais perdait de sa sévérité, ces monuments ont fini par être ignorés, ce qui était également offensant dans les cas où il y avait une raison réelle d'ériger ces monuments immédiatement après la guerre. Même les populations des villes à qui les commandants russes ont évité d'être entièrement rasées ne savaient pas être reconnaissantes, ce qui se comprend fort bien. Après la chute du communisme, Cracovie a renvoyé la statue du maréchal Konieff à son village natal dans l'ancienne URSS, bien qu'elle doive sans doute le salut de ses monuments à la conception de bataille élaborée par celui-ci.

* * *

Une autre question proche des relations polono-soviétiques pendant la guerre est celle des relations avec les autres voisins, principalement avec l'Ukraine et la Lituanie. Il y a des choses qui mériteraient d'être exprimées. En Ukraine, les tendances polonaises et ukrainiennes entrèrent en conflit, ce qui donna lieu aux affrontements très violents et pleins de cruauté à Volhynia, en 1943. Ensuite, directement après la guerre, les luttes irrédentistes violentes continuèrent dans le Sud-Est de la

Pologne; pour les finir, les Polonais déportèrent de façon très brutale, à la stalinienne, les restes de la population ukrainienne vers l'Ouest du pays. En Lituanie, la Résistance polonaise était très souvent perçue comme anti-lituanienne et jusqu'à présent, il y a des problèmes relatifs à la commémoration de son activité. De leur côté, les Polonais ont gardé en mémoire différents griefs envers les Lituaniens. Mais il était défendu de parler de toutes ces choses, même au nom de la levée de l'hypothèque des relations mutuelles, car les autorités avaient décrété l'amitié entre la République Populaire de Pologne et l'URSS. Cette amitié d'après-guerre avait son impact sur les époques historiques passées, souvent même plus lointaines que la guerre elle-même.

En ce qui concerne le polygone Russie-Ukraine-Biélorussie-Lituanie (polygone dont le sommet était à Moscou), on parlait relativement peu des changements de frontières survenus après la guerre. Des années durant, il était impensable de partir en excursion sur les territoires ayant appartenu avant la guerre à la Pologne. Il n'y avait aucune publication à leur sujet, aucun dépliant illustré ni brochure touristique. On retardait même l'érection à Wrocław, où avait été mutée l'Université de Lvov, du monument aux professeurs de Lvov assassinés par les nazis. Lorsque l'Association Historique Polonaise, pour fêter son centième anniversaire (1986), voulut installer à son siège une plaque commémorative, les autorités s'opposèrent énergiquement à ce qu'on y dise que l'Association avait été créée à Lvov. Toutes ces actions préventives devaient limiter la mémoire de la présence polonaise à l'Est, voire même sa renaissance.

Bien entendu, la mémoire des discussions menées dans les milieux polonais ou bien entre les alliés avant le changement des frontières fut réduite au silence. Les discussions au sujet des conséquences de ce changement pour la vie de la nation étaient impensables. Les migrations de populations qu'il a

engendrées n'étaient évoquées que de façon très marginale. Même si l'on en parlait, nombre de choses étaient considérées comme largement connues, donc ne valant pas la peine d'être soulevées. Si l'on en parlait, c'était plutôt d'un point de vue démographique, sans réfléchir aux sentiments des gens et/ou sans publier leurs mémoires. Toute cette question a été faussée par le terme de « rapatriement » qui lui a été donné — comme si les gens revenaient de loin dans leur patrie, tandis que c'était celle-ci qui s'était déplacée dans le sens géographique du terme. On parlait très peu des Polonais non « rapatriés », quoiqu'en 1956 on ait vu déferler en Pologne une autre vague importante de Polonais qui ne voulurent ou ne purent revenir d'URSS dans l'immédiat après-guerre ou qui furent déportés de Pologne plus tard (cf. ci-après).

En ce qui concerne les relations réciproques avec l'actuelle République Tchèque et la Slovaquie, en réalité rien n'a été dit sur les contacts entre les gouvernements respectifs en émigration, et pourtant, à un certain moment, ces contacts ont presque frôlé l'idée de la fédération. Il était difficile d'en parler puisque l'histoire même du Gouvernement polonais en émigration était passée sous silence, voire même faussée, et que de toute façon, toute idée de fédération entre deux États du camp communiste ne valait que l'oubli. Au lieu de rappeler aux gens de tels « péchés », l'accent fut mis sur la participation honteuse de la Pologne au partage de la Tchécoslovaquie en 1938.

* * *

En ce qui concerne l'histoire des relations de guerre polono-allemandes, les choses étaient moins compliquées. Durant une première période du communisme polonais, la propagande traitait d'abondance le problème de l'évolution du régime polonais d'avant-guerre vers le fascisme, et celui des contacts avec l'Allemagne nazie. Elle le faisait avec tant d'emphase et de

démagogie qu'elle discréditait pratiquement tout ce qui aurait pu être dit sur l'évolution anti-démocratique et autoritaire de ce régime. Cet accent de la propagande diminua avec le temps. En revanche, on mit l'accent sur les dégâts de guerre causés par les nazis et sur la reconstruction du pays, laquelle, dans certains endroits particulièrement historiques, était menée à dessein pour souligner qu'on reconstruisait le passé perdu au lieu d'insister sur la construction du socialisme. La reconstruction de la Vieille Ville de Varsovie en est un parfait exemple : elle a été commencée immédiatement après la guerre et achevée pratiquement au crépuscule du communisme par la reconstruction (qui était dans la pratique une construction à partir des fondations) du Château Royal à Varsovie. L'horloge du Château a été remise à l'heure à laquelle elle s'était arrêtée en septembre 1939, abîmée par une bombe aérienne. Cette attitude de la propagande a trouvé un écho positif auprès de la population, notamment durant une première période après la guerre.

Les communistes mettaient en permanence l'accent sur les cruautés de l'occupation; là encore, ils n'étaient pas obligés de fausser trop la réalité et différaient peu de l'attitude d'une grande majorité de la population. Néanmoins, chose curieuse, cet accent était dans une large mesure instrumental : il devait servir à construire l'unité de la nation en confrontation avec un ennemi, et à démontrer que l'URSS était la seule en mesure de garantir à la Pologne la sécurité (et la maîtrise des territoires accordés à la Pologne au détriment de l'Allemagne !). Les Allemands étaient montrés comme un ennemi séculaire. Les tendances révisionnistes allemandes envers les nouvelles frontières polonaises étaient mises en relief. Les signaux prouvant l'évolution positive de la population de la RFA au sujet de la guerre, de l'occupation, du nazisme et de la Pologne étaient cachés. On évitait de faire la propagande des « bons Allemands » (sauf les communistes allemands et la RDA, ce qui va de soi).

Un autre point caractéristique observé encore au crépuscule du communisme consistait en l'acharnement avec lequel les autorités voulaient empêcher le développement du culte d'Otto Schimek, soldat de la Wehrmacht (qui d'ailleurs, n'était pas Allemand, mais Autrichien) fusillé, comme on le présume, pendant la guerre pour avoir refusé de fusiller des Polonais. Il a donc bien mérité une gerbe de fleurs déposée par les Polonais sur sa tombe à Machowa, près de Tarnów. Mais les autorités ne voulaient tolérer ni ces fleurs, ni cet hommage.

Le côté humain de l'expulsion des Allemands restés en Pologne après la guerre, ainsi que les conditions de cette expulsion ont été totalement passés sous silence. Après cinq ans d'une occupation cruelle et vu la situation matérielle de la région à l'époque, il aurait été difficile de s'attendre à des actes de courtoisie à leur égard, mais cet argument même n'était pas avancé. On parlait juste du retour de la Pologne sur ses terres anciennes (dites « Terres Récupérées »), le transfert des Allemands était appelé le « rapatriement », terme aussi faux que dans le cas des Polonais de l'Est, et les traces de la vie de générations allemandes entières étaient longuement et soigneusement effacées de l'architecture, des cimetières et de la nomenclature géographique. Les séquelles de cet épisode, à savoir l'émigration tardive des gens de la Pologne vers la RFA, a été, lui aussi, passé sous silence, ainsi que les raisons honteuses pour lesquelles nombre de citoyens polonais qui durant des générations ont persévéré à rester Polonais dans l'État allemand, quelques années après la guerre se sont rappelé leurs racines allemandes dans l'intention de partir — le niveau très bas des conditions de vie y était pour beaucoup, mais le refus de considérer ces gens en tant que Polonais à part entière, par certains de leurs concitoyens a joué aussi son rôle.

* * *

Énormes mensonges et silences étaient perpétrés par l'appareil de propagande en matière de participation polonaise à la guerre. L'accent était mis sur la mauvaise préparation à la guerre et la faiblesse de la défense polonaise en septembre 1939. Tout cela pour démontrer que l'establishment politique d'avant-guerre était responsable des malheurs de la Pologne. Ce qui était dans une large mesure vrai, néanmoins ces thèses prenaient des dimensions tragi-comiques. La campagne de septembre 1939 était tournée en dérision; en même temps, on oubliait la défaite étonnamment rapide de la France qui était beaucoup plus forte, ainsi que les premiers échecs de l'URSS. On suggérait de façon dénuée de tout réalisme qu'une alliance avec l'URSS passée au bon moment aurait pu être le salut pour la Pologne, tout en passant sous silence l'entrée de l'Armée Soviétique en Pologne, en collaboration avec les Allemands. L'accent était mis sur la fuite du gouvernement en Roumanie sans ajouter que ledit gouvernement avait passé la frontière après avoir appris l'invasion soviétique, pour conserver la continuité formelle des structures étatiques face au monde. Faussant ainsi la réalité, la propagande a omis le grief qui aurait pu être formulé à juste titre à l'adresse de la seule personne ayant traversé la frontière avec le Gouvernement au lieu de rester en Pologne nonobstant les circonstances, à savoir le maréchal Rydz-Śmigły, Commandant Suprême de l'Armée, (il devait lui-même ressentir des remords puisqu'il revint en cachette en Pologne occupée, ce que la propagande communiste a également « oublié »).

À vrai dire, avec le temps, l'image de la défaite de septembre 1939 dans la propagande communiste a évolué. Cela était dû aux mêmes raisons que celles évoquées ci-avant pour évoquer le sort des Polonais déportés au cœur de l'URSS. Quant à la campagne de septembre, tout comme pour les autres batailles, l'establishment a vite compris qu'il pouvait gagner plus en jouant sur la corde de l'amour-propre des

Polonais qu'en se montrant agressif. On parla donc de l'héroïsme des soldats (mal commandés) et de la population civile de Varsovie. On a remplacé le terme de « la défaite de septembre », voire de « la campagne de septembre », par celui de « la guerre défensive de 1939 ». Toujours est-il que le monument de Stefan Starzyński, Président de Varsovie au moment de la défense de la ville, qui rendit de grands services à ce poste, n'a été érigé qu'après la chute du communisme.

* * *

Peu de choses, et/ou fausses, ont été dites à propos du Gouvernement polonais en émigration établi tout d'abord en France, ensuite en Angleterre. Sa légalité a été contestée par les communistes par conviction et pour des raisons d'ordre pratique : il était impossible d'affirmer exercer le pouvoir légal si quelqu'un d'autre le détenait en vertu des règles de succession prévues par la constitution d'avant-guerre. Dans la propagande communiste, toute cette structure devait disparaître de la mémoire ou évoquer des associations d'idées négatives, ainsi que toute l'émigration polonaise du temps de la guerre et ses institutions. Le retrait par le monde entier de la reconnaissance au gouvernement en émigration et le dépérissement progressif de cette structure après la guerre favorisaient les objectifs de la propagande. Elle n'a pas non plus profité du changement positif de l'attitude des autorités communistes envers les simples émigrés dont on a voulu obtenir la collaboration avec le pays (pour des profits politiques ou économiques escomptés).

* * *

Peu de choses, et/ou fausses, ont été dites à propos de l'activité des Forces Armées Polonaises en Occident. Cela était

dû au fait banal qu'elles n'étaient pas contrôlées par les communistes, mais par le gouvernement polonais en émigration et sous le commandement des alliés occidentaux. Mais il y a eu également des raisons plus particulières. Le gros de ces forces avait été formé en URSS après la signature du traité entre le gouvernement polonais en émigration et Moscou, quand l'URSS avait été agressée par Hitler. Cette armée fut recrutée parmi les Polonais déportés en Russie, voire même enfermés dans les goulags, ayant vécu la géhenne russe et haïssant les soviets à juste titre. Les autorités polonaises en émigration, désirant faire sortir de l'URSS un maximum de Polonais, et notamment voulant retirer les troupes polonaises en prévision de la chute du pays, obtinrent l'accord de Staline pour évacuer les troupes déjà formées au Proche Orient. Une grande majorité de ces soldats n'est pas revenue après la guerre en Pologne craignant de se retrouver encore une fois sous l'emprise des communistes, et très souvent, lorsqu'ils étaient originaires des territoires annexés par l'URSS, n'ayant pas où revenir. Ces gens-là et le général Anders étaient particulièrement haïs des communistes. Ils avançaient que ces soldats avaient quitté l'URSS, ne voulant pas revenir en Pologne par le chemin le plus court, les armes en main, à la différence de l'armée polonaise formée dans ce pays plus tard par les communistes. Le succès du général Anders que fut la prise de Monte Casino était diminué en faveur de la bataille de Lenino, épisode de moindre importance et d'ailleurs sous un commandement fatal, lorsque les troupes polonaises formées aux côtés de l'Armée Rouge ont pour la première fois participé aux combats. Les soldats polonais, peu nombreux, qui revinrent après la guerre de l'Occident en Pologne, très souvent, tôt ou tard, allaient en prison.

À cet égard aussi, l'attitude des communistes a évolué avec le temps : ils ont voulu même réaliser des profits politiques en approuvant le courant de la tradition jusqu'alors dénigré. Les

membres de l'establishment communiste ont commencé à poser des gerbes au cimetière de Monte Casino, et vers la fin de l'époque communiste, un tombeau fut aménagé au château de Wawel où l'on espérait déposer la dépouille du général Sikorski, premier ministre du gouvernement polonais en émigration et Commandant Suprême pendant la guerre. Le « retour » posthume du général devait servir, bien entendu, à légitimer les autorités communistes de l'époque et à chatouiller les sentiments patriotiques de la population.

* * *

Un grand domaine passé sous silence et/ou faussé par les communistes a été celui de l'histoire de la Résistance en Pologne. L'un des plus importants, voire même le plus important mouvement de ce type dans l'Europe sous l'occupation nazie, non seulement a été dépouillé de ses mérites par la propagande et l'historiographie communistes, mais aussi dénigré. Il était traité des pires épithètes. On disait qu'il restait à ne rien faire, et autres bêtises de ce genre. La partie de la Résistance qui s'était formée sur les territoires occupés par l'URSS était passée sous silence, car en général, ces territoires étaient volontiers passés sous silence. Pour l'équilibre, on parlait beaucoup des exploits guerriers relativement limités de la résistance communiste peu nombreuse; les rues recevaient les noms de ses principaux activistes. Avec le temps, lorsqu'on a commencé à parler un peu plus de la résistance non-communiste, les recherches furent confiées aux historiens fidèles au régime. D'un autre côté, ceux-ci étaient souvent les seuls à oser approcher ce sujet et à avoir un accès, très limité d'ailleurs, à des dossiers bien gardés. En règle générale, les souffrances de la population civile pendant la guerre étaient pour tous un sujet sans danger.

L'Insurrection de Varsovie était discréditée, et pourtant elle avait été un grand mouvement patriotique antinazi, et un grand sacrifice.

La condamnation de la résistance polonaise ne se traduisait pas uniquement par les mots : ses membres étaient arrêtés et déportés en Russie, à commencer par les participants de l'insurrection de Vilnius avant l'entrée de l'Armée Rouge dans cette ville. Après l'entrée des Russes en Pologne Centrale, les membres éminents de la résistance polonaise toujours en fonction ont été arrêtés et, après un soi-disant procès à Moscou fabriqué de toutes pièces, condamnés à des peines très sévères. Pendant longtemps encore, nombre d'officiers de la résistance ont par la suite été condamnés, voire assassinés en Pologne, en toute légalité. L'appartenance sous l'occupation à la résistance non-communiste était un élément entachant le curriculum vitæ, et encore de longues années après la guerre, elle restait une source de mauvaise réputation. Naturellement, les autorités préféraient ne pas en parler (c'était beaucoup plus facile que de soutenir le bien-fondé des accusations montées de toutes pièces).

L'histoire de nombreuses organisations de la résistance de droite était, bien évidemment, passée sous silence ou faussée, surtout lorsque celles-ci continuèrent leur activité ou trouvèrent des continuateurs après la guerre, luttant contre les communistes. Même si certaines accusations contre ces organisations peuvent être défendues, le tout frôlait souvent la farce.

Le discrédit de la résistance polonaise résultait des liens de celle-ci avec Londres (dont ceux avec le Gouvernement polonais en émigration) et de son caractère anti-soviétique, mais elle s'expliquait aussi par son contexte psychologique. Les communistes étaient décidément minoritaires dans la résistance polonaise. La situation dans ce domaine différait de la situation en France, en Yougoslavie ou en Albanie. Après la dissolution par Staline du Parti Communiste Polonais et la collaboration

entre Staline et Hitler dans les années 1939-1941, les communistes étaient absents au moment de la naissance de la résistance. Par la suite, le parti communiste reconstitué par Staline ne pouvait pas s'attendre à d'importants succès : la place était déjà occupée, et l'anti-soviétisme de la population très fort.

Tout cela nécessitait une « correction » de la vision historique, à commencer par la période d'avant-guerre où l'accent mis sur la fascisation du régime devait démontrer sans doute que les communistes avaient très tôt souffert du fascisme au nom de la cause patriotique.

* * *

Tout comme la majorité des questions signalées ci-dessus, celle du dénigrement de la résistance polonaise évolua avec le temps. Il faudrait peut-être apprécier, surtout étant donné la falsification de l'histoire dans d'autres pays du bloc, le fait qu'en Pologne l'histoire de la résistance non-communiste, l'activité de l'Armée Polonaise en Occident et l'Insurrection de Varsovie étaient quand même évoquées et tant bien que mal enseignées dans les écoles. Mais cette évolution avait ses limites. Avec le temps, l'appartenance à la résistance non-communiste a cessé de menacer d'emprisonnement, mais elle n'est jamais devenue, sous les communistes, un point fort du curriculum vitæ (surtout lorsque la personne en question refusait de collaborer avec les communistes en déclarant par exemple son adhésion à une organisation officielle d'anciens combattants). De nombreux soldats de la résistance se sont vu accorder les droits d'anciens combattants, mais cela n'a pas été toujours facile, et jamais automatique.

Avec le temps, les autorités sont passées du dénigrement en bloc de la résistance non-communiste au dénigrement de ses seuls commandants, tout en reconnaissant la motivation patrio-

tique et le sacrifice des simples soldats. En plus, les autorités veillaient à assurer une espèce de parité entre les hommages rendus à la résistance non-communiste et communiste. L'activité de cette dernière était largement évoquée, l'installation d'une plaque commémorative consacrée à la première entraînait l'installation d'une plaque à la mémoire de la seconde, l'octroi du nom d'un héros non-communiste à un pont entraînait l'octroi du nom d'un héros communiste au pont suivant *etc.* Le monument à l'Insurrection de Varsovie a été construit aux derniers moments de la vie du régime communiste et l'histoire de sa construction est caractéristique de l'attitude envers la résistance présentée ci-dessus et de l'évolution de ladite attitude. Immédiatement après la guerre, il n'était pas question d'ériger un tel monument. En 1956, après la « déstalinisation », a été commencée une collecte de fonds destinée à cette fin. En effet, en 1964, le monument a été élevé, mais sous le nom de « Monument aux Héros de Varsovie » au lieu de « Monument à l'Insurrection de Varsovie ». Ce monument s'est intégré dans le paysage de la ville, mais ce n'était toujours pas celui que l'on attendait. En revanche, trois ou quatre monuments ont été érigés dans les rues principales de Varsovie commémorant la lutte des communistes pendant la guerre, morts au combat.

Au début des années quatre-vingts, dans le contexte des changements démocratiques de l'époque en Pologne, l'idée d'ériger le Monument à l'Insurrection de Varsovie a refait surface. Des actions ont été entreprises dans ce sens. Après avoir retrouvé le contrôle de la situation, les autorités ont changé la composition du comité de construction, modifié le projet et, bien entendu, elles sont revenues à l'idée de dédier le monument aux héros de l'Insurrection, et non à l'Insurrection elle-même. Finalement, le monument a été inauguré le 1er août 1989, donc déjà après les élections du 4 juin qui ont marqué la fin réelle du communisme en Pologne. Sur le pan du mur situé

à côté du monument et faisant en fait partie de celui-ci, a été portée l'inscription suivante : « Insurrection de Varsovie 1944 ». Cette inscription a été un compromis étant donné qu'elle pouvait être considérée comme une information neutre sur le fait lui-même, et non pas comme une dédicace. Le discours d'inauguration a été fait par un général qui, pendant la guerre, était lié à la résistance communiste, quoiqu'ayant participé, en effet, à l'Insurrection de Varsovie. Le général Jaruzelski était présent à l'inauguration, fidèle à sa politique de l'époque consistant à souligner à chaque occasion les liens entre lui-même et les communistes d'une part, et l'histoire nationale d'autre part.

* * *

Bien que cela puisse paraître paradoxal, dans la Pologne communiste on passait souvent sous silence et/ou on faussait de nombreux éléments de l'histoire du mouvement communiste lui-même sous l'occupation nazie, et pas seulement pour gonfler son importance. Par exemple, le document de la fondation de la Pologne communiste qu'était le « Manifeste de Juillet » proclamé à la fin de la guerre n'était pas publié. Rédigé à Moscou, proclamé le 22 juillet 1944 à Lublin[2], le Manifeste annonçait la création d'un État démocratique et beaucoup d'autres choses bien agréables. Ainsi, la date de sa proclamation devint jour de fête nationale — néanmoins son texte n'était pas publié.

De nombreux éléments de l'histoire du mouvement communiste pendant la guerre étaient (et peut-être restent-ils toujours) ambigus. Beaucoup d'entre eux n'ont pas été expliqués à fond, comme le démontrent les conflits au sein du POUP (Parti Ouvrier Unifié Polonais) qui se déclarèrent lors des confrontations entre les fractions respectives en 1968. L'une des fractions, promouvant clairement les mérites et la

mémoire du mouvement communiste fonctionnant en Pologne sous l'occupation nazie, était confrontée à la fraction issue des milieux communistes s'étant organisés (ayant été organisés ?) en URSS pendant la guerre. Bien que diverses, les racines de ce conflit plongent profondément dans l'histoire de l'époque de l'occupation.

La fraction des communistes soulevant les mérites « nationaux » a joué le rôle de défenseur des traditions nationales polonaises. Elle s'est servie pour cela également des mérites guerriers des Polonais non-communistes. Instrumentalement, elle tendait à réhabiliter certains non-communistes et certaines actions non-communistes auparavant condamnés. Dans certains cas, cette fraction fut le moteur de l'évolution susmentionnée de l'attitude communiste envers l'histoire de la guerre et de l'occupation nazie (par exemple en ce qui concerne l'évaluation de la défaite de 1939 ou l'octroi des droits d'anciens combattants à un plus grand nombre de membres de la résistance non-communiste). Elle tentait de créer une espèce de front uniforme, en même temps polonais et communiste, dirigé contre les communistes ayant vécu la guerre en URSS et étant revenus en Pologne avec l'armée communiste et qui, quelle coïncidence ! devenaient la cible de ses attaques lorsqu'ils s'avéraient être d'origine juive.

Une autre cible visée par la fraction en question était les gens qui, appartenant aux milieux communistes, commençaient à douter de la forme de communisme réalisée. Après la stabilisation du nouveau régime, la première révolte anticommuniste en Pologne était sortie dans une large mesure des milieux communistes au nom du « communisme à visage humain »; elle était donc éloignée de la tradition guerrière polonaise. En conséquence, il était possible de la discréditer aux yeux de la population, en tant qu'étrangère et c'est dans ce sens qu'allaient les actions entreprises contre ces gens.

Ce qui donnait du piment à ces actions soi-disant patriotiques, mais en réalité souvent chauvines, c'est qu'elles étaient personnalisées et menées par le Ministre de l'Intérieur de l'époque qui, juste après la guerre, était le chef de la police politique communiste dans l'une des grandes villes et qui était entouré en permanence de gens liés à la police politique de l'époque. Beaucoup de choses restent encore inexpliquées quant à ces actions dont l'apogée eut lieu en 1968. Elles avaient une signification multiple et des objectifs sans doute très variés, dont entre autres celui de gagner la reconnaissance de la nation en lui restituant un droit à la mémoire nationale de l'histoire des temps de la guerre, qui soit plus proche de la vérité qu'auparavant, ce qui se situait sûrement à la bonne place.

* * *

Un problème très difficile du point de vue de la vision communiste des temps de la guerre et de l'occupation était celui de la population juive. Dans son approche, la propagande communiste devenait presque schizophrénique. D'une part, l'holocauste juif perpétré par les nazis était une illustration parfaite des crimes du fascisme. Du point de vue de la propagande communiste, il l'était beaucoup plus même que la destruction de Varsovie où, avec un peu de réflexion, on trébuchait sur la question de l'Insurrection de Varsovie et de l'inaction soviétique. Il jouait le jeu de la propagande beaucoup mieux que toute la guerre dans les autres régions du monde où les pays de l'Axe étaient combattus, quelle déveine ! par les alliés impérialistes. Il était également commode de parler des crimes contre les Juifs car dans sa perspective, le bilan de l'attitude polonaise envers eux dans la Pologne d'entre-deux-guerres, période particulièrement haïe par les communistes, était dressé de manière encore plus sombre qu'il ne l'était dans

la réalité, tout comme les épisodes anti-juifs en Pologne après la guerre qui étaient perçus et présentés comme des actes de l'ancienne Pologne.

Ainsi, à la différence de nombreux faits du temps de la guerre, le crime contre les Juifs était évoqué très souvent. Le Monument aux Héros du Ghetto a été érigé dès 1948, donc pour le cinquième anniversaire de l'insurrection dans le ghetto et à l'endroit du premier accrochage entre la résistance juive et les nazis. Mais cette question n'était pas non plus aussi simple qu'il y paraissait.

En règle générale, le communisme n'aimait pas évoquer le problème juif car il allait au-delà de sa pensée schématique. En effet, au début des années cinquante, le communisme mettait l'accent sur son propre antisémitisme, voulant se défaire de l'étiquette de la « commune des Juifs ». Présumant de l'existence de sentiments antisémites parmi la population polonaise, il préférait ne pas encourir la défaveur de celle-ci. Les communistes d'origine juive arrivés aux hauts postes dans la hiérarchie communiste étaient parfois mal à l'aise lorsqu'il s'agissait du problème juif : très souvent, ils voulaient effacer la mémoire de leur propre appartenance à l'ethnie juive et de toute la communauté juive.

En conséquence, on parlait peu de la vie intérieure, y compris celle des milieux politiques juifs sous l'occupation, et des relations polono-juives de l'époque. Les gens ayant activement aidé les Juifs dans le cadre de la résistance non-communiste étaient incarcérés en tant que soldats de ladite résistance. On ordonnait aux communistes d'origine juive de changer de nom. L'une des héroïnes peu nombreuses de la résistance communiste n'a jamais été appelée par son nom juif. En 1968, le comité de rédaction de la première encyclopédie polonaise après la guerre a été démantelé sous prétexte d'avoir surestimé les souffrances des Juifs pendant la guerre au détriment des souffrances des Polonais (il s'agissait des statistiques

des camps de concentration et des camps de la mort). La propagande et les programmes d'éducation faisaient grand cas de l'aide portée aux Juifs par la société polonaise : finalement, l'holocauste a fini par être considéré à travers le prisme de cette aide. Pendant longtemps, Auschwitz fut présenté comme cimetière de toutes les nations — tout en oubliant les Juifs. Lorsqu'il y a quelques années, les milieux juifs mondiaux ont soulevé la nécessité de souligner l'importance de ce camp pour la tragédie juive, cela a provoqué l'étonnement d'une grande majorité de Polonais, et ce n'était pas un étonnement feint.

L'ambivalence communiste au sujet de la question juive n'était pas la seule raison pour laquelle ce fragment de la réalité de l'occupation, comprenant un grand nombre de citoyens polonais assassinés pendant la guerre, s'est trouvé pratiquement en dehors du champ de la mémoire collective polonaise. Cela était dû également au fait que dans son cas, il n'y a pas eu de facteurs s'opposant au mécanisme communiste de silence, comme c'était le cas par exemple pour la résistance polonaise. À la veille de la guerre, l'écart entre les collectivités juive et polonaise était énorme. En conséquence, les Juifs mouraient en masse, mais aussi en solitude. La collectivité, véhicule naturel de la mémoire de son histoire, n'a pas survécu. Après la guerre, le mécanisme de transfert de l'agression a joué et l'aversion pour le communisme s'est abattue dans une large mesure sur les Juifs. Les Juifs restant sur l'orbite du système communiste étaient vus beaucoup mieux que les autres. Les gens voyaient que le monument à l'insurrection dans le ghetto de Varsovie avait été élevé, et celui commémorant l'Insurrection de Varsovie, non. Tout cela ne portait pas à cultiver la mémoire et la réflexion sur l'histoire des Juifs polonais sous l'occupation nazie. En conséquence, elle n'est pas entrée de façon significative dans la mémoire collective historique polonaise. La plaque commémorant l'insurrection dans le ghetto de Varsovie a été, certes, installée sur les colonnes du Tombeau

du Soldat Inconnu parmi les autres plaques commémorant les actes guerriers polonais, mais le cinquantième anniversaire de ladite insurrection s'est heurté à l'indifférence des Varsoviens; elle n'a pas été mentionnée à l'appel des morts organisé à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'armistice, et nombre d'historiens polonais tendent à diminuer son importance en qualifiant cette révolte d'acte de défense. On comprend toujours mal les aspirations juives concernant Auschwitz en tant que lieu de mémoire juive.

* * *

Après la chute du communisme, beaucoup de comptes des préjudices et/ou d'actes d'ignorance sur les temps de la guerre et de l'occupation ont été réglés ou bien sont en train de l'être. Le départ de l'Armée Rouge (Russe) de la Pologne a liquidé le plus palpable vestige de la guerre. Le premier président de la République de Pologne après 1989 élu aux élections démocratiques a reçu les insignes du pouvoir du Président de la République de Pologne en émigration, renouant ainsi la liaison avec l'État polonais fonctionnant pendant la guerre et dans la clandestinité. Les dépouilles de nombreux Polonais éminents morts à l'étranger pendant la guerre ou éparpillés à travers le monde entier par celle-ci, sont revenues à la patrie pour y trouver le repos. La justice et les privilèges ont été rendus aux gens ayant mérité au temps de la guerre et jusqu'à présent victimes de l'injustice. La vérité sur Katyn et les autres camps communistes a été divulguée; on a fait beaucoup pour commémorer ces lieux tragiques. Nombre de monuments ont été élevés (dont celui « Aux Personnes Mortes et Assassinées à l'Est » inauguré le 17 septembre 1995). Nombre de rues ont reçu le nom des héros du temps de la guerre, remplaçant souvent les noms de personnages communistes rejetés par la population (y compris ceux qui s'étaient distingués dans le

mouvement communiste pendant la guerre). Les plaques manquantes voire enlevées dans les années cinquante des colonnes du Tombeau du Soldat Inconnu à Varsovie commémorant les lieux de bataille et de souffrances des Polonais ont retrouvé leur place. On a commencé à pénétrer dans les archives polonaises et soviétiques (russes) auparavant défendues. Nombre d'analyses et de livres de vulgarisation sur la guerre ont été publiés. Les questions générales nécessitant d'être discutées ont été posées, et entre autres la question de savoir si l'année 1945 signifiait pour la Pologne la liberté, ou bien l'esclavage ?

Beaucoup de choses ont été dites sur le sort des Polonais en Russie pendant la guerre. Un débat a été commencé sur la réalité de la déportation des Polonais des territoires perdus par la Pologne en faveur de l'URSS et de celle des Allemands chassés des territoires perdus par l'Allemagne en faveur de la Pologne. Les discussions sur les relations polono-ukrainiennes et polono-lituaniennes pendant la guerre ont été lancées. On a vu beaucoup de publications relatives à la déportation susmentionnée des Ukrainiens en Pologne après la guerre. La Pologne a vécu une vague d'intérêt pour l'histoire juive, y compris pour le problème juif et les relations polono-juives pendant la guerre. Cette vague a donné lieu à de nombreuses publications, examens de conscience à ce sujet, et entre autres à un concours sur l'histoire et la culture des Juifs polonais adressé aux lycéens; ses participants ont trouvé beaucoup d'informations sur l'histoire des Juifs dans les petits villages pendant l'occupation.

Les personnes ayant survécu au ghetto se sont vu octroyer les droits d'anciens combattants. Lors de la célébration du 54ème anniversaire de l'insurrection dans le ghetto de Varsovie (1997), Marcin Święcicki, Président de la ville de Varsovie, a parlé de l'histoire juive comme d'une partie de l'histoire de la ville et remis des médailles commémorant l'anniversaire de la capitale aux représentants de la communauté juive actuelle. La

Municipalité de Varsovie engage des actions visant à conserver la mémoire de la présence juive dans le passé.

* * *

Chose importante, le rapprochement vers la vérité sur la deuxième guerre mondiale n'a pas provoqué de réactions chauvines significatives. Nombre de monuments de reconnaissance à l'Armée Soviétique ont été démolis, certes, mais les cas de profanations de tombes de soldats soviétiques morts en Pologne ont été exceptionnels. Les soldats russes n'ont pas été la cible d'agression, ce qui pourtant aurait pu facilement arriver dans la phase finale de leur stationnement en Pologne. Malgré de fortes oppositions, des rencontres d'anciens combattants polonais et allemands de la deuxième guerre mondiale ont bien eu lieu, sans parler des contacts actuels très intenses sur le plan politique, culturel et militaire entre la Pologne et l'Allemagne. Des démarches ont été engagées en vue d'avoir les meilleures relations possibles avec les voisins orientaux de la Pologne. La dernière phrase de la déclaration commune des Présidents de la Pologne et de l'Ukraine signée à Kief le 21 mai 1997 est très significative :

« Au seuil du XXI^{ème} siècle, rappelons-nous du passé, mais pensons à l'avenir ».

* * *

Naturellement, il reste encore beaucoup de questions non réglées, et notamment celle de priver de leurs honneurs et droits, voire même de juger ceux qui martyrisaient et condamnaient injustement les personnes ayant rendu de grands services pendant la guerre. Parfois, c'est le temps qui règle charitablement le problème : le juge qui a condamné injustement, en 1952, le général de la Résistance August Emil

Fieldorf à la peine de mort (la peine ayant été exécutée) et qui était sur le point de comparaître devant le tribunal, vient de mourir de vieillesse.

En marge des processus de réparation des dommages et de reconstruction de la mémoire collective, de nouveaux problèmes ont vu le jour. Des actions visant à restituer la connaissance du passé sont entreprises souvent effrontément par des gens dont les efforts tendaient auparavant dans la direction opposée. Nombre d'actions actuelles (y compris les inaugurations de monuments) sont empêtrées dans la politique courante et les jeux entre les partis respectifs.

Les questions relatives aux droits des anciens combattants n'ont pas encore été entièrement réglées, et les vérifications, quoique nécessaires, peuvent être la source d'un sentiment d'injustice de la part des perdants. Le pèlerinage en Italie des anciens combattants ayant participé à la prise de Monte Casino à l'occasion du cinquantième anniversaire de la bataille, organisé par l'intermédiaire d'une agence de voyages malhonnête, a fait un désastre et transformé les solennités en tragi-comédie.

La révision de la vision communiste de l'histoire donne souvent lieu a des accusations non seulement exagérées et douteuses, mais aussi de mauvais goût à l'adresse des communistes (tout en oubliant que dans de nombreuses organisations clandestines il y avait des choses malhonnêtes). Elle entraîne également des évaluations excessivement positives de certaines organisations anticommunistes qui, certes, ne méritaient pas des accusations absurdes, mais qui n'étaient pas toujours saintes.

La sensibilité des Polonais aux accusations d'antisémitisme, étant dans une certaine mesure une attitude défensive, mais aussi une réaction aux accusations injustement généralisées, ne facilite pas le règlement de nombreux problèmes historiques relevant des relations polono-juives (antisémitisme, attitude envers l'insurrection dans le ghetto). L'attitude de la partie

juive ne facilite pas toujours les actions entreprises dans ce sens. Bien qu'Auschwitz soit commémoré déjà comme lieu de mémoire des Juifs et des Polonais, ce problème sensible refait parfois surface.

Un autre problème délicat est celui de la construction de monuments à la mémoire des personnes mortes dans les combats contre la Pologne et les Polonais. Cette situation est loin d'être théorique, étant donné la tradition ukrainienne dans la région Est de la Pologne actuelle, et la tradition allemande sur les territoires occidentaux. Dans le cadre des débats sur les relations polono-lituaniennes et polono-ukrainiennes, se font entendre, d'un côté et de l'autre, des voix parfois difficiles à accepter dans le cadre d'une discussion sur le passé ayant pour objectif de connaître et de surmonter l'histoire. Dans les réactions anti-ukrainiennes du côté polonais, et anti-polonaises du côté ukrainien, malgré leur caractère relativement limité, la mémoire des problèmes du temps de la guerre se fait sentir.

Pratiquement, on n'a pas réussi à avancer la question des réparations au titre du travail servile des Polonais en URSS. Pour contre-balancer la période passée et pour remplir les lacunes dans la mémoire collective, on parle actuellement plus des crimes soviétiques commis pendant la guerre que de ceux commis par les nazis. Dans plusieurs domaines, les relations avec la Russie sont plus difficiles et plus chargées d'histoire que les relations avec l'Allemagne.

Reste toujours à régler le problème du patrimoine juif, y compris le patrimoine commun des collectivités juives. La restitution des biens privés paraît impossible, mais le patrimoine public sera sans doute restitué ce qui pourra engendrer encore beaucoup de problèmes. Il y a également les revendications toujours non satisfaites des Ukrainiens déplacés après la guerre.

Reste toujours à régler le problème des tombes allemandes sur le territoire polonais. De nombreux monuments qui

auraient dû être érigés depuis longtemps attendent toujours d'être élevés, ce qui n'est devenu possible qu'après la chute du communisme. Ce n'est que maintenant qu'on va construire le musée de l'histoire juive sur le terrain de l'ancien ghetto de Varsovie. Beaucoup de lieux historiques, notamment sur le territoire de l'ancienne URSS, qui devraient être commémorés ne le sont toujours pas. L'appellation de certains endroits porte toujours aux controverses (comme c'est le cas du général Zygmunt Berling, héros communiste du temps de la guerre, dont le nom a été donné à l'un des ponts de Varsovie).

Malgré toutes ces imperfections, malgré des actions qui durent toujours, malgré tout ce qui reste encore à faire, le fait fondamental s'est déjà produit : la mémoire de la guerre et de l'occupation a été libérée.

* * *

La muselière passée à la mémoire sous le régime communiste a produit des effets de deux genres (et il serait difficile de définir le poids relatif de chacun d'eux). D'une part, il limitait naturellement les connaissances de la population sur un grand nombre de questions relatives à l'occupation, mais d'autre part, il aidait à cultiver la mémoire de celle-ci.[3] Des plaques commémoratives étaient installées dans les églises, dans nombre de familles on gardait des souvenirs, les anciens combattants cultivaient les souvenirs et les liens d'amitié qui frôlaient parfois les liens existant dans une organisation. Les guides ou illustrations d'avant-guerre sur les territoires Est de la Pologne perdus en faveur de l'URSS montaient en prix.

Le fait de cultiver les souvenirs de la guerre, de l'activité clandestine et de l'Insurrection de Varsovie correspondait fort avec le souvenir, très ancré dans la mentalité des Polonais encore à l'époque du communisme, de la tradition de la lutte

pour l'indépendance et des mouvements clandestins. La défense de la tradition de la lutte pendant la guerre correspondait également avec la défense plus ou moins consciente de la tradition historique polonaise et catholique au sens plus large du terme.

Le souvenir de la guerre était très fort non seulement dans les pensées privées des gens : elle apparaissait même dans les protestations ouvertes contre le communisme que l'on a vues exploser plusieurs fois en Pologne. En 1956, la réaction de la population a été modérée entre autres pour éviter pour Varsovie la situation d'après l'Insurrection de Varsovie, car une telle perspective se dessinait vu l'expérience de Budapest. Après l'introduction de l'état de siège en 1981, les formes de l'activité clandestine, les symboles et les notion connues des Polonais pendant la guerre sont revenus en force.

Dans la nouvelle situation survenue après la chute du communisme, les jeunes, d'une part, apprennent plus et de façon plus vraie sur les temps de la guerre et de l'occupation à l'école et/ou à la télé, mais d'autre part, l'impératif de cultiver le souvenir de la guerre a diminué dans la société. On n'est plus obligé de rechercher les livres sur l'occupation — d'abord ceux qui sont relativement meilleurs que les autres, ensuite ceux publiés clandestinement, et enfin les premiers livres officiels présentant une histoire plus vraie. On n'est plus obligé de s'y intéresser pour la simple raison d'être Polonais. Le temps de l'occupation passe dans l'histoire.

* * *

Il y a longtemps, en bavardant avec un Français, mon Père qui était d'ailleurs ancien combattant de la résistance non-communiste, avait dit : « chez nous, après la guerre... ». Et son interlocuteur de l'interrompre pour lui demander : « chez vous, c'est toujours *après la guerre* ? ». Mon Père avait

répondu par l'affirmative. Si cet entretien avait lieu aujourd'hui, je pourrais lui répondre : « il se peut qu'aujourd'hui on commence enfin de ne plus être *après la guerre* ».

Varsovie, le 9 mai 1998 (soit 53 ans après la fin de la deuxième guerre mondiale).

NOTES

1. Ce sont les mots de Wiaczeslaw Molotoff à la réunion du Conseil Suprême de l'URSS le 31 octobre 1939. Dans les traductions polonaises, le mot d'« embryon » est remplacé souvent par le mot de « bâtard ». Pour le besoin du présent texte, a été adoptée la traduction d'A. Garlicki, *Histoire de 1939 à 1996 (97). La Pologne et le Monde. Manuel pour lycées d'enseignement secondaire général,* Wydawnictwo Naukowe « Scholar », Varsovie, 1997, p. 40.
2. Lublin a été la première ville d'importance, à l'intérieur des nouvelles limites polonaises, où entrèrent l'Armée soviétique et les troupes polonaises régulières, accompagnant celle-ci et organisées par les communistes.
3. Cf. entre autres, les publications de Włodzimierz Borodziej, Barbara Szacka et Tomasz Szarota basées sur des recherches plus approfondies sur la connaissance collective de la guerre et sur la mémoire du temps de la guerre en Pologne.

TABLE DES MATIÈRES

Avertissement v

LITTÉRATURE

Ewa Dorota Żółkiewska — La guerre à l'envers dans un monde à l'envers. Le cas d'*Aucassin et Nicolette* 3

Dorota Szeliga — Entre l'amitié et la méfiance : les premiers contacts des navigateurs français avec les indigènes à travers quelques récits de voyage du début de la Renaissance 15

Andrzej Siemek — La guerre du libertinage 31

François Brunet — Deux poètes et le siège de Paris : les *Tableaux de siège* de Th. Gautier et les *Idylles prussiennes* de Th. de Banville 45

Marthe Molinari — L'intelligence de la mort dans *La Guerre et la Paix* de Tolstoï 65

Joanna Żurowska — Marcel Proust et la guerre dans *À la recherche du temps perdu* 79

Halina Suwała — L'occupation allemande vue par Paul Cazin 95

Paule Plouvier — La dialectique guerre et paix dans *Fureur et Mystère* de René Char 115

HISTOIRE

Dominique Biloghi	Chronique d'une guerre annoncée : le Languedoc face au Désert des Tartares (1685-1787) 127
Nicole Cadène	L'Amazone des Highlands. L'épopée militaire de Marie Stuart selon l'historiographie française de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle 139
Hubert Heyriès	Le syndrome piémontais de la défaite face à l'Autriche au cœur du XIX^{ème} siècle 157
Pierre Guibbert	La guerre de 1870 et la préparation scolaire de la revanche 179
Odon Abbal	Mémoire de la guerre dans l'Hérault : Injalbert et Dardé 195
Frédéric Rousseau	Essai d'une histoire européenne de la guerre et de la paix en Europe au XX^{ème} siècle. De la Grande Guerre à la guerre de Soixante-dix ans 217
Rainer Riemenschneider	De la guerre à la paix. Un changement de paradigme : *La bataille de Verdun* dans les manuels scolaires allemands (1917-1998) 229
Stefan Meller	Piłsudski, référence polonaise hors du commun..... 259

Pierre Barral	Charles de Gaulle et la Pologne (1920-1970).....271
Lidia Milka-Wieczorkiewicz	Groupement spécial des Polonais à Tadla (Maroc) en 1941.....285
Alain Chante	La guerre mondiale chez les animaux de Calvo (1945) : une médiation nécessaire.....313
Marcin Kula	Quelques difficultés avec la mémoire collective de la dernière guerre en Pologne.....329

* *

*